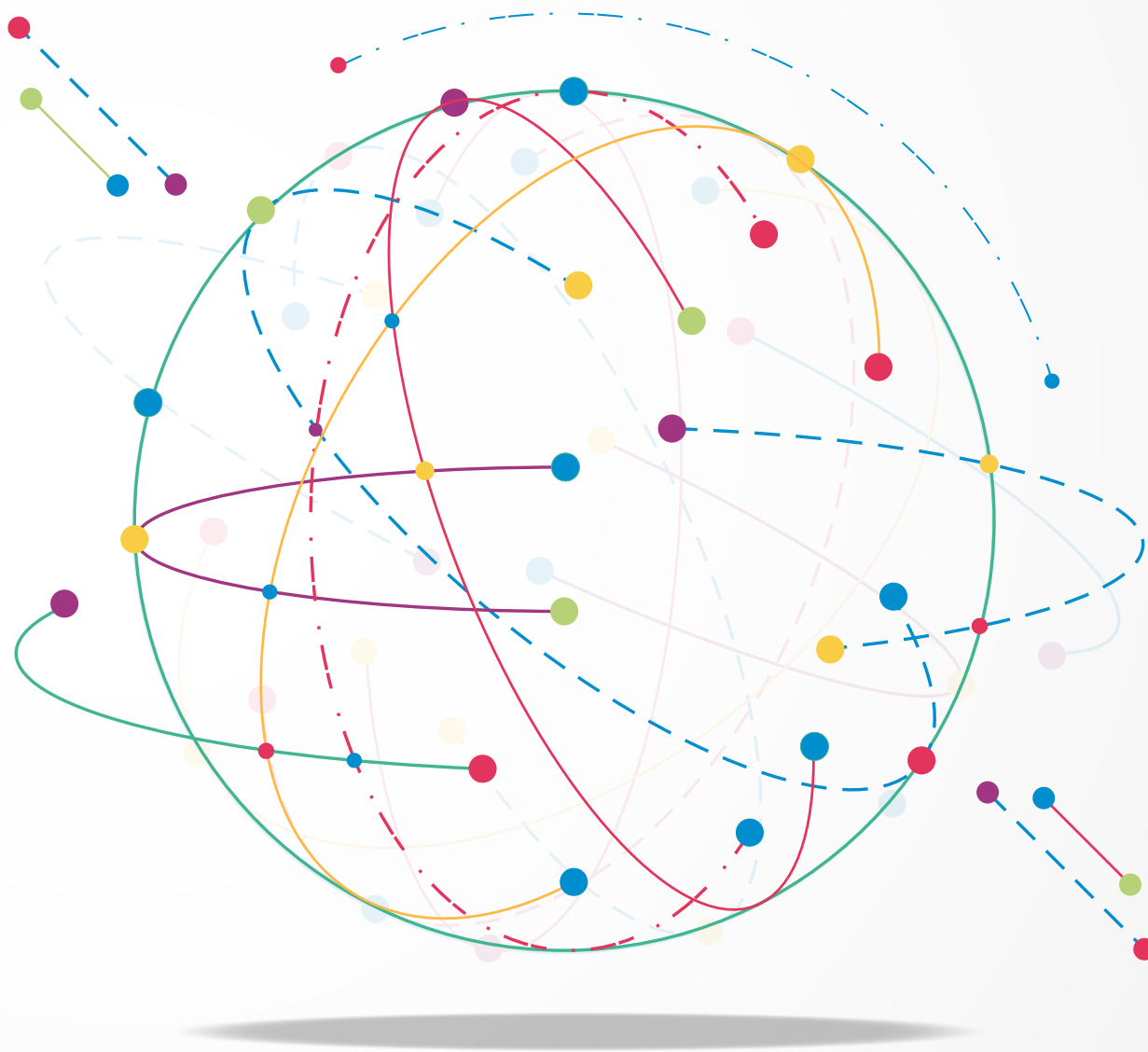


RAPPORT STATISTIQUE
EXERCICE 2019

MOBILITÉ INTERNATIONALE

LES DONNÉES DE
LA PROTECTION
SOCIALE



ISSN 2742-4723 (en ligne)
ISSN 2742-8958 (imprimé)
Directeur de la publication : Armelle Beunardeau
Réalisation : Direction des Études Financières et Statistiques
Contact : defs@cleiss.fr
Création graphique : Agence Bolivie - www.agence-bolivie.fr



RAPPORT STATISTIQUE
EXERCICE 2019

MOBILITÉ INTERNATIONALE

LES DONNÉES DE LA PROTECTION SOCIALE

Avant-propos

Quel est l'objet du présent rapport statistique que le CLEISS publie depuis 1969 ? (Champ, thématiques et méthodes)

L'objectif des règlements européens et des accords internationaux de sécurité sociale est de faciliter la libre circulation des personnes en mobilité transnationale en assurant une continuité de leur protection sociale lorsqu'elles passent d'une législation à une autre. Pour y parvenir, ces règlements et accords organisent une coordination des systèmes de sécurité sociale de deux ou plusieurs États ; ils ne prétendent pas à une uniformisation de ces systèmes.

73 pays et territoires sont visés par les accords internationaux de sécurité sociale

Pour favoriser cette mobilité internationale, la France dispose de cadres juridiques visant l'ensemble de la protection sociale :

- **Les règlements européens n° 883/2004 et n° 987/2009** applicables aux États membres de l'Union européenne, aux 3 pays de l'EEE (Islande, Liechtenstein et Norvège) et à la Suisse ;
- **Les accords internationaux de sécurité sociale, dont 38 conventions bilatérales** conclues avec des États, essentiellement extra-européens, et **3 décrets de coordination** concernant les territoires ultramarins de Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Saint-Pierre-et-Miquelon.

A noter : contrairement aux règlements européens qui visent tous les risques relevant de la protection sociale, le contenu des accords bilatéraux n'est pas uniforme ; le champ des droits qu'ils couvrent est moins large que celui des règlements européens.

Le champ des bénéficiaires concernés est très large à la mesure de l'universalisation de la protection sociale

S'agissant des pays de l'UE-EEE-Suisse et des collectivités d'outre-mer ne relevant pas des décrets de coordination concernés, le champ des bénéficiaires est très large :

- l'ensemble des citoyens et ressortissants de l'UE-EEE-Suisse,
- les réfugiés et apatrides résidant dans un État membre qui sont ou ont été soumis à la législation d'un ou de plusieurs États membres, ainsi que les membres de leur famille et leurs survivants ;
- et également les ressortissants d'États tiers, uniquement dans les relations entre les États membres de l'UE, à l'exception du Danemark et du Royaume-Uni (sauf, pour ce dernier, application du règlement CEE 1408/71 et 574/72).

Au contraire, le champ des bénéficiaires des conventions bilatérales et décrets de coordination est généralement limité aux ressortissants de l'une ou l'autre des parties, qui exercent ou ont exercé une activité professionnelle dans l'autre partie.

Des thématiques variées : flux financiers, contexte migratoire et législation applicable (détachement et pluriactivité)

- En matière de **paiements de prestations** : les remboursements de soins de santé (et les contrôles médicaux), les prestations en espèces d'assurance maladie-maternité et/ou paternité et d'accidents du travail et maladies professionnelles, les prestations familiales, les pensions, rentes et allocations et les prestations chômage versées dans le cadre de la mobilité internationale des assurés.
- En matière de **législation applicable, détachement et pluriactivité des travailleurs** : concernant les règlements européens, le Cleiss exploite les données du régime général et procède plus

largement depuis plus d'une dizaine d'années à la collecte annuelle des dénombrements de formulaires de détachements émis par d'autres organismes de protection sociale français (MSA et RATP). Il s'agit dans ce cas des **détachements « sortants » de la France vers les pays de l'UE-EEE-Suisse**.

Depuis cinq ans, le Cleiss diffuse également les dénombrements de formulaires A1 ou E101 émis par les organismes de protection sociale européens pour des détachements en France : on parle alors de **détachements ou de pluriactivité* « entrants » des pays de l'UE-EEE-Suisse vers la France**. Ces données sont collectées chaque année par la CACSSS (Commission Administrative pour la Coordination des Systèmes de Sécurité Sociale), et complétées, pour quelques pays, par les données collectées via la base de données du Cleiss. En matière de pluriactivité*, les données ne sont pas disponibles selon une ventilation par pays d'accueil. Afin de mesurer ce phénomène, une analyse globale est réalisée pour les pays de l'UE-EEE-Suisse.

Des informations sur les détachements « sortants » sont également disponibles pour les pays bénéficiant de conventions bilatérales, les territoires avec décrets de coordination ou dans le cadre des dispositions spécifiques du code de la sécurité sociale.

- Dans le cadre de la réciprocité des accords : **les flux financiers en matière de pensions** de vieillesse et d'invalidité, en provenance des organismes européens de protection sociale vers la France.
- Les **mouvements migratoires** : informations communiquées par l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (Ofii) et le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Cette information permet d'éclairer le lecteur sur le contexte de la mobilité internationale et son évolution.

* Pour la définition de ces notions juridiques, voir plus spécifiquement la partie 5 (Législation applicable)

Le présent rapport vise à documenter ces thématiques en apportant des éléments chiffrés récents et des perspectives pluriannuelles

En application du Code de la Sécurité Sociale, le Centre des Liaisons Européennes et Internationales de Sécurité Sociale (Cleiss) a pour mission de collecter les données statistiques et comptables sur la mise en œuvre des règlements de l'Union Européenne, des accords internationaux de sécurité sociale et des autres accords de coordination, et d'établir un rapport annuel décrivant essentiellement l'ensemble des transferts de fonds connus vers ou en provenance de l'étranger au titre de la protection sociale.

Ces transferts financiers sont enregistrés par les organismes de sécurité sociale, les organismes d'assurance chômage et les institutions de retraite complémentaire, puis transmis au Cleiss qui les compile et vérifie leur cohérence.

AVERTISSEMENT :

Les évolutions des systèmes d'information qui ont été menées par la Cnaf, l'Agirc-Arrco (y compris la fusion des deux régimes au 1^{er} janvier 2019) et la Cnav ont rendu, tout au long de l'année, la collecte des données 2019 complexe. Cela s'est traduit par des remontées statistiques au Cleiss, parfois tardives ou partielles (voir les notes pages suivantes et signalées dans les parties 2 et 3).

NOUVEAUTÉ 2019 :

Les allocations des retraites complémentaires de la partie 3 – Rentés, pensions et allocations – ont été complétées par les données des professionnels libéraux (hors avocats) transmises par la caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales (CNAVPL).

Cette nouveauté manifeste la volonté du Cleiss d'approfondir les travaux qu'il conduit en matière statistique en apportant une plus large information et en procédant à des nouveaux traitements de données.

POUR INFORMATION :

> Pour toute demande relative à notre publication

Contactez : defs@cleiss.fr

> Pour toute autre information
Consultez le site du Cleiss :
www.cleiss.fr

SOMMAIRE GÉNÉRAL

INTRODUCTION..... 4

PARTIE 1 : SOINS DE SANTÉ – MALADIE AT/MP

Les créances et les dettes présentées.....	14
Les remboursements des dépenses de santé ...	21
... par la France.....	21
... dans le cadre de la coordination.....	35
Incapacité temporaire.....	45

PARTIE 2 : PRESTATIONS FAMILIALES

Synthèse	56
Règlements européens	58
Accords internationaux	62

PARTIE 3 : RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS

Avant-propos	68
Synthèse	69
Règlements européens	71
Accords internationaux	88
Pays hors conventions	105

PARTIE 4 : ASSURANCE CHÔMAGE

Règlements européens	108
-----------------------------------	------------

PARTIE 5 : LÉGISLATION APPLICABLE

Avant-propos	112
Règlements européens	118
Accords internationaux	129
Pays hors conventions	131

PARTIE 6 : FLUX FINANCIERS ÉTRANGER > FRANCE

Règlements européens	136
-----------------------------------	------------

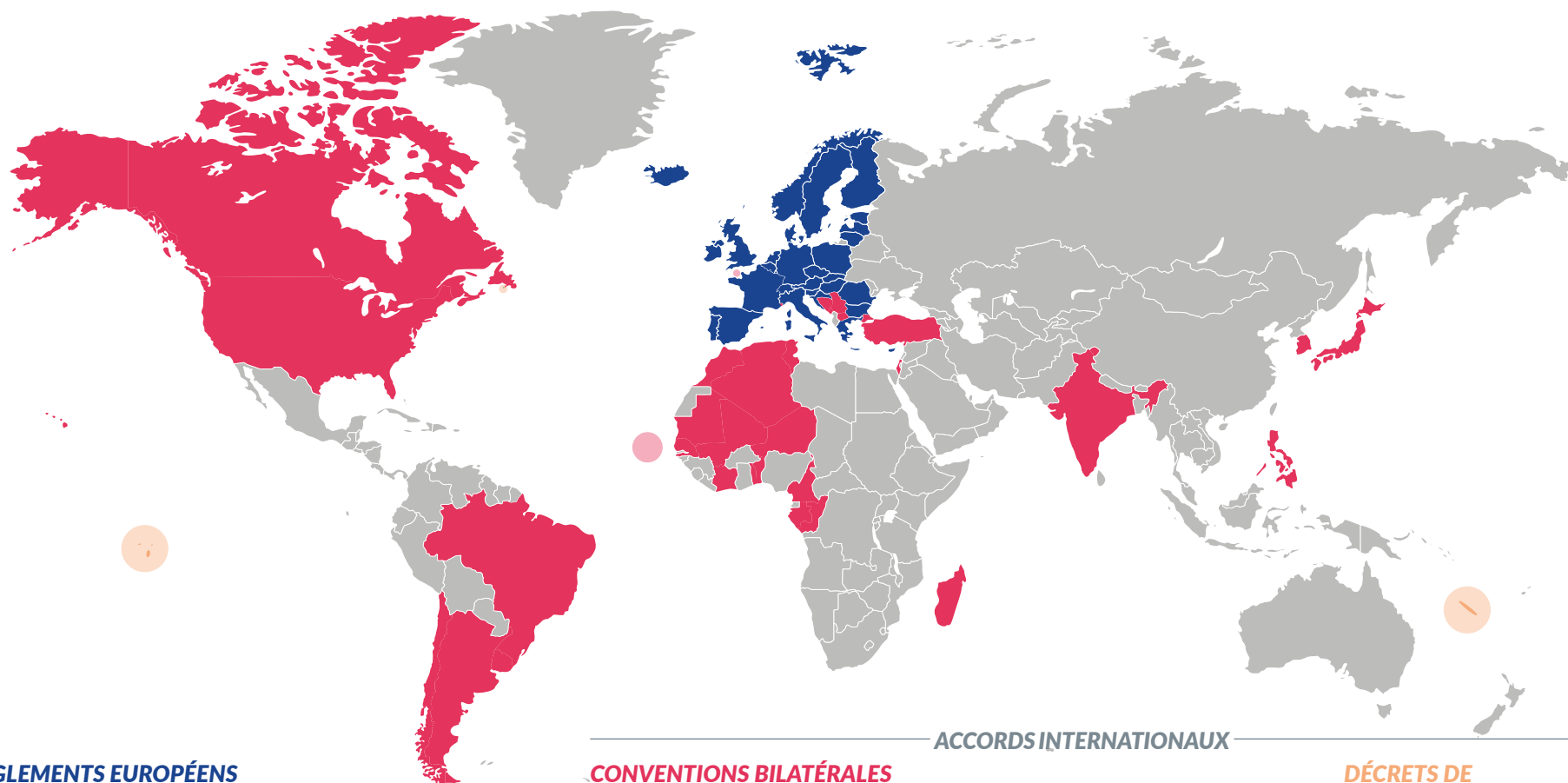
PARTIE 7 : MOUVEMENTS MIGRATOIRES

Les travailleurs étrangers entrés en France	140
Immigration familiale	146
Les Français à l'étranger	150

GLOSSAIRE ET SOURCES.....	158
----------------------------------	------------



INTRODUCTION

Les accords de sécurité sociale signés par la France dans le monde**RÈGLEMENTS EUROPÉENS**

- Allemagne
- Autriche
- Belgique
- Bulgarie
- Chypre
- Croatie
- Danemark
- Espagne
- Estonie
- Finlande
- France
- Grèce
- Hongrie
- Irlande
- Islande
- Italie
- Lettonie
- Liechtenstein
- Lituanie
- Luxembourg
- Malte
- Norvège
- Pays-Bas
- Pologne
- Portugal
- République-tchèque
- Roumanie
- Royaume-Uni
- Slovaquie
- Slovénie
- Suède
- Suisse

CONVENTIONS BILATÉRALES

- Algérie
- Andorre
- Argentine
- Bénin
- Bosnie-Herzégovine
- Brésil
- Cameroun
- Canada
- Cap-Vert
- Chili
- Congo (Brazzaville / Rep. du)
- Corée du Sud
- Côte D'Ivoire
- États-Unis
- Gabon
- Guernesey, Aurigny, Herm, Jethou
- Inde
- Israël
- Japon
- Jersey
- Kosovo
- Macédoine du Nord
- Madagascar
- Mali
- Maroc
- Mauritanie
- Monaco
- Monténégro
- Niger

ACCORDS INTERNATIONAUX**DÉCRETS DE COORDINATION**

- Philippines
- Québec
- Saint-Marin
- Sénégal
- Serbie
- Togo
- Tunisie
- Turquie
- Uruguay
- Nouvelle-Calédonie
- Polynésie française
- Saint-Pierre-Et-Miquelon

ÉTAT AU 31 DÉCEMBRE 2019 DES RÈGLEMENTS EUROPÉENS, CONVENTIONS BILATÉRALES ET DÉCRETS DE COORDINATION SIGNÉS PAR LA FRANCE (1/4)

Pays	Texte de base	Date d'entrée en vigueur	Prestations									OBSERVATIONS		
			Maladie-Maternité/ Décès dans le pays d'emploi (par totalisation)	Soins de santé					Invalidité	Vieillesse : possibilité de liquidation séparée	Accident du travail et maladie professionnelle		Allocations familiales pour les enfants résidant dans l'autre pays	
				Famille des travailleurs ⁽¹⁾	Séjour temporaire ⁽²⁾	Transfert de résidence	Pensionnés et leur famille	Travailleur détaché ⁽³⁾						
I - RÈGLEMENTS EUROPÉENS														
Union Européenne	Règlements (CE) n° 883/2004 et n° 987/2009	01/05/2010	oui	oui	T et F	oui	oui	oui	oui	oui*	oui	Exportation de certaines prestations familiales françaises	* Choix effectué par chaque institution compétente	
Islande		01/06/2012												
Norvège		01/06/2012												
Liechtenstein		01/06/2012												
+ Suisse		01/04/2012												
II - ACCORDS INTERNATIONAUX														
A - Conventions bilatérales														
Algérie	Convention générale du 01/10/1980	01/02/1982	oui	oui	T.F.A	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Participation		
Andorre	Convention de sécurité sociale entre la République française et la Principauté d'Andorre du 12/12/2000	01/06/2003	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	En faveur des travailleurs détachés et autres personnes visées à l'article 4 de la convention*	* Les fonctionnaires, les personnels administratifs et techniques des missions diplomatiques et des postes consulaires, les personnes appartenant au personnel roulant et navigant d'une entreprise effectuant des transports internationaux	
Argentine	Convention du 22/09/2008	01/11/2012	non	non	non	non	non	non	oui	oui	oui	En faveur des travailleurs détachés et autres personnes visées aux articles 6 à 10 de la convention*	* Les personnels navigants des entreprises de transports aériens, les gens de mer, les personnes employées par l'Etat, personnels diplomatiques et consulaires	
Bénin	Convention générale et protocole n°1 du 06/11/1979	01/09/1981	oui*	non	oui*	oui**	non	oui***	oui	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité. ** Sauf dans le sens France-Bénin. *** Uniquement dans le sens France-Bénin. Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur.	
Bosnie- Herzégovine	Accord sous forme d'échanges de lettres en 2003 ⁽⁴⁾	04/12/2003	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de famille (I.C.F.)		
Brésil	Accord de sécurité sociale du 15/12/2011	01/09/2014	non	non	non	non	non	non	oui	oui	oui	En faveur des travailleurs détachés et autres personnes visées aux articles 8 à 12 de la convention*	* Les personnels roulants ou navigants des entreprises de transports internationaux, les gens de mer, les fonctionnaires et membres des missions diplomatiques et consulaires	
Cameroun	Convention générale du 05/11/1990	01/03/1992	oui*	non	non	oui*	non	oui**	oui	oui	oui	AF du pays de résidence	* Uniquement pour l'assurance maternité. ** En cas de AT, prestations en nature servies au choix du travailleur	
Canada	Accord du 09/02/1979	01/03/1981	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	En faveur des travailleurs détachés et autres personnes visées aux articles 7 et 9 de la convention*	* Les travailleurs des entreprises publiques ou privées des transports internationaux non maritimes	
Cap-Vert	Convention générale du 15/01/1980	01/04/1983	oui	oui	T.F.A	oui	non	oui*	oui	oui	oui	Participation	* Prestations en nature servies au choix du travailleur par l'institution du lieu de résidence ou par l'institution d'affiliation.	

ÉTAT AU 31 DÉCEMBRE 2019 DES RÈGLEMENTS EUROPÉENS, CONVENTIONS BILATÉRALES ET DÉCRETS DE COORDINATION SIGNÉS PAR LA FRANCE (2/4)

Pays	Texte de base	Date d'entrée en vigueur	Prestations									OBSERVATIONS	
			Maladie-Maternité/ Décès dans le pays d'emploi (par totalisation)	Soins de santé					Invalidité	Vieillesse : possibilité de liquidation séparée	Accident du travail et maladie professionnelle		Allocations familiales pour les enfants résidant dans l'autre pays
				Famille des travailleurs ⁽¹⁾	Séjour temporaire ⁽²⁾	Transfert de résidence	Pensionnés et leur famille	Travailleur détaché ⁽³⁾					
Chili	Convention générale du 26/06/1999	01/09/2001	non	non	non	non	non	non	oui	oui	oui	non	
Congo Brazzaville	Convention générale et protocole n° 1 du 11/02/1987	01/06/1988	oui*	non	non	oui**	non	oui***	oui	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité. ** Sauf dans le sens France-Congo *** Uniquement dans le sens France-Congo. Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur.
Corée du Sud	Accord du 06/12/2004	01/06/2007	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	En faveur des travailleurs détachés visés aux articles 8 et 9 de la convention	
Côte d'Ivoire	Convention générale et protocole n° 1 du 16/01/1985	01/01/1987	oui*	non	non	oui**	non	non	non	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité : pas de régime légal d'assurance maladie en Côte d'Ivoire. ** Sauf dans le sens France-Côte d'Ivoire
États-Unis	Accord du 02/03/1987	01/07/1988	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	non	
Gabon	Accord du 02/10/1980	01/02/1983	oui	oui	T.F.A.	oui	non	oui*	oui	oui	oui	Participation	* Prestations en nature servies au choix du travailleur par l'institution du lieu de résidence ou par l'institution d'affiliation
Guernesey	Convention franco- britannique du 10/07/1956	01/05/1958	oui	oui	T et F*	oui	oui	oui	oui	oui	oui	A.F. du pays de résidence à charge du pays d'emploi	* Seulement en cas d'hospitalisation d'urgence (assurance maladie pendant un séjour de moins de trois mois)
	Echange de lettre franco-britannique du 29/05/1979	12/05/1980											
Inde	Accord du 30/09/2008	01/07/2011	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	En faveur des travailleurs détachés visés à l'article 8 de la convention	
Israël	Convention du 17/12/1965	01/10/1966	oui*	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	* Uniquement pour l'assurance maternité ; pas de régime légal d'assurance maladie en Israël.
Japon	Accord du 25/02/2005	01/06/2007	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	En faveur des travailleurs détachés visés à l'article 6 de la convention	
Jersey	Convention franco- britannique du 10/07/1956	01/05/1958	oui	oui	T et F*	oui	oui	oui	oui	oui	oui	A.F. du pays de résidence à charge du pays d'emploi	* Seulement en cas d'hospitalisation d'urgence (assurance maladie pendant un séjour de moins de trois mois)
	Echange de lettre franco-britannique du 29/05/1979	12/05/1980											
Kosovo	Accord sous forme d'échanges de lettres en février 2013 ⁽⁵⁾	06/02/2013	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de famille (I.C.F.)	
Macédoine du Nord	Echanges de lettres en 1995 ⁽⁶⁾	14/12/1995	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de familles (I.C.F.)	

ÉTAT AU 31 DÉCEMBRE 2019 DES RÈGLEMENTS EUROPÉENS, CONVENTIONS BILATÉRALES ET DÉCRETS DE COORDINATION SIGNÉS PAR LA FRANCE (3/4)

Pays	Texte de base	Date d'entrée en vigueur	Prestations									OBSERVATIONS	
			Maladie-Maternité/ Décès dans le pays d'emploi (par totalisation)	Soins de santé					Invalidité	Vieillesse : possibilité de liquidation séparée	Accident du travail et maladie professionnelle		Allocations familiales pour les enfants résidant dans l'autre pays
				Famille des travailleurs ⁽¹⁾	Séjour temporaire ⁽²⁾	Transfert de résidence	Pensionnés et leur famille	Travailleur détaché ⁽³⁾					
Madagascar	Convention et protocole du 08/05/1967	01/03/1968	non	non	non	oui*	non	non	non	pas visé	oui	Participation	* Uniquement en cas de maladie dans le sens France-Madagascar.
Mali	Convention générale du 12/06/1979	01/06/1983	oui	oui	T.F.A.*	oui	non	oui**	non	oui	oui	Participation	* Uniquement en cas de maladie ** Prestations en nature servies au choix du travailleur par l'institution du lieu de séjour ou par l'institution d'affiliation.
Maroc	Convention générale du 22/10/2007	01/07/2011	oui	oui	T.F.A.	oui	non	oui*	oui	oui	oui	Allocations transférables	*Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur.
Mauritanie	Convention générale et protocole du 22/07/1965	01/02/1967	non	non	non	oui*	non	non	oui	oui	oui	Participation	*Uniquement en cas de maladie dans le sens France-Mauritanie.
Monaco	Convention générale du 28/02/1952	01/04/1954	oui	oui	T et F	oui	oui	oui*	oui	oui	oui	Transfert des AF du pays d'emploi	*Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur
Monténégro	Accord du 26 mars 2003 ⁽⁷⁾	26/03/2003	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de famille (I.C.F.)	
Niger	Convention générale et protocole du 28/03/1973	01/11/1974	oui*	non	T*	oui**	non	oui	oui	oui	oui	Participation	*Uniquement pour l'assurance maternité. **En cas de maladie dans le sens France-Niger
Philippines	Convention générale du 07/02/1990	01/11/1994	oui	non	non	non	non	oui*	oui	oui	oui	En faveur des travailleurs détachés et autres personnes visées aux articles 6 a et 6 b de la convention**	*Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur **Les personnels navigants des entreprises publiques ou privées de transports aériens internationaux
Québec	Entente du 17/12/2003	01/12/2006	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	En faveur des travailleurs détachés et autres personnes visées aux articles 7, 8, 12 et 13 de la convention*	* Les emplois d'Etat
Saint-Marin	Convention générale du 12/07/1949	01/01/1951	oui	non	non	non	non	non	oui	oui	oui	non	
Sénégal	Convention et protocole n° 1 du 29/03/1974	01/09/1976	oui*	non	non	oui**	non	oui***	non	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité ** En cas de maladie, uniquement dans le sens France-Sénégal *** Travailleur français détaché au Sénégal.
Serbie	Accord du 26 mars 2003 ⁽⁷⁾	26/03/2003	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de famille (I.C.F.)	
Togo	Convention générale et protocole n° 1 du 07/12/1971	01/07/1973	oui*	non	T*	oui**	non	oui	oui	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité. ** En cas de maladie dans le sens France-Togo.

ÉTAT AU 31 DÉCEMBRE 2019 DES RÈGLEMENTS EUROPÉENS, CONVENTIONS BILATÉRALES ET DÉCRETS DE COORDINATION SIGNÉS PAR LA FRANCE (4/4)

Pays	Texte de base	Date d'entrée en vigueur	Prestations									OBSERVATIONS	
			Maladie-Maternité/Paternité Décès dans le pays d'emploi (par totalisation)	Soins de santé					Invalidité	Vieillesse : possibilité de liquidation séparée	Accident du travail et maladie professionnelle		Allocations familiales pour les enfants résidant dans l'autre pays
				Famille des travailleurs ⁽¹⁾	Séjour temporaire ⁽²⁾	Transfert de résidence	Pensionnés et leur famille	Travailleur détaché ⁽³⁾					
Tunisie	Convention générale du 26/06/2003	01/04/2007	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de famille (I.C.F.)	Le montant des allocations familiales est adressé par l'institution de l'État d'emploi directement à la personne assurant la garde des enfants dans l'autre pays.
Turquie	Convention générale du 20/01/1972	01/08/1973	oui	oui	T	oui	oui	oui*	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de familles (I.C.F.)	* Prestations en nature servies au choix du travailleur par l'institution du lieu de résidence ou par l'institution d'affiliation.
Uruguay	Accord de sécurité sociale du 06/12/2010	01/07/2014	non	non	non	non	non	non	oui	oui	oui	En faveur des travailleurs détachés et autres personnes visées aux articles 8 à 12 de la convention*	* Les personnels roulants ou navigants des entreprises de transports internationaux, les gens de mer, les fonctionnaires et membres des missions diplomatiques et consulaires
B - Décrets de coordination													
Nouvelle-Calédonie	Accord du 09/11/2002	01/12/2002	oui	oui	T et F	oui	oui	oui	oui	oui	oui	A.F. du territoire de résidence	
Polynésie française	Accord du 26/12/1994	01/01/1995	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	A.F. du territoire de résidence	
Saint-Pierre-et-Miquelon	Accord du 10/05/2011	01/06/2011	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	A.F. du territoire de résidence	

T = Travailleurs ; F = Famille ; T.F.A. = Travailleur et famille qui l'accompagne

(1) Familles restées dans le pays d'origine du travailleur

(2) Retour du travailleur dans son pays d'origine pendant les congés payés, ou l'absence autorisée (Québec) à l'exception des Règlements européens

(3) Possibilité d'obtenir le service prestations en nature par l'institution du lieu d'emploi temporaire

(4) Echange de lettres des 3 et 4 décembre 2003 entre la France et la Bosnie-Herzégovine relatif à la succession en matière de traités conclus entre la France et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (Convention générale du 05/01/1950).

(5) Accord du 6 février 2013 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Kosovo relatif à la succession en matière de traités bilatéraux conclus entre la France et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (Convention générale du 05/01/1950)

(6) Echange de lettres des 13 et 14 décembre 1995 entre la France et la Macédoine du Nord relatif à la succession en matière de traités conclus entre la France et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (Convention générale du 05/01/1950).

(7) Accord du 26 mars 2003 entre le Gouvernement de la République française et le Conseil des ministres de Serbie et Monténégro relatif à la succession en matière de traités bilatéraux conclus entre la France et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (Convention générale du 05/01/1950)

NB :

- La convention entre la France et le Royaume-Uni du 10 juillet 1956 reste applicable aux îles anglo-normandes : Guernesey, Aurigny, Herm, Jethou et Jersey

- Les conventions signées par la France ne sont applicables qu'aux salariés à l'exception de celles signées avec Andorre, Argentine, Brésil, Canada, Chili, Corée du sud, Etats-Unis, Inde, Japon, Maroc, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Québec, Saint-Pierre-et-Miquelon, Tunisie et Uruguay qui visent également les non-salariés. Les règlements européens 883/2004 et 987/2009 s'appliquent aussi bien aux salariés et non-salariés.

- L'assurance chômage est visée dans le champ d'application des règlements européens, ce qui n'est pas le cas des autres accords.

Présentation

Le rapport statistique relatif à l'exercice 2019 se présente en sept parties :

- les soins de santé et les prestations en espèces des assurances maladie-maternité et/ou paternité et AT-MP ;
- les prestations familiales ;
- les rentes d'AT-MP, les pensions d'invalidité et de vieillesse, les allocations veuvage et le capital décès, ainsi que les allocations de retraites complémentaires ;
- l'assurance chômage ;
- la législation applicable : Détachements de travailleurs, pluriactivité, accords exceptionnels ;
- les flux financiers étranger > France : données statistiques en matière de pensions de vieillesse et d'invalidité en provenance de nos principaux partenaires européens ;
- les mouvements migratoires.

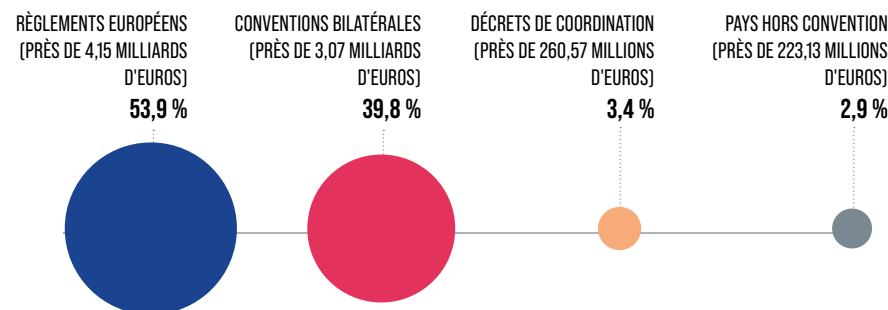
Quelques chiffres-clés

La ventilation des paiements fait ressortir qu'au cours de l'année 2019, près de **7,7 milliards d'euros** ont été payés par la France en application des règlements européens, des accords internationaux de sécurité sociale et de la législation interne française, contre 7,6 milliards d'euros en 2018, soit une augmentation de 1,18 %, représentant près de 89,6 millions d'euros.

Cette progression des paiements français s'explique essentiellement par le solde obtenu :

- d'un côté, par l'accroissement des paiements des soins de santé et contrôles médicaux (+3,77%, soit +30,7 millions d'euros) et des allocations de retraite complémentaire (+6,14%, soit + 117,3 millions d'euros) par rapport à 2018 ;
- de l'autre côté, par la diminution cumulée des prestations familiales, des rentes AT-MP, des pensions de vieillesse et des allocations de veuvage et de décès (-1,3%, soit -60,7 millions d'euros).

Répartition des paiements réalisés par la France en 2019



Depuis 10 ans, ces montants payés par la France évoluent de façon faible mais continue, d'environ 2% par an. Ainsi en 2010, la France versait 6,4 Mds € vers l'étranger (+1,26 Mds € en 10 ans). Les pensions de retraite (vieillesse de base et retraite complémentaire) représentent toujours la plus grande part des transferts, compris annuellement entre 5,7 et 6,6 Mds € pendant toute la dernière décennie, en hausse de 1,5% par an en moyenne. La répartition par type d'accord est quasi identique à celle des années précédentes.

Dans les pages suivantes, figure le détail de ces paiements par types de prestations ainsi que leurs évolutions sur 10 ans. Dans le tableau synthétique (voir page suivante) est présenté l'ensemble des paiements effectués en application des accords internationaux et des règlements européens de sécurité sociale, y compris ceux réalisés par les organismes de retraite complémentaire.

Provenance des données du Cleiss

Pour réaliser l'édition 2019 du présent rapport, le Cleiss a collecté, contrôlé puis consolidé les données en provenance des organismes suivants :

- Caisses Générales de Sécurité Sociale (CGSS), Caisses Primaires d'Assurance Maladie (CPAM) et Centre National des Soins à l'Etranger (CNSE) pour le compte de la CNAM (Caisse nationale de l'assurance maladie);
- Caisses d'Assurance Retraite et de la Santé au travail (Carsat) pour le compte de la Caisse Nationale de l'Assurance Vieillesse (CNAV),
- Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF) ;
- Mutualité Sociale Agricole (MSA) pour le compte de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole (CCMSA) ;
- Caisse des Dépôts - Retraite des Mines ;
- GIE AGIRC-ARRCO (Retraite complémentaire) ;
- Établissement National des Invalides de la Marine (Enim) ;
- Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale (MGEN) ;
- Caisses des Professions Libérales ;
- Pôle emploi - Unédic ;
- Les régimes spéciaux, dont : Banque de France, Caisse d'Assurance Vieillesse Invalidité et Maladie des Cultes (Cavimac), Caisse de Retraite et de Prévoyance des Clercs et Employés de Notaires (CRPCEN), Caisse Nationale des Industries Electriques et gazières (CNIEG), Caisse de Retraite des Personnels de l'Opéra National de Paris, Caisse de Retraite du Personnel de la Comédie Française, RATP et SNCF.

Nota bene : les éléments recueillis dans le présent rapport sont le résultat d'une collecte de données par le Cleiss auprès des différents régimes ou institutions de protection sociale français. Ces derniers sont responsables des données qu'ils communiquent. Ces éléments font ensuite l'objet au Cleiss de contrôles tant quantitatifs que qualitatifs afin d'offrir au lecteur l'information la plus fiable possible..

S'agissant des détachements « entrants », les données sont celles communiquées par les États européens à la Commission Administrative pour la Coordination des Systèmes de Sécurité Sociale (CACSSS).



Tableau synthétique - Ventilation des paiements effectués par la France à l'étranger

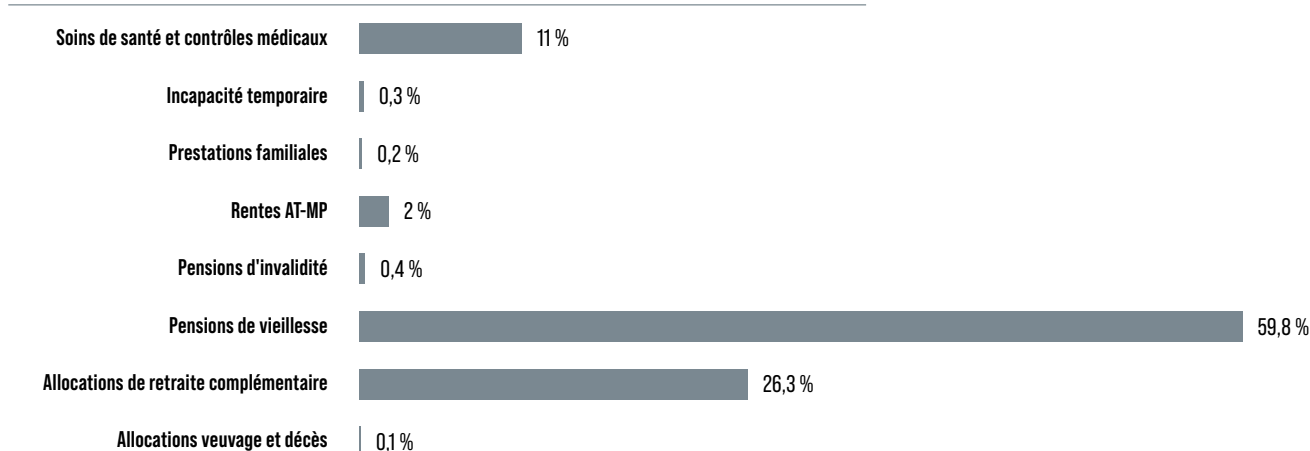
Type d'accord	Soins de santé et contrôles médicaux ⁽¹⁾	Incapacité temporaire	Prestations familiales	Rentes AT-MP	Pensions d'invalidité	Pensions de vieillesse	Allocations de retraite complémentaire ⁽²⁾	Allocations veuvage ⁽³⁾ et décès	TOTAL	%
Règlements Européens	650 217 922	16 625 774	10 684 733	81 928 840	21 300 573	2 306 563 584	1 059 460 585	538 970	4 147 320 982	53,88
Conventions Bilatérales	100 935 644	3 830 538	4 713 816	69 204 259	4 769 618	2 156 877 950	722 681 387	3 960 603	3 066 973 816	39,84
Décrets de coordination	83 901 205	51 032	0	31 587	83 857	32 185 864	144 309 499	3 450	260 566 494	3,38
Pays hors conventions	9 411 762	163 702		2 246 181	1 382 505	108 621 282	101 263 313	30 939	223 119 684	2,90
Total 2019	844 466 533	20 671 047	15 405 746	153 410 867	27 536 552	4 604 248 681	2 027 714 783	4 533 963	7 697 988 172	100,00
Total 2018	813 777 337	18 728 446	17 363 479	158 923 232	27 259 598	4 652 526 643	1 910 372 072	9 471 253	7 608 422 060	
% d'évolution	3,77	10,37	-11,28	-3,47	1,02	-1,04	6,14	-52,13	1,18	

¹ Le montant indiqué en "Soins de santé et contrôles médicaux" pour 2019 comprend les montants remboursés dans le cadre de la coordination (soit plus de 511,97 millions d'euros) ainsi que les montants remboursés par les caisses de sécurité sociale (voir Partie 1 - Soins de santé - Les remboursements). A titre d'information, le montant remboursé dans le cadre de la coordination en 2018 était de plus de 514,17 millions d'euros.

² Le nouvel applicatif de gestion des allocataires Agirc-Arrco déployé début 2019, a permis, fin 2019, de rétrograder les données 2018.

³ Les nombres et montants fournis par la Cnav sont partiels en 2019 pour la 3^{ème} année consécutive, car son outil de gestion déployé en 2017 ne peut, pour l'heure, tenir compte du programme répondant aux besoins statistiques du Cleiss.

Répartition par types de prestations des paiements réalisés par la France vers l'étranger en 2019



En 2019, près de 7,7 milliards d'euros ont été payés par la France en application des accords internationaux de sécurité sociale dont elle est partie ou de sa propre législation nationale, soit une augmentation de 89,6 millions d'euros par rapport à 2018 (+ 1,18%). Cette hausse des paiements français est principalement due aux soins de santé (+ 30,7 millions d'euros) et aux allocations de retraite complémentaire (+ 117,3 millions d'euros - voir également renvoi 2 ci-dessus) dont les données ont été complétées pour la première fois par celles des Professions Libérales (+ 46,5 millions d'euros). A l'inverse, sont portées en diminution du solde les prestations familiales, les rentes AT-MP, les pensions de vieillesse et les allocations de veuvage et de décès qui totalisent une baisse de 60,7 millions d'euros.

Par ailleurs, le poste "retraite" regroupe à lui seul près de 86,1% des flux financiers vers l'étranger (59,8% pour les pensions de vieillesse et 26,3% pour les allocations de retraite complémentaire).

Évolution des paiements effectués par la France vers l'étranger de 2010 à 2019



Année	Soins de santé et contrôles médicaux ⁽²⁾	Incapacité temporaire	Prestations familiales	Rentes AT-MP	Pensions d'invalidité	Pensions de vieillesse	Allocations de retraite complémentaire ⁽³⁾	Allocations veuvage ⁽⁴⁾ et décès	Total
2010	395 791 024	18 571 260	13 774 629	183 670 962	24 673 187	4 269 767 635	1 511 623 921	16 041 553	6 433 914 173
2011 ⁽¹⁾	407 094 534	19 347 353	13 811 139	170 756 799	25 169 753	4 394 815 166	1 550 079 776	16 361 937	6 597 436 458
2012	583 189 944	16 767 976	14 521 596	160 066 778	24 860 038	4 546 611 414	1 535 493 094	15 795 330	6 897 306 171
2013	525 260 227	16 043 891	15 264 554	163 804 677	22 248 814	4 624 811 288	1 545 267 424	21 792 085	6 934 492 961
2014	820 843 120	16 665 167	14 766 919	163 964 080	23 379 950	4 670 538 282	1 730 631 283	25 880 193	7 466 668 994
2015	683 560 073	16 376 197	14 177 431	164 965 873	24 657 520	4 677 950 328	1 793 802 916	25 878 521	7 401 368 860
2016	606 734 674	16 689 098	12 934 032	162 249 808	24 719 508	4 666 347 602	1 800 442 283	24 705 951	7 314 822 956
2017	732 455 854	16 597 029	14 408 104	157 906 874	26 067 334	4 620 545 919	1 780 626 516	16 742 125	7 365 349 754
2018	813 777 338	18 728 446	17 363 479	158 923 232	27 259 598	4 652 526 643	1 910 372 072	9 471 253	7 608 422 060
2019	844 466 533	20 671 047	15 405 746	153 410 867	27 536 552	4 604 248 681	2 027 714 783	4 533 963	7 697 988 172
2010 à 2019	6 413 173 321	176 457 464	146 427 630	1 639 719 951	250 572 254	45 728 162 958	17 186 054 068	177 202 912	71 717 770 559
Tx d'évolution annuel moyen (2010/2019)	8,8%	1,2%	1,3%	-2,0%	1,2%	0,8%	3,3%	-13,1%	2,0%

¹ Depuis 2011, le montant indiqué en "Soins de santé et contrôles médicaux" comprend, en plus des montants remboursés dans le cadre de la coordination, les montants remboursés par les caisses de sécurité sociale (voir Partie 1 - Soins de santé - Les remboursements)

² Le montant indiqué en "Soins de santé et contrôles médicaux" pour 2019 comprend les montants remboursés dans le cadre de la coordination (soit plus de 511,97 millions d'euros) ainsi que les montants remboursés par les caisses de sécurité sociale (voir Partie 1 - Soins de santé - Les remboursements). A titre d'information, le montant remboursé dans le cadre de la coordination en 2018 était de plus de 514,17 millions d'euros.

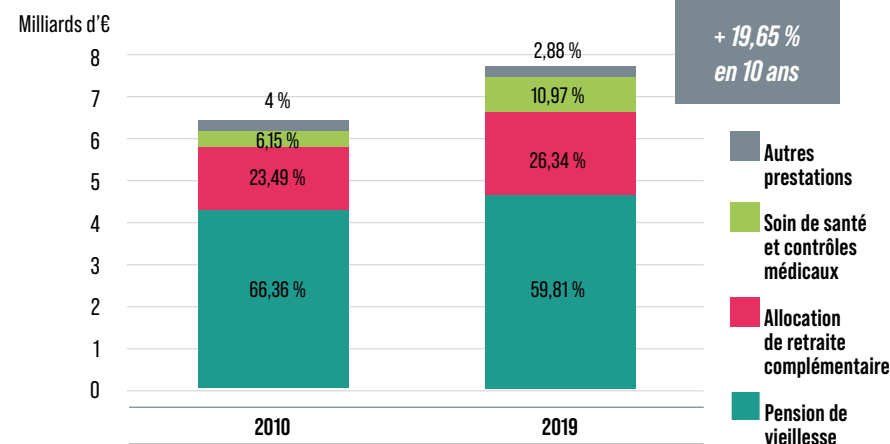
³ Le nouvel applicatif de gestion des allocataires Agirc-Arrco déployé début 2019, a permis, fin 2019, de rétroscander les données 2018.

⁴ Les nombres et montants fournis par la Cnav sont partiels en 2019 pour la 3^{ème} année consécutive, car son outil de gestion déployé en 2017 ne peut, pour l'instant, tenir compte du programme répondant aux besoins statistiques du Cleiss.

Les versements de prestations à l'étranger sont passés de 6,43 à près de 7,7 milliards d'euros en 10 ans, soit une augmentation moyenne de 2 % par an.

L'historique et le graphique ci-contre permettent de faire les observations suivantes :

- sauf pour les soins de santé et contrôles médicaux, qui en 10 ans ont gagné près de 5 points de pourcentage, à pondérer toutefois avec l'observation au point suivant, la répartition des paiements par types de prestations servies reste relativement stable sur la décennie. Entre autres, le poste consacré à la retraite (pensions de vieillesse et allocations de retraite complémentaire) continue à peser prioritairement sur les dépenses françaises (90% en 2010 contre 86% en 2019).
- le poste relatif aux soins de santé se distingue particulièrement des autres postes de paiements avec une évolution annuelle moyenne de + 8,8%. Il convient néanmoins de nuancer cette hausse dans la mesure où le périmètre retenu pour la prise en compte des paiements de soins de santé était plus restreint en 2010 que les années suivantes (voir renvoi 1 ci-contre).





Partie 1

SOINS DE SANTÉ - MALADIE AT/MP

LES CRÉANCES ET LES DETTES PRÉSENTÉES

Tous types d'accords.....	14
Règlements européens.....	15
Accords internationaux.....	18

LES REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ...

... PAR LA FRANCE

Tous types d'accords.....	22
Règlements européens.....	25
Accords internationaux.....	27
Pays hors conventions.....	30

... DANS LE CADRE DE LA COORDINATION

Tous types d'accords.....	35
Règlements européens.....	37
Accords internationaux.....	40

INCAPACITÉ TEMPORAIRE

Règlements européens.....	45
Accords internationaux (et pays hors conventions).....	51



TOUS TYPES D'ACCORDS

Les créances présentées par la France représentent les dépenses engagées sur le territoire français par les assurés des Etats avec lesquels des accords de sécurité sociale visant le risque maladie-maternité-paternité ou accidents du travail-maladies professionnelles ont été conclus (règlements européens, conventions bilatérales et décrets de coordination) et pour lesquelles la France demande le remboursement (voir chapitre en question ci-après) aux Etats concernés.

Les dettes présentées par les organismes étrangers (ou dettes notifiées à la France) représentent les dépenses engagées à l'étranger par les assurés des régimes français sur le territoire d'un Etat avec lequel des accords de sécurité sociale visant le «risque maladie-maternité-paternité ou accidents du travail-maladies professionnelles» ont été conclus (règlements européens, conventions bilatérales et décrets de coordination) et pour lesquelles les pays étrangers demandent à la France le remboursement (voir chapitre en question ci-après).

En 2019, dans le cadre des règlements européens et des accords internationaux de sécurité sociale, le solde entre les créances présentées et les dettes notifiées est de l'ordre de + 230,25 millions d'euros.

Ce solde se compose de deux situations financières opposées : un excédent de la France vis-à-vis de ses partenaires européens et un déficit envers les pays ou territoires signataires d'une convention bilatérale ou d'un décret de coordination en matière de sécurité sociale.

Par ailleurs, ce solde marque un repli par rapport à celui observé en 2018.

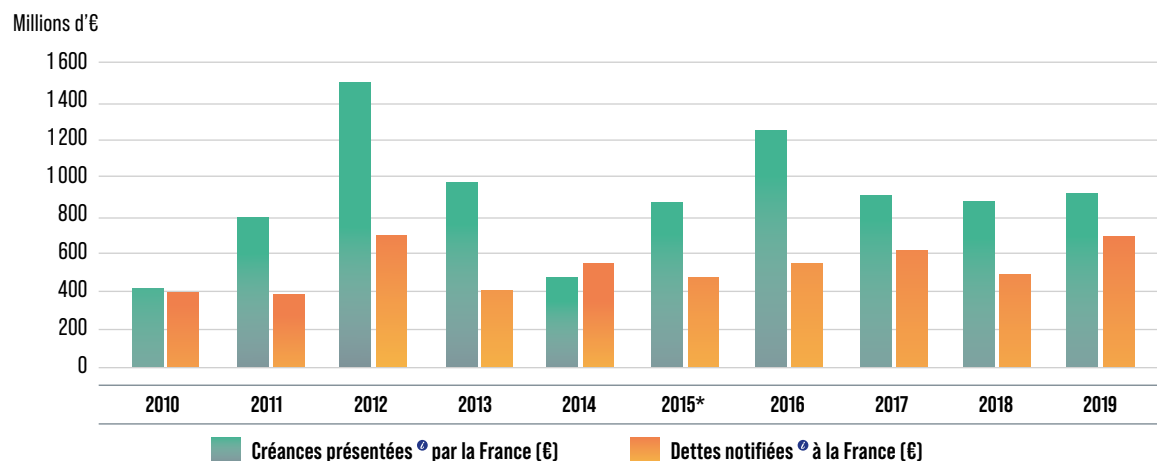
Les créances présentées sont constituées des dépenses enregistrées au cours du 2^{ème} semestre 2018 et du 1^{er} semestre 2019, ainsi que de la dotation annuelle présentée à Wallis-et-Futuna et des apurements de compte liés à des commissions mixtes.

Enfin, plus de 95% des créances présentées et près de 63% des dettes notifiées ont pour cadre les règlements européens.

Créances présentées et dettes notifiées ces 10 dernières années, dans le cadre des règlements européens et des accords internationaux de sécurité sociale

Années	Créances présentées ^① par la France (€)	% évolution (N/N-1)	Dettes notifiées ^② à la France (€)	% évolution (N/N-1)	Solde	% évolution (N/N-1)
2010	417 404 896		401 363 840		16 041 056	
2011	787 958 819	88,78	381 119 651	-5,04	406 839 167	2 436,24
2012	1 507 677 508	91,34	688 133 265	80,56	819 544 243	101,44
2013	977 432 190	-35,17	412 587 470	-40,04	564 844 719	-31,08
2014	489 966 018	-49,87	546 663 875	32,50	-56 697 857	-110,04
2015 *	856 258 728	74,76	473 886 246	-13,31	382 372 481	774,40
2016	1 259 499 833	47,09	552 482 732	16,59	707 017 101	84,90
2017	916 835 232	-27,21	628 788 662	13,81	288 046 569	-59,26
2018	873 465 017	-4,73	503 595 174	-19,91	369 869 844	28,41
2019	918 884 703	5,20	688 642 713	36,75	230 241 991	-37,75
Dont UE-EEE-Suisse	874 498 593		432 822 908		441 675 685	
Dont hors UE-EEE-Suisse	44 386 110		255 819 804		-211 433 694	

Évolution des créances présentées et des dettes notifiées entre 2010 et 2019



* En 2015, transfert à la Cnam de la gestion du recouvrement des créances et du règlement des dettes internationales, missions jusque là assurées par le Cleiss

RÈGLEMENTS EUROPÉENS

Créances présentées et dettes notifiées de 2012 à 2019 (montants en euros) (1/2)

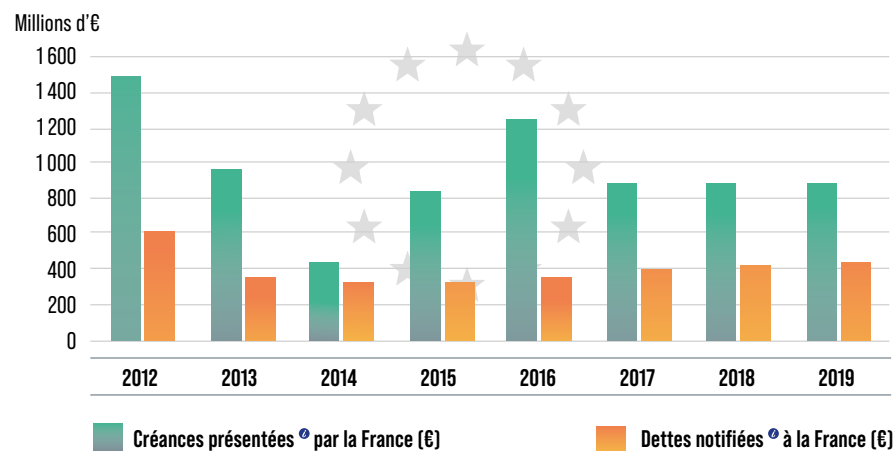


Pays	2019		2018		2017		2016	
	Créances présentées ^①	Dettes notifiées ^②	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées
Allemagne	106 372 832	37 689 182	104 868 182	39 538 083	105 453 096	27 862 603	152 493 229	40 053 949
Autriche	1 655 399	2 989 490	1 607 459	3 496 190	1 445 991	2 870 624	1 927 040	3 941 416
Belgique	178 471 708	157 310 811	178 814 593	144 110 817	172 979 200	133 852 193	245 411 615	129 738 717
Bulgarie	6 832 975	18 951	4 241 271	97 629	4 991 381	14 515	9 565 553	62 749
Chypre	137 269	51 048	618 991	47 533	1 447 687	33 222	498 350	33 177
Croatie	449 298	727 032	634 017	550 657	360 089	592 926	735 504	528 353
Danemark	5 243 218	91 340	5 965 475	164 213	5 577 883	196 286	9 204 783	139 282
Espagne	16 944 013	105 149 273	18 113 584	101 865 912	18 505 610	96 951 469	32 196 526	89 221 718
Estonie	411 295	22 156	571 958	47 637	383 394	13 180	553 986	12 735
Finlande	1 281 496	410 247	1 023 808	377 973	1 272 077	434 923	2 270 052	198 550
Grèce	2 577 551	4 900	2 833 257	4 179 830	2 970 615	309 925	3 844 655	1 584 924
Hongrie	1 075 571	339 600	1 060 256	337 996	1 101 279	268 176	2 190 382	244 923
Irlande	2 861 638	557 498	2 620 367	844 828	2 498 795	358 993	3 919 215	240 278
Islande	61 383	114 778	322 297	434 647	54 439	313 598	67 295	323 207
Italie	41 020 001	11 521 288	44 766 996	11 170 552	43 484 418	5 929 725	71 584 680	15 107 239
Lettonie	643 949	14 018	151 569	3 507	438 677	8 615	718 038	2 514
Liechtenstein	32 488	45 696	36 118	0	16 300	29 452	21 021	25 135
Lituanie	1 085 455	68 972	844 477	20 304	905 962	17 479	1 845 816	6 664
Luxembourg	180 504 267	15 618 851	177 269 067	15 693 722	182 727 840	19 306 509	249 089 270	15 032 143
Malte	36 992	171 284	211 987	85 792	110 180	70 357	55 820	79 819
Norvège	2 346 829	773 867	2 389 105	441 386	2 489 414	290 894	3 823 453	391 746
Pays-Bas	40 845 339	3 700 890	38 922 819	3 402 087	38 091 425	3 393 917	55 338 074	3 891 637
Pologne	6 899 030	891 766	7 895 373	1 351 665	7 730 950	1 224 510	11 820 040	918 185
Portugal	17 934 032	70 838 369	19 363 228	48 569 758	20 225 838	54 798 136	31 954 376	46 999 916
République tchèque	1 440 830	341 037	1 602 444	452 127	1 433 940	378 955	1 732 350	434 161
Roumanie	15 276 038	47 201	13 948 983	63 764	11 859 117	38 337	13 705 098	28 825
Royaume-Uni	194 266 640	37 425	196 241 010	15 456 223	194 519 734	5 918 341	283 076 533	0
Slovaquie	924 553	205 326	642 281	124 043	781 514	69 605	1 857 073	240 151
Slovénie	905 571	263 271	454 955	418 333	647 001	0	1 596 547	279 042
Suède	6 755 378	704 428	7 171 284	1 227 804	6 884 034	1 441 644	10 261 353	363 046
Suisse	39 205 556	22 102 913	31 740 625	21 868 532	25 979 194	27 986 742	32 728 238	22 490 196
Total	874 498 593	432 822 908	866 947 833	416 443 543	857 367 074	384 975 853	1 236 085 966	372 614 398



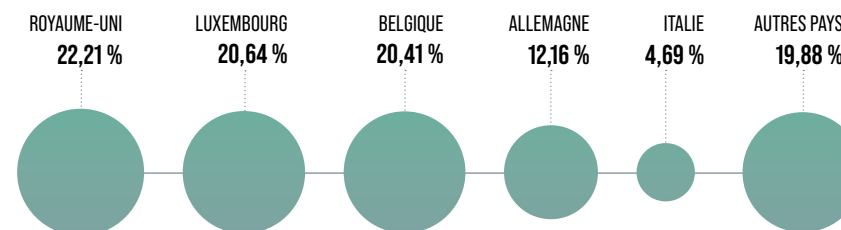
Créances présentées et dettes notifiées de 2012 à 2019 (montants en euros) (2/2)

Pays	2015		2014		2013		2012	
	Créances présentées ^①	Dettes notifiées ^②	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées
Allemagne	105 538 264	43 699 123	55 057 579	32 276 346	111 806 512	43 005 129	170 157 258	48 175 103
Autriche	1 742 059	3 005 094	719 730	2 568 628	2 125 591	2 572 165	2 810 766	6 414 177
Belgique	160 714 020	132 499 632	84 113 632	129 829 921	187 853 556	136 714 774	283 105 031	210 716 207
Bulgarie	5 279 087	11 543	2 230 857	60 467	4 509 802	1 938	5 546 646	623
Chypre	91 789	18 415	14 705	11 738	43 399	14 172	43 820	47 034
Croatie	254 381	486 615	41 206	129 597	0	0	0	0
Danemark	5 909 731	82 615	3 193 885	8 163	7 938 543	0	13 461 578	0
Espagne	22 218 973	87 831 753	10 001 539	86 320 383	21 716 627	86 213 467	31 811 497	151 815 629
Estonie	347 660	3 814	103 967	20 567	568 634	4 295	917 401	18 790
Finlande	1 115 896	320 293	632 100	131 926	1 340 858	470 745	2 248 677	176 350
Grèce	4 288 053	262 638	1 759 095	174 563	5 190 236	1 108 093	6 006 053	55 898
Hongrie	1 608 310	234 350	509 833	191 723	1 181 039	151 544	1 253 431	150 054
Irlande	2 441 789	245 875	2 074 900	0	1 111 251	0	1 956 648	0
Islande	29 395	95 491	20 246	89 943	57 476	68 920	48 660	94 661
Italie	48 814 922	15 111 407	27 939 336	17 018 159	59 155 297	4 028 348	90 082 158	39 626 792
Lettonie	306 790	1 981	410 650	7 147	383 496	3 695	496 025	3 441
Liechtenstein	6 744	24 880	3 884	98 885	10 805	0	17 667	5 038
Lituanie	932 968	17 944	608 899	9 746	553 350	8 248	703 305	6 697
Luxembourg	166 300 073	21 514 635	83 838 245	3 901 876	171 044 606	11 369 450	250 129 184	30 226 897
Malte	75 371	98 928	25 186	31 122	32 022	124 467	38 831	140 465
Norvège	3 478 949	656 027	2 646 781	327 093	3 273 070	559 072	3 705 038	197 820
Pays-Bas	38 165 395	2 070 542	21 716 580	1 003 568	52 532 494	1 831 939	84 090 809	1 988 841
Pologne	7 808 078	884 351	4 009 749	1 144 886	8 568 959	965 043	12 542 308	964 842
Portugal	24 567 755	113 839	13 091 619	19 806 768	29 339 400	12 820 414	38 207 439	96 806 562
République tchèque	1 838 342	227 547	1 190 307	423 827	1 595 226	213 633	2 048 001	217 269
Roumanie	11 307 375	42 535	5 423 214	40 742	10 693 699	50 686	13 314 160	26 413
Royaume-Uni	187 837 462	431 214	96 110 928	790 533	258 344 896	0	443 843 518	7 548 519
Slovaquie	905 517	82 378	541 737	75 754	1 289 452	98 372	832 052	104 669
Slovénie	349 148	514 051	176 299	355 498	380 538	0	669 123	335 819
Suède	7 340 818	1 396 467	3 282 969	746 015	10 138 629	635 333	18 009 452	1 353 586
Suisse	20 055 599	15 469 852	10 846 873	17 953 935	18 503 347	34 753 935	21 265 081	16 042 208
Total	831 670 713	327 455 832	432 336 527	315 549 522	971 282 810	337 787 874	1 499 361 617	613 260 404

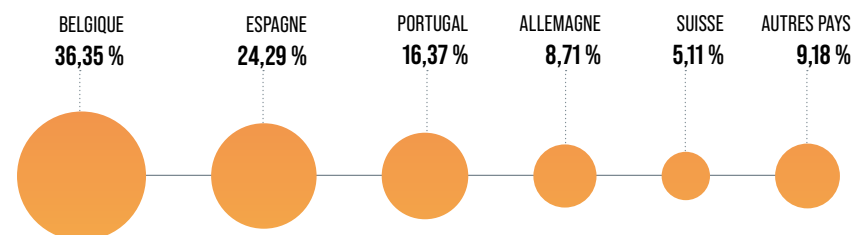
Évolution des créances présentées et des dettes notifiées entre 2012 et 2019**EN BREF**

En 2019, dans le cadre des règlements européens, le solde entre les créances présentées et les dettes notifiées est de l'ordre de + 441,7 millions d'euros, un montant quasi inchangé par rapport à 2018.

Il convient de noter que ce solde est positif de manière continue depuis 2012 avec un plus haut niveau atteint au cours de cette même année (+ 886 millions d'euros).

Créances présentées par la France à des organismes étrangers en 2019

En 2019, le groupe des 5 premiers pays représente 80% des créances de la France.

Dettes notifiées à la France par des organismes étrangers en 2019

En 2019, le groupe des 5 premiers pays ont notifié près de 91% du volume global des dettes françaises.

ACCORDS INTERNATIONAUX

Créances présentées et dettes notifiées de 2012 à 2019 (en euros) (1/2)



	Pays	2019		2018		2017		2016	
		Créances présentées ⁽¹⁾	Dettes notifiées ⁽²⁾	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées
CONVENTIONS BILATÉRALES	Algérie	36 491 927	125 681 993	879 400	0	53 193 982	127 957 798	15 886 889	57 049 303
	Allemagne ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0	0
	Andorre	644 865	970 498	804 512	884 456	832 118	972 504	1 348 221	882 808
	Belgique ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0	0
	Bénin	0	0	0	0	0	0	0	0
	Bosnie-Herzégovine	81	0	0	0	40	0	15	0
	Cameroun	0	0	0	0	0	0	0	0
	Cap-Vert	0	0	0	0	0	0	0	0
	Congo	0	0	0	0	0	0	0	0
	Côte d'Ivoire	0	0	0	0	0	0	0	0
	Croatie	0	0	0	0	0	1 076 587	0	687 629
	Gabon	119 783	0	0	0	0	0	1 069	0
	Israël	0	0	0	0	1 751	0	0	0
	Jersey	0	0	0	0	0	0	0	0
	Kosovo	0	0	0	0	0	0	0	0
	Luxembourg ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0	0
	Macédoine du Nord	207 115	142 446	2 869	29	9 025	0	7 447	0
	Madagascar	0	0	0	0	0	0	0	0
	Mali	0	0	249	0	5 603	1 740 723	2 297	982 516
	Maroc	2 375 730	28 196 952	134 930	0	131 669	10 492 187	250 613	8 794 647
	Mauritanie	0	0	0	0	0	0	0	0
	Monténégro	2 052	0	1 382	0	1 323	0	7 020	0
	Niger	0	0	0	0	0	0	0	0
	Pays-Bas ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0	0
	Québec	195 696	3 846 130	177 433	0	249 741	3 353 970	422 424	2 748 966
	Sénégal	0	0	0	0	0	0	0	0
	Serbie	35 887	0	533	18 833	90 246	1 932 252	1 701	0
	Suisse ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	53	0
	Togo	0	0	0	0	0	0	0	0
	Tunisie	362 881	0	456 925	3 903 212	245 741	0	229 136	23 969 850
	Turquie	498 212	70 627	208 823	20 637	744 585	15 386 858	220 403	124 925
	Wallis-et-Futuna ⁽²⁾	500 000	0	500 000	0	378 000	0	0	0
	Sous-total	41 434 228	158 908 646	3 167 056	4 827 167	55 883 824	162 912 878	18 377 287	95 240 644
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie	2 026 160	27 346 066	2 221 743	17 258 981	2 575 938	16 571 395	3 755 111	19 691 697
	Polynésie française	923 656	69 565 092	1 125 392	64 945 886	1 006 695	64 268 011	1 276 960	64 908 448
	Saint-Pierre-et-Miquelon	2 065	0	2 993	119 597	1 701	60 525	4 509	27 546
	Sous-total	2 951 882	96 911 158	3 350 128	82 324 464	3 584 334	80 899 931	5 036 580	84 627 690
TOTAL GÉNÉRAL		44 386 110	255 819 804	6 517 184	87 151 631	59 468 158	243 812 809	23 413 867	179 868 334

⁽¹⁾ : concerne les bateliers rhénans ; ⁽²⁾ : convention relative à la prise en charge des soins des patients du territoire de Wallis-et-Futuna lors d'évacuations sanitaires en métropole.

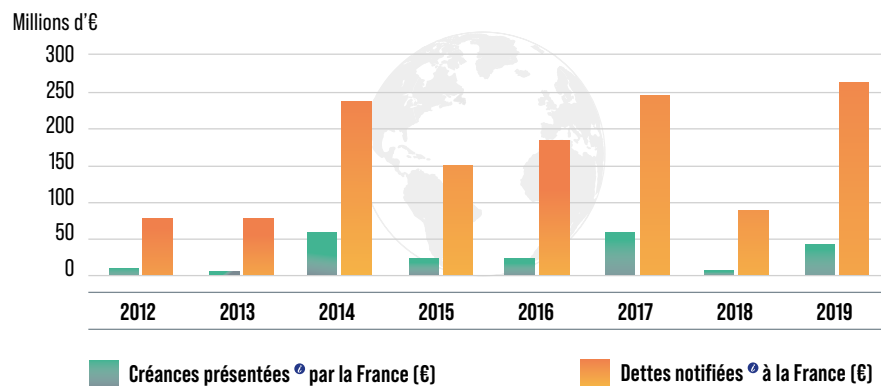
Créances présentées et dettes notifiées de 2012 à 2019 (en euros) (2/2)



	Pays	2015		2014		2013		2012	
		Créances présentées ⁽¹⁾	Dettes notifiées ⁽²⁾	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées
CONVENTIONS BILATÉRALES	Algérie	19 456 448	56 623 838	55 445 494	146 034 001	1 209 631	0	1 195 554	0
	Allemagne ⁽¹⁾	1 617	0	781	0	1 806	0	0	0
	Andorre	817 401	810 122	360 336	843 781	1 145 838	839 498	1 518 733	923 059
	Belgique ⁽¹⁾	0	6 399	0	0	0	0	0	20 993
	Bénin	0	0	0	0	0	0	0	0
	Bosnie-Herzégovine	0	0	0	0	0	0	0	0
	Cameroun	0	0	0	0	0	0	0	0
	Cap-Vert	0	0	0	0	0	0	7 210	0
	Congo	0	0	0	0	0	0	0	0
	Côte d'Ivoire	0	0	0	0	0	0	0	0
	Croatie	0	0	0	28	2 412	0	684	4 007
	Gabon	29	0	0	0	1 615	0	786	0
	Israël	0	0	0	0	0	0	0	0
	Jersey	0	0	0	0	0	0	0	0
	Kosovo	0	0	0	0	0	0	0	0
	Luxembourg ⁽¹⁾	18 919	0	24 440	0	71 607	0	116 655	0
	Macédoine du Nord	3 294	0	1 466	0	51 482	0	21 736	0
	Madagascar	0	0	0	79	0	0	0	458
	Mali	14 888	0	1 761	0	1 653	0	10 825	0
	Maroc	164 644	7 426 120	29 446	6 228 250	80 462	1 103 846	11 908	3 254 978
	Mauritanie	0	0	0	451	0	0	0	518
	Monténégro	1 919	0	873	0	2 897	0	6 386	0
	Niger	0	0	0	0	0	0	0	0
	Pays-Bas ⁽¹⁾	0	0	16	0	0	0	8	0
	Québec	215 840	2 378 162	129 149	1 675 027	254 599	2 687 332	864 857	917 005
	Sénégal	0	0	0	0	0	0	0	0
	Serbie	0	139	68 751	633 108	238	1 810	1 583	0
	Suisse ⁽¹⁾	133	0	11 681	0	7 456	0	18 031	0
	Togo	0	0	0	0	0	0	0	0
	Tunisie	164 912	0	61 751	0	171 370	0	174 020	9 827 948
	Turquie	125 356	56 241	63 794	56 516	122 774	102 630	552 922	5 305 568
	Wallis-et-Futuna ⁽²⁾	0	0	0	0	0	0	0	0
	Sous-total	20 985 399	67 301 021	56 199 739	155 471 242	3 125 840	4 735 115	4 501 898	20 254 534
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie	2 713 831	16 625 532	1 188 917	15 742 832	2 527 083	16 486 753	3 058 217	20 602 705
	Polynésie française	877 237	62 145 759	236 816	59 900 279	496 457	53 577 728	754 124	34 013 977
	Saint-Pierre-et-Miquelon	11 548	358 102	4 020	0	0	0	0	0
	Sous-total	3 602 616	79 129 393	1 429 752	75 643 111	3 023 540	70 064 481	3 812 340	54 616 682
TOTAL GÉNÉRAL		24 588 014	146 430 414	57 629 491	231 114 353	6 149 380	74 799 596	8 314 238	74 871 216

⁽¹⁾ : concerne les bateliers rhénans ; ⁽²⁾ : convention relative à la prise en charge des soins des patients du territoire de Wallis-et-Futuna lors d'évacuations sanitaires en métropole.

Évolution des créances présentées et des dettes notifiées entre 2012 et 2019



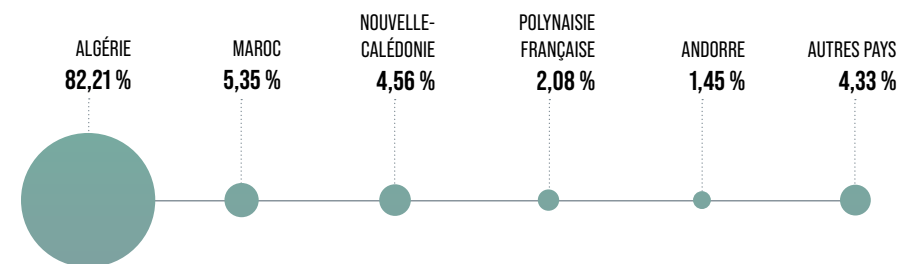
EN BREF

En 2019, dans le cadre des accords internationaux, le solde entre les créances présentées et les dettes notifiées est de l'ordre de - 211,4 millions d'euros.

Il faut noter que ce solde, à l'inverse des règlements européens, est négatif de manière continue depuis 2011, et qu'il a atteint son plus haut niveau en 2019, en raison notamment des montants notifiés par l'Algérie qui recouvrent deux années de soins (2016 et 2017).

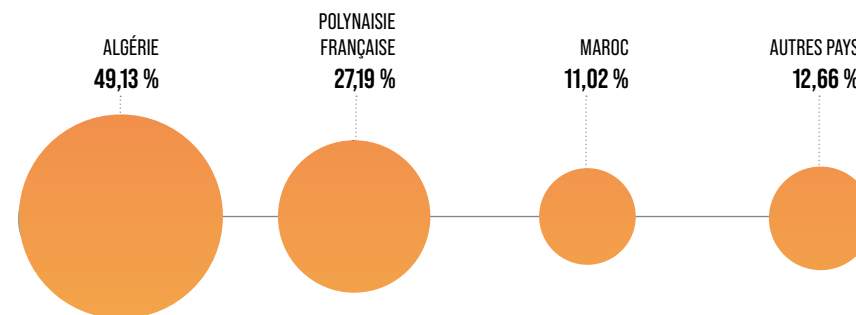
Ce sont nos relations historiques avec les pays du Maghreb ainsi que les décrets de coordination avec la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie, qui visent de nombreuses personnes et situations, qui expliquent pour une très grande part ce solde négatif.

Créances présentées par la France à des organismes étrangers en 2019



En 2019, le groupe des 5 premiers pays équivaut à 96% des créances présentées par la France.

Dettes notifiées à la France par des organismes étrangers en 2019



En 2019, les dettes notifiées par l'Algérie et la Polynésie française représentent plus de 76% du volume global, soit un montant supérieur à 195 millions d'euros.

LES REMBOURSEMENTS PAR LA FRANCE

Les soins de santé dispensés à des assurés des régimes français à l'étranger ou à des assurés des régimes étrangers en France et qui sont pris en charge par l'institution d'assurance maladie du lieu des soins, sont ensuite remboursés par les pays compétents en application des accords internationaux de sécurité sociale, soit sur la base de factures, soit sur la base de forfaits.

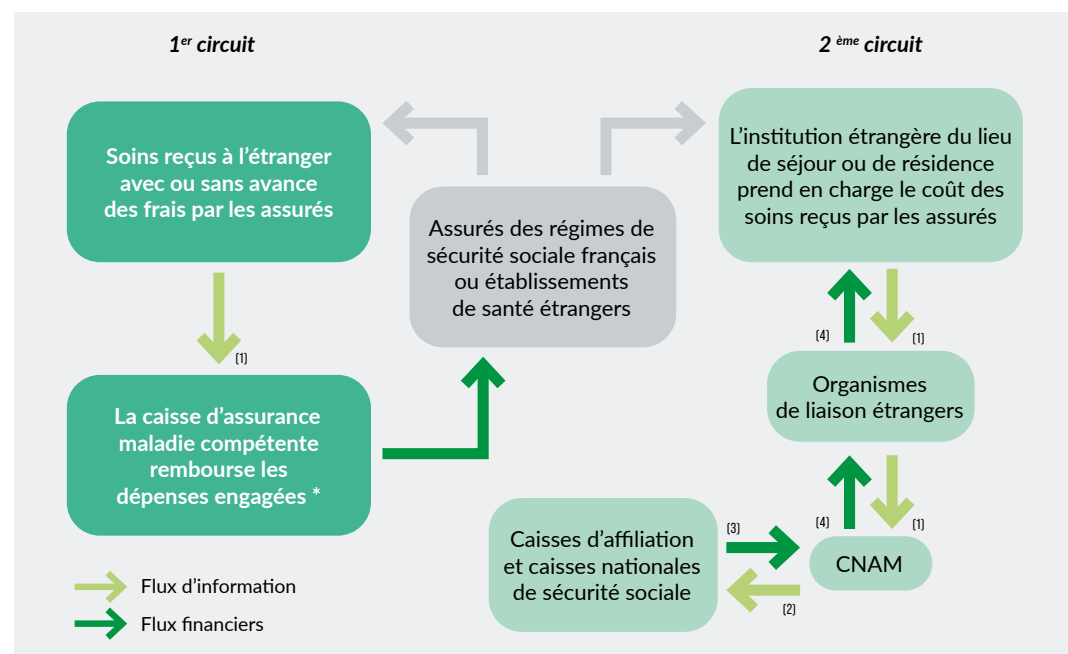
Concernant les soins de santé dispensés à des assurés des régimes français à l'étranger, ceux-ci sont pris en charge selon deux circuits:

- 1^{er} circuit : Les assurés ont procédé à l'avance des frais et se font rembourser à leur retour en France sur présentation des factures auprès de la caisse d'assurance maladie compétente. Il s'agit des remboursements au titre de la législation interne lorsque la coordination n'a pas été appliquée, lorsque les pays ne sont pas liés à la France par un accord de sécurité sociale, et en cas d'application des conventions de coopération sanitaire ou médico-sociale, ou de directive 2011/24/UE (soins ambulatoires).
- 2^{ème} circuit : les soins de santé sont pris en charge par l'institution de sécurité sociale du lieu de séjour ou de résidence, et sont ensuite remboursés par la France, sur la base de factures ou de forfaits, en application des accords internationaux de sécurité sociale (règlements européens, conventions bilatérales ou décrets de coordination).

Il s'agit des remboursements dans le cadre de la coordination.

Remarque :

Dans le cadre des conventions de coopération sanitaire ou médico-sociale transfrontalières, le remboursement des soins dispensés à des assurés résidents dans une zone frontalière peut suivre les 2 circuits ci-dessus, ou peut être effectué directement par la caisse d'affiliation, en faveur d'un établissement de santé à l'étranger, sur la base de tarifs préalablement négociés.



* Si l'assuré des régimes français soigné à l'étranger est titulaire d'une CEAM, il aura le choix d'être remboursé, soit sur la base du tarif applicable dans le pays des soins, soit sur la base des tarifs français. Idem si l'assuré est détenteur d'un formulaire S2 (Droit aux soins programmés), avec en plus la possibilité d'obtenir un complément (Arrêt Vanbraekel) si les tarifs français sont inférieurs à ceux qui auraient été appliqués dans le pays des soins s'il y avait eu prise en charge localement. Seuls les soins ambulatoires programmés (non soumis à autorisation préalable S2) sont remboursés uniquement en fonction de la législation et tarifs français, comme si les soins avaient été dispensés en France.

1^{er} circuit :

- (1) Présentation des factures aux caisses d'affiliation

2^{ème} circuit :

- (1) Présentation à la Cnam par les organismes étrangers des factures et forfaits à rembourser
- (2) Contrôle et vérification des droits auprès des caisses d'affiliation
- (3) Paiements par les caisses nationales
- (4) Remboursement par la Cnam des prestations servies par les institutions étrangères à des assurés des régimes de sécurité sociale français, sous forme de factures ou de forfaits

TOUS TYPES D'ACCORDS

La Direction de la Sécurité Sociale souhaitant connaître l'ensemble des flux financiers remboursés au titre des soins de santé par les caisses françaises de sécurité sociale, le Cleiss collecte l'ensemble de ces informations depuis 2011.

Concernant l'exercice 2019, le Cleiss a reçu des données statistiques des régimes ou organismes suivants :

- **régime général** : CPAM (Caisse primaire d'assurance maladie) et CNSE (Centre national des soins à l'étranger)
- **régime agricole** : CCMSA (Caisse centrale de la mutualité sociale agricole)
- **régimes spéciaux** : SNCF (Société nationale des chemins de fer), RATP (Régie autonome des transports parisiens), Chemins de fer secondaire, Clercs de notaire et Cavimac (Caisse d'Assurance Vieillesse, Invalidité et Maladie des Cultes).
- **régime des marins** : ENIM (Etablissement national des invalides de la marine)
- **Mutuelle** : MGEN (Mutuelle générale de l'éducation nationale)

Remboursements des dépenses de santé par les organismes de sécurité sociale français en 2019
(selon les régimes ou organismes)

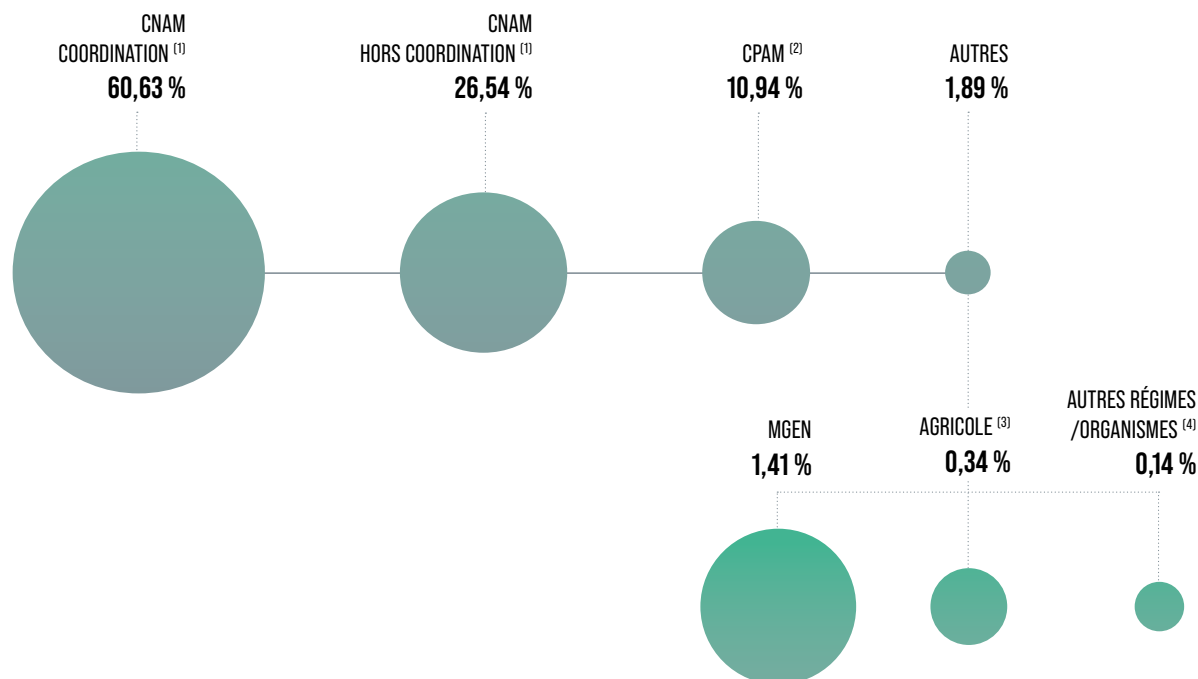
Régimes / Organismes	Montant (€)
Cnam - coordination ⁽¹⁾	511 968 010
Cnam - hors coordination ⁽¹⁾	224 156 950
CPAM ⁽²⁾	92 415 056
MGEN	11 920 598
Agricole ⁽³⁾	2 834 907
Autres régimes/organismes ⁽⁴⁾	1 171 011
TOTAL GÉNÉRAL 2019	844 466 532

⁽¹⁾ voir schéma des remboursements en début de partie

⁽²⁾ au titre des conventions transfrontalières

⁽³⁾ dont 267 498 € au titre de conventions transfrontalières

⁽⁴⁾ dont 15 879 € pour la SNCF au titre des conventions transfrontalières





Remboursements des dépenses de santé par les organismes de sécurité sociale français en 2019 (selon les accords de sécurité sociale)

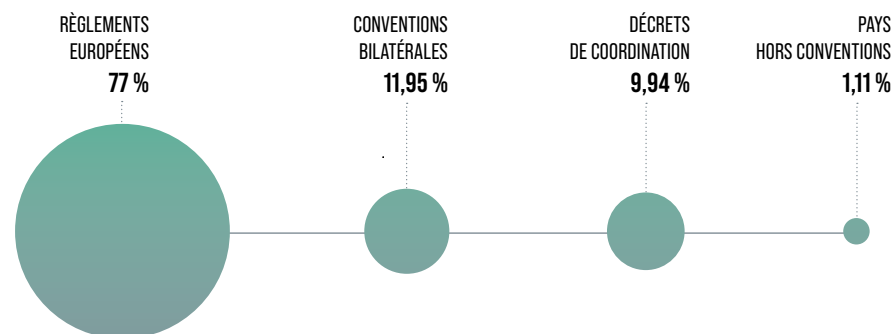
TYPE D'ACCORD	FACTURES								FORAITS		CONTRÔLES MÉDICAUX (Factures)		FRAIS DE GESTION (liés aux forfaits)	TOTAL GÉNÉRAL		
	Soins médicalement nécessaires ou urgents		Soins programmés		Soins liés à la résidence *		Sous-total									
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé(€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé(€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé(€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé(€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé(€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé(€)	Montant remboursé(€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé(€)	dont montant remboursé dans le cadre de la coordination (Circuit 2) **
Règlements Européens (détails par pays pages 25 à 26)	300 757	131 714 656,50	131 767	336 565 249	87 819	100 553 168	520 343	568 833 073	23 483	70 411 488	407	58 572	10 914 789	544 233	650 217 922	348 640 818
Conventions bilatérales (détails par pays pages 27 à 28)	44 873	9 449 594,21	2 007	7 283 356	194 699	24 644 617	241 579	41 377 568	167 203	53 556 977	1	7	6 001 092	408 783	100 935 644	81 021 594
Décrets de coordination (détails par pays page 29)	4 429	3 300 337,00	87	199 362	35 951	77 042 078	40 467	80 541 777	-	-	0	0	3 359 428	40 467	83 901 205	82 305 599
Pays hors conventions (détails par pays pages 30 à 34)	28 131	6 325 038,00	110	157 346	7 508	2 929 377	35 749	9 411 761	-	-	-	-	-	35 749	9 411 761	-
TOTAL GÉNÉRAL 2019	378 190	150 789 626,00	133 971	344 205 313	325 977	205 169 240	838 138	700 164 179	190 686	123 968 465	408	58 579	20 275 309	1 029 232	844 466 532	511 968 011
TOTAL GÉNÉRAL 2018	438 521	160 535 192,00	102 838	303 087 187	166 004	176 011 394	707 363	639 633 774	151 013	155 807 854	234	22 494	18 313 215	858 610	813 777 337	449 431 210
% évolution	-13,76 %	-6,07 %	30,27%	13,57%	96,37%	16,57%	18,49%	9,46%	26,27%	-20,44%	74,36%	160,42%	10,71%	19,87%	3,77%	13,91%

* Concernent les retraités (pour les règlements européens, conventions bilatérales, décrets de coordination), les travailleurs frontaliers (pour les règlements européens et convention bilatérale franco-andorrane) et les travailleurs détachés (pour les règlements européens, conventions bilatérales, décrets de coordination, les pays hors conventions)

** Voir schéma des remboursements en début de partie

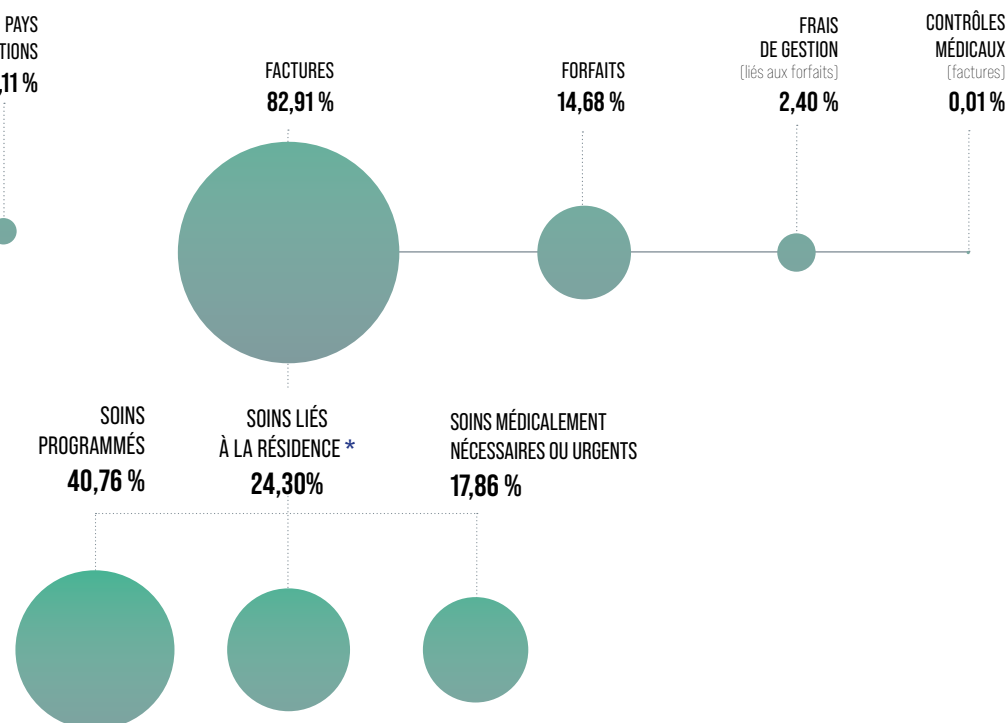


Répartition 2019 des remboursements des dépenses de santé par types d'accords



77 % des remboursements effectués en 2019 par les caisses françaises de sécurité sociale ont pour origine des soins dispensés au sein de l'UE-EEE-Suisse.

Répartition 2019 des dépenses de santé selon le mode de remboursement



82,9 % des dépenses de soins de santé effectuées à l'étranger en 2019 ont été remboursées sur factures, dont les soins programmés à hauteur de 40,76%.

* Concernent les retraités (pour les règlements européens, conventions bilatérales, décrets de coordination), les travailleurs frontaliers (pour les règlements européens et convention bilatérale franco-andorrane) et les travailleurs détachés (pour les règlements européens, conventions bilatérales, décrets de coordination, les pays hors conventions)

RÈGLEMENTS EUROPÉENS

Remboursements des dépenses de santé en 2019 par la France (1/2)



● 5 premiers pays de l'EEE-Suisse de réalisation des soins

PAYS	FACTURES ^②								FORFAITS ^②				CONTRÔLES MÉDICAUX ^②		FRAIS DE GESTION ^②	TOTAL GÉNÉRAL		
	Soins médicalement nécessaires ^②		Soins programmés ^②		Soins liés à la résidence ^②		Sous-total		Formulaires E 109 ^(a)		Formulaires E 121 ^(b)		Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	dont montant remboursé dans le cadre de la coordination (Circuit 2) **
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)						
③ ^e Allemagne	28 411	10 482 000	1 002	5 694 426	24 343	20 034 609	53 756	36 211 034	5	2 385	68	187 111	1	47		53 830	36 400 578	33 885 941
Autriche	3 132	1 032 482	3	45 340	946	618 290	4 081	1 696 113	0	0	0	0	0	0		4 081	1 696 113	1 470 497
1 ^{er} Belgique	55 761	51 522 622	116 386	300 475 083	30 898	53 873 816	203 045	405 871 521	0	0	12	33 711	152	6 404	10 914 789	203 209	416 826 426	147 356 060
Bulgarie	1 188	163 997	2	47	225	12 114	1 415	176 158	0	0	0	0	0	0		1 415	176 158	33 220
Chypre	246	73 262	2	3 464	99	17 519	347	94 245	0	0	36	22 954	0	0		383	117 199	34 958
Croatie	2 390	260 001	2	920	397	149 229	2 789	410 151	0	0	0	0	0	0		2 789	410 151	341 121
Danemark	316	89 420	4	26 056	43	834	363	116 310	0	0	0	0	0	0		363	116 310	112 449
2 ^e Espagne	97 551	30 278 815	11 623	9 579 734	4 256	837 842	113 430	40 696 391	81	41 126	23 163	69 824 993	248	51 787		136 922	110 614 296	97 267 286
Estonie	127	14 760	0	0	18	491	145	15 250	0	0	0	0	0	0		145	15 250	11 573
Finlande	968	384 639	0	0	194	5 561	1 162	390 199	0	0	17	53 580	0	0		1 179	443 779	423 979
Grèce	5 834	776 496	43	65 817	1 010	122 079	6 887	964 392	0	0	66	117 703	0	0		6 953	1 082 095	172 387
Hongrie	4 464	783 141	9	1 253	1 236	169 161	5 709	953 556	0	0	0	0	0	0		5 709	953 556	223 459
Irlande	2 030	421 083	2	8	224	14 366	2 256	435 458	0	0	13	45 126	0	0		2 269	480 583	440 165
Islande	334	323 482	1	1 494	10	263	345	325 239	0	0	0	0	0	0		345	325 239	305 981
Italie	15 559	5 978 979	65	97 511	9 658	5 745 656	25 282	11 822 147	0	0	0	0	0	0		25 282	11 822 147	11 078 708
Lettonie	151	10 668	0	0	13	403	164	11 071	0	0	0	0	0	0		164	11 071	3 515
Liechtenstein	108	8 058	1	1 494	14	2 099	123	11 651	0	0	0	0	0	0		123	11 651	0
Lituanie	191	15 034	0	0	56	7 476	247	22 510	0	0	0	0	0	0		247	22 510	11 818
5 ^e Luxembourg	17 178	7 857 271	818	6 900 505	3 853	10 971 358	21 849	25 729 134	0	0	0	0	0	0		21 849	25 729 134	25 092 313

* Concernent les retraités, les travailleurs détachés et les travailleurs frontaliers

** Voir schéma des remboursements en début de partie

(a) Attestation pour l'inscription des membres de la famille du travailleur salarié ou non salarié et la tenue des inventaires

(b) Attestation pour l'inscription des titulaires de pension ou de rente ou des membres de leur famille et la tenue des inventaires

Remboursements des dépenses de santé en 2019 par la France (2/2)



● 5 premiers pays de l'EEE-Suisse de réalisation des soins

PAYS	FACTURES ^②								FORFAITS ^②				CONTRÔLES MÉDICAUX ^②		FRAIS DE GESTION ^②	TOTAL GÉNÉRAL		
	Soins médicalement nécessaires ^②		Soins programmés ^②		Soins liés à la résidence ^{* ②}		Sous-total		Formulaires E 109 ^(a)		Formulaires E 121 ^(b)		Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	dont montant remboursé dans le cadre de la coordination (Circuit 2) **
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)						
Malte	847	109 636	0	0	39	1 836	886	111 471	0	0	0	0	1	35		887	111 506	81 025
Norvège	159	438 297	0	0	62	3 354	221	441 651	0	0	6	25 758	0	0		227	467 409	455 377
Pays-Bas	4 238	3 185 049	12	1 152 601	742	160 888	4 992	4 498 537	0	0	-2	-1 715	0	0		4 990	4 496 823	4 352 386
Pologne	4 411	536 473	14	5 051	1 397	288 376	5 822	829 899	0	0	0	0	5	298		5 827	830 197	611 379
Portugal	34 469	2 432 658	284	105 456	1 560	271 915	36 313	2 810 030	0	0	0	0	0	0		36 313	2 810 030	213 483
République tchèque	1 000	265 167	292	427 203	437	60 036	1 729	752 407	0	0	0	0	0	0		1 729	752 407	221 415
Roumanie	1 209	214 452	12	8 226	478	34 289	1 699	256 967	0	0	0	0	0	0		1 699	256 967	44 702
Royaume-Uni	863	110 110	3	2 015	997	43 216	1 863	155 341	0	0	9	33 012	0	0		1 872	188 353	33 012
Slovaquie	347	36 794	2	506	213	64 769	562	102 069	0	0	0	0	0	0		562	102 069	86 742
Slovénie	253	48 751	1	268	152	48 784	406	97 803	0	0	0	0	0	0		406	97 803	70 826
Suède	1 468	822 069	2	4 650	101	26 595	1 571	853 315	1	1 481	8	24 263	0	0		1 580	879 059	854 714
4 ^e Suisse	15 554	13 038 991	1 182	11 966 120	4 148	6 965 943	20 884	31 971 054	0	0	0	0	0	0		20 884	31 971 054	23 350 327
TOTAL 2019	300 757	13 171 656	131 767	336 565 249	87 819	100 553 168	520 343	568 833 073	87	44 992	23 396	70 366 496	407	58 571	10 914 789	544 233	650 217 922	348 640 818
TOTAL 2018	353 192	139 435 117	100 682	295 554 654	64 107	87 858 331	517 981	522 848 102	189	108 883	41 009	121 522 979	234	22 494	11 627 784	559 413	656 130 242	387 711 500
% évolution	-14,85%	-5,54%	30,87%	13,88%	36,99%	14,45%	0,46%	8,80%	-53,97%	-58,68%	-42,95%	-42,10%	73,93%	160,38%	-6,13%	-2,71%	-0,90%	-10,08%

* Concernent les retraités, les travailleurs détachés et les travailleurs frontaliers

** Voir schéma des remboursements en début de partie

(a) Attestation pour l'inscription des membres de la famille du travailleur salarié ou non salarié et la tenue des inventaires

(b) Attestation pour l'inscription des titulaires de pension ou de rente ou des membres de leur famille et la tenue des inventaires

ACCORDS INTERNATIONAUX

Remboursements des dépenses de santé en 2019 par la France (1/3)



● 5 premiers pays hors EEE-Suisse de réalisation des soins

	PAYS	FACTURES ^②								FORAITS ^②		CONTRÔLES MÉDICAUX ^②		FRAIS DE GESTION ^②	TOTAL GÉNÉRAL		
		Soins médicalement nécessaires ^③		Soins programmés ^②		Soins liés à la résidence ^{* ②}		Sous-total									
		Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	dont montant remboursé dans le cadre de la coordination (Circuit 2) ^{**}		
CONVENTIONS BILATÉRALES	^{2e} Algérie	1 739	312 194	551	1 945 860	175	16 059	2 465	2 274 113	165 877	53 420 735	0	0	4 624 694	168 342	60 319 543	58 045 429
	Andorre	1 046	225 561	1	468	1 431	795 576	2 478	1 021 604			0	0		2 478	1 021 604	885 772
	Argentine	281	39 315	0	0	136	29 597	417	68 912						417	68 912	
	Bénin	148	15 943	5	7 280	93	14 249	246	37 472			0	0	0	246	37 472	0
	Bosnie-Herzégovine	118	10 483	1	205	8	675	127	11 362			0	0		127	11 362	0
	Brésil	697	142 220	3	1 478	471	268 511	1 171	412 209						1 171	412 209	
	Cameroun	233	71 490	16	22 837	185	47 676	434	142 004			0	0		434	142 004	0
	Canada	2 507	448 210	6	10 766	468	92 781	2 981	551 757						2 981	551 757	
	Cap-Vert	230	19 752	0	0	5	1 110	235	20 862	0	0	0	0	0	235	20 862	0
	Chili	321	88 334	0	0	278	135 128	599	223 462						599	223 462	
	Congo Brazzaville	60	20 041	4	10 683	74	8 036	138	38 761			0	0	0	138	38 761	0
	Corée du Sud	163	28 322	0	0	112	14 945	275	43 267						275	43 267	
	Côte d'Ivoire	295	65 329	25	52 607	371	73 554	691	191 490			0	0	0	691	191 490	0
	Etats-Unis	3 906	1 294 598	6	6 378	1 106	263 458	5 018	1 564 435						5 018	1 564 435	
	Gabon	58	6 747	0	0	149	22 095	207	28 842	0	0	0	0	0	207	28 842	0
	Guernesey	20	1 544	0	0	0	0	20	1 544						20	1 544	0
	Inde	540	237 769	8	12 764	252	55 872	800	306 405						800	306 405	
	Israël	2 138	443 887	17	21 270	111	16 827	2 266	481 984			0	0		2 266	481 984	
	Japon	762	142 285	3	2 707	224	46 657	989	191 649						989	191 649	
	Jersey	7	276	0	0	0	0	7	276						7	276	0

* Concernent les retraités, les travailleurs détachés et les travailleurs frontaliers (convention bilatérale franco-andorrane)

** Voir schéma des remboursements en début de partie

Remboursements des dépenses de santé en 2019 par la France (2/3)



● 5 premiers pays hors EEE-Suisse de réalisation des soins

PAYS	FACTURES ^②								FORAITS ^②		CONTRÔLES MÉDICAUX ^②		FRAIS DE GESTION ^②	TOTAL GÉNÉRAL		
	Soins médicalement nécessaires ^②		Soins programmés ^②		Soins liés à la résidence ^{②*}		Sous-total		Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	dont montant remboursé dans le cadre de la coordination (Circuit 2) ^{**}
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)								
CONVENTIONS BILATÉRALES	Kosovo	50	6 057	3	5 768	10	148	63	11 973	0	0	0	0	63	11 973	0
	Macédoine	249	12 736	3	2 736	2	166	254	15 638	1 326	136 242	0	0	1 580	151 880	139 732
	Madagascar	403	38 800	9	19 145	361	69 639	773	127 584			0	0	773	127 584	0
	Mali	102	19 459	70	627 726	97	20 342	269	667 526	0	0	0	0	269	667 526	0
	3 ^e Maroc	13 244	3 122 818	781	2 600 012	178 591	18 471 874	192 616	24 194 704			1	7	1 376 123	192 617	25 570 834
	Mauritanie	21	5 096	1	1 403	76	8 444	98	14 942			0	0	98	14 942	0
	Monaco	15	9 514	0	0	3	385	18	9 899					18	9 899	0
	Monténégro	54	6 419	0	0	2	84	56	6 503	0	0	0	0	56	6 503	0
	Niger	17	1 620	0	0	103	11 399	120	13 019			0	0	120	13 019	0
	Philippines	325	84 442	6	16 547	84	39 903	415	140 891					415	140 891	0
	5 ^e Québec	5	946	32	60 169	7 321	3 308 563	7 358	3 369 678					7 358	3 369 678	3 369 678
	Saint-Marin	4	202	0	0	0	0	4	202					4	202	
	Sénégal	2 014	266 243	42	264 515	752	138 176	2 808	668 934			0	0	2 808	668 934	0
	Serbie	476	120 494	15	16 301	47	7 923	538	144 718	0	0	0	0	538	144 718	0
	Togo	173	62 626	6	18 486	136	23 885	315	104 997			0	0	315	104 997	0
	Tunisie	8 783	1 289 632	332	1 408 384	1 082	311 096	10 197	3 009 112	0	0	0	0	10 197	3 009 112	0
	Turquie	3 630	759 841	61	146 861	341	318 024	4 032	1 224 725	0	0	0	0	4 032	1 225 000	3 329
	Uruguay	39	28 349	0	0	42	11 761	81	40 110					81	40 110	
	Bateliers rhénans ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0	0					0	0	0
	SOUS-TOTAL	44 873	9 449 594	2 007	7 283 356	194 699	24 644 617	241 579	41 377 568	167 203	53 556 977	1	7	6 001 092	408 783	100 935 644

* Concernent les retraités, les travailleurs détachés et les travailleurs frontaliers (convention bilatérale franco-andorrane)

** Voir schéma des remboursements en début de partie

(1) : Concerne les bateliers rhénans d'Allemagne, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas et Suisse

Remboursements des dépenses de santé en 2019 par la France (3/3)

● 5 premiers pays hors EEE-Suisse de réalisation des soins



PAYS		FACTURES ^②								FORAITS ^②		CONTRÔLES MÉDICAUX ^②		FRAIS DE GESTION ^②	TOTAL GÉNÉRAL		
		Soins médicalement nécessaires ^③		Soins programmés ^③		Soins liés à la résidence ^{*③}		Sous-total									
		Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	Montant remboursé (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€)	dont montant remboursé dans le cadre de la coordination (Circuit 2) ^{**}
DÉCRETS DE COORDINATION	4 ^e Nouvelle-Calédonie	1 649	669 416	22	35 983	4 746	14 193 652	6 417	14 899 051			0	0		6 417	14 899 051	14 777 576
	1 ^{er} Polynésie française	2 730	2 497 181	64	163 264	31 176	62 801 894	33 970	65 462 338			0	0	3 359 428	33 970	68 821 766	67 348 528
	Saint-Pierre-et-Miquelon	50	133 741	1	115	29	46 533	80	180 388			0	0		80	180 388	179 495
	SOUS-TOTAL	4 429	3 300 337	87	199 362	35 951	77 042 078	40 467	80 541 777	0	0	0	0	3 359 428	40 467	83 901 205	82 305 599
TOTAL 2019		49 302	12 749 931	2 094	7 482 718	230 650	101 686 696	282 046	121 919 345	167 203	53 556 977	1	7	9 360 520	449 250	184 836 849	163 327 193
TOTAL 2018		56 002	14 332 478	2 048	7 334 782	94 437	85 499 408	152 487	107 166 668	109 815	34 175 992	0	0	6 685 432	262 302	148 028 092	126 458 660
% évolution		-11,96%	-11,04%	2,25%	2,02%	144,24%	18,93%	84,96%	13,77%	52,26%	56,71%	-	-	40,01%	71,27%	24,87%	29,15%

* Concernent les retraités, les travailleurs détachés et les travailleurs frontaliers (convention bilatérale franco-andorrane)
** Voir schéma des remboursements en début de partie

PAYS HORS CONVENTIONS

Remboursements des dépenses de santé en 2019 par la France (1/5)



● 5 premiers pays hors conventions de réalisation des soins

Pays	SOINS URGENTS ^①		SOINS PROGRAMMÉS ^①		SOINS LIÉS À LA RÉSIDENCE ^{*①}		TOTAL GÉNÉRAL	
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€) (circuit 1**)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€) (circuit 1**)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€) (circuit 1**)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€) (circuit 1**)
Afghanistan	0	0	0	0	1	44	1	44
Afrique du Sud	404	116 105	0	0	240	105 447	644	221 552
Albanie	20	10 039	1	279	6	1 111	27	11 429
Angola	6	4 270	1	299	24	2 595	31	7 164
Antigua et Barbuda	6	783	0	0	0	0	6	783
Arabie Saoudite	46	24 324	0	0	147	69 354	193	93 679
Arménie	43	9 905	1	1 847	5	376	49	12 129
Australie	934	190 475	0	0	185	44 929	1 119	235 404
Azerbaïdjan	8	5 034	0	0	13	727	21	5 761
Bahamas	35	10 938	0	0	1	100	36	11 038
Bahrein	16	6 271	1	643	95	17 338	112	24 252
Bangladesh	6	2 356	0	0	1	238	7	2 594
Barbade	16	3 125	0	0	0	0	16	3 125
Belize	9	1 839	0	0	0	0	9	1 839
Bhoutan	0	0	0	0	1	85	1	85
Bielorussie	16	738	0	0	0	0	16	738
Birmanie	98	11 961	0	0	15	1 208	113	13 169
Bolivie	160	39 021	0	0	83	28 931	243	67 952
Botswana	4	3 401	0	0	43	1 770	47	5 171
Brunei	0	0	0	0	0	0	0	0
Burkina Faso	130	37 473	2	9 421	153	23 816	285	70 710
Burundi	1	6	1	294	6	396	8	696
Cambodge	615	180 407	2	2 719	135	24 903	752	208 029
Chine	777	197 589	4	2 864	512	135 141	1 293	335 593
Colombie	419	73 749	0	0	286	95 960	705	169 710
Comores	19	4 803	4	14 610	9	434	32	19 847
Congo (République démocratique du)	22	9 115	4	5 041	69	8 942	95	23 098
Corée (République populaire de)	1	28	0	0	0	0	1	28
Costa Rica	281	75 240	0	0	69	62 296	350	137 535

* Concernent les travailleurs détachés uniquement ** Voir schéma des remboursements en début de partie

Remboursements des dépenses de santé en 2019 par la France (2/5)

● 5 premiers pays hors conventions de réalisation des soins



Pays	SOINS URGENTS ^①		SOINS PROGRAMMÉS ^①		SOINS LIÉS À LA RÉSIDENCE ^{**①}		TOTAL GÉNÉRAL	
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€) (circuit 1 ^{**})	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€) (circuit 1 ^{**})	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€) (circuit 1 ^{**})	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€) (circuit 1 ^{**})
Cuba	982	115 596	0	0	29	3 040	1 011	118 637
Djibouti	32	6 801	0	0	213	36 973	245	43 774
Dominique	7	6 821	0	0	0	0	7	6 821
Egypte	912	191 564	2	1 248	222	28 302	1 136	221 114
El Salvador	19	3 609	0	0	55	15 921	74	19 530
Emirats arabes unis	638	131 544	5	4 753	406	67 486	1 049	203 783
Equateur	114	19 431	0	0	91	38 583	205	58 013
Erythrée	0	0	0	0	0	0	0	0
Ethiopie	26	2 002	0	0	50	8 774	76	10 776
Fidji	3	549	0	0	4	424	7	973
Gambie	2	1 113	0	0	0	0	2	1 113
Géorgie	28	9 757	0	0	21	2 996	49	12 753
Ghana	12	566	1	3 363	37	5 867	50	9 796
Grenade	12	2 617	0	0	0	0	12	2 617
Groënland	1	20	0	0	0	0	1	20
Guatemala	62	19 036	0	0	54	44 198	116	63 234
Guinée	36	6 363	5	12 720	48	2 633	89	21 715
Guinée-Bissau	1	710	0	0	1	9	2	719
Guinée équatoriale	0	0	0	0	11	732	11	732
Guyana	1	21	0	0	0	0	1	21
Haïti	13	2 572	2	5 118	24	3 305	39	10 995
Honduras	12	527	0	0	42	14 398	54	14 925
Indonésie	1 423	285 988	1	1 122	205	56 707	1 629	343 816
Irak	1	35	0	0	6	956	7	991
Iran	23	15 259	0	0	5	2 319	28	17 578
Jamaïque	31	6 809	0	0	0	0	31	6 809
Jordanie	89	20 755	0	0	58	11 041	147	31 796
Kazakhstan	10	922	0	0	3	168	13	1 091
Kenya	100	37 024	0	0	55	17 051	155	54 075
Kirghizistan	6	155	0	0	0	0	6	155
Kiribati	0	0	0	0	0	0	0	0

* Concernent les travailleurs détachés uniquement ** Voir schéma des remboursements en début de partie

Remboursements des dépenses de santé en 2019 par la France (3/5)

● 5 premiers pays hors conventions de réalisation des soins



Pays	SOINS URGENTS ^①		SOINS PROGRAMMÉS ^①		SOINS LIÉS À LA RÉSIDENCE ^{①②}		TOTAL GÉNÉRAL	
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€) (circuit 1**)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€) (circuit 1**)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€) (circuit 1**)	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€) (circuit 1**)
Koweït	5	2 328	0	0	31	27 106	36	29 434
Laos	137	21 546	0	0	80	62 214	217	83 760
Lésotho	0	0	0	0	0	0	0	0
5 ^e Liban	749	147 539	4	10 709	451	253 248	1 204	411 496
Libéria	0	0	0	0	1	111	1	111
Libye	0	0	0	0	1	30	1	30
Malaisie	285	44 575	0	0	173	19 172	458	63 747
Malawi	3	1 034	0	0	4	200	7	1 233
Maldives	64	5 176	0	0	0	0	64	5 176
Marshall (Iles)	0	0	0	0	0	0	0	0
3 ^e Maurice (Ile)	2 393	507 378	14	9 459	323	102 803	2 730	619 641
2 ^e Mexique	1 241	332 918	0	0	487	340 658	1 728	673 576
Micronésie (États fédérés)	1	28	0	0	0	0	1	28
Moldavie	12	3 825	1	200	3	778	16	4 803
Mongolie	17	4 491	0	0	0	0	17	4 491
Mozambique	6	3 982	0	0	53	8 982	59	12 964
Namibie	55	27 112	0	0	6	12 373	61	39 485
Nauru	0	0	0	0	0	0	0	0
Népal	212	98 553	0	0	7	538	219	99 091
Nicaragua	7	2 559	0	0	31	22 991	38	25 549
Nigéria	4	3 170	1	1 080	35	6 398	40	10 647
Nouvelle-Zélande	278	20 950	0	0	44	5 749	322	26 700
Oman	80	8 023	0	0	42	4 216	122	12 239
Ouganda	9	3 262	0	0	9	492	18	3 754
Ouzbékistan	10	629	0	0	3	484	13	1 113
Pakistan	16	8 831	1	220	7	859	24	9 910
Palaos (Iles)	0	0	0	0	0	0	0	0
Palestine	5	219	0	0	0	0	5	219
Panama	90	9 795	0	0	72	15 586	162	25 380
Papouasie - Nouvelle-Guinée	2	69	0	0	0	0	2	69

* Concernent les travailleurs détachés uniquement ** Voir schéma des remboursements en début de partie

Remboursements des dépenses de santé en 2019 par la France (4/5)

● 5 premiers pays hors conventions de réalisation des soins



Pays	SOINS URGENTS ^②		SOINS PROGRAMMÉS ^②		SOINS LIÉS À LA RÉSIDENCE ^{②③}		TOTAL GÉNÉRAL	
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€) (circuit 1 ^{**})	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€) (circuit 1 ^{**})	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€) (circuit 1 ^{**})	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€) (circuit 1 ^{**})
Paraguay	15	1 772	0	0	43	10 862	58	12 634
Pérou	789	211 209	0	0	96	57 404	885	268 613
Pitcairn (Ile)	0	0	0	0	0	0	0	0
Qatar	29	4 485	0	0	102	27 441	131	31 925
République centrafricaine	10	476	0	0	20	682	30	1 158
République dominicaine	1 613	319 019	1	1 250	94	48 850	1 708	369 118
Russie	398	79 112	3	2 035	123	86 524	524	167 671
Rwanda	14	3 194	0	0	12	683	26	3 876
Sahara occidental	0	0	0	0	0	0	0	0
Saint Barthélemy	0	0	0	0	0	0	0	0
Saint-Christophe-et-Niévès	0	0	0	0	0	0	0	0
Sainte-Lucie	19	3 245	0	0	0	0	19	3 245
Saint-Martin	0	0	0	0	2	49	2	49
Saint-Vincent grenadines	6	572	0	0	0	0	6	572
Salomon (Iles)	0	0	0	0	0	0	0	0
Samoa occidentales	0	0	0	0	0	0	0	0
Sao Tomé-et-Principes	1	41	0	0	1	81	2	123
Seychelles	76	3 719	1	1 793	6	791	83	6 302
Sierra Leone	1	20	0	0	0	0	1	20
Singapour	411	71 866	0	0	243	105 422	654	177 288
Somalie	0	0	0	0	0	0	0	0
Soudan	2	28	0	0	2	65	4	93
Soudan du sud	0	0	0	0	0	0	0	0
Sri Lanka	156	67 829	4	4 190	5	1 016	165	73 035
Surinam	4	1 189	0	0	0	0	4	1 189
Swaziland	3	48	3	52	0	0	6	100
Syrie	20	6 666	0	0	4	470	24	7 136
Tadjikistan	1	44	0	0	0	0	1	44
Taiwan	115	18 884	0	0	49	35 950	164	54 834
Tanzanie	120	15 484	0	0	31	5 975	151	21 458

* Concernent les travailleurs détachés uniquement ** Voir schéma des remboursements en début de partie

Remboursements des dépenses de santé en 2019 par la France (5/5)



● 5 premiers pays hors conventions de réalisation des soins

Pays	SOINS URGENTS ^①		SOINS PROGRAMMÉS ^②		SOINS LIÉS À LA RÉSIDENCE ^{**③}		TOTAL GÉNÉRAL	
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€) [circuit 1**]	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€) [circuit 1**]	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€) [circuit 1**]	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé (€) [circuit 1**]
Tchad	8	3 858	0	0	18	979	26	4 837
1 ^{er} Thaïlande	5 070	1 611 202	9	23 275	384	442 246	5 463	2 076 722
Timor oriental	2	130	0	0	0	0	2	130
TOM des Etats-Unis (Antilles)	8	594	0	0	0	0	8	594
TOM des Etats-Unis (Pacifique)	1	1 000	0	0	0	0	1	1 000
TOM des Pays-Bas (Antilles)	29	7 099	0	0	0	0	29	7 099
TOM du Royaume-Uni (Antilles)	22	4 340	0	0	1	96	23	4 435
TOM du Royaume-Uni (Atlantique sud)	0	0	0	0	0	0	0	0
TOM du Royaume-Uni (Océan indien)	0	0	0	0	0	0	0	0
Tonga	1	26	0	0	0	0	1	26
Trinité et Tabago	4	143	0	0	1	57	5	200
Turkménistan	0	0	0	0	1	107	1	107
Tuvalu	1	53	0	0	0	0	1	53
Ukraine	45	6 543	0	0	26	7 532	71	14 075
Vanuatu	19	3 397	0	0	65	10 562	84	13 959
Vatican	7	347	0	0	0	0	7	347
Venezuela	13	3 694	0	0	42	4 756	55	8 450
4 ^e Vietnam	1 294	440 849	6	7 455	399	159 604	1 699	607 908
Wallis et Futuna	1	17	0	0	10	453	11	470
Yémen	0	0	0	0	0	0	0	0
Zambie	7	934	0	0	7	319	14	1 252
Zimbabwe	4	2 015	0	0	14	3 046	18	5 061
Croisières	3 392	260 633	25	29 287	6	611	3 423	290 531
Autres pays	18	2 887	0	0	99	43 731	117	46 619
Données géographiques non précisées	13	1 228	0	0	0	0	13	1 228
TOTAL 2019	28 131	6 325 038	110	157 346	7 508	2 929 377	35 749	9 411 762
TOTAL 2018	29 327	6 767 597	108	197 751	7 460	2 653 655	36 895	9 619 003
% évolution	-4,08%	-6,54%	1,85%	-20,43%	0,64%	10,39%	-3,11%	-2,15%

* Concernent les travailleurs détachés uniquement

** Voir schéma des remboursements en début de partie

LES REMBOURSEMENTS DANS LE CADRE DE LA COORDINATION



TOUS TYPES D'ACCORDS

A SAVOIR

Ces remboursements correspondent aux prestations de soins de santé servies aux assurés des régimes français et étrangers de sécurité sociale et dont le coût est pris en charge dans un premier temps par les institutions des territoires sur lesquels ont été engagées ces dépenses (lieu de séjour ou de résidence).

Cette prise en charge fait l'objet dans un second temps de remboursements entre institutions compétentes sur la base des créances présentées et dettes notifiées les années précédentes (voir début de chapitre).

En France, l'institution en charge depuis 2015 de gérer ce mécanisme de coordination est le Centre National des Soins à l'Etranger (CNSE).

Synthèse des remboursements des dépenses de soins de santé dans le cadre de la coordination (tous types d'accords)

Pays	REMBOURSEMENTS PAR LA FRANCE (EN €)					REMBOURSEMENTS À LA FRANCE (EN €)				
	Soins de santé		Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	Soins de santé		Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total
	Factures	Forfaits				Factures	Forfaits			
de l'UE-EEE-Suisse	267 255 969	70 411 488	58 571	10 914 789	348 640 818	954 090 300	61 706	927	13 736 425	967 889 358
hors UE-EEE-Suisse	100 409 689	53 556 977	7	9 360 520	163 327 193	5 881 200	7 047 750	0	608 936	13 537 885
Total 2019	367 665 658	123 968 465	58 578	20 275 309	511 968 011	959 971 500	7 109 456	927	14 345 360	981 427 243
Total 2018	340 026 596	155 807 854	22 494	18 313 215	514 170 160	977 402 106	654 350	5 656	12 651 979	990 714 091
% évolution (N/N-1)	8,13	-20,44	160,42	10,71	-0,43	-1,78	986,49	-83,60	13,38	-0,94

En 2019, la France s'est acquittée de dettes pour un montant global approchant les 512 millions d'euros.

- 71,8% de ce montant concerne des remboursements de dépenses de soins de santé sur factures, 24,2% des remboursements forfaitaires et 4% des remboursements de contrôles médicaux et le paiement de frais de gestion ;
- 68% a pour origine un séjour ou une résidence permanente dans la zone de l'UE-EEE-Suisse et 32% dans les pays liés à la France par une convention bilatérale ou un décret de coordination (accords internationaux de sécurité sociale).

Dans le sens inverse, les organismes étrangers se sont acquittés auprès de la France d'un montant global de plus de 981 millions d'euros de créances françaises réparties de la façon suivante :

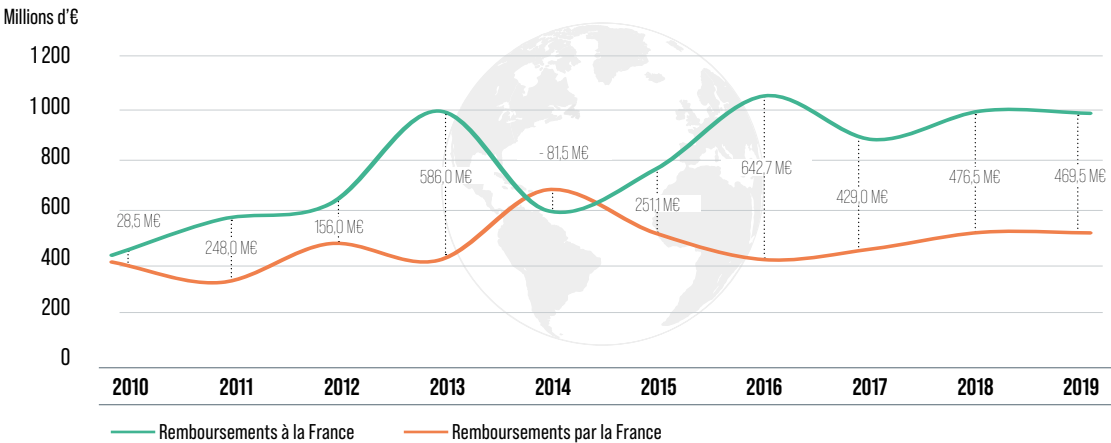
- 97,8% des remboursements de soins de santé présentés sur factures, 0,7% des remboursements par forfait et 1,5% des remboursements de contrôles médicaux et le paiement de frais de gestion.
- 98,6% de ces paiements ont été effectués par les pays de la zone UE-EEE-Suisse.



Évolution sur 10 ans des remboursements des dépenses de soins de santé dans le cadre de la coordination (tous types d'accords)

Années	REMBOURSEMENTS PAR LA FRANCE (EN €)								REMBOURSEMENTS À LA FRANCE (EN €)							
	Soins de santé				Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	% Evol (N/N-1)	Soins de santé				Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	% Evol (N/N-1)
	Factures	%	Forfaits	%					Factures	%	Forfaits	%				
2010	187 383 282	47,3	208 343 177	52,6	64 566	-	395 791 024		270 253 166	63,7	154 078 135	36,3	6 655	-	424 337 955	
2011	166 763 307	52,5	150 738 832	47,5	6 161	-	317 508 299	-19,78	341 065 126	60,3	224 413 630	39,7	1 658	-	565 480 414	33,26
2012	342 217 359	72,8	127 533 992	27,1	47 529	-	469 798 879	47,96	554 475 668	88,6	71 317 917	11,4	582	-	625 794 168	10,67
2013	329 915 911	81,6	74 432 142	18,4	103 749	-	404 451 802	-13,91	942 979 107	95,2	47 481 386	4,8	12 815	-	990 473 309	58,27
2014	336 713 773	49,4	344 475 927	50,6	19 451	-	681 209 151	68,43	532 199 955	88,7	67 554 563	11,3	627	-	599 755 144	-39,45
2015	371 644 986	72,8	139 057 296	27,2	60 302	-	510 762 584	-25,02	738 275 346	96,9	23 618 099	3,1	10 006	-	761 903 451	27,04
2016	274 110 986	67,3	125 941 143	30,9	67 427	6 880 133	406 999 688	-20,32	977 243 993	93,1	60 341 040	5,7	8 200	12 145 091	1 049 738 324	37,78
2017	334 439 239	74,4	93 994 774	20,9	183 262	20 813 931	449 431 206	10,43	812 086 194	92,4	51 782 418	5,9	1 722	14 610 547	878 480 881	-16,31
2018	340 026 596	66,1	155 807 854	30,3	22 494	18 313 215	514 170 160	14,40	977 402 106	98,7	654 350	0,1	5 656	12 651 979	990 714 091	12,78
2019	367 665 658	71,8	123 968 465	24,2	58 578	20 275 309	511 968 011	-0,43	959 971 500	97,8	7 109 456	0,7	927	14 345 360	981 427 243	-0,94
période (2010 - 2019)	3 050 881 097	65,4	1 544 293 600	33,1	633 518	66 282 589	4 662 090 803		7 105 952 160	90,3	708 350 994	9,0	48 850	53 752 976	7 868 104 980	

Évolution sur 10 ans du solde des remboursements



En 2019, dans le cadre de la coordination, la balance des remboursements des soins de santé entre la France et les pays étrangers (tous types d'accords) est excédentaire de plus de 469 millions d'euros, étant en cela un solde parmi les plus importants de la décennie.

- A noter que 2014 est une année particulière à plusieurs titres :
- elle est la seule année de la décennie dont les remboursements à la France, par les organismes étrangers, furent inférieurs à ceux effectués par la France ;
 - les paiements avec les organismes étrangers ont été arrêtés en novembre de l'année, du fait du transfert de l'activité financière du Cleiss vers le CNSE ;
 - des régularisations de comptes sont intervenues durant les commissions mixtes avec l'Algérie et la Serbie ;
 - enfin, l'Espagne a bénéficié de remboursements plus importants compte tenu des retards de paiements enregistrés en 2013.

RÈGLEMENTS EUROPÉENS

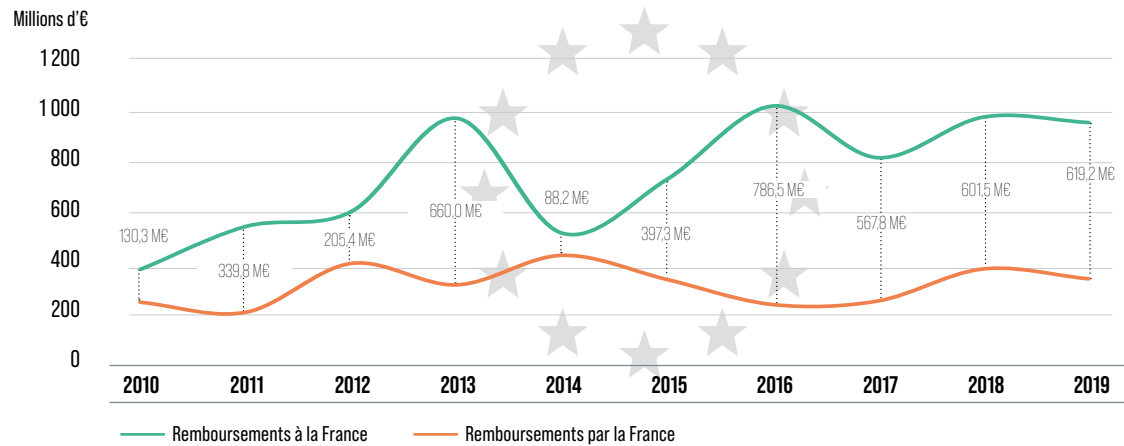
Évolution sur 10 ans des remboursements des dépenses de soins de santé dans le cadre de la coordination (règlements européens)



Années	REMBOURSEMENTS PAR LA FRANCE (EN €)								REMBOURSEMENTS À LA FRANCE (EN €)							
	Soins de santé				Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	% Evol (N/N-1)	Soins de santé				Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	% Evol (N/N-1)
	Factures	%	Forfaits	%					Factures	%	Forfaits	%				
2010	128 666 330	50,3	127 137 568	49,7	60 977	-	255 864 875		264 158 726	68,4	121 959 807	31,6	6 655	-	386 125 188	
2011	108 198 372	50,0	108 102 721	50,0	6 161	-	216 307 254	-15,5	338 976 469	61,0	217 163 630	39,0	1 658	-	556 141 757	44,0
2012	288 853 686	70,5	120 746 958	29,5	47 529	-	409 648 173	89,4	551 235 400	89,6	63 783 955	10,4	582	-	615 019 938	10,6
2013	250 129 561	77,0	74 432 142	22,9	103 749	-	324 665 452	-20,7	937 181 012	95,2	47 478 388	4,8	12 815	-	984 672 215	60,1
2014	258 499 035	58,5	183 031 199	41,5	17 212	-	441 547 446	36,0	526 289 905	99,4	3 410 364	0,6	627	-	529 700 896	-46,2
2015	261 728 826	75,7	84 035 370	24,3	59 790	-	345 823 986	-21,7	736 724 328	99,1	6 350 218	0,9	6 217	-	743 080 763	40,3
2016	192 390 884	78,0	49 101 122	19,9	67 110	5 211 982	246 771 099	-28,6	970 226 708	93,9	50 938 575	4,9	8 200	12 100 573	1 033 274 057	39,1
2017	243 847 236	93,5	6 540 051	2,5	182 924	10 114 908	260 685 119	5,6	810 027 872	97,8	5 529 458	0,7	1 722	12 919 944	828 478 997	-19,8
2018	254 429 361	65,6	121 631 862	31,4	22 494	11 627 784	387 711 500	48,7	976 244 834	98,7	318 350	0,0	5 656	12 612 121	989 180 961	19,4
2019	267 255 969	76,7	70 411 488	20,2	58 571	10 914 789	348 640 818	-10,1	954 090 300	98,6	61 706	0,0	927	13 736 425	967 889 358	-2,2
période (2010 - 2019)	2 253 999 260	69,6	945 170 481	29,2	626 517	37 869 463	3 237 665 721		7 065 155 554	92,6	516 994 452	6,8	45 061	51 369 063	7 633 564 129	

En 2019, les différents pays de l'UE-EEE-Suisse ont remboursé près de 968 millions d'euros à la France, soit un recul de 2% par rapport à 2018. Depuis 2010, les remboursements perçus par la France sont toujours supérieurs à ceux qu'elle a effectués à l'ensemble des Etats de l'UE-EEE-Suisse (+619,2 millions d'euros en 2019).

Évolution sur 10 ans du solde des remboursements



A SAVOIR

Les Règlements des Communautés Européennes sur la Sécurité Sociale des Travailleurs Migrants prévoient que les dépenses de santé sont remboursées :

- sur factures, pour les prestations servies aux assurés en séjour temporaire, aux détachés, aux assurés et à leur famille résidant dans un autre Etat membre que l'Etat compétent (articles 93 et 96 du Règlement n°574/72) ; il en est de même pour les contrôles médicaux. A compter du 01/05/2010, ces dispositions valent pour toutes les catégories d'assurés, sauf pour les pays mentionnés à l'annexe 3 du règlement 987/2009.
- sur forfaits, pour les prestations auxquelles peuvent prétendre les familles dans le pays d'origine des travailleurs occupés dans un autre pays et les pensionnés résidant dans un autre pays que celui débiteur de la pension (articles 94 et 95 du Règlement n° 574/72). A compter du 01/05/2010, ces dispositions ne valent que pour les pays mentionnés à l'annexe 3 du règlement 987/2009.

Depuis 2015, le CNSE (Centre National des Soins à l'Etranger) rassemble tous les éléments concernant ces remboursements et toutes les opérations sont effectuées par son intermédiaire.



Les remboursements des dépenses de soins de santé dans le cadre de la coordination en 2019 (règlements européens) (1/2)

Pays	Organismes	REMBOURSEMENTS PAR LA FRANCE (EN €)					REMBOURSEMENTS À LA FRANCE (EN €)					SOLDE
		Soins de santé		Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	Soins de santé		Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	
		Factures	Forfaits				Factures	Forfaits				
Allemagne	DVKA Bonn - HGB Mannheim	33 696 397	189 496	47	0	33 885 941	102 733 100	0	0	0	102 733 100	68 847 159
Autriche	HOS Vienne	1 470 497	0	0	0	1 470 497	1 733 767	0	0	0	1 733 767	263 270
Belgique	INAMI-FAT-FMP Bruxelles	136 401 156	33 711	6 404	10 914 789	147 356 060	171 715 952	-10 646	0	13 736 425	185 441 731	38 085 671
Bulgarie	FNAM - Sofia	33 220	0	0	0	33 220	9 375 623	32 568	0	0	9 408 191	9 374 971
Chypre	MTSS-MS-MF Nicosia	12 004	22 954	0	0	34 958	618 952	0	0	0	618 952	583 993
Croatie	HZZO ZAGREB	341 121	0	0	0	341 121	274 547	0	0	0	274 547	-66 573
Danemark	Patientombuddet Frederiksberg	112 449	0	0	0	112 449	8 462 700	226	88	0	8 463 013	8 350 564
Espagne	INSS Madrid	27 349 381	69 866 118	51 787	0	97 267 286	17 440 385	0	0	0	17 440 385	-79 826 901
Estonie	EH Tallinn	11 573	0	0	0	11 573	648 403	661	0	0	649 064	637 491
Finlande	KSKLT Helsinki	370 399	53 580	0	0	423 979	1 189 702	0	0	0	1 189 702	765 722
Grèce	EOPPY Athènes	54 684	117 703	0	0	172 387	5 851 016	0	0	0	5 851 016	5 678 629
Hongrie	OEP Budapest	223 459	0	0	0	223 459	1 051 394	0	0	0	1 051 394	827 935
Irlande	HSE Kildare	395 040	45 126	0	0	440 165	2 650 842	0	0	0	2 650 842	2 210 677
Islande	TR Reyjavik	305 981	0	0	0	305 981	230 448	0	0	0	230 448	-75 533
Italie	MS - INAIL - Rome	11 078 708	0	0	0	11 078 708	73 806 909	0	0	0	73 806 909	62 728 201
Lettonie	VSAA-VOVAA Riga	3 515	0	0	0	3 515	575 285	0	0	0	575 285	571 770
Liechtenstein	AFV Vaduz	0	0	0	0	0	33 547	0	0	0	33 547	33 547
Lituanie	VLK Vilnius	11 818	0	0	0	11 818	983 247	0	0	0	983 247	971 430
Luxembourg	CNAMO - AAA - Luxembourg	25 092 313	0	0	0	25 092 313	172 375 545	0	0	0	172 375 545	147 283 232
Malte	DTSS La Valette	80 990	0	35	0	81 025	164 719	0	0	0	164 719	83 695
Norvège	RTV Oslo	429 619	25 758	0	0	455 377	1 095 579	1 427	0	0	1 097 006	641 629
Pays-Bas	Zorginstituut Nederland AMSTEVEEN	4 354 101	-1 715	0	0	4 352 386	40 247 675	0	0	0	40 247 675	35 895 289
Pologne	NFZ Varsovie	611 081	0	298	0	611 379	7 150 438	0	0	0	7 150 438	6 539 058
Portugal	DRICSS Lisbonne	213 483	0	0	0	213 483	4 496 888	0	0	0	4 496 888	4 283 404
République Tchèque	CMU Prague	221 415	0	0	0	221 415	1 336 154	0	0	0	1 336 154	1 114 739

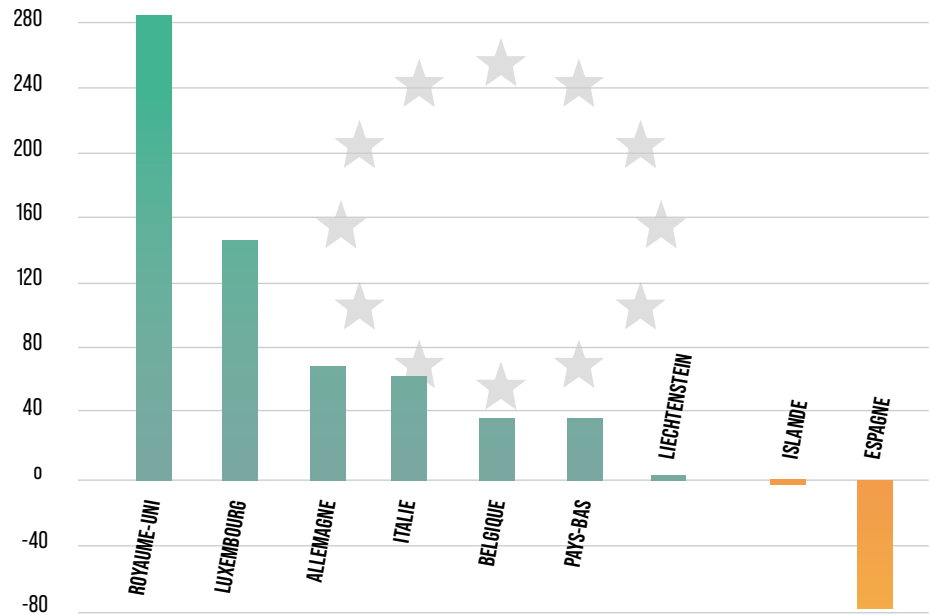


Les remboursements des dépenses de soins de santé dans le cadre de la coordination en 2019 (règlements européens) (2/2)

Pays	Organismes	REMBOURSEMENTS PAR LA FRANCE (EN €)					REMBOURSEMENTS À LA FRANCE (EN €)					SOLDE
		Soins de santé		Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	Soins de santé		Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	
		Factures	Forfaits				Factures	Forfaits				
Roumanie	CNAS Bucarest	44 702	0	0	0	44 702	8 039 047	0	0	0	8 039 047	7 994 345
Royaume-Uni	DH Londres	0	33 012	0	0	33 012	285 224 052	0	0	0	285 224 052	285 191 040
Slovaquie	SP Bratislava	86 742	0	0	0	86 742	659 494	37 469	0	0	696 963	610 221
Slovénie	ZZZS Ljubljana	70 826	0	0	0	70 826	823 781	0	0	0	823 781	752 955
Suède	RFKV Stockholm	828 969	25 745	0	0	854 714	3 953 771	0	0	0	3 953 771	3 099 057
Suisse	LAMAL Soleure - CNA Lucerne	23 350 327	0	0	0	23 350 327	29 147 339	0	840	0	29 148 179	5 797 852
Total 2019		267 255 969	70 411 488	58 571	10 914 789	348 640 818	954 090 300	61 706	927	13 736 425	967 889 358	619 248 540
Total 2018		254 429 361	121 631 862	22 494	11 627 784	387 711 500	976 244 834	318 350	5 656	12 612 121	989 180 961	601 469 460
% évolution		5,04	-42,11	160,38	-6,13	-10,08	-2,27	-80,62	-83,60	8,91	-2,15	2,96

En 2019, dans le cadre de la coordination (circuit 2), les remboursements des dépenses de soins de santé effectués par les organismes étrangers européens à la France sont près de 2,8 fois supérieurs à ceux réalisés par la France au profit de ces mêmes organismes.

Soldes des paiements les plus significatifs en 2019



ACCORDS INTERNATIONAUX

A SAVOIR

Certaines conventions bilatérales prévoient que la famille restée dans le pays d'origine et le travailleur lorsqu'il retourne dans ce même pays, ont droit au bénéfice du régime de sécurité sociale local. Il en est de même, dans certains cas, pour les pensionnés résidant dans un de ces pays.

Ces prestations et les éventuels contrôles médicaux donnent lieu à un remboursement de la part des institutions françaises.

Ce remboursement est effectué selon deux modalités :

- la facture F
- le forfait T

Lorsque le système du forfait est appliqué en matière de soins, il est fait usage des éléments statistiques et financiers produits par le pays de résidence pour déterminer le coût moyen des soins.

Quand ce même système est appliqué en matière de contrôle médical, les prestations servies et les remboursements effectués sont majorés d'un certain pourcentage.

Le tableau ci-contre donne le schéma des procédures de remboursements en vigueur en 2019.

Schéma des procédures de remboursements en vigueur en 2019 (1/2)



Pays	PRESTATIONS EN NATURE						CONTRÔLE MÉDICAL	OBSERVATIONS
	Familles	Séjour temporaire	Transfert résidence	Pensionnés	AT incapacité temporaire	Travailleurs détachés		
Algérie	T	T	T	T	T	F*	T ¹	* Ainsi que les travailleurs algériens autorisés à se faire soigner en France (Protocole annexe à la Convention)
Andorre	F	F	F	F	F	F	-	
Bénin	-	-	F*	-	F	-	T ¹	* Uniquement dans le sens France-Bénin (cf Protocole n°1)
Bosnie-Herzégovine	T	F	F	T	F	F	F et T	
Cameroun	-	-	-	-	F	F ⁵ *	R prov.	* Option possible en AT
Cap-Vert	T	T	T	-	T	F	T ¹	
Congo Brazzaville	-	-	T*F*	-	T ¹ F ⁵	-	T ¹	* T pour la maternité, F uniquement dans le sens France-Congo Brazzaville pour la maladie (cf Protocole n°1)
Côte d'Ivoire	-	-	F*	-	F	-	T ¹	* Dans les 2 sens pour la maternité, uniquement dans le sens France-Côte d'Ivoire pour la maladie (cf Protocole n°1)
Gabon	T	F*T	T	-	T	F	T ¹	* Pour le séjour temporaire autre que pendant le congé payé
Israël	-	-	-	-	F	-	T ¹	
Jersey	T	F*	F*	-	-	R	-	* Seulement dans le sens Jersey-France pendant 13 semaines maximum
Kosovo	T	F	F	T	F	F	F et T	
Macédoine	T	F	F	T	F	F	F et T	

F : Facture T : Forfait

R : Renonciation

R prov. : Renonciation provisoire

¹ Majoration des dépenses de soins et/ou arrérages des rentes AT et des pensions d'invalidité

² En cas d'incapacité temporaire AT

³ Prestations à la charge de la France

⁴ Prestations à la charge de la Turquie

⁵ Si les prestations sont servies aux travailleurs détachés par l'institution du pays de séjour

Schéma des procédures de remboursements en vigueur en 2019 (2/2)



Pays	PRESTATIONS EN NATURE						CONTRÔLE MÉDICAL	OBSERVATIONS
	Familles	Séjour temporaire	Transfert résidence	Pensionnés	AT incapacité temporaire	Travailleurs détachés		
Madagascar	-	-	F	-		-	T ¹	
Mali	T	F	F	-	T	F	T ¹	
Maroc	F	F	F	-	F	-	F	
Mauritanie	-	-	F	-	T	-	F et T ²	
Monaco	-	-	-	R	-	-	-	
Monténégro	T	F	F	T	F	F	F et T	
Niger	-	F	F	-	F	-	R prov.	
Nouvelle-Calédonie	F	F	F	F	F	F	-	
Polynésie française	F	F	F	F	F	F	-	
Québec	R	F	F	R	F	F	F	
Saint-Pierre-et-Miquelon	F	F	F	F	F	F	-	
Sénégal	-	-	F*	-	F	-	F et T ¹	* Uniquement dans le sens France-Sénégal pour la maladie (cf Protocole n°1)
Serbie	T	F	F	T	F	F	F et T	
Togo	-	-	F*	-	F	F	R et T ¹	* Dans les 2 sens pour la maternité, uniquement dans le sens France-Togo pour la maladie (cf Protocole n°1)
Tunisie	F	F	F	F	F	F	F	
Turquie	T	F ³ T ⁴	F ³ T ⁴	T	F ³ T ⁴	F	T ¹	

F : Facture T : Forfait

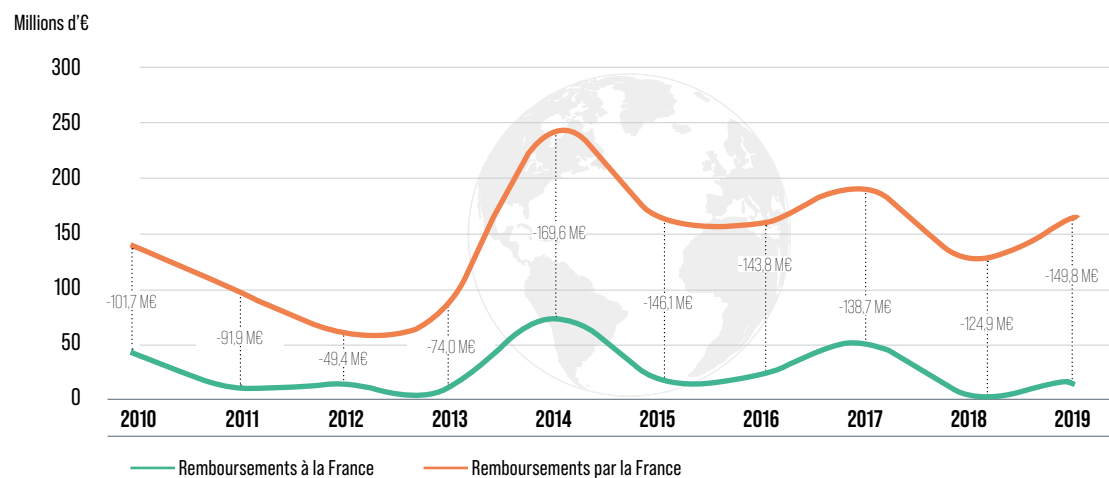
R : Renonciation

R prov. : Renonciation provisoire

¹ Majoration des dépenses de soins et/ou arrérages des rentes AT et des pensions d'invalidité² En cas d'incapacité temporaire AT³ Prestations à la charge de la France⁴ Prestations à la charge de la Turquie⁵ Si les prestations sont servies aux travailleurs détachés par l'institution du pays de séjour

**Évolution sur 10 ans des remboursements des dépenses de soins de santé dans le cadre de la coordination (Accords internationaux)**

Années	REMBOURSEMENTS PAR LA FRANCE (EN €)								REMBOURSEMENTS À LA FRANCE (EN €)							
	Soins de santé				Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	% Evol (N/N-1)	Soins de santé				Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	% Evol (N/N-1)
	Factures	%	Forfaits	%					Factures	%	Forfaits	%				
2010	58 716 952	42,0	81 205 609	58,0	3 589	-	139 926 150		6 094 440	15,9	32 118 328	84,1	0	-	38 212 767	
2011	58 564 935	57,9	42 636 110	42,1	0	-	101 201 045	-27,68	2 088 657	22,4	7 250 000	77,6	0	-	9 338 657	-75,56
2012	53 363 673	88,7	6 787 033	11,3	0	-	60 150 706	-40,56	3 240 268	30,1	7 533 962	69,9	0	-	10 774 230	15,37
2013	79 786 351	100,0	0	0,0	0	-	79 786 351	32,64	5 798 096	99,9	2 998	0,1	0	-	5 801 094	-46,16
2014	78 214 738	32,6	161 444 728	67,4	2 239	-	239 661 705	200,38	5 910 050	8,4	64 144 198	91,6	0	-	70 054 248	1 107,60
2015	109 916 160	66,6	55 021 926	33,4	512	-	164 938 598	-31,18	1 551 018	8,2	17 267 881	91,7	3 789	-	18 822 688	-73,13
2016	81 720 101	51,0	76 840 021	48,0	316	1 668 151	160 228 589	-33,14	7 017 285	42,6	9 402 465	57,1	0	44 517	16 464 267	-76,50
2017	90 592 003	48,0	87 454 723	46,3	338	10 699 023	188 746 087	14,43	2 058 321	4,1	46 252 960	92,5	0	1 690 603	50 001 884	165,65
2018	85 597 236	67,7	34 175 992	27,0	0	6 685 432	126 458 660	-21,08	1 157 272	75,5	336 000	21,9	0	39 858	1 533 130	-90,69
2019	100 409 689	61,5	53 556 977	32,8	7	9 360 520	163 327 193	-13,47	5 881 200	43,4	7 047 750	52,1	0	608 936	13 537 885	-72,93
période (2010 - 2019)	796 881 837	55,9	599 123 119	42,1	7 001	28 413 125	1 424 425 082		40 796 606	17,4	191 356 543	81,6	3 789	2 383 913	234 540 851	

Évolution sur 10 ans du solde des remboursements**EN BREF**

Dans le cadre de la coordination, sur les 10 dernières années, les remboursements des dépenses de soins de santé effectués par la France ont toujours été largement supérieurs à ceux effectués par les organismes étrangers des pays liés à la France par un accord international de sécurité sociale. Le solde négatif le plus important a été atteint lors de l'exercice 2014. En effet, les commissions mixtes intervenues avec l'Algérie et la Serbie avaient permis de régulariser les comptes de plusieurs années.

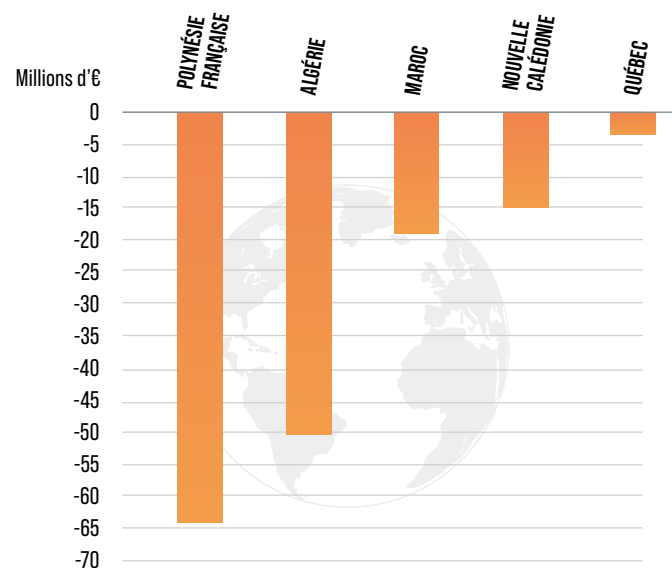
Plus généralement, ce sont nos relations historiques avec les pays du Maghreb ainsi que les décrets de coordination avec la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie, ces derniers visant un champ matériel et personnel plus large que les conventions bilatérales, qui expliquent pour une grande part le sens du flux financier, et par conséquent les soldes.


Les remboursements des dépenses de soins de santé dans le cadre de la coordination en 2019 (Accords internationaux)

	Pays	REMBOURSEMENTS PAR LA FRANCE (EN €)					REMBOURSEMENTS À LA FRANCE (EN €)					SOLDE
		Soins de santé		Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	Soins de santé		Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	
		Factures	Forfaits				Factures	Forfaits				
CONVENTIONS BILATÉRALES	Algérie	0	53 420 735	0	4 624 694	58 045 429	1 244 193	6 263 968	6	410 334	7 918 495	-50 126 935
	Allemagne (1)	0	0	0		0	0	0	0		0	0
	Andorre	885 772		0	0	885 772	333 182		0	0	333 182	-552 590
	Cap-Vert	0	0	0	0	0	67 253	0	0	0	67 253	67 253
	Gabon	0	0	0	0	0	0	119 783	0	0	119 783	119 783
	Luxembourg (1)	0	0	0		0	0	0	0		0	0
	Macédoine du Nord	3 490	136 242	0		139 732	0	0	0		0	-139 732
	Mali	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Maroc	17 201 524		7	1 376 123	18 577 654	0		0	0	0	-18 577 654
	Monténégro	0	0	0	0	0	445	0	0		445	445
	Québec	3 369 678		0	0	3 369 678	246 906		0	0	246 906	-3 122 772
	Serbie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Suisse (1)	0	0	0	0	0	-635	0	0		-635	-635
	Tunisie	0	0	0	0	0	326 321		0	0	326 321	326 321
	Turquie	3 054	0	0	275	3 329	438 000	0	0	30 660	468 660	465 331
Wallis et Futuna (2)	0	0	0	0	0		664 000		0	664 000	664 000	
	SOUS TOTAL	21 463 518	53 556 977	7	6 001 092	81 021 594	2 655 665	7 047 750	0	440 994	10 144 409	-70 877 185
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie	14 777 576		0	0	14 777 576	25 444		0	0	25 444	-14 752 132
	Polynésie française	63 989 100		0	3 359 428	67 348 528	3 198 879		0	167 941	3 366 820	-63 981 708
	Saint-Pierre-et-Miquelon	179 495		0	0	179 495	1 212		0	0	1 212	-178 283
	SOUS TOTAL	78 946 171		0	3 359 428	82 305 599	3 225 535		0	167 941	3 393 476	-78 912 123
	Total général 2019	100 409 689	53 556 977	7	9 360 520	163 327 193	5 881 200	7 047 750	0	608 936	13 537 885	-149 789 307
	Total général 2018	85 597 236	34 175 992	0	6 685 432	126 458 660	1 157 272	336 000	0	39 858	1 533 130	-124 925 530
	% évolution	17,30	56,71	-	40,01	29,15	408,20	1997,54	-	1427,76	783,02	19,90

⁽¹⁾ : concerne les bateliers rhénans

⁽²⁾ : convention relative à la prise en charge des soins des patients du territoire de Wallis-et-Futuna lors d'évacuations sanitaires en métropole.

Soldes des paiements les plus significatifs en 2019**EN BREF**

En 2019, dans le cadre de la coordination, les remboursements des dépenses de soins de santé effectués par la France sont plus de 12 fois supérieurs à ceux réalisés par les organismes étrangers des pays liés à la France par un accord international de sécurité sociale.

Ce sont nos relations historiques avec les pays du Maghreb ainsi que les décrets de coordination avec la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie, ces derniers visant un champ matériel et personnel comparables aux règlements européens, qui expliquent en grande partie le sens des flux financiers, et par conséquent les soldes 2019.

Les prestations en espèces d'incapacité temporaire sont versées, sous réserve de remplir les conditions d'ouverture des droits, par l'Assurance Maladie aux travailleurs pour compenser la perte de salaire pendant un arrêt de travail (maladie, maternité et/ou paternité, accident du travail, maladie professionnelle).

Les indemnités journalières sont calculées sur la base des salaires bruts des trois ou douze mois précédant l'arrêt.

RÈGLEMENTS EUROPÉENS

Paielements des prestations en espèces d'incapacité temporaire en 2019 (1/2)

> assurances maladie-maternité et/ou paternité

5 premiers pays de l'EEE-Suisse destinataires des paiements français



Pays	Résidence hors de l'Etat compétent			Séjour temporaire-Transfert de résidence autorisé			Total des montants (euros)
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (€)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (€)	
5 ^e Allemagne	170	9 527	349 618	240	2 952	105 753	455 370
Autriche	7	420	20 791	87	839	29 242	50 033
1 ^e Belgique	1 720	109 706	3 912 227	233	3 152	169 059	4 081 286
Bulgarie	4	7	-3	47	647	20 197	20 194
Chypre	0	0	0	6	81	2 342	2 342
Croatie	1	8	287	93	1 330	47 607	47 894
Danemark	2	46	1 542	14	212	8 074	9 616
3 ^e Espagne	243	13 672	482 817	2 189	33 555	1 141 986	1 624 803
Estonie	0	0	0	6	85	2 800	2 800
Finlande	0	0	0	11	219	8 066	8 066
Grèce	2	112	10 267	432	5 409	182 366	192 633
Hongrie	16	1 101	32 379	51	1 098	45 731	78 111
Irlande	1	5	186	65	666	23 354	23 540
Islande	0	0	0	16	207	7 834	7 834
4 ^e Italie	260	14 023	438 791	986	13 891	479 863	918 654
Lettonie	1	41	1 527	2	15	452	1 979
Liechtenstein	0	0	0	0	0	0	0

CHIFFRES CLÉS :

- 54% des montants sont versés à des assurés en résidence hors de l'État compétent
- 46% en séjour temporaire ou transfert de résidence autorisé
- 88% à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 97% effectués par le régime général

Paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire en 2019 (2/2)**> assurances maladie-maternité et/ou paternité**

● 5 premiers pays de l'EEE-Suisse destinataires des paiements français

Pays	Résidence hors de l'Etat compétent ^②			Séjour temporaire-Transfert de résidence autorisé ^②			Total des montants (euros)
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (€)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (€)	
Lituanie	0	0	0	1	8	331	331
Luxembourg	46	2 452	113 382	15	177	5 768	119 150
Malte	0	0	0	32	345	11 728	11 728
Norvège	2	37	1 484	15	161	6 001	7 484
Pays-Bas	5	595	27 289	77	778	27 612	54 901
Pologne	22	1 661	43 749	176	4 862	151 951	195 699
2* Portugal	121	8 456	275 352	3 061	70 971	2 313 295	2 588 647
République tchèque	7	240	6 570	33	297	10 306	16 876
Roumanie	11	496	17 105	85	2 375	77 352	94 458
Royaume-Uni	12	667	22 311	251	2 644	97 986	120 297
Slovaquie	16	654	23 397	9	621	25 850	49 247
Slovénie	1	31	826	8	132	3 701	4 527
Suède	5	340	14 335	31	458	16 936	31 270
Suisse	70	3 601	159 434	118	1 394	46 330	205 764
Total 2019	2 745	167 898	5 955 661	8 390	149 581	5 069 874	11 025 534
Total 2018	2 765	156 707	5 605 993	7 809	144 221	4 779 729	10 385 722
% évolution	-0,72	7,14	6,24	7,44	3,72	6,07	6,16

Évolution sur 10 ans des prestations en espèces d'incapacité temporaire

> assurances maladie-maternité et/ou paternité



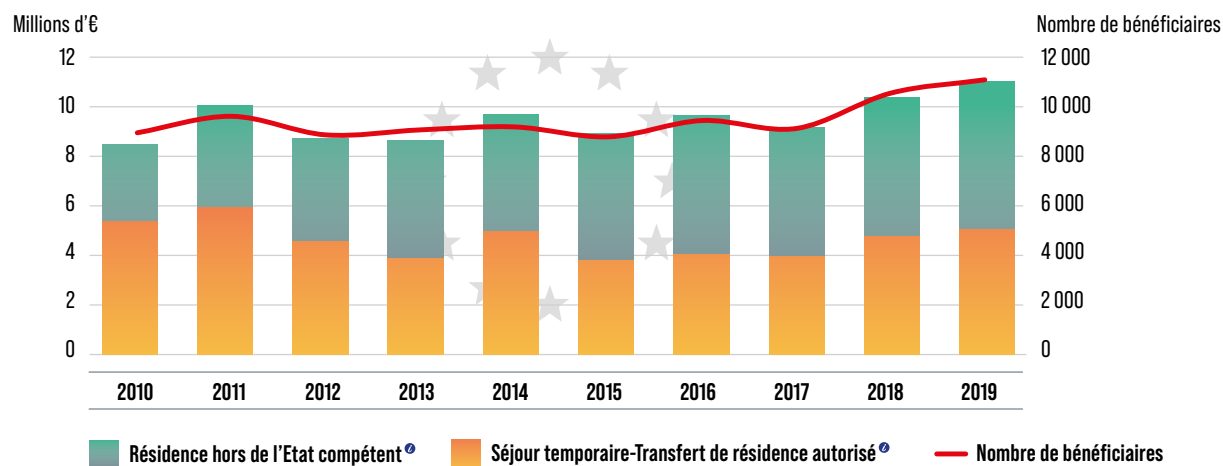
Années	Résidence hors de l'Etat compétent ^①			Séjour temporaire-Transfert de résidence autorisé ^②			Total		
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (€)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant (€)	% évolution
2010	1 726	86 594	3 118 882	7 184	158 989	5 369 563	8 910	8 490 308 (a)	
2011	2 258	118 242	4 114 902	7 344	174 194	5 948 146	9 602	10 064 988 (b)	18,55
2012	2 345	118 781	4 129 499	6 478	131 049	4 574 647	8 823	8 707 053 (c)	-13,49
2013	2 714	129 807	4 709 262	6 317	121 107	3 911 455	9 031	8 620 717	-0,99
2014	2 543	131 063	4 708 219	6 615	131 903	4 960 361	9 158	9 668 580	12,16
2015	2 623	140 125	5 122 265	6 118	118 747	3 809 456	8 741	8 934 950 (d)	-7,59
2016	2 879	151 615	5 570 492	6 546	119 075	4 073 785	9 425	9 644 277	7,94
2017	2 754	153 304	5 171 942	6 338	122 444	3 976 841	9 092	9 148 783	-5,14
2018	2 765	156 707	5 605 993	7 809	144 221	4 779 729	10 574	10 385 722	13,52
2019	2 745	167 898	5 955 661	8 390	149 581	5 069 874	11 135	11 025 534	6,16

(a) : y compris 458,88 € pour la Belgique, 866,6 € pour la Bulgarie et 537,27 € pour la Lituanie en situation de « recherche d'emploi ».

(b) : y compris 80,00 € pour l'Autriche, 1 822,50 € pour l'Espagne et 37,28 € pour les Pays-Bas en situation de « recherche d'emploi ».

(c) : y compris 2 906,48 € pour l'Allemagne en situation de « recherche d'emploi ».

(d) : y compris 3 228,08 € pour la Suisse en situation de « recherche d'emploi ».



Indicateurs d'évolution	
Prestations total :	
Évolution sur 10 ans du nombre de bénéficiaires	24,97%
soit une évolution annuelle moyenne de	2,51%
soit en nombre de bénéficiaires	+2 225
Évolution sur 10 ans du nombre de jours	29,28%
soit une évolution annuelle moyenne de	2,89%
soit en nombre de jours indemnisés	+71 896
Évolution sur 10 ans du montant versé	29,86%
soit une évolution annuelle moyenne de	2,95%
soit	+2 535 226 €

A SAVOIR

A compter de 2017, le Centre National des Soins à l'Etranger (CNSE) centralise les données des Caisses Primaires d'Assurance Maladie (CPAM) dont les opérations de traitement des prestations ont été uniformisées dans l'optique d'une meilleure fiabilisation et homogénéisation des informations.

L'évolution des prestations en espèces d'incapacité temporaire est par la nature même du risque (maladie-maternité-paternité) irrégulière ; il est cependant à noter que l'optimisation de la gestion des données, grâce à la centralisation, s'accompagne ces trois dernières années d'une tendance progressive à la hausse.

Paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire en 2019 (1/2)**> assurances accident du travail-maladie professionnelle**

● 5 premiers pays de l'EEE-Suisse destinataires des paiements français

Pays	Résidence hors de l'Etat compétent ^①			Séjour temporaire-Transfert de résidence autorisé ^②			Total des montants (euros)
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (€)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (€)	
Allemagne	17	728	39 369	51	628	36 818	76 187
Autriche	1	9	448	16	132	13 374	13 822
3 ^e Belgique	232	20 989	926 840	33	395	19 849	946 689
Bulgarie	3	16	757	11	206	8 620	9 377
Chypre	0	0	0	1	11	638	638
Croatie	0	0	0	32	409	26 996	26 996
Danemark	0	0	0	2	11	492	492
2 ^e Espagne	115	6 908	354 434	652	11 270	623 807	978 240
Estonie	0	0	0	0	0	0	0
Finlande	0	0	0	3	102	5 522	5 522
Grèce	3	37	2 120	108	1 384	83 084	85 204
Hongrie	1	17	539	11	170	10 981	11 519
Irlande	1	20	1 190	15	164	16 299	17 489
Islande	0	0	0	5	38	2 273	2 273
4 ^e Italie	98	8 003	384 839	267	4 605	269 975	654 814
Lettonie	0	0	0	2	34	1 963	1 963
Liechtenstein	0	0	0	0	0	0	0
Lituanie	0	0	0	1	4	364	364
Luxembourg	3	26	3 174	4	125	6 086	9 259

CHIFFRES CLÉS :

- **35%** des montants sont versés à des assurés en résidence hors de l'État compétent
- **65%** en séjour temporaire ou transfert de résidence autorisé
- **92%** à destination des cinq principaux pays ci-contre
- **94%** effectués par le régime général

Paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire en 2019 (2/2)**> assurances accident du travail-maladie professionnelle**

● 5 premiers pays de l'EEE-Suisse destinataires des paiements français

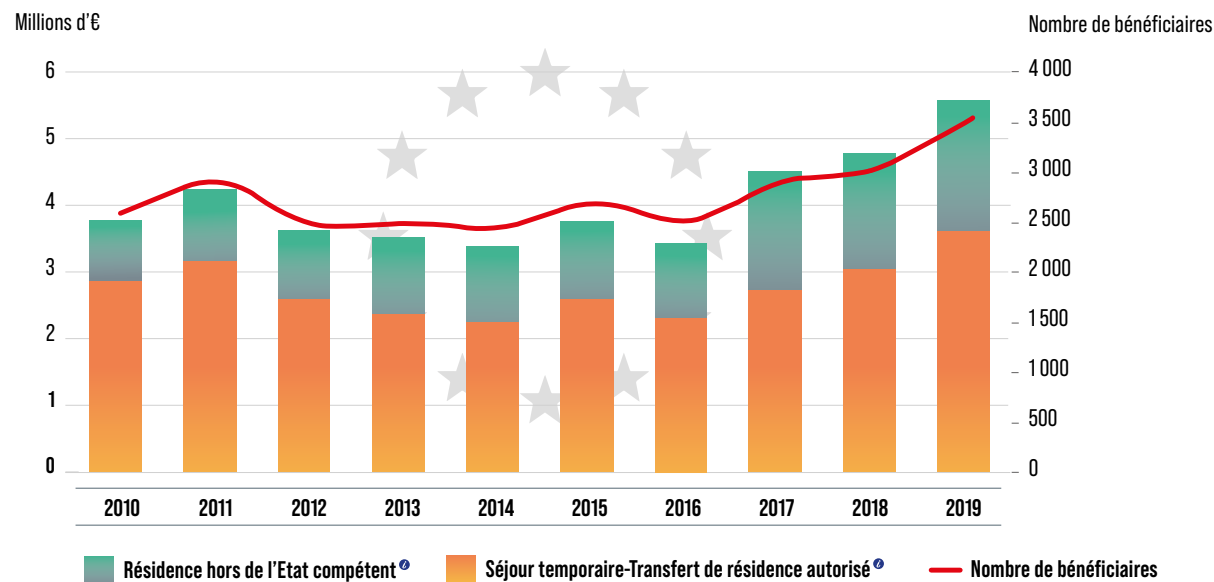
Pays	Résidence hors de l'Etat compétent ^①			Séjour temporaire-Transfert de résidence autorisé ^②			Total des montants (euros)
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (€)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (€)	
Malte	0	0	0	8	67	4 614	4 614
Norvège	1	11	1 448	4	34	2 065	3 512
Pays-Bas	0	0	0	8	115	7 056	7 056
5 ^e Pologne	45	1 990	77 097	54	1 332	69 455	146 552
1 ^{er} Portugal	39	2 668	118 566	1 539	40 789	2 324 704	2 443 270
République tchèque	1	41	2 333	12	89	6 203	8 536
Roumanie	10	342	11 094	33	906	45 457	56 550
Royaume-Uni	5	45	1 839	38	434	28 900	30 739
Slovaquie	0	0	0	1	17	796	796
Slovénie	0	0	0	2	54	2 734	2 734
Suède	2	256	12 682	3	59	4 233	16 915
Suisse	9	392	27 436	22	220	10 681	38 117
Total 2019	586	42 498	1 966 201	2 938	63 804	3 634 039	5 600 240
Total 2018	557	38 224	1 746 079	2 471	53 822	3 026 779	4 772 858
% évolution	5,21	11,18	12,61	18,90	18,55	20,06	17,34

Évolution sur 10 ans des prestations en espèces d'incapacité temporaire

> assurances AT-MP



Années	Résidence hors de l'Etat compétent ^①			Séjour temporaire-Transfert de résidence autorisé ^②			Total		
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (€)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (€)	Nombre de bénéficiaires	Montant (€)	% évolution
2010	280	21 627	915 794	2 307	57 673	2 862 705	2 587	3 778 499	
2011	404	23 275	1 084 726	2 487	58 955	3 152 488	2 891	4 237 214	12,14
2012	324	19 755	1 037 649	2 150	48 452	2 593 758	2 474	3 631 407	-14,30
2013	409	23 818	1 161 713	2 070	45 700	2 368 410	2 479	3 530 123	-2,79
2014	487	26 863	1 141 746	1 950	39 256	2 242 394	2 437	3 384 139	-4,14
2015	425	24 602	1 161 642	2 252	48 243	2 601 859	2 677	3 763 501	11,21
2016	405	23 077	1 128 967	2 100	42 182	2 339 551	2 505	3 468 518	-7,84
2017	610	39 469	1 773 680	2 284	51 154	2 725 702	2 894	4 499 382	29,72
2018	557	38 224	1 746 079	2 471	53 822	3 026 779	3 028	4 772 858	6,08
2019	586	42 498	1 966 201	2 938	63 804	3 634 039	3 524	5 600 240	17,34



Indicateurs d'évolution	
Prestations total :	
Évolution sur 10 ans du nombre de bénéficiaires	36,22%
soit une évolution annuelle moyenne de	3,49%
soit en nombre de bénéficiaires	+937
Évolution sur 10 ans du nombre de jours	34,05%
soit une évolution annuelle moyenne de	3,31%
soit en nombre de jours indemnisés	+27 002
Évolution sur 10 ans du montant versé	48,21%
soit une évolution annuelle moyenne de	4,47%
soit	+1 821 740 €

A SAVOIR

A compter de 2017, le Centre National des Soins à l'Etranger (CNSE) centralise les données des Caisses Primaires d'Assurance Maladie (CPAM) dont les opérations de traitement des prestations ont été uniformisées dans l'optique d'une meilleure fiabilisation et homogénéisation des informations.

L'évolution des prestations en espèces d'incapacité temporaire est par la nature même du risque (accidents du travail-maladies professionnelles) irrégulière ; il est cependant à noter que l'optimisation de la gestion des données, grâce à la centralisation, s'accompagne ces trois dernières années d'une tendance continue à la hausse.

ACCORDS INTERNATIONAUX

Paielements des prestations en espèces d'incapacité temporaire en 2019

> assurances maladie-maternité

● 5 premiers pays hors EEE-Suisse destinataires des paiements français

Pays		Séjour temporaire ou transfert de résidence autorisé ou détachement ^②			
		Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (€)	
CONVENTIONS BILATÉRALES	2+	Algérie	194	5 783	173 564
		Andorre	20	396	14 105
		Argentine	2	49	1 829
		Bénin	4	78	2 795
		Bosnie-Herzégovine	12	231	7 346
		Brésil	2	100	2 983
		Cameroun	0	0	0
	4+	Canada	83	2 660	96 277
		Cap-Vert	9	580	21 611
		Chili	0	0	0
		Congo	11	293	9 730
		Corée	2	12	385
		Côte d'Ivoire	21	459	12 370
		Etats-Unis	7	141	3 891
		Gabon	1	17	386
		Guernesey	0	0	0
		Inde	2	33	1 183
		Israël	0	0	0
		Japon	2	33	519
		Jersey	1	2	66
		Kosovo	10	273	6 365
		Macédoine	4	134	4 071
		Madagascar	21	706	22 034
		Mali	22	1 037	31 526
	1+	Maroc	265	7 700	226 029
		Mauritanie	3	114	4 657
		Monaco	2	10	393
		Monténégro	30	329	10 982
		Niger	0	0	0
		Philippines	1	25	485
		Québec	88	2 091	79 680
		Saint-Marin	0	0	0
		Sénégal	46	1 072	33 797
	Serbie	44	1 159	34 033	
	Togo	4	76	1 546	
5+	Tunisie	101	3 043	93 606	
3+	Turquie	165	5 072	159 494	
	Uruguay	0	0	0	
Sous-total 2019		1 179	33 708	1 057 736	
Sous-total 2018		1 148	33 593	1 018 446	
% évolution		2,70	0,34	3,86	

Pays		Séjour temporaire ou transfert de résidence autorisé ou détachement ^(*)		
		Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (€)
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie	13	523	18 392
	Polynésie française	14	472	17 103
	Saint-Pierre-et-Miquelon	0	0	0
	Sous-total 2019	27	995	35 495
	Sous-total 2018	20	561	18 268
	% évolution	35,00	77,36	94,30
	Reste du monde	159	3 323	120 011
	Sous-total 2019	159	3 323	120 011
	Sous-total 2018	98	3 525	138 467
	% évolution	62,24	-5,73	-13,33
	Total général 2019	1 365	38 026	1 213 242
	Total général 2018	1 266	37 679	1 175 182
	% évolution	7,82	0,92	3,24

CHIFFRES CLÉS :

- 62 % des montants sont versés à destination des cinq principaux pays ci-contre,
- 99 % effectués par le régime général.

Évolution sur 10 ans des prestations en espèces d'incapacité temporaire > assurances maladie-maternité



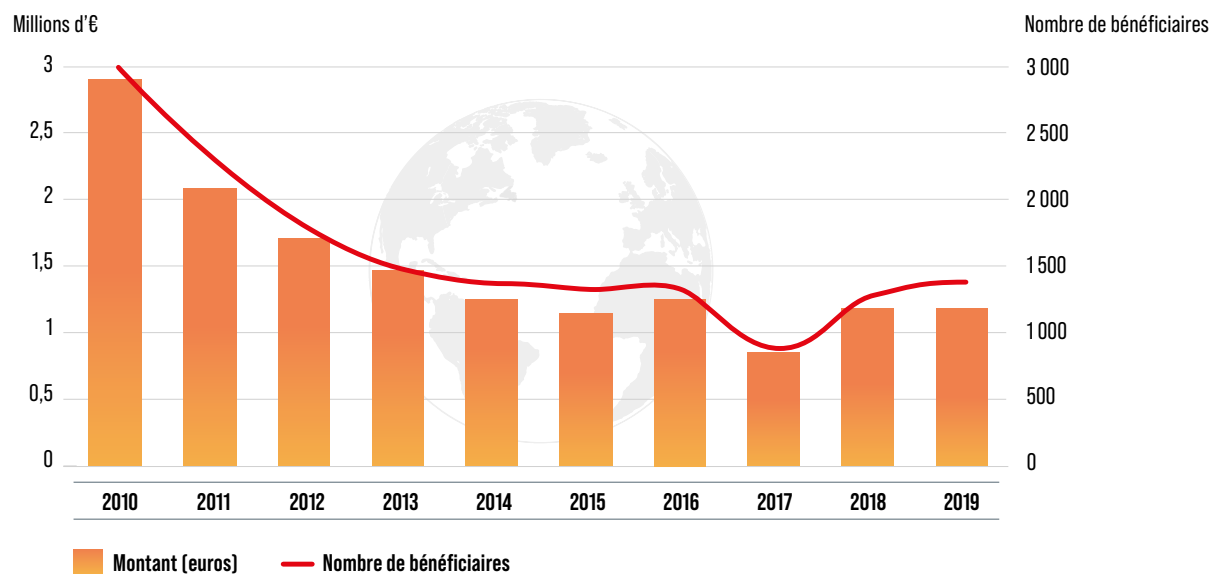
Années	Séjour temporaire ou transfert de résidence autorisé ou détachement ^(a)			
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (€)	% évolution
2010	3 000	96 622	2 923 912 (a)	
2011	2 203	67 279	2 061 374 (b)	-29,50
2012	1 758	55 795	1 685 294 (c)	-18,24
2013	1 469	47 495	1 460 858 (d)	-13,32
2014	1 361	41 684	1 261 343	-13,66
2015	1 334	37 240	1 147 323	-9,04
2016	1 276	38 273	1 229 177	7,13
2017	857	27 049	827 502	-32,68
2018	1 266	37 679	1 175 182	42,02
2019	1 365	38 026	1 213 242	3,24

(a) y compris 72,48 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

(b) y compris 1264,29 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

(c) y compris 1214 € pour le Maroc au titre de l'article 19 de la convention du 9 juillet 1965 et 272,11 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général

(d) y compris 950,18 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.



Indicateurs d'évolution	
Séjour temporaire ou transfert de résidence autorisé:	
Évolution sur 10 ans du nombre de bénéficiaires	-54,50%
soit une évolution annuelle moyenne de	-8,38%
soit en nombre de bénéficiaires	-1 635
Évolution sur 10 ans du nombre de jours	
Évolution sur 10 ans du nombre de jours	-60,64%
soit une évolution annuelle moyenne de	-9,84%
soit en nombre de jours indemnisés	-58 596
Évolution sur 10 ans du montant versé	
Évolution sur 10 ans du montant versé	-58,51%
soit une évolution annuelle moyenne de	-9,31%
soit	-1 710 670 €

A SAVOIR

A compter de 2017, le Centre National des Soins à l'Etranger (CNSE) centralise les données des Caisses Primaires d'Assurance Maladie (CPAM) dont les opérations de traitement des prestations ont été uniformisées dans l'optique d'une meilleure fiabilisation et homogénéisation des informations.

L'évolution des prestations en espèces d'incapacité temporaire est par la nature même du risque (maladie-maternité-paternité) irrégulière ; il est cependant à noter que l'optimisation de la gestion des données s'accompagne ces trois dernières années, sauf pour 2017 année du déploiement de la centralisation, d'une stabilisation des paiements.

Paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire en 2019

> assurances accident du travail-maladie professionnelle

● 5 premiers pays hors EEE-Suisse destinataires des paiements français

	Pays	Séjour temporaire ² ou transfert de résidence autorisé ² ou rechute dans l'autre pays ²		
		Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (€)
CONVENTIONS BILATÉRALES	² Algérie	327	10 385	528 427
	Andorre	3	237	11 993
	Argentine	2	63	2 616
	Bénin	0	0	0
	Bosnie-Herzégovine	14	431	25 537
	Brésil	4	85	7 620
	Cameroun	5	87	3 607
	Canada	22	814	42 873
	Cap-Vert	12	587	49 821
	Chili	0	0	0
	Congo Brazzaville	6	120	4 978
	Corée du Sud	0	0	0
	Côte d'Ivoire	12	369	15 040
	Etats-Unis	18	244	16 259
	Gabon	0	0	0
	Guernesey	0	0	0
	Inde	11	349	17 069
	Israël	6	103	4 760
	Japon	4	95	6 268
	Jersey	0	0	0
	kosovo	14	384	20 354
	Macédoine	5	160	8 228
	Madagascar	6	173	7 989
	Mali	8	314	15 836
	¹ Maroc	634	18 985	979 235
	Mauritanie	0	0	0
	Monaco	7	254	11 834
	Monténégro	6	95	4 569
	Niger	0	0	0
	Philippines	1	26	1 010
	Québec	16	334	20 801
	Saint-Marin	0	0	0
	⁵ Sénégal	31	1 026	52 097
	Serbie	21	550	28 260
	Togo	6	180	9 756
	⁴ Tunisie	274	8 106	433 575
	³ Turquie	230	8 361	442 389
	Uruguay	0	0	0
	Sous-total 2019	1 705	52 917	2 772 802
	Sous-total 2018	1 539	47 241	2 365 250
	% évolution	10,79	12,01	17,23



	Pays	Séjour temporaire ² ou transfert de résidence autorisé ² ou rechute dans l'autre pays ²		
		Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (€)
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie	3	240	9 548
	Polynésie française	3	152	5 990
	Saint-Pierre-et-Miquelon	0	0	0
	Sous-total 2019	6	392	15 537
	Sous-total 2018	6	460	18 070
	% évolution	0,00	-14,78	-14,01

Reste du monde	40	820	43 691
Sous-total 2019	40	820	43 691
Sous-total 2018	14	334	11 364
% évolution	185,71	145,51	284,45

Total général 2019	1 751	54 129	2 832 031
Total général 2018	1 559	48 035	2 394 684
% évolution	12,32	12,69	18,26

CHIFFRES CLÉS :

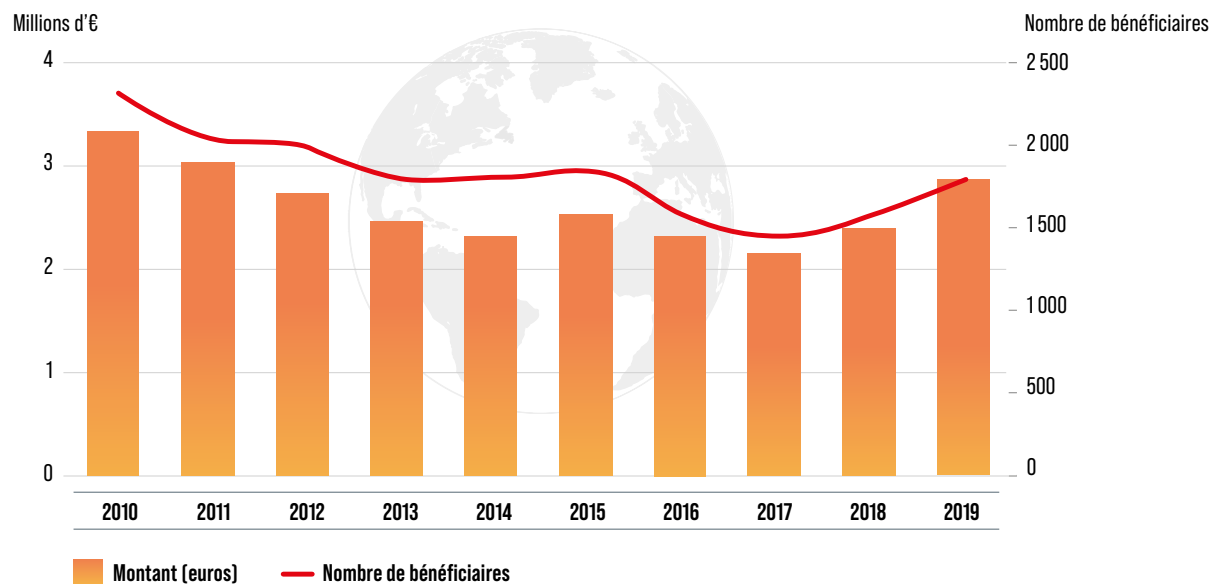
- 86 % des montants sont versés à destination des cinq principaux pays ci-contre,
- 99,9 % effectués par le régime général

Évolution sur 10 ans des prestations en espèces d'incapacité temporaire

> assurances AT-MP



Années	Séjour temporaire ou transfert de résidence autorisé ou rechute dans l'autre pays			
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (€)	% évolution
2010	2 259	75 056	3 378 541	
2011	2 022	64 212	2 983 777	-11,68
2012	1 974	60 551	2 744 222	-8,03
2013	1 779	52 526	2 432 194	-11,37
2014	1 790	49 679	2 351 106	-3,33
2015	1 818	54 423	2 531 071	7,65
2016	1 573	47 926	2 347 126	-7,27
2017	1 420	44 133	2 121 361	-9,62
2018	1 559	48 035	2 394 684	12,88
2019	1 751	54 129	2 832 031	18,26



Indicateurs d'évolution	
Séjour temporaire ou transfert de résidence ou rechute :	
Évolution sur 10 ans du nombre de bénéficiaires	-22,49%
soit une évolution annuelle moyenne de	-2,79%
soit en nombre de bénéficiaires	-508
Évolution sur 10 ans du nombre de jours	
soit une évolution annuelle moyenne de	-3,57%
soit en nombre de jours indemnisés	-20 927
Évolution sur 10 ans du montant versé	
soit une évolution annuelle moyenne de	-16,18%
soit	-546 510 €

A SAVOIR

A compter de 2017, le Centre National des Soins à l'Etranger (CNSE) centralise les données des Caisses Primaires d'Assurance Maladie (CPAM) dont les opérations de traitement des prestations ont été uniformisées dans l'optique d'une meilleure fiabilisation et homogénéisation des informations.

L'évolution des prestations en espèces d'incapacité temporaire est par la nature même du risque (accidents du travail-maladies professionnelles) irrégulière ; il est cependant à noter que l'optimisation de la gestion des données, grâce à la centralisation, s'accompagne ces trois dernières années d'une reprise progressive des paiements.



Partie 2

PRESTATIONS FAMILIALES

—	
SYNTHÈSE.....	56
RÈGLEMENTS EUROPÉENS	
Les paiements de prestations familiales françaises.....	58
ACCORDS INTERNATIONAUX	
Les paiements de prestations familiales transférés par la France dans un pays ayant signé un accord international.....	62

SYNTHÈSE

**PRESTATIONS FAMILIALES VERSÉES
À L'ÉTRANGER EN 2019 (répartition par régime)**

Dans ce tableau sont regroupées :

- les prestations familiales versées aux travailleurs, aux chômeurs occupés en France dont la famille réside à l'étranger.
- les prestations familiales transférées par la France pour les enfants à charge de titulaires de pensions ou de rentes et pour les orphelins.
- les prestations familiales versées aux travailleurs détachés dans l'autre pays où leur famille les accompagne.

15,40 millions d'€ : montant total des prestations familiales transférées en 2019 par la France à l'étranger.

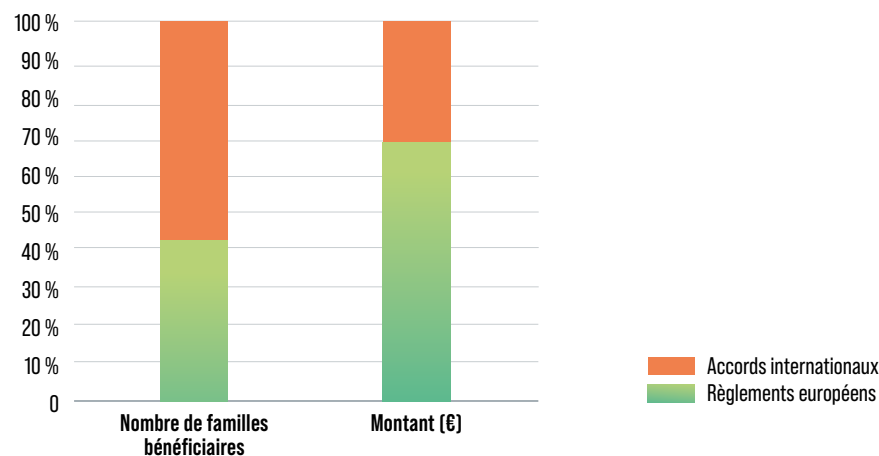
- **69,36 %** de cette somme est versée à des pays de l'UE-EEE-Suisse
- **5.852** familles de bénéficiaires dans les pays de l'UE-EEE-Suisse soit **42,64 %** de l'effectif total.

En plus des prestations familiales versées dans le cadre des règlements européens et des accords internationaux de sécurité sociale indiquées dans le tableau ci-dessus, la Cnaf nous informe qu'en 2019 **14 768** foyers en France ont été bénéficiaires de l'Allocation différentielle (ADI) pour un montant totalisant un peu plus de **25 millions d'euros**.

L'ADI s'applique dans le cadre de la législation interne française : Les prestations familiales du régime français ne peuvent se cumuler avec les prestations pour enfant versées en application des traités, conventions et accords internationaux dont la France est signataire. Lorsque des prestations étrangères ou des avantages familiaux sont versés au titre d'une activité à l'étranger ou dans une organisation internationale, seule une ADI peut être éventuellement servie à une famille résidant en France (article L 512-5 du Code de la Sécurité sociale). Elle est égale à la différence entre les avantages dus au titre de la législation française et ceux perçus au titre de la législation étrangère.

Type d'accord	RÉGIMES				TOTAL		
	Général		Agricole				
	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (€)	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (€)	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (€)	% de répartition
Règlements européens	5 657	10 346 318	195	338 415	5 852	10 684 733	69,36%
Accords internationaux	4 830	3 208 651	3 045	1 512 152	7 875	4 721 013	30,64%
Total 2019	10 487	13 555 179	3 240	1 850 568	13 725	15 398 549	100,00%
Total 2018	11 216	15 547 669	3 193	1 815 810	14 409	17 363 479	
% d'évolution	-6,50	-12,82	1,47	1,91	-4,73	-11,28	
+ Allocation différentielle 2019					14 768	25 219 203	

Répartition du montant des prestations familiales et du nombre de familles bénéficiaires pour 2019 selon le type d'accord



Évolution sur 10 ans des prestations familiales versées à l'étranger



Années	Règlements européens			Accords internationaux			Total		
	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (€)	% évolution	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (€)	% évolution	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (€)	% évolution
2010	2 784	8 405 739		13 643	5 368 890		16 427	13 774 629	
2011	2 844	8 323 488	-0,98	11 866	5 487 651	2,21	14 710	13 811 139	0,27
2012	3 196	9 718 856	16,76	10 156	4 803 283	-12,47	13 352	14 522 139	5,15
2013	3 509	10 200 903	4,96	11 485	5 063 651	5,42	14 994	15 264 554	5,11
2014	3 544	10 470 607	2,64	9 697	4 296 562	-15,15	13 241	14 767 169	-3,26
2015	3 584	10 061 210	-3,91	9 296	4 116 221	-4,20	12 880	14 177 431	-3,99
2016	3 570	9 649 485	-4,09	7 943	3 284 548	-20,20	11 513	12 934 032	-8,77
2017	3 863	10 355 834	7,32	9 284	4 052 270	23,37	13 147	14 408 104	11,40
2018	6 503	12 140 169	17,23	7 906	5 223 310	28,90	14 409	17 363 479	20,51
2019	5 852	10 684 733	-11,99	7 875	4 721 013	-9,62	13 727	15 405 746	-11,28

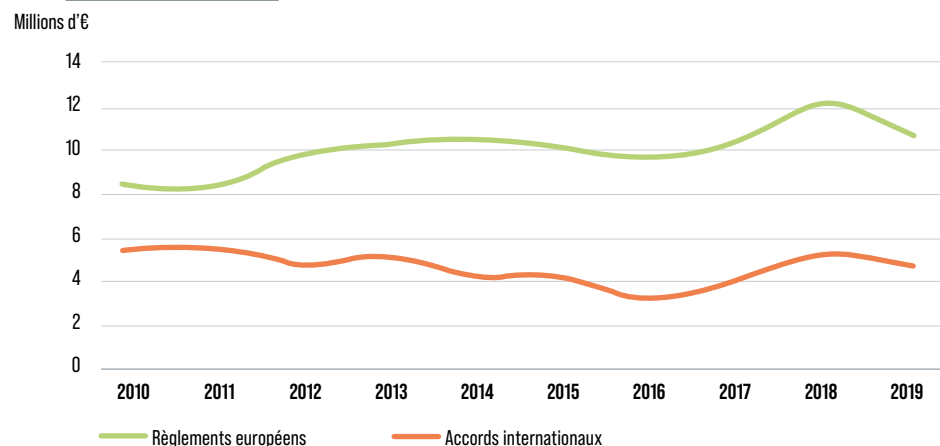
EN BREF

Augmentation de 11,8 % en 10 ans du montant des PF versées à l'étranger.

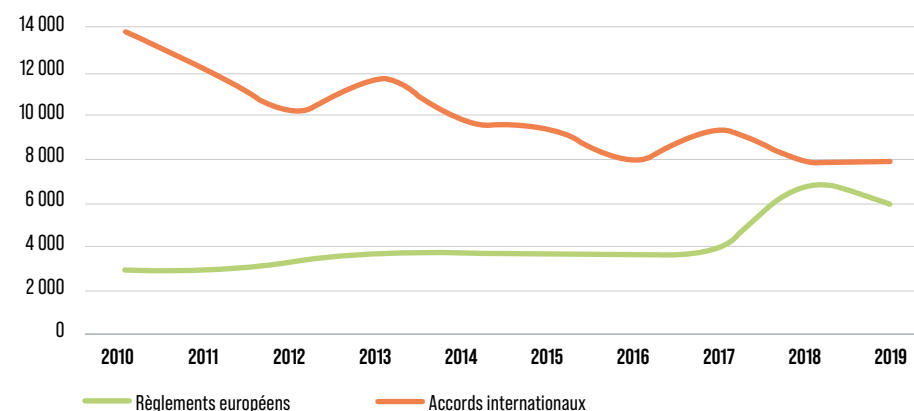
Sur la période, l'évolution des PF exportées vers les pays de l'UE-EEE-Suisse (+27,1%) est inverse à celle des PF servies dans les pays ayant signé un accord international de sécurité sociale avec la France (-12,2%). Ainsi, la hausse générale des PF payées par la France à des bénéficiaires à l'étranger s'explique par deux mouvements qui s'additionnent : d'une part, le volume des paiements vers les pays européens qui ne cessent de croître (61,0% du total en 2010 et 69,4% du total en 2019), d'autre part, le retour depuis deux à trois ans de l'accroissement des paiements vers les pays hors EEE-Suisse, grâce notamment au relèvement des barèmes des participations aux AF maliennes (voir graphique dans la sous-partie "Accords internationaux").

Depuis trois ans, la Cnaf (caisse centrale) centralise l'ensemble des prestations de son réseau et applique, en matière de consolidation des paiements et dénombrements des bénéficiaires, une méthodologie bâtie sur une analyse optimisée avec 6 mois de recul dans la procédure de repérage, dans son système d'exploitation, des prestations exportables. Cette méthode a été labellisée par l'Autorité de la Statistique Publique, et constitue une rupture observable avec le procédé antérieur de consolidation des données.

Montants des prestations familiales



Nombre de familles bénéficiaires



RÈGLEMENTS EUROPÉENS

En matière de prestations familiales, comme pour les autres branches de la sécurité sociale, les dispositions prévues dans les règlements européens (au titre III, chapitre 8, articles 67 à 69, du règlement (CE) n° 883/2004 et au titre III, chapitre VI, articles 58 à 61, du règlement (CE) n° 987/2009) permettent de servir des prestations familiales aux personnes y ouvrant droit dont les membres de la famille résident sur le territoire d'un autre Etat membre, ainsi qu'aux personnes détachées dans un Etat membre de l'EEE-Suisse accompagnées de leurs enfants y ayant droit.

Les dispositions des règlements européens s'appliquent dorénavant à l'ensemble des pays de l'EEE ainsi qu'à la Suisse. Dans ces textes, les pensionnés ne voient plus leurs droits limités aux seules allocations familiales comme précédemment, ils ont désormais des droits alignés sur ceux de l'ensemble des catégories.

L'article 67 du règlement 883/2004 pose une règle générale de droit aux prestations familiales pour les enfants qui résident sur le territoire d'un autre Etat membre dès lors que le droit est ouvert au regard de la législation de l'Etat compétent, ces enfants devant être pris en considération comme s'ils résidaient sur le territoire de l'Etat compétent.

Le droit, au regard de la législation d'un Etat déterminé comme compétent, peut être suspendu s'il existe un droit prioritaire au regard de la législation d'un autre Etat membre. Pour une même période et un même membre de la famille, il ne peut pas y avoir un cumul de prestations familiales.

Quelles sont les prestations familiales exportables ?

Lorsque la France exporte les droits aux allocations familiales, il s'agit :

- des allocations familiales, ainsi que leurs majorations et le forfait familial
- de la Paje : allocation de naissance ou d'adoption, complément de libre choix d'activité (CLCA), allocation de base, complément du libre choix de mode de garde (CMG), et enfin, uniquement dans le cas d'un détachement, la prime de naissance (Pn) ou à l'adoption (Pa)
- du complément familial
- de l'Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) et de son complément
- de l'Allocation de rentrée scolaire (ARS)
- de l'Allocation de soutien familial (ASF)
- de l'Allocation journalière de présence parentale (AJPP)

En revanche, n'est pas exportable par la France : l'allocation logement

Nota bene : Dans le cadre du droit communautaire le **complément différentiel** n'est pas listé parmi les prestations exportables. Cependant, la notion de complément différentiel est énoncée à l'article 68 du Règlement (CE) n° 883/2004 : lorsque deux parents travaillent dans deux Etats membres de l'EEE-Suisse, l'organisme compétent pour servir les prestations familiales est celui sur le territoire duquel résident les enfants, tandis que l'autre Etat est compétent pour examiner le droit au bénéfice d'un éventuel complément différentiel. En effet, si le montant des prestations familiales prévues par la législation de l'Etat de résidence des enfants est inférieur aux prestations prévues par l'autre Etat, ce dernier dès lors verse le complément correspondant à la différence entre les deux montants.

Qu'en est-il des droits spécifiques des orphelins ?

Le cumul total de pensions d'orphelin et de prestations familiales d'orphelin est possible au titre du règlement 883/2004 alors que les dispositions du précédent règlement limitaient la possibilité de cumuler ces deux types de prestations.

Paielements des prestations familiales en 2019 (1/2)

- 5 premiers pays de l'EEE-Suisse destinataires des prestations familiales françaises



Pays	PF versées aux personnes* occupées en France (familles à l'étranger) ou détachées à l'étranger et accompagnées de leur famille		PF versées aux orphelins		Total		Variation 2019/2018
	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (€)	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (€)	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (€)	
Allemagne	356	575 888	0	0	356	575 888	↘
Autriche	34	77 395	0	0	34	77 395	↘
1° Belgique	2 792	5 054 507	0	0	2 792	5 054 507	↘
Bulgarie	15	24 934	0	0	15	24 934	↘
Chypre	0	0	0	0	0	0	-
Croatie	ST	ST	0	0	0	0	↘
Danemark	0	0	0	0	0	0	↘
3° Espagne	566	1 163 024	6	21 595	572	1 184 619	↘
Estonie	ST	ST	0	0	0	0	↘
Finlande	11	14 217	0	0	11	14 217	↘
Grèce	5	7 541	0	0	5	7 541	↘
Hongrie	60	100 399	0	0	60	100 399	↗
Irlande	16	28 305	0	0	16	28 305	↘
Islande	0	0	0	0	0	0	-
5° Italie	353	613 645	0	0	353	613 645	↘
Lettonie	ST	ST	0	0	0	0	-
Liechtenstein	0	0	0	0	0	0	-
Lituanie	ST	ST	0	0	0	0	-
Luxembourg	58	54 027	0	0	58	54 027	↘
Malte	0	0	0	0	0	0	-
Norvège	ST	ST	0	0	0	0	↘

* travailleurs, chômeurs, pensionnés et rentiers

ST : Application du secret statistique en raison du nombre de familles bénéficiaires inférieur à 5

CHIFFRES CLÉS :

- 86% des paiements des PF sont à destination des 5 principaux pays ci-contre
- 97% effectués par le régime général
- 41% des allocations familiales
- 17% des Prestations d'Accueil du Jeune Enfant
- 21% des compléments différentiels

Paielements des prestations familiales en 2019 (2/2)

● 5 premiers pays de l'EEE-Suisse destinataires des prestations familiales françaises



Pays	PF versées aux personnes* occupées en France (familles à l'étranger) ou détachées à l'étranger et accompagnées de leur famille		PF versées aux orphelins		Total		Variation 2019/2018
	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (€)	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (€)	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (€)	
Pays-Bas	10	11 564	0	0	10	11 564	↘
4 ^e Pologne	621	1 181 422	ST	ST	621	1 181 422	↘
2 ^e Portugal	700	1 199 200	ST	ST	700	1 199 200	↗
République tchèque	12	14 635	0	0	12	14 635	↓
Roumanie	133	343 825	ST	ST	133	343 825	↗
Royaume-Uni	32	68 666	0	0	32	68 666	↘
Slovaquie	15	16 115	0	0	15	16 115	↓
Slovenie	0	0	0	0	0	0	↓
Suède	6	6 023	0	0	6	6 023	↑
Suisse	31	59 768	0	0	31	59 768	↑
Total 2019	5 840	10 652 898	12	31 835	5 852	10 684 733	
Total 2018	6 475	12 082 972	28	57 197	6 503	12 140 169	
% évolution	-9,81	-11,84	-57,14	-44,34	-10,01	-11,99	

* travailleurs, chômeurs, pensionnés et rentiers

ST : Application du secret statistique en raison du nombre de familles bénéficiaires inférieur à 5

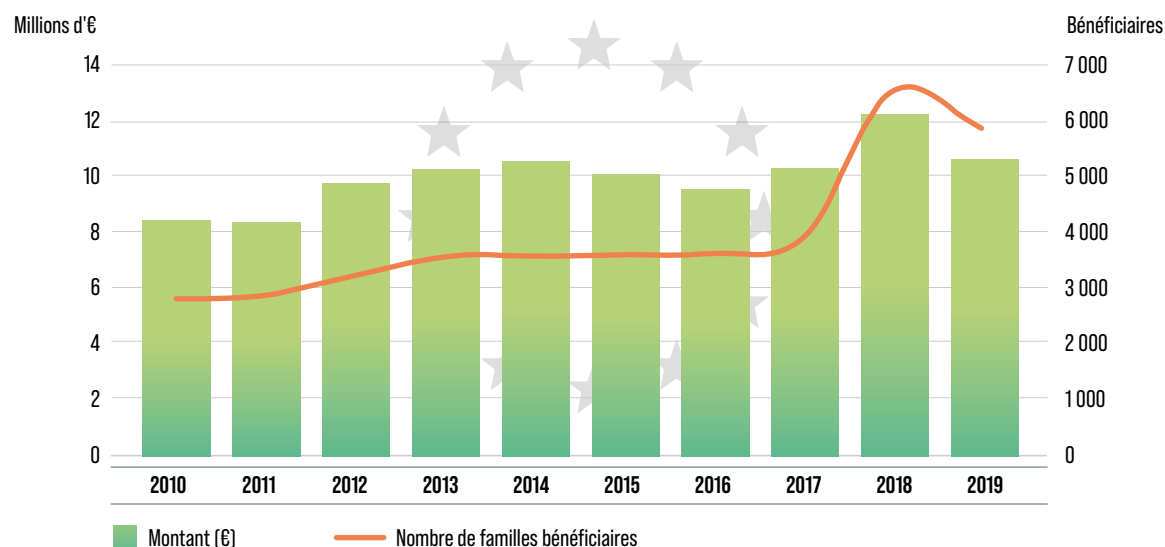
Évolution 2019/2018 (montant total) :

- ↑ > à +20%
- ↗ > à +0,5%
- comprise entre -0,5% et +0,5%
- ↘ < à -0,5%
- ↓ < à -20%

Évolution sur 10 ans des prestations familiales



Années	Nombre de familles bénéficiaires	% évolution	Montant (€)	% évolution
2010	2 784		8 405 739	
2011	2 844	2,16	8 323 488	-0,98
2012	3 196	12,38	9 718 856	16,76
2013	3 509	9,79	10 200 903	4,96
2014	3 544	1,00	10 470 607	2,64
2015	3 584	1,13	10 061 210	-3,91
2016	3 570	-0,39	9 649 485	-4,09
2017	3 863	8,21	10 355 834	7,32
2018	6 503	68,34	12 140 169	17,23
2019	5 852	-10,01	10 684 733	-11,99



Jusqu'à l'exercice 2016, les données étaient remontées par les Caf locales via des systèmes d'information spécifiques. Depuis trois ans, la Cnaf (caisse centrale) non seulement centralise l'ensemble des prestations de son réseau, mais aussi applique, en matière de consolidation des paiements et dénombrements des bénéficiaires, une méthodologie bâtie sur une analyse optimisée avec 6 mois de recul dans la procédure de repérage, dans son système d'exploitation, des prestations exportables.

Cette méthode a été labellisée par l'Autorité de la Statistique Publique et constitue, de ce fait, une rupture observable avec le procédé antérieur de consolidation des données.

À SAVOIR

Les **deux tiers** des prestations familiales versées par le régime général proviennent principalement, d'une part, des caisses frontalières suivantes : Caf du Nord (47% à elle seule), des Pyrénées-Atlantiques, des Alpes-Maritimes et du Bas-Rhin ; et d'autre part, juste derrière ces dernières, la Caf de Paris (3,5%).

ACCORDS INTERNATIONAUX

LES TRAVAILLEURS OCCUPÉS EN FRANCE

Les conventions bilatérales prévoient deux types de versement des prestations familiales aux familles demeurées dans le pays d'origine du travailleur occupé en France.

Système de la participation

La participation de la France aux allocations familiales ou aux prestations familiales pour les enfants demeurés dans le pays d'origine est prévue dans les accords signés avec les pays africains suivants : **Algérie, Bénin, Cap-Vert, Congo Brazzaville, Côte d'Ivoire, Gabon, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Togo.**

Elle consiste en un versement d'un barème mensuel par enfant de la caisse compétente du lieu de travail à l'organisme de liaison du pays de résidence des enfants. Ce barème est fixé d'un commun accord par les autorités compétentes des deux pays jusqu'à quatre enfants (ou trois pour le Gabon). L'institution compétente du pays de résidence des enfants verse ensuite les allocations ou prestations familiales selon la législation locale dans ce pays, fixant le nombre d'enfants pouvant bénéficier des prestations et leur âge limite.

NB : L'absence d'accord entre les délégations françaises et béninoises sur le montant de la participation s'oppose au versement d'allocations familiales conventionnelles.

Système des indemnités pour charges de familles (I.C.F.) ou allocations transférables

Ce système est utilisé respectivement dans les relations avec le **Maroc, la Tunisie, la Turquie** et avec **Andorre, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, la Macédoine du Nord, Monaco, le Monténégro, la Serbie.**

Le transfert des prestations familiales aux familles demeurées dans le pays d'origine du travailleur est effectué directement par la caisse compétente du lieu de travail à la personne assumant la garde des enfants dans l'un de ces pays selon un barème fixé d'un commun accord entre les autorités compétentes des deux pays.

Concernant le Maroc, la Turquie et la Tunisie, les ICF sont servies pour 4 enfants maximum. Pour les pays appliquant le système des allocations transférables, il n'y a pas de limitation du nombre d'enfants. En revanche, pour les pays de l'ex-Yougoslavie, le versement n'est prévu qu'à partir du deuxième enfant.

Qu'est-ce que le nombre théorique de familles de travailleurs étrangers en France ? Et comment est-il déterminé ?

Les tableaux détaillés dans ce chapitre indiquent les montants de ces prestations versées au cours de l'année considérée, dans l'un des pays signataire de l'accord, en précisant le nombre de familles concernées. Ce nombre de familles correspond au **nombre total de familles différentes** ayant fait l'objet d'un transfert d'au moins une mensualité de prestations ou de participations au cours de l'année et/ou une ou plusieurs années antérieures.

Par ailleurs, les accords passés avec l'Algérie, Andorre, le Cap-Vert, le Gabon, le Mali, le Maroc, la Tunisie et la Turquie prévoient que les prestations en nature des assurances maladie et maternité servies aux ayants droit résidant habituellement ou revenus résider dans le pays d'origine du travailleur salarié occupé en France, sont remboursées forfaitairement, sur la base d'un nombre moyen de familles.

Le montant forfaitaire annuel du remboursement est égal au produit d'un coût moyen annuel des soins de santé adéquat par le nombre de familles de travailleurs exerçant leur activité en France.

Ce dernier nombre est considéré comme étant égal au **nombre moyen de familles** ayant perçu au cours de l'année des prestations familiales conventionnelles affecté d'un coefficient correcteur qui tient compte du fait qu'un certain nombre de familles ont droit aux soins de santé sans pouvoir prétendre aux prestations familiales.

Ce **nombre moyen** de familles bénéficiaires de prestations familiales au cours d'une année se calcule selon la **méthode algébrique** ; elle part de deux éléments connus avec certitude : la structure familiale qui, du reste, varie peu d'une année sur l'autre, et le montant global des transferts de l'année. Le rapprochement de ces données permet de dégager un **nombre théorique de familles**.

Le tableau ci-dessous résume les modalités de transfert des prestations familiales conventionnelles :

Pays d'origine de travailleur en France	Transfert du versement	Type de prestation		L'organisme de liaison étranger		Pays de résidence de la famille
Algérie	semi-direct	Participation aux A.F	LA CAISSE FRANÇAISE VERSE À :	→ CNSS Alger →	PAIEMENT DES PRESTATIONS SELON LA LÉGISLATION LOCALE AUX FAMILLES RÉSIDANT :	Algérie
Bénin	semi-direct	""		→ CNSS Cotonou →		Bénin
Cap-Vert	semi-direct	""		→ INPS Praia →		Cap-Vert
Congo Brazzaville	semi-direct	""		→ CNSS Brazzaville →		Congo Brazzaville
Côte d'Ivoire	semi-direct	""		→ CNPS Abidjan →		Côte d'Ivoire
Gabon	semi-direct	""		→ CNSS Libreville →		Gabon
Madagascar	semi-direct	""		→ CNPS Antananarivo →		Madagascar
Mali	semi-direct	""		→ INPS Bamako →		Mali
Mauritanie	semi-direct	""		→ CNSS Nouakchott →		Mauritanie
Niger	semi-direct	""		→ CNSS Niamey →		Niger
Sénégal	semi-direct	""		→ CNSS Dakar →		Sénégal
Togo	semi-direct	""		→ CNSS Lomé →		Togo
Maroc, Tunisie et Turquie	direct	I.C.F	LA CAISSE FRANÇAISE VERSE DIRECTEMENT...	→	... AUX FAMILLES RÉSIDANT :	Maroc, Tunisie et Turquie
Andorre, Monaco, Bosnie-Herzégovine, Macédoine du Nord, Monténégro et Serbie	direct	Allocations transférables		→		Andorre, Monaco, Bosnie-Herzégovine, Macédoine du Nord, Monténégro et Serbie

LES TRAVAILLEURS DÉTACHÉS À L'ÉTRANGER

La plupart des accords internationaux, en plus de viser les travailleurs occupés en France pour l'attribution de prestations familiales aux enfants restés dans l'autre pays (voir tableau ci-dessus), prévoient également le versement de prestations familiales aux travailleurs détachés accompagnés de leurs enfants, voire aux travailleurs des transports internationaux accompagnés également de ceux-ci.

Généralement, les prestations servies dans cette situation sont : les allocations familiales, la prime de naissance ou d'adoption et la Prestation d'Accueil du Jeune Enfant.

Cependant, les accords bilatéraux ou décrets de coordination signés entre la France et les pays ou collectivités d'outre-mer suivants : **Argentine, Brésil, Cameroun, Corée du Sud, Inde, Japon, Jersey, Philippines, Québec, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Pierre-et-Miquelon et Uruguay** ne prévoient le versement de prestations familiales adéquates qu'aux seuls travailleurs étant dans cette seconde situation (celle du détachement précisée ci-dessus).

Paielements des prestations familiales en 2019 (1/2)

● 5 premiers pays hors EEE-Suisse destinataires des paiements français



Pays	PF versées aux travailleurs/chômeurs occupés en France - Familles à l'étranger		PF versées aux enfants à charge de titulaires de rentes AT-MP		PF versées aux travailleurs détachés accompagnés de leur famille		Total	
	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (€)	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (€)	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (€)	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (€)
Algérie	259	34 808	0	0	0	0	259	34 808
Andorre	0	0			0	0	0	0
Argentine					0	0	0	0
Bénin	0	0			0	0	0	0
Bosnie-Herzégovine	0	0			0	0	0	0
Brésil					ST	ST	0	0
Cameroun					ST	ST	0	0
Canada					0	0	0	0
Cap-Vert	ST	ST			0	0	0	0
Congo	ST	ST			0	0	0	0
Corée					0	0	0	0
Côte d'Ivoire	9	1 724			0	0	9	1 724
Gabon	0	0			0	0	0	0
Inde					ST	ST	0	0
Japon					0	0	0	0
Jersey					0	0	0	0
Kosovo	0	0			0	0	0	0
Macédoine	0	0			0	0	0	0
Madagascar	0	0			0	0	0	0
2° Mali	2 609	1 632 456			0	0	2 609	1 632 456
1° Maroc	3 214	1 978 619			18	48 157	3 232	2 026 777
Mauritanie	17	1 104				0	17	1 104
Monaco	0	0					0	0
Monténégro	0	0			0	0	0	0

CHIFFRES CLÉS :

- 95% des paiements des PF à destination des 5 principaux pays ci-contre
- 66% effectués par le régime général
- 34% effectués par le régime agricole

ST : Application du secret statistique en raison du nombre de familles bénéficiaires inférieure à 5

Palements des prestations familiales en 2019 (2/2)

● 5 premiers pays hors l'EEE-Suisse destinataires des paiements français



Pays		PF versées aux travailleurs/chômeurs occupés en France - Familles à l'étranger		PF versées aux enfants à charge de titulaires de rentes AT-MP		PF versées aux travailleurs détachés accompagnés de leur famille		Total	
		Nombre de familles bénéficiaires	Montant (€)	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (€)	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (€)	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (€)
CONVENTIONS BILATÉRALES	Niger	0	0			0	0	0	0
	Philippines					0	0	0	0
	Québec					0	0	0	0
	4 ^e Sénégal	524	191 116			0	0	524	191 116
	Serbie	ST	ST			0	0	0	0
	Togo	0	0			0	0	0	0
	3 ^e Tunisie	1 102	540 774			7	19 237	1 109	560 011
	5 ^e Turquie	29	12 458			9	32 531	38	44 988
	Uruguay					0	0	0	0
	Sous-total 2019	7 770	4 395 274	0	0	103	318 542	7 873	4 713 816
	Sous-total 2018	7 819	5 040 807	0	0	82	169 602	7 901	5 210 409
	% évolution	-0,63	-12,81	-	-	25,61	87,82	-0,35	-9,53
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie					ST	ST	0	0
	Polynésie française					0	0	0	0
	Saint-Pierre-et-Miquelon					0	0	0	0
	Sous-total 2019	-	-	-	-	0	0	0	0
	Sous-total 2018					5	12 901	5	12 901
	% évolution	-	-	-	-	-100,00	-100,00	-100,00	-100,00
Total général 2019		7 770	4 395 274	0	0	105	325 739	7 875	4 721 013
Total général 2018		7 819	5 040 807	0	0	87	182 503	7 906	5 223 310
% évolution		-0,63	-12,81	-	-	20,69	78,48	-0,39	-9,62

ST : Application du secret statistique en raison du nombre de familles bénéficiaires inférieur à 5

Évolution sur 10 ans des prestations familiales

Années	Nombre de familles bénéficiaires	% évolution	Montant annuel (€)	% évolution
2010	13 643		5 368 890	
2011	11 866	-13,02	5 487 651	2,21
2012	10 156	-14,41	4 803 283	-12,47
2013	11 485	13,09	5 063 651	5,42
2014	9 697	-15,57	4 296 562	-15,15
2015	9 296	-4,14	4 116 221	-4,20
2016	7 944	-14,54	3 284 548	-20,20
2017	9 284	16,87	4 052 270	23,37
2018	7 906	-14,84	5 223 310	28,90
2019	7 875	-0,39	4 721 013	-9,62



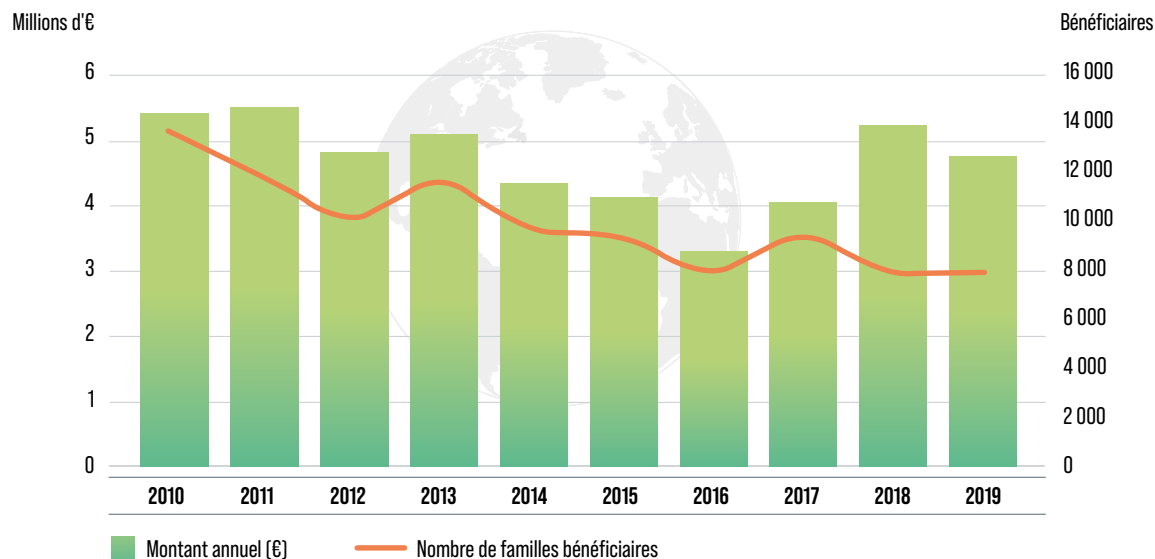
Après les allocations à destination des pays appliquant les règlements européens, la Cnaf (Caisse Nationale des Allocations Familiales) centralise depuis l'an dernier les prestations de son réseau versées aux pays ayant signé une convention bilatérale de sécurité sociale avec la France. Elle applique une méthodologie bâtie sur l'observation des données avec 6 mois de recul, conférant un niveau de qualité qui a été labellisé par l'Autorité de la Statistique Publique, et qui constitue de ce fait une rupture observable avec le procédé antérieur de consolidation des données.

EN BREF

Sur la décennie, l'évolution générale, tant en volume qu'en valeur, des PF versées par la France est fortement corrélée aux évolutions des principaux pays. D'une part, elle est en forte baisse depuis 10 ans pour les prestations servies en Algérie (-239K€), au Maroc (-840K€), en Tunisie (-618K€) et en Turquie (-193K€) ; d'autre part, en forte hausse au Mali (+984K€) qui, depuis 3 années, compense la baisse générale suite particulièrement à l'augmentation du barème des prestations (+43%) initiée entre 2017 et 2018.

À SAVOIR

Le Maroc est le seul pays pour lequel les Indemnités pour Charge de Famille (ICF) sont versées dans une proportion plus importante par le régime agricole (66%), qui sert également plus du tiers (36%) des ICF dont la Tunisie est destinataire. Pour ces deux pays, les ICF sont principalement versées par les Mutualités Sociales Agricoles (MSA) du grand sud de la France (Paca, Occitanie, Corse et Nouvelle-Aquitaine) et d'Auvergne-Rhône-Alpes en raison du recours saisonnier à de la main-d'œuvre marocaine et tunisienne pour les travaux agricoles.





Partie 3

RENTES, PENSIONS, ALLOCATIONS

AVANT PROPOS.....	68
-------------------	----

SYNTHÈSE.....	69
---------------	----

RÈGLEMENTS EUROPÉENS

Les paiements de rentes accident du travail.....	71
Les paiements des pensions d'invalidité.....	74
Les paiements des pensions de vieillesse.....	77
Les paiements des allocations de retraite complémentaire.....	81
Les paiements des allocations de veuvage.....	85
Les paiements des capitaux décès.....	86

ACCORDS INTERNATIONAUX

Les paiements de rentes accident du travail.....	88
Les paiements des pensions d'invalidité.....	91
Les paiements des pensions de vieillesse.....	94
Les paiements des allocations de retraite complémentaire.....	98
Les paiements des allocations de veuvage.....	102
Les paiements des capitaux décès.....	103

PAYS HORS CONVENTIONS

Païement des pensions, rentes et allocations.....	105
---	-----

Avant-propos

Les rentes, pensions et allocations détaillées dans ce chapitre correspondent aux montants réellement versés au cours de l'année 2019 (nets de cotisations et de C.S.G., et, depuis le 1er janvier 2019, nets d'impôts sur le revenu, sauf les rentes AT-MP et les capitaux décès qui en sont exonérés) par les organismes français de sécurité sociale, et non les montants uniquement dus au titre de 2019.

En ce qui concerne les effectifs, il s'agit du nombre de bénéficiaires différents ayant perçu des prestations au moins une fois dans l'année. Cependant, s'agissant plus particulièrement des pensions de vieillesse et des allocations de retraite complémentaire, le « nombre » s'entend comme étant plutôt le nombre de prestations servies (cas des assurés ou ayants droit bénéficiaires de plusieurs prestations ou cas des poly-pensionnés).

Ces rentes, pensions et allocations dues par la France à des bénéficiaires résidant à l'étranger sont versées directement aux intéressés par les institutions débitrices, à l'exception du Gabon et du Mali.

En effet, pour le Gabon, s'agissant des rentes d'accidents du travail, des pensions d'invalidité et des pensions de vieillesse, et pour le Mali, uniquement en matière de pensions de vieillesse, les paiements sont effectués aux bénéficiaires par l'intermédiaire de l'organisme de liaison du pays de résidence.

En outre, quel que soit son pays de résidence hors de France, le titulaire d'une prestation peut demander que cette dernière soit versée sur un compte bancaire en France ou à l'étranger.

Les statistiques qui suivent sont présentées en trois parties :

- celles concernant les Etats membres de l'UE-EEE-Suisse, dans le cadre des règlements européens
- celles des pays ayant signé une convention bilatérale avec la France ou un accord de coordination avec la métropole (Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Pierre-et-Miquelon)
- Celles relatives aux pays hors conventions.

SYNTHÈSE


Paielements des rentes, pensions et allocations versés à des bénéficiaires résidant à l'étranger en 2019

Type d'accord	Rente AT-MP ¹	Pension d'invalidité	Pension de vieillesse ²	Retraite complémentaire ³	Allocation de veuvage ⁴	Capital décès	Total général (euros)
Règlements Européens	81 928 840	21 300 573	2 306 563 584	1 059 460 585	256 138	282 833	3 469 792 551
Conventions Bilatérales	69 204 259	4 769 618	2 156 877 950	722 681 387	3 758 440	202 164	2 957 493 817
Décrets de coordination	31 587	83 857	32 185 864	144 309 499	0	3 450	176 614 257
Pays hors conventions	2 246 181	1 382 505	108 621 282	101 263 313	12 868	18 072	213 544 220
Total 2019	153 410 867	27 536 552	4 604 248 681	2 027 714 783	4 027 445	506 518	6 817 444 846
Total 2018 *	158 923 232	27 259 598	4 652 526 643	1 910 372 072	8 822 423	648 830	6 758 552 798
% d'évolution	-3,47	1,02	-1,04	6,14	-54,35	-21,93	0,87

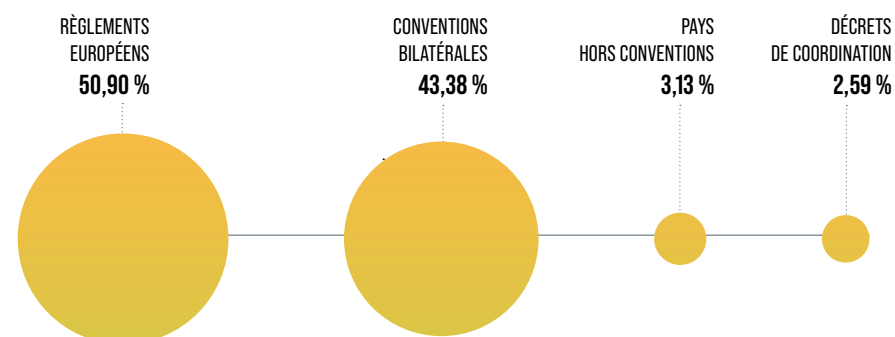
¹ Le transfert de dossiers "rentiers / internationaux" entre caisses du régime général a conduit à certains doubles comptages qui ont impactés l'évolution des nombres et montants entre 2018 et 2019. Ces transferts ne concernent en 2019 que les pays appliquant les règlements européens.

² Certaines données du régime général (Cnav) sont partielles (voir les accords internationaux)

³ A partir de 2019, les données affichées englobent, en plus du régime Agirc-Arrco, celui des professions libérales.

⁴ Les nombres et montants fournis par la Cnav sont partiels en 2019, pour la troisième année consécutive, car le nouvel outil de gestion déployé en 2017 ne peut tenir compte du programme répondant aux besoins statistiques du Cleiss.

* Le nouvel applicatif de gestion des allocataires Agirc-Arrco (retraite complémentaire) déployé début 2019, a permis, fin 2019, de rétroscander les données 2018.

Répartition des paiements 2019 par type d'accord


En 2019, le montant total des paiements de rentes, pensions et allocations versé à des bénéficiaires résidant à l'étranger est de 6,82 milliards d'euros, soit une augmentation de 58,89 millions d'euros par rapport à 2018.



Évolution sur 10 ans des rentes, pensions et allocations (tous types d'accords)

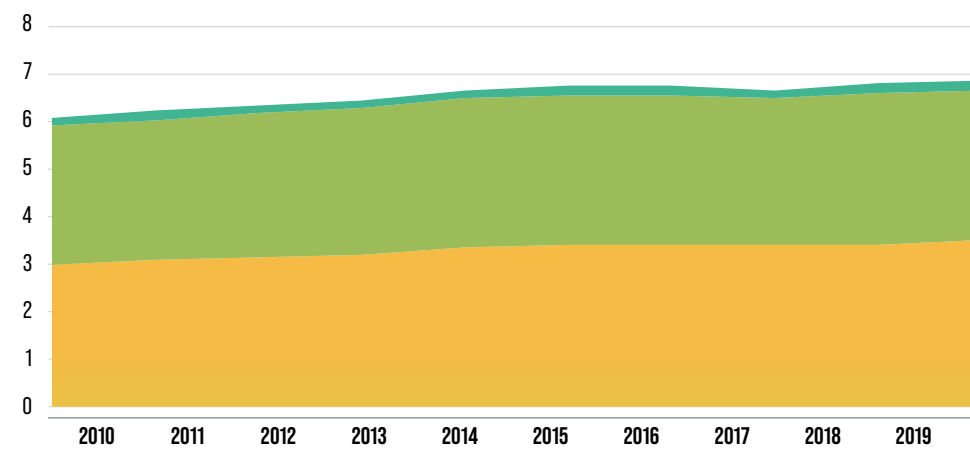
Année	Rente AT-MP	Pension d'invalidité	Pension de vieillesse	Retraite complémentaire ¹	Allocation de veuvage ²	Capital décès	Total général (euros)	% évolution
2010	183 670 962	24 673 187	4 268 602 985	1 511 623 921	15 573 146	468 407	6 004 612 609	
2011	170 756 799	25 169 753	4 394 815 166	1 550 079 776	15 947 295	414 642	6 157 183 432	2,54
2012	160 066 778	24 860 038	4 546 611 414	1 535 493 094	15 462 510	332 820	6 282 826 654	2,04
2013	163 804 677	22 248 814	4 624 811 288	1 545 267 424	21 396 621	395 464	6 377 924 288	1,51
2014	163 964 080	23 379 950	4 670 538 282	1 730 631 283	25 332 996	547 198	6 614 393 788	3,71
2015	164 965 873	24 657 520	4 677 950 328	1 793 802 916	25 408 139	470 382	6 687 255 159	1,10
2016	162 249 808	24 719 508	4 666 347 602	1 800 442 283	24 322 134	383 817	6 678 465 152	-0,13
2017	157 906 874	26 067 334	4 620 545 919	1 780 626 516	16 220 854	521 271	6 601 888 767	-1,15
2018 *	158 923 232	27 259 598	4 652 526 643	1 910 372 072	8 822 423	648 830	6 758 552 798	2,37
2019	153 410 867	27 536 552	4 604 248 681	2 027 714 783	4 027 445	506 518	6 817 444 846	0,87

¹ A partir de 2019, les données affichées englobent, en plus du régime Agirc-Arrco, celui des professions libérales.

² Les nombres et montants fournis par la Cnav sont partiels en 2019, pour la troisième année consécutive, car le nouvel outil de gestion déployé en 2017 ne peut tenir compte du programme répondant aux besoins statistiques du Cleiss.

* Le nouvel applicatif de gestion des allocataires Agirc-Arrco (retraite complémentaire) déployé début 2019, a permis, fin 2019, de rétrospecter les données 2018.

Milliards d'€



Sur ces 10 dernières années, les versements effectués par la France dans le cadre des règlements européens ont représenté en moyenne 50,3 % des montants totaux distribués.

Sur cette même période, 47 % des montants alloués l'ont été dans le cadre des accords internationaux.

Le reste, 2,8 %, est enfin réparti vers l'ensemble des pays non signataires d'un accord de sécurité sociale avec la France.

- Pays hors convention
- Accords nationaux (conventions et décrets)
- Règlements européens

RÈGLEMENTS EUROPÉENS

RENTES AT-MP

La rente AT-MP (Accident du Travail - Maladie Professionnelle) est un revenu périodique attribué pour réparation d'un dommage à la suite d'une incapacité permanente partielle ou totale due à un accident du travail ou une maladie professionnelle.

On distingue les rentes de victimes (la personne victime d'un accident reçoit directement le montant de la rente calculé à partir de son taux d'incapacité et du montant de son salaire antérieur) et les rentes de survivants (lorsque l'accident ou la maladie professionnelle entraîne le décès de la victime, certains ayants droit peuvent prétendre à cette rente).

CHIFFRES CLÉS :

- 69% des paiements sont versés au titre des rentes de victime
- 31% au titre des rentes de survivant
- 95% à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 90% par le régime général

Paiements des rentes d'AT-MP en 2019 (1/2)

5 premiers pays de l'EEE-Suisse destinataires des paiements français



Pays	Rente de victime ⁱ		Rente de survivant ⁱ		Total		Variation 2019/2018
	Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)	
^{5e} Allemagne	414	1 111 289	58	847 587	472	1 958 876	↘
Autriche	19	39 680	3	57 392	22	97 072	↘
^{4e} Belgique	1 057	2 065 544	133	1 714 838	1 190	3 780 381	↘
Bulgarie	4	18 975	2	11 131	6	30 106	↗
Chypre	0	0	0	0	0	0	-
Croatie	80	182 991	5	69 930	85	252 921	↗
Danemark	11	26 038	0	0	11	26 038	↗
^{2e} Espagne	5 067	12 771 233	372	4 570 654	5 439	17 341 887	↘
Estonie	1	5 542	5	97 413	6	102 955	↗
Finlande	5	11 837	0	0	5	11 837	↘
Grèce	30	73 448	7	73 212	37	146 660	↘
Hongrie	25	46 381	2	29 258	27	75 639	↗
Irlande	23	48 063	1	15 720	24	63 783	↘
Islande	0	0	0	0	0	0	-
^{3e} Italie	2 357	7 176 848	251	3 566 105	2 608	10 742 953	↘
Lettonie	4	3 361	0	0	4	3 361	↘
Liechtenstein	1	1 392	0	0	1	1 392	↗
Lituanie	4	3 972	2	10 539	6	14 511	↗
Luxembourg	102	203 414	11	197 614	113	401 028	↗
Malte	5	5 969	0	0	5	5 969	↗
Norvège	1	4 244	1	13 856	2	18 100	↗
Pays-Bas	50	80 420	5	36 667	55	117 087	↘
Pologne	112	330 060	49	494 236	161	824 296	↘
^{1e} Portugal	12 441	30 960 067	1 143	12 976 312	13 584	43 936 379	↘

* Voir l'avant-propos en début de partie

Paielements des rentes d'AT-MP en 2019 (2/2)

5 premiers pays de l'EEE-Suisse destinataires des paiements français



Pays	Rente de victime ⁱ		Rente de survivant ⁱ		Total		Variation 2019/2018
	Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)	
République tchèque	8	16 054	1	15 688	9	31 741	↗
Roumanie	20	62 063	7	53 444	27	115 507	↗
Royaume-Uni	122	288 123	20	366 359	142	654 482	↗
Slovaquie	5	11 888	1	19 258	6	31 146	↗
Slovénie	9	20 373	2	19 010	11	39 383	↘
Suède	25	62 789	2	46 384	27	109 173	↘
Suisse	260	710 402	16	283 773	276	994 175	↘
Total 2019 **	22 262	56 342 458	2 099	25 586 382	24 361	81 928 840	
Total 2018	21 201	57 651 043	2 022	26 182 307	23 223	83 833 350	
% évolution	5,00	-2,27	3,81	-2,28	4,90	-2,27	

* Voir l'avant-propos en début de partie

** L'évolution contradictoire des nombres et montants entre 2018 et 2019 est la conséquence de transferts de dossiers "rentiers / internationaux" entre caisses du régime général, conduisant à un certain nombre de doubles comptages. Ces transferts ne concernent en 2019 que les pays appliquant les règlements européens.

Évolution 2019/2018 (montant total) :

- ↗ > à +20%
- ↗ > à +0,5%
- comprise entre -0,5% et +0,5%
- ↘ < à -0,5%
- ↘ < à -20%

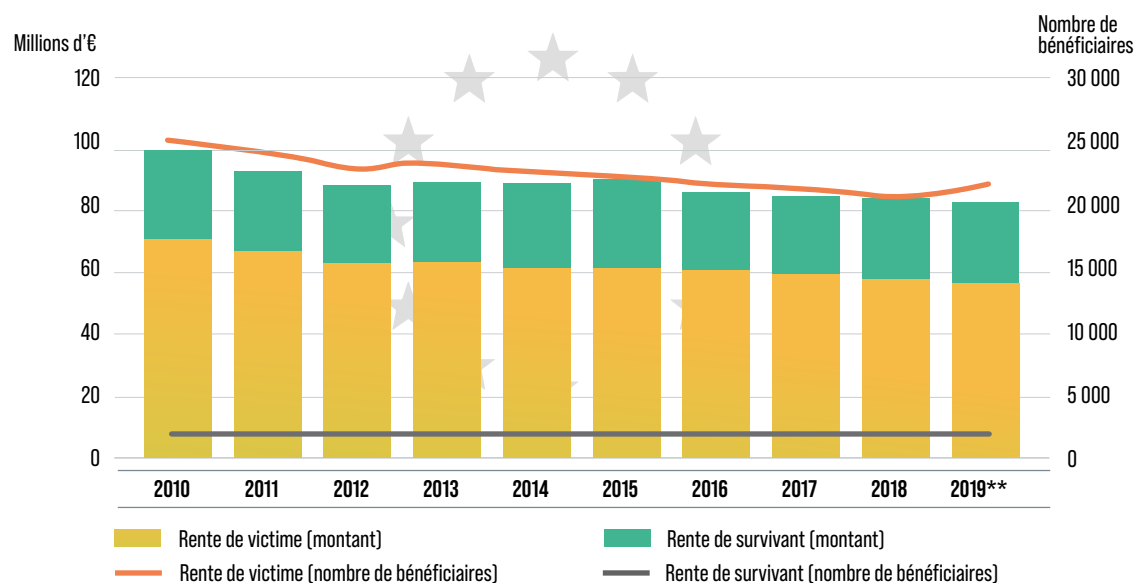
Évolution sur 10 ans des rentes d'AT-MP



Années	Rente de victime ⁱ		Rente de survivant ⁱ		Total		
	Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)	% évolution
2010	25 860	71 400 175	2 366	28 368 978	28 226	99 769 153	
2011	25 256	66 823 770	2 269	27 118 599	27 525	93 942 369	-5,84
2012	23 782	62 830 195	2 182	25 827 259	25 964	88 657 454	-5,63
2013	23 993	62 787 929	2 214	26 185 970	26 207	88 973 899	0,36
2014	23 153	62 334 927	2 112	26 102 339	25 265	88 437 266	-0,60
2015	22 891	62 341 141	2 186	27 267 101	25 077	89 608 242	1,32
2016	22 157	60 388 404	2 090	25 802 677	24 247	86 191 080	-3,81
2017	21 817	59 238 020	2 095	25 837 699	23 912	85 075 718	-1,29
2018	21 201	57 651 043	2 022	26 182 307	23 223	83 833 350	-1,46
2019**	22 262	56 342 058	2 099	25 586 382	24 361	81 928 440	-2,27

* Voir l'avant-propos en début de partie

** L'évolution contradictoire des nombres et montants entre 2018 et 2019 est la conséquence de transferts de dossiers "rentiers / internationaux" entre caisses du régime général, conduisant à un certain nombre de doubles comptages. Ces transferts ne concernent en 2019 que les pays appliquant les règlements européens.



La reprise à la hausse de la courbe du nombre des rentes est la conséquence d'une réorganisation au sein des caisses du régime général dans la prise en charge des dossiers des assurés résidant dans un pays de l'UE-EEE-Suisse, induisant de fait un certain nombre de doubles comptages.

EN BREF

On observe sur la décennie 2010-2019 une tendance globalement baissière, entrecoupée d'une hausse en 2013 et 2015, des 2 indicateurs présentés (nombre et montant). Cette tendance se confirme au cours de l'exercice 2019 pour les montants versés avec un taux de -2,27% soit -1,9M€ versés.

Nos 3 voisins du Sud de l'Europe (Portugal et Espagne/Italie à un degré moindre) expliquent de par leur poids au sein de la zone des règlements européens (ils représentent environ 90% des rentes exportées et des montants versés sur la décennie), cette évolution générale.

En 2019, les montants cumulés portugais, espagnols et italiens présentent ainsi l'évolution suivante : -2,31% soit -1,70 M€.

En l'espace de 10 ans (2010-2019), rentes exportées et montants versés aux assurés des régimes français de sécurité sociale résidant au Portugal, en Espagne et en Italie ont connu une baisse significative de -16,4% et -19,6% ce qui représente environ 4 200 rentes et 17,6 M€ en moins dans les statistiques de la sécurité sociale française.

À SAVOIR

Il existe une spécificité propre aux rentes d'AT-MP : les montants versés au titre d'un droit propre sont en moyenne largement inférieurs à ceux versés au titre d'un droit dérivé (2 700 euros contre 12 200 euros).

La part des rentiers survivants s'en trouve donc grandement modifiée selon que l'on choisit l'indicateur "nombre" (8,5% en moyenne sur la décennie 2010-2019) ou "montant" (30% en moyenne).

Cette disparité tient au fait que l'ayant droit d'un salarié décédé à la suite d'un accident du travail perçoit une rente équivalente à 40% du salaire annuel du défunt (voire 60% en remplissant certaines conditions), pourcentage qui peut monter jusqu'à 80% lorsqu'il y a plusieurs ayants droit, alors que le titulaire d'un droit propre se voit attribué un montant qui varie suivant le taux d'incapacité (taux qui ne doit atteindre que rarement des niveaux aussi élevés)

entre 1% et 9% : versement d'un capital compris entre 419 et 4 189 euros ;

plus de 10% : versement d'une rente viagère jusqu'au décès du rentier dont le montant est calculé sur la base du salaire annuel multiplié par le taux d'incapacité. Ce taux est déterminé en le réduisant de moitié jusqu'à 50% d'incapacité et en l'augmentant de moitié pour la partie du taux supérieure à 50%.

Exemple : si le taux d'IPP (incapacité permanente partielle) est fixé à 75%, le taux retenu pour la rente sera de : $50\%/2 + 25\% \times 1,5$ soit 62,5%.

PENSIONS D'INVALIDITÉ

La pension d'invalidité est un revenu de remplacement. Elle vise à compenser une perte de salaire résultant de la perte d'au moins deux tiers de la capacité de travail ou de gains, due à la maladie ou à un accident non professionnel.

On distingue les **pensions d'invalidité** (pensions versées directement aux assurés invalides n'ayant pas atteint l'âge légal de la retraite) et les **pensions de survivants invalides** (après le décès du bénéficiaire d'une pension d'invalidité ou de retraite, le conjoint survivant, sous réserve de condition d'âge et s'il est invalide lui-même, peut prétendre au bénéfice d'une pension).

CHIFFRES CLÉS :

- 97% des paiements sont versés au titre des pensions d'invalidité de droit direct
- 3% au titre des pensions de survivant invalide
- 84% à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 80% par le régime général

Paielements des pensions d'invalidité en 2019 (1/2)

5 premiers pays de l'EEE-Suisse destinataires des paiements français



Pays	Pension d'invalidité ⁱ		Pension de survivant invalide ⁱ		Total		Variation 2019/2018
	Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)	
^{5e} Allemagne	665	1 413 243	3	18 218	668	1 431 461	↘
Autriche	41	137 139	1	6 926	42	144 065	↑
^{3e} Belgique	576	3 166 379	17	120 155	593	3 286 534	↘
Bulgarie	10	53 946	0	0	10	53 946	↑
Chypre	1	2 493	0	0	1	2 493	↑
Croatie	1	5 695	0	0	1	5 695	↓
Danemark	12	36 834	0	0	12	36 834	↘
^{2e} Espagne	933	4 152 225	10	89 137	943	4 241 362	↗
Estonie	4	4 531	0	0	4	4 531	-
Finlande	10	39 676	0	0	10	39 676	↓
Grèce	11	74 836	0	0	11	74 836	↗
Hongrie	6	33 343	0	0	6	33 343	↗
Irlande	10	62 549	1	8 054	11	70 603	↓
Islande	1	10 431	0	0	1	10 431	-
Italie	161	907 554	8	51 510	169	959 064	↘
Lettonie	0	0	0	0	0	0	-
Liechtenstein	4	5 831	0	0	4	5 831	-
Lituanie	4	28 339	0	0	4	28 339	↑
Luxembourg	157	654 794	1	6 426	158	661 220	↗
Malte	5	72 145	0	0	5	72 145	↑
Norvège	9	45 128	0	0	9	45 128	↗
Pays-Bas	34	126 303	0	0	34	126 303	↘
Pologne	71	321 016	6	48 648	77	369 663	↗
^{1e} Portugal	1 301	7 124 589	20	128 440	1 321	7 253 030	↗

* Voir l'avant-propos en début de partie

Paielements des pensions d'invalidité en 2019 (2/2)

● 5 premiers pays de l'EEE-Suisse destinataires des paiements français



Pays	Pension d'invalidité ⁱ		Pension de survivant invalide ⁱ		Total		Variation 2019/2018
	Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)	
République tchèque	13	85 826	3	38 556	16	124 382	↘
Roumanie	14	127 531	0	0	14	127 531	↑
Royaume-Uni	37	234 389	4	35 765	41	270 154	→
Slovaquie	7	25 044	0	0	7	25 044	↗
Slovénie	5	18 873	0	0	5	18 873	↑
Suède	23	92 555	0	0	23	92 555	↘
^{4e} Suisse	387	1 643 192	6	42 310	393	1 685 502	↑
Total 2019	4 513	20 706 430	80	594 143	4 593	21 300 573	
Total 2018	4 603	19 968 984	89	615 680	4 692	20 584 664	
% évolution	-1,96	3,69	-10,11	-3,50	-2,11	3,48	

* Voir l'avant-propos en début de partie

Évolution 2019/2018 (montant total) :

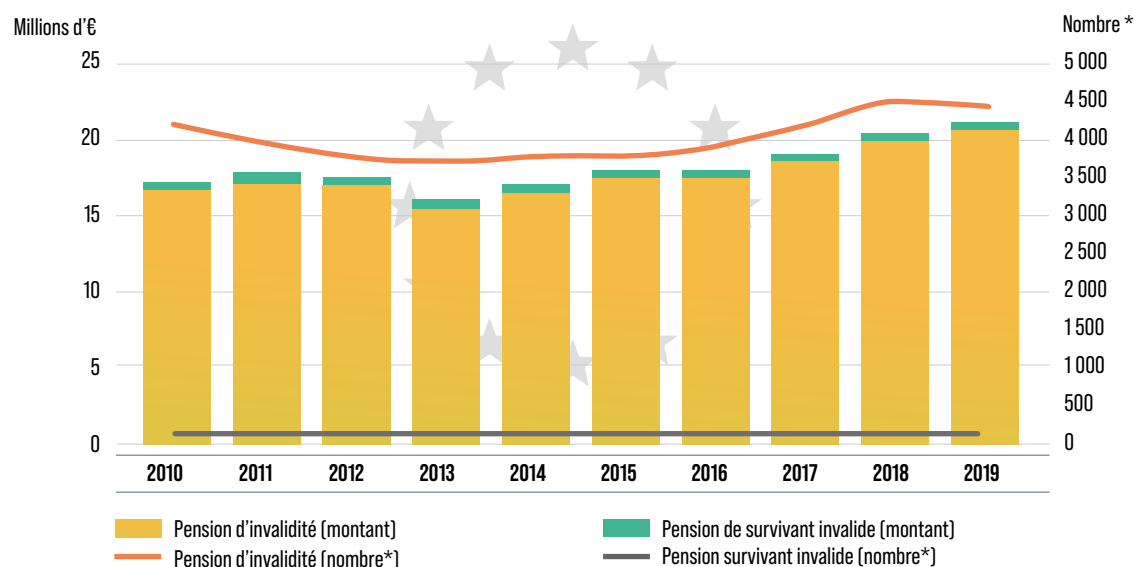
- ↑ > à +20%
- ↗ > à +0,5%
- comprise entre -0,5% et +0,5%
- ↘ < à -0,5%
- ↓ < à -20%

Évolution sur 10 ans des pensions d'invalidité



Années	Pension d'invalidité ⁱ		Pension de survivant invalide ⁱ		Total		
	Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)	% évolution
2010	4 267	16 755 588	85	449 064	4 352	17 204 652	
2011	4 043	17 330 027	103	589 561	4 146	17 919 588	4,16
2012	3 856	17 129 459	95	518 258	3 951	17 647 717	-1,52
2013	3 778	15 445 914	98	615 875	3 876	16 061 789	-8,99
2014	3 834	16 502 461	112	592 442	3 946	17 094 903	6,43
2015	3 847	17 455 511	109	607 219	3 956	18 062 731	5,66
2016	3 982	17 460 521	106	620 793	4 088	18 081 314	0,10
2017	4 239	18 543 816	94	667 209	4 333	19 211 025	6,25
2018	4 603	19 968 984	89	615 680	4 692	20 584 664	7,15
2019	4 513	20 706 430	80	594 143	4 593	21 300 573	3,48

* Voir l'avant-propos en début de partie



* Voir l'avant-propos en début de partie

EN BREF

- Depuis 2014, en matière d'invalidité, nous observons une tendance à la hausse (en volume et en valeur) des prestations servies aux assurés qui résident hors de France, dans un État membre de l'UE-EEE-Suisse.
- En 2019, cette hausse des paiements est proche de 3,5% et portée essentiellement par deux pays : la Suisse (+575 000 €) et le Portugal (+483 000 €). La Belgique, avec une baisse de 465 000 €, tend à minorer ce mouvement.

PENSIONS DE VIEILLESSE

La **pension de vieillesse** est un revenu perçu par la personne ayant liquidé sa retraite. Son montant dépend de la durée d'assurance, du salaire annuel de base, du taux qui varie en fonction de la durée d'assurance et des périodes reconnues équivalentes ou en fonction de l'âge de l'assuré.

On distingue la **pension de vieillesse** (droit propre) versée au retraité et la **pension de réversion** (droit dérivé) qui est versée, sous certaines conditions, au conjoint et/ou ex-conjoint(s) survivant(s) et qui correspond à une partie de la retraite dont bénéficiait ou aurait pu bénéficier l'assuré décédé.

CHIFFRES CLÉS :

- 86% des paiements sont versés au titre des pensions de vieillesse de droit propre
- 14% au titre des pensions de réversion (droit dérivé)
- 92% à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 84% par le régime général

Paielements des pensions de vieillesse en 2019 (1/2)

5 premiers pays de l'EEE-Suisse destinataires des paiements français



Pays	Pension de vieillesse ⁱ		Pension de réversion ⁱ		Total		Variation 2019/2018
	Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)	
5 ^e Allemagne	43 349	85 317 046	13 417	20 754 298	56 766	106 071 343	→
Autriche	2 307	5 032 964	299	517 004	2 606	5 549 968	↗
4 ^e Belgique	49 441	172 785 466	14 546	30 148 289	63 987	202 933 756	↘
Bulgarie	279	1 252 274	50	148 528	329	1 400 801	↗
Chypre	131	631 827	4	13 518	135	645 345	↗
Croatie	2 309	7 019 082	660	1 076 067	2 969	8 095 149	↗
Danemark	775	1 642 623	26	74 735	801	1 717 358	↗
2 ^e Espagne	259 917	644 413 920	70 757	98 357 816	330 674	742 771 736	↘
Estonie	14	66 646	2	2 611	16	69 257	↘
Finlande	372	840 105	23	43 908	395	884 013	↗
Grèce	2 089	6 328 642	345	908 546	2 434	7 237 189	↘
Hongrie	486	2 409 588	90	222 058	576	2 631 646	↘
Irlande	506	1 798 973	32	126 127	538	1 925 100	↗
Islande	17	43 178	2	1 606	19	44 784	↗
3 ^e Italie	69 559	156 930 111	34 497	59 040 794	104 056	215 970 904	↘
Lettonie	19	115 875	1	94	20	115 969	↗
Liechtenstein	38	160 158	7	7 027	45	167 186	↑
Lituanie	37	136 399	6	21 032	43	157 431	↑
Luxembourg	4 917	21 072 275	673	1 510 107	5 590	22 582 381	↗
Malte	115	709 178	6	21 588	121	730 766	↘
Norvège	574	1 183 475	15	33 691	589	1 217 165	↗
Pays-Bas	4 202	8 402 004	378	678 081	4 580	9 080 086	↗
Pologne	3 196	9 144 535	2 223	3 855 521	5 419	13 000 055	↘
1 ^{er} Portugal	167 137	748 736 002	40 096	94 949 004	207 233	843 685 006	↗

* Voir l'avant-propos en début de partie

Paievements des pensions de vieillesse en 2019 (2/2)

● 5 premiers pays de l'EEE-Suisse destinataires des paiements français



Pays	Pension de vieillesse ⁱ		Pension de réversion ⁱ		Total		Variation 2019/2018
	Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)	
République tchèque	326	1 412 919	108	233 626	434	1 646 544	↗
Roumanie	530	2 729 105	75	175 851	605	2 904 955	↗
Royaume-Uni	10 209	25 783 406	575	1 250 087	10 784	27 033 492	↗
Slovaquie	128	552 185	65	76 793	193	628 979	→
Slovénie	520	1 524 620	143	262 920	663	1 787 540	↘
Suède	1 861	4 318 790	83	189 521	1 944	4 508 311	↗
Suisse	23 552	76 299 977	1 164	3 069 388	24 716	79 369 365	↗
Total 2019	648 912	1 988 793 348	180 368	317 770 236	829 280	2 306 563 584	
Total 2018	660 518	1 972 264 255	186 638	325 243 927	847 156	2 297 508 182	
% évolution	-1,76	0,84	-3,36	-2,30	-2,11	0,39	

* Voir l'avant-propos en début de partie

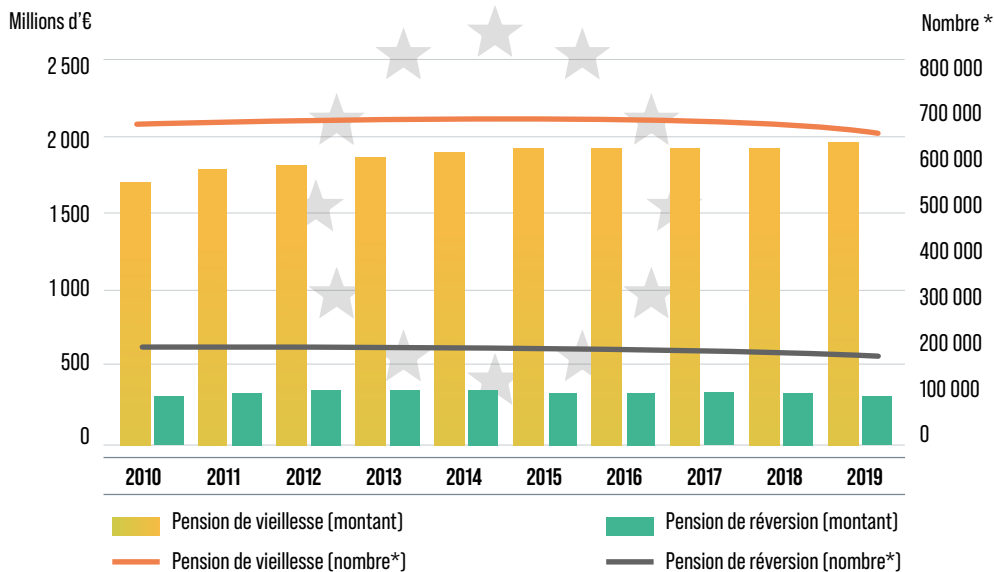
Évolution 2019/2018 (montant total) :

- ↗ > à +20%
- ↗ > à +0,5%
- comprise entre -0,5% et +0,5%
- ↘ < à -0,5%
- ↘ < à -20%

Évolution sur 10 ans des pensions de vieillesse

Années	Pension de vieillesse		Pension de réversion		Total		
	Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)	% évolution
2010	669 332	1 739 828 003	202 222	333 656 112	871 554	2 073 484 114	
2011	677 438	1 815 990 645	202 889	341 283 429	880 327	2 157 274 075	4,04
2012	681 817	1 862 823 602	203 382	348 999 694	885 199	2 211 823 296	2,53
2013	685 746	1 915 501 535	201 840	350 659 442	887 586	2 266 160 977	2,46
2014	685 098	1 938 942 847	199 183	349 322 778	884 281	2 288 265 625	0,98
2015	682 453	1 952 330 550	196 326	343 052 656	878 779	2 295 383 205	0,31
2016	677 738	1 960 497 523	193 793	339 184 023	871 531	2 299 681 546	0,19
2017	670 778	1 969 334 617	191 424	335 081 672	862 202	2 304 416 289	0,21
2018	660 518	1 972 264 255	186 638	325 243 927	847 156	2 297 508 182	-0,30
2019	648 912	1 988 793 348	180 368	317 770 236	829 280	2 306 563 584	0,39

* Voir l'avant-propos en début de partie



* Voir l'avant-propos en début de partie



EN BREF

En 2019, les versements de pensions de vieillesse (retraite de base) effectués par les caisses françaises de sécurité sociale à leurs assurés résidant à l'étranger sont restés stables (+0,39% soit +9,05M€) dans la continuité des exercices 2014 à 2018 durant lesquels les taux d'évolution n'ont pas dépassé 1% en valeur relative.

Cette stabilité s'explique en priorité par les données des 5 principaux pays signalés dans le tableau pages précédentes avec, d'une part, des évolutions moyennes annuelles relativement stables sur les 10 dernières années pour les 3 pays suivants : Allemagne (+0,16% / an), Belgique (+0,24% / an) et Espagne (+0,71% / an). Et d'autre part, l'Italie et le Portugal dont les évolutions des paiements sont contraires (respectivement -2,05% / an et +2,43% / an) et maintiennent ainsi l'équilibre général observé.

À SAVOIR

Les pensions de retraite présentées dans ce chapitre s'entendent comme :

- les pensions en cours de validité au 31 décembre de l'exercice considéré ;
- les montants d'arrérages versés pendant l'exercice considéré et non dus au titre de ladite année et nets de cotisations de la CSG et, depuis le 1^{er} janvier 2019, nets d'impôts sur le revenu.

Par conséquent, les évolutions constatées d'un exercice à l'autre sont la conséquence mécanique des flux de pensions nouvellement entrants dans le stock existant et des flux de pensions nouvellement sortants de ce stock (décès ou retour en France).

Suite page suivante >>



! Le Cleiss n'assurant pas la gestion des bases de données relatives aux pensions présentées dans ce chapitre, les facteurs avancés ci-dessous pour expliquer la courbe des évolutions le sont à titre purement indicatif.

Plusieurs facteurs (avec un impact plus ou moins important en fonction des pays de résidence des assurés) peuvent expliquer la stabilisation de la courbe des pensionnés :

Sur les flux entrants (nouvelles pensions entrant dans le stock) :

- baisse des polypensionnés suite à la mise en place de la LURA en 2017 (liquidation unique des régimes alignés). Cette réforme se traduit pour les assurés qui ont cotisé à plusieurs régimes alignés au régime général (MSA et indépendants) par la perception d'une seule pension de base, celle du régime où le salarié a cotisé en dernier. En 2016, avant réforme, 49% des nouveaux retraités de droits directs du régime général étaient polypensionnés contre 32% en 2019 (source : Statistiques, recherches et prospective de la Cnav) ;
- réforme des retraites en France en 2010 qui repousse progressivement l'âge légal de départ à la retraite, à partir de juillet 2011, de 60 à 62 ans ;
- enracinement en France des générations issues de l'immigration (avec la création de la carte de résident en 1984) additionné à un ralentissement de cette immigration à partir du début des années 80 (cela concerne en particulier les pays du Maghreb) ;
- changements dans les règles d'imposition des pensions de retraite perçues à l'étranger. Ces changements, selon qu'ils sont favorables ou pas aux retraités français, peuvent donc expliquer tout à la fois une hausse des retours en France et une baisse des départs à l'étranger ou bien l'inverse.

Exemple : Au Portugal, mise en place en 2009 d'une exonération d'impôt sur le revenu pendant 10 ans pour les retraités étrangers (facteur de hausse) puis en 2020 d'une réforme qui prévoit une imposition forfaitaire de 10% (facteur de baisse).

Sur les flux sortants (nouvelles pensions sortant du stock) :

- outre la dimension fiscale évoquée ci-dessus, qui peut expliquer une hausse des retours en France, un facteur structurel semble peser davantage sur la hausse du flux sortant, à savoir le vieillissement des populations de retraités issues de la vague migratoire des années 60 à début des années 80 et qui sont insuffisamment remplacées par les nouveaux effectifs de retraités du fait d'une part d'un enracinement plus fort en France et d'autre part d'une baisse de certains flux migratoires (par exemple, l'immigration italienne a été remplacée par celle venue d'Espagne et du Portugal durant les trente glorieuses).

ALLOCATION DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE

L'allocation de retraite complémentaire complète les prestations versées par le régime de base. Elle est calculée sur la base d'un système par points acquis durant toute la carrière professionnelle jusqu'au départ à la retraite.

On distingue l'allocation de retraite (droit propre du retraité) et l'allocation de réversion (au décès du retraité, une fraction de sa retraite complémentaire est attribuée sous certaines conditions à ses ayants droit).

Pour pouvoir y prétendre, le retraité doit avoir cotisé au cours de son parcours professionnel à au moins une de ces caisses de sécurité sociale :

- Agirc-Arrco pour les salariés cadres ou non-cadres du secteur privé et du secteur agricole ;
- MSA pour les non-salariés cadres ou non-cadres du secteur agricole ;
- Section professionnelle de la CNAVPL (au nombre de 10) pour les professionnels libéraux à l'exception des avocats ;
- Caisse nationale des barreaux français pour les avocats ;
- Ircantec pour les agents non titulaires de l'État.

CHIFFRES CLÉS :

- 83% des paiements sont versés au titre d'allocations de retraite de droit propre
- 17% au titre d'allocations de réversion
- 84% à destination des cinq principaux pays de résidence ci-contre
- 98% par le seul régime de l'Agirc-Arrco (contre 2% pour le régime des professions libérales)

Paielements des allocations de retraite complémentaire en 2019 (1/2)

- 5 premiers pays de l'EEE-Suisse destinataires des paiements français



Pays	Allocation de retraite ⁱ		Allocation de réversion ⁱ		Total		Variation 2019/2018
	Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)	
Allemagne	16 835	45 692 466	4 348	10 864 971	21 183	56 557 438	↑
Autriche	912	3 622 453	148	912 159	1 060	4 534 612	↑
³ Belgique	30 801	104 733 896	10 788	23 473 397	41 589	128 207 293	↑
Bulgarie	145	826 592	33	191 306	178	1 017 898	↑
Chypre	94	1 011 373	12	66 512	106	1 077 885	↑
Croatie	1 082	2 128 534	378	516 163	1 460	2 644 697	↗
Danemark	462	1 534 384	67	387 340	529	1 921 724	↑
² Espagne	111 381	185 279 367	33 563	41 559 343	144 944	226 838 710	↑
Estonie	14	79 232	2	6 905	16	86 137	↑
Finlande	220	987 060	19	78 127	239	1 065 187	↑
Grèce	1 264	3 939 729	321	1 040 397	1 585	4 980 126	↑
Hongrie	307	1 463 721	102	349 261	409	1 812 982	↑
Irlande	340	1 641 191	41	219 248	381	1 860 439	↑
Islande	12	47 027	1	4 829	13	51 856	↑
⁵ Italie	36 670	62 217 314	16 760	21 366 674	53 430	83 583 988	↗
Lettonie	9	68 473	1	475	10	68 948	↑
Liechtenstein	23	171 338	8	33 943	31	205 281	↑
Lituanie	13	69 047	7	10 487	20	79 534	↗
Luxembourg	2 769	20 414 391	503	1 767 109	3 272	22 181 500	↑
Malte	63	1 033 484	10	67 361	73	1 100 845	↗
Norvège	277	1 035 500	32	263 261	309	1 298 761	↑
Pays-Bas	2 314	8 006 430	382	1 716 359	2 696	9 722 789	↑
Pologne	1 739	4 161 636	1 111	1 242 154	2 850	5 403 790	↑
¹ Portugal	127 377	294 555 762	43 464	50 436 208	170 841	344 991 970	↑

* Voir l'avant-propos en début de partie

Paielements des allocations de retraite complémentaire en 2019 (2/2)

● 5 premiers pays de l'EEE-Suisse destinataires des paiements français



Pays	Allocation de retraite ⁱ		Allocation de réversion ⁱ		Total		Variation 2019/2018
	Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)	
République tchèque	189	1 453 757	66	202 475	255	1 656 232	↑
Roumanie	312	2 537 500	68	234 735	380	2 772 235	↑
Royaume-Uni	6 202	38 181 359	890	5 360 193	7 092	43 541 552	↑
Slovaquie	66	515 532	40	39 188	106	554 720	↑
Slovénie	282	590 492	114	183 780	396	774 272	↑
Suède	1 073	4 018 999	120	795 021	1 193	4 814 020	↑
⁴ Suisse	12 999	89 235 210	1 935	14 817 954	14 934	104 053 164	↑
Total 2019 **	356 246	881 253 250	115 334	178 207 335	471 580	1 059 460 585	
Total 2018 ***	361 274	825 723 249	120 504	171 686 694	481 778	997 409 943	
% évolution	-1,39	6,73	-4,29	3,80	-2,12	6,22	

Évolution 2019/2018 (montant total) :

- ↑ > à +20%
- ↑ > à +0,5%
- comprise entre -0,5% et +0,5%
- ↓ < à -0,5%
- ↓ < à -20%

* Voir l'avant-propos en début de partie

** A partir de 2019, les données affichées englobent, en plus du régime Agirc-Arrco, celui des professions libérales. Les données de l'Ircantec, de la CNB et des non-salariés du régime agricole ne sont pas comprises.

*** Le nouvel applicatif de gestion des allocataires Agirc-Arrco déployé début 2019, a permis, fin 2019, de rétropoler les données 2018.

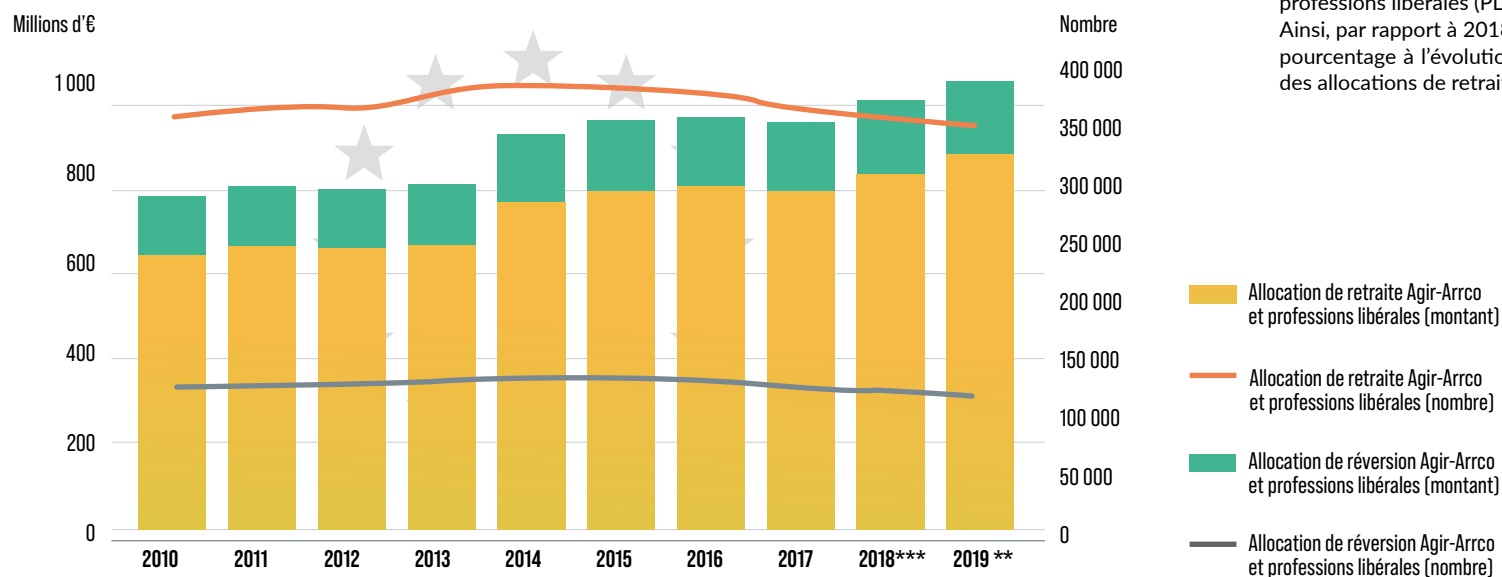
Évolution sur 10 ans des allocations de retraite complémentaire

Années	Allocation de retraite		Allocation de réversion		Total		
	Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)	% évolution
2010	363 242	644 885 084	123 389	138 440 543	486 631	783 325 627	
2011	370 200	666 067 803	124 976	141 611 679	495 176	807 679 482	3,11
2012	373 326	659 440 844	125 995	140 890 864	499 321	800 331 708	-0,91
2013	384 870	669 186 847	129 580	142 505 738	514 450	811 692 585	1,42
2014	391 121	769 623 667	132 728	163 126 929	523 849	932 750 596	14,91
2015	388 979	795 663 217	133 116	167 134 771	522 095	962 797 988	3,22
2016	384 087	808 656 257	130 823	163 319 313	514 910	971 975 570	0,95
2017	370 906	793 638 972	124 630	163 446 025	495 536	957 084 997	-1,53
2018 ***	361 274	825 723 249	120 504	171 686 694	481 778	997 409 943	4,21
2019 **	356 246	881 253 250	115 334	178 207 335	471 580	1 059 460 585	6,22

* Voir l'avant-propos en début de partie

** A partir de 2019, les données affichées englobent, en plus du régime Agirc-Arrco, celui des professions libérales. Les données de l'Ircantec, de la CNB et des non-salariés du régime agricole ne sont pas comprises.

*** Le nouvel applicatif de gestion des allocataires Agirc-Arrco déployé début 2019, a permis, fin 2019, de rétrograder les données 2018.



L'évolution des allocations de retraite complémentaire des régimes salariés (Agirc-Arrco) est irrégulière sur la décennie 2010-2019 en raison de deux mutations* profondes dans les systèmes de collecte d'information de l'Agirc-Arrco, qui de fait ont engendré deux ruptures dans la continuité des éléments statistiques, rendant difficile toute analyse temporelle.

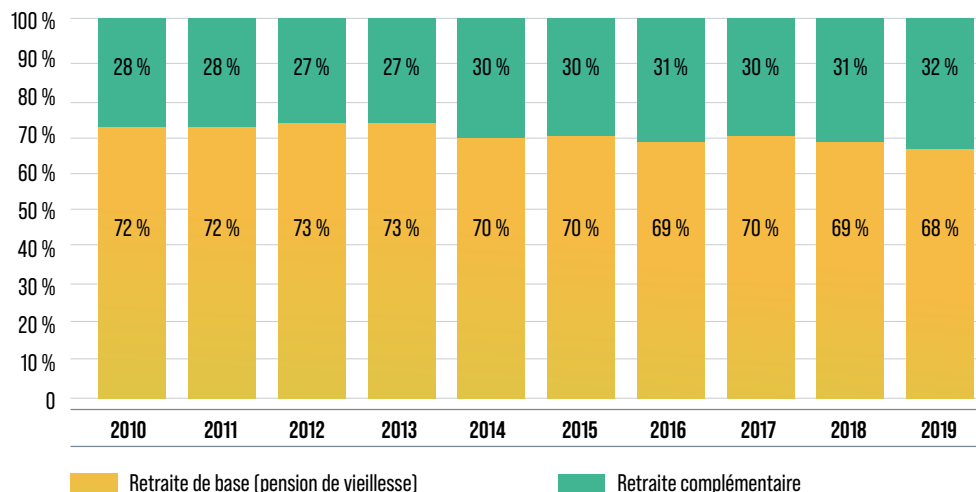
***Les données Agirc-Arrco avant 2017 :** les remontées des institutions de retraite complémentaire (IRC) étaient issues de systèmes d'informations spécifiques. À partir de 2013, une partie des IRC a basculé sur une plateforme informatique et un logiciel communs. Cette opération a permis d'homogénéiser les traitements, mais sur le seul périmètre des IRC concernées, ce qui a provoqué des écarts en 2013/2014 sur environ 60 à 70% du champ Agirc-Arrco.

***Les données Agirc-Arrco à compter de 2018 :** la mutation de son système d'information décisionnel a rendu plus agile la constitution de données allocataires qui sont devenues plus accessibles. Ce qui a permis un saut qualitatif dans la production de données.

EN BREF

Pour la première fois en 2019 sont intégrées les données issues des professions libérales (PL), soit : 1 621 allocations pour 22,38 M€. Ainsi, par rapport à 2018, les PL contribuent pour +2,2 points de pourcentage à l'évolution générale de +6,22% du montant total des allocations de retraite complémentaire.

Part de la retraite complémentaire dans la retraite globale (montant)



Le graphique ci-contre reconstitue, à partir des données du chapitre, la composition d'une pension de retraite complète :

- 2010-2018 :

Répartition entre retraite de base (pension de vieillesse) et retraite complémentaire basée uniquement sur les données des caisses des régimes général et agricole (Cnav et MSA) et de l'Agirc-Arrco.

- 2019 :

Répartition complétée par les données du régime des professions libérales (sauf les avocats).

Sur la dernière décennie, la part consacrée à la retraite complémentaire dans la retraite complète passe de 28% à 32%.

Focus sur les Professions Libérales (PL)

En 2019, les PL représentent **0,52%** des pensions de vieillesse de base et **2,11%** des allocations de retraite complémentaire.

Le zoom sur ce régime (sauf les avocats) montre une répartition totalement inverse à celles ci-dessus. En effet, pour les PL, la retraite de base dépasse à peine le tiers (34%) de la pension complète, alors que la retraite complémentaire en constitue les deux tiers (66%).

Cette répartition atypique s'explique de la manière suivante :

D'une part, le revenu d'activité mensuel moyen des PL est très supérieur au salaire mensuel moyen en équivalent temps plein d'une personne travaillant dans le secteur privé. En 2017, ils étaient respectivement de 4 140€ et 2 314€ nets (source : www.insee.fr).

D'autre part, les modes de calculs, étant donné le niveau de revenu moyen des PL, sont favorables à la part consacrée à la retraite complémentaire.

En effet, le montant de la retraite complémentaire correspond à un nombre de points acquis au cours de la carrière multiplié par la valeur du point revue périodiquement. Or, les points sont acquis par cotisation selon des taux appliqués à deux tranches d'assiette de cotisation, dont la seconde tranche va jusqu'à huit fois le PSS.

Tandis que le montant (annuel ou mensuel) d'une pension de vieillesse de base est limité au plafond de la sécurité sociale (PSS en 2019 = 3 377€/mois ou 40 524€/an).

ALLOCATION DE VEUVE

L'allocation de veuvage est une indemnité temporaire (2 ans maximum), versée au conjoint survivant d'un assuré décédé, lorsque le demandeur ne remplit pas les conditions d'âge pour bénéficier d'une pension de réversion et sous réserve de ressources inférieures à un plafond.

Cependant, la demande d'allocation de veuvage n'est recevable que dans un délai de 2 ans à compter du 1^{er} jour du mois de décès.

Paievements des allocations de veuvage en 2019

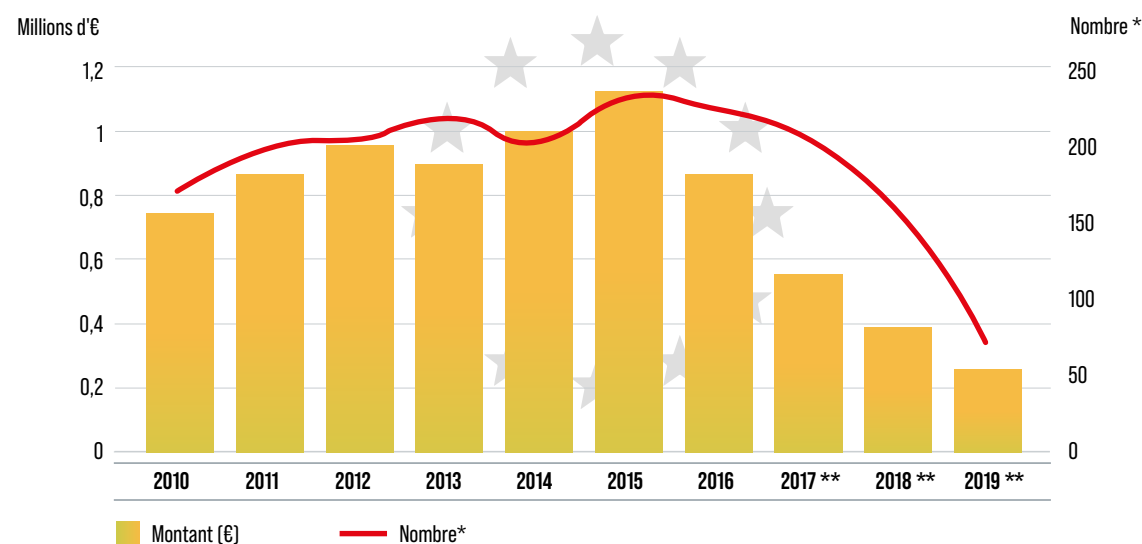
Pays	Allocation de veuvage ⁱ	
	Nombre *	Montant (€)
Allemagne	1	1 683
Belgique	1	355
Espagne	37	88 211
Hongrie	1	3 687
Italie	5	74 196
Pologne	2	4 949
Portugal	25	83 057
Autres pays ***	0	0
Total 2019 **	72	256 138
Total 2018 **	152	387 525
% évolution	-52,63	-33,90

Évolution sur 10 ans des allocations de veuvage

Années	Allocation de veuvage ⁱ		
	Nombre *	Montant (€)	% évolution
2010	169	745 083	
2011	196	862 439	15,75
2012	202	948 161	9,94
2013	214	889 265	-6,21
2014	201	992 288	11,59
2015	228	1 119 535	12,82
2016	220	859 293	-23,25
2017 **	201	553 159	-35,63
2018 **	152	387 525	-29,94
2019 **	72	256 138	-33,90

L'évolution irrégulière des allocations de veuvage est fortement liée à la nature même de la prestation dont les modalités d'attribution sont explicitées supra.

Cependant, la forte baisse constatée dès l'exercice 2016 est la conséquence des difficultés de migration des données statistiques suite à un changement de logiciel de gestion à la Cnav (voir renvoi ci-contre).



* Voir l'avant-propos en début de partie

** Les nombres et montants fournis par la Cnav sont partiels en 2019, pour la troisième année consécutive, car le nouvel outil de gestion déployé en 2017 ne peut tenir compte du programme répondant aux besoins statistiques du Cleiss.

*** soit les 24 autres pays appliquant les règlements européens de sécurité sociale

CAPITAUX DÉCÈS

Les capitaux décès sont des prestations en espèces d'assurance décès versées sous forme d'indemnité, par ordre de priorité aux personnes qui étaient, au jour du décès, à la charge effective totale et permanente de l'assuré.

Le capital décès n'est pas attribué de façon automatique ; il l'est seulement si le ou les bénéficiaires éventuels en font la demande. Les bénéficiaires prioritaires disposent d'1 mois à compter de la date du décès pour faire valoir leur droit de priorité.

Passé ce délai, ce droit est perdu et la demande peut se faire dans un délai de 2 ans à compter de la date du décès, au même titre que les bénéficiaires non prioritaires.

CHIFFRES CLÉS :

- 78% des paiements sont versés à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 93% par le régime général

Paiements des capitaux décès en 2019

- 5 premiers pays de l'EEE-Suisse destinataires des paiements français



Pays	Capital décès ¹		Variation 2019/2018
	Nombre *	Montant (€)	
Allemagne	7	14 118	↓
⁴ Belgique	13	27 370	↓
Bulgarie	1	3 461	→
² Espagne	13	38 567	↗
Grèce	1	3 461	-
⁵ Italie	6	22 975	↘
Lituanie	1	1 708	-
Luxembourg	2	2 858	↓
Pays-Bas	2	5 175	↑
³ Pologne	17	37 926	↑
¹ Portugal	42	92 404	↘
Roumanie	3	6 911	↓
Royaume-Uni	7	14 970	↗
Suisse	5	10 930	→
Autres pays **	0	0	-
Total 2019	120	282 833	
Total 2018	145	378 744	
% évolution	-17,24	-25,32	

* Voir l'avant-propos en début de partie

** soit les 17 autres pays appliquant les règlements européens de sécurité sociale.

Évolution 2019/2018 (montant total) :

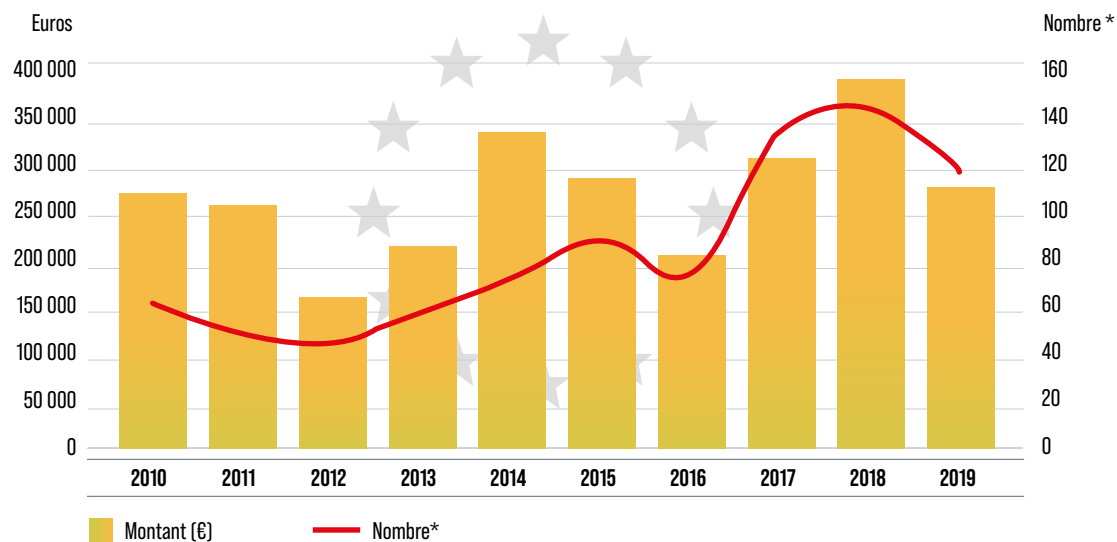
- ↑ > à +20%
- ↗ > à +0,5%
- comprise entre -0,5% et +0,5%
- ↘ < à -0,5%
- ↓ < à -20%

Évolution sur 10 ans des capitaux décès

Années	Capital décès 		
	Nombre *	Montant (€)	% évolution
2010	64	279 831	
2011	53	266 077	-4,92
2012	48	175 669	-33,98
2013	63	224 254	27,66
2014	76	341 944	52,48
2015	91	289 713	-15,27
2016	77	208 808	-27,93
2017	136	313 361	50,07
2018	145	378 744	20,87
2019	120	282 833	-25,32

* Voir l'avant-propos en début de partie

L'évolution irrégulière des versements de capitaux décès est fortement liée à la nature même de la prestation dont les modalités d'attribution sont explicitées supra.



* Voir l'avant-propos en début de partie

ACCORDS INTERNATIONAUX

RENTES AT-MP

La rente AT-MP (Accident du Travail - Maladie Professionnelle) est un revenu périodique attribué pour réparation d'un dommage à la suite d'une incapacité permanente partielle ou totale due à un accident du travail ou une maladie professionnelle.

On distingue les rentes de victimes (la personne victime d'un accident reçoit directement le montant de la rente calculé à partir de son taux d'incapacité et du montant de son salaire antérieur) et les rentes de survivants (lorsque l'accident ou la maladie professionnelle entraîne le décès de la victime, certains ayants droit peuvent prétendre à cette rente).

CHIFFRES CLÉS :

- 55% des paiements sont versés au titre des rentes de victime
- 45% au titre des rentes de survivant
- 92% à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 89% par le régime général

Palements des rentes d'AT-MP en 2019 (1/2)

- 5 premiers pays hors EEE-Suisse destinataires des paiements français



Pays	Rente de victime ⁱ		Rente de survivant ⁱ		Total		Variation 2019/2018
	Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)	
^T Algérie	9 858	22 259 304	1 735	18 185 364	11 593	40 444 669	↘
Andorre	15	37 441	0	0	15	37 441	↘
Argentine	9	25 528	1	26 885	10	52 413	↓
Bénin	12	35 225	2	14 424	14	49 649	↘
Bosnie-Herzégovine	36	87 621	2	20 418	38	108 038	↘
Brésil	31	78 175	6	75 647	37	153 822	→
Cameroun	18	30 278	0	0	18	30 278	↗
Canada	297	660 592	21	287 280	318	947 872	↘
Cap-Vert	4	9 449	1	9 281	5	18 730	↓
Chili	13	76 039	0	0	13	76 039	↑
Congo	6	45 004	1	16 386	7	61 390	↑
Corée	0	0	1	15 825	1	15 825	→
Côte d'Ivoire	15	44 653	2	16 704	17	61 357	↑
Etats-Unis	218	584 486	21	286 158	239	870 644	↘
Gabon	12	19 593	2	26 354	14	45 947	↘
Guernesey	0	0	0	0	0	0	-
Inde	2	6 821	0	0	2	6 821	↘
Israël	180	471 864	10	217 405	190	689 269	↘
Japon	5	13 067	0	0	5	13 067	↗
Jersey	0	0	0	0	0	0	-
Kosovo	3	5 945	0	0	3	5 945	↗
Macédoine	15	26 197	3	35 666	18	61 863	↘
Madagascar	49	139 622	2	9 274	51	148 895	↑
Mali	148	372 546	27	214 919	175	587 465	↘

* Voir l'avant-propos en début de partie

Paielements des rentes d'AT-MP en 2019 (2/2)

● 5 premiers pays hors EEE-Suisse destinataires des paiements français



Pays		Rente de victime ⁱ		Rente de survivant ⁱ		Total		Variation 2019/2018
		Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)	
CONVENTIONS BILATÉRALES	2 ^e Maroc	2 737	7 072 509	737	7 187 093	3 474	14 259 603	↘
	Mauritanie	24	71 510	9	71 667	33	143 176	→
	Monaco	5	5 383	0	0	5	5 383	↘
	Monténégro	8	15 189	0	0	8	15 189	↗
	Niger	3	17 893	0	0	3	17 893	↘
	Philippines	7	15 850	0	0	7	15 850	→
	Québec	11	22 091	1	59 991	12	82 083	↗
	Saint-Marin	6	40 859	0	0	6	40 859	↘
	Sénégal	120	316 946	78	734 996	198	1 051 941	↗
	5 ^e Serbie	371	929 667	25	270 662	396	1 200 329	↗
	Togo	7	15 376	0	0	7	15 376	↘
	3 ^e Tunisie	1 400	3 272 902	233	2 263 491	1 633	5 536 394	→
	4 ^e Turquie	454	1 237 595	115	1 087 898	569	2 325 493	↗
	Uruguay	4	7 248	0	0	4	7 248	↘
	Sous-total 2019	16 103	38 070 471	3 035	31 133 788	19 138	69 204 259	
	Sous-total 2018	16 308	40 524 778	3 060	32 110 976	19 368	72 635 753	
	% évolution	-1,26	-6,06	-0,82	-3,04	-1,19	-4,72	
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie	9	25 161	0	0	9	25 161	↘
	Polynésie française	3	6 426	0	0	3	6 426	↗
	Saint-Pierre-et-Miquelon	0	0	0	0	0	0	↘
	Sous-total 2019	12	31 587	0	0	12	31 587	
	Sous-total 2018	14	17 727	1	15 703	15	33 430	
	% évolution	-14,29	78,18	-100,00	-100,00	-20,00	-5,51	
Total Général 2019		16 115	38 102 058	3 035	31 133 788	19 150	69 235 846	
Total Général 2018		16 322	40 542 505	3 061	32 126 679	19 383	72 669 184	
% évolution		-1,27	-6,02	-0,85	-3,09	-1,20	-4,72	

Évolution 2019/2018 (montant total) :

- ↗ > à +20%
- ↗ > à +0,5%
- comprise entre -0,5% et +0,5%
- ↘ < à -0,5%
- ↓ < à -20%

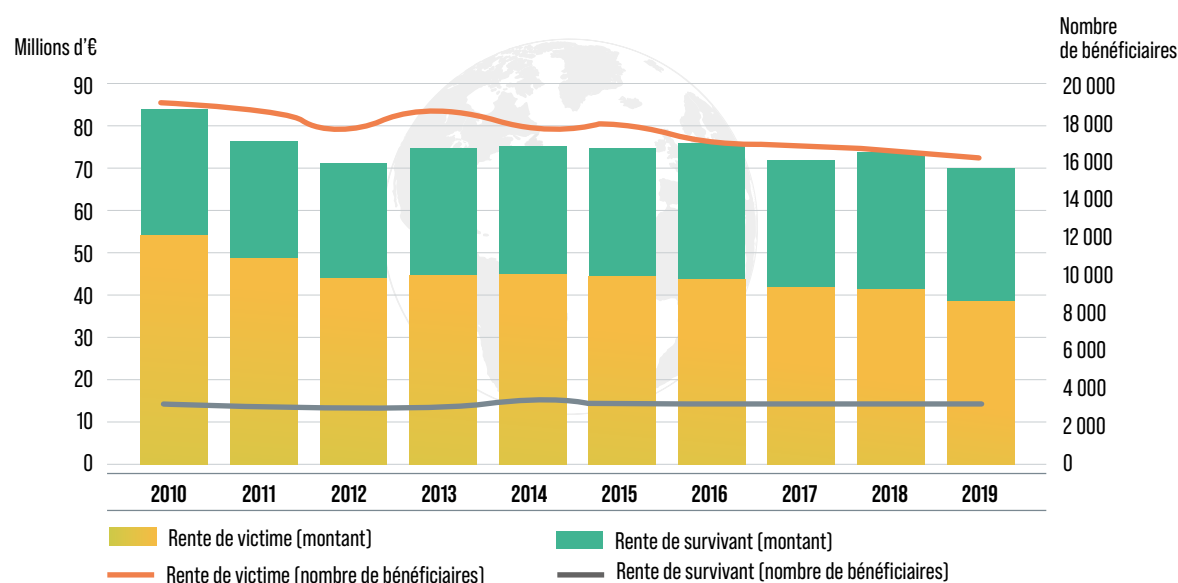
* Voir l'avant-propos en début de partie

Évolution sur 10 ans des rentes d'AT-MP



Années	Rente de victime ⁱ		Rente de survivant ⁱ		Total		
	Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)	% évolution
2010	18 849	53 585 437	3 092	29 359 025	21 941	82 944 462	
2011	18 660	48 174 700	2 894	27 484 224	21 554	75 658 924	-8,78
2012	17 520	43 026 675	2 846	27 367 513	20 366	70 394 187	-6,96
2013	18 509	44 268 006	3 093	29 494 126	21 602	73 762 132	4,78
2014	17 632	44 352 580	2 986	30 040 046	20 618	74 392 627	0,85
2015	17 589	43 688 131	3 151	30 331 095	20 740	74 019 226	-0,50
2016	17 022	43 106 329	3 037	31 562 021	20 059	74 668 351	0,88
2017	16 681	41 013 655	3 029	29 735 335	19 710	70 748 989	-5,25
2018	16 322	40 542 505	3 061	32 126 679	19 383	72 669 184	2,71
2019	16 115	38 102 058	3 035	31 133 788	19 150	69 235 846	-4,72

* Voir l'avant-propos en début de partie



EN BREF

On observe sur la décennie 2010-2019 une tendance globalement à la baisse, entrecoupée de quelques hausses, des 2 indicateurs présentés (nombre et montant). Cette tendance se confirme au cours de l'exercice 2019 avec des taux de -1,20% et -4,72% soit respectivement -233 rentes et -3,4M€ versés.

FOCUS SUR LES RENTES VERSÉES EN AFRIQUE DU NORD

L'Afrique du Nord, de par son poids au sein de la zone des accords internationaux (elle représente 88% des rentes exportées et des montants versés sur la décennie), explique l'évolution générale décrite ci-dessus.

En 2019, les données cumulées algériennes, marocaines et tunisiennes présentent ainsi les évolutions suivantes : -0,97% et -5,83% soit respectivement -164 rentes et -3,73 M€.

En l'espace de 10 ans (2010-2019), rentes exportées et montants versés aux assurés des régimes français de sécurité sociale résidant au Maghreb ont connu une baisse significative de -13,90% et -18,50% ce qui représente environ 2 700 rentes et 13,7 M€ en moins dans les statistiques de la sécurité sociale française.

En revanche, les données de la décennie précédente (2000-2009) affichaient une évolution inverse : +5% pour les rentes et +52% pour les montants versés soit l'équivalent de 900 rentes et 23,4 M€ de plus.

À SAVOIR

Il existe une spécificité propre aux rentes d'AT-MP : les montants versés au titre d'un droit propre sont en moyenne largement inférieurs à ceux versés au titre d'un droit dérivé (2 500 euros contre 9 900 euros).

La part des rentiers survivants s'en trouve donc grandement modifiée selon que l'on choisit l'indicateur "nombre" (15% en moyenne sur la décennie 2010-2019) ou "montant" (40% en moyenne).

Pour plus d'explications : voir commentaire figurant dans la partie "Rentes d'AT-MP / règlements européens"

PENSIONS D'INVALIDITÉ

La **pension d'invalidité** est un revenu de remplacement. Elle vise à compenser une perte de salaire résultant de la perte d'au moins deux tiers de la capacité de travail ou de gains, due à la maladie ou à un accident non professionnel.

On distingue les **pensions d'invalidité** (pensions versées directement aux assurés invalides n'ayant pas atteint l'âge légal de la retraite) et les **pensions de survivants invalides** (après le décès du bénéficiaire d'une pension d'invalidité ou de retraite, le conjoint survivant, sous réserve de condition d'âge et s'il est invalide lui-même, peut prétendre au bénéfice d'une pension).

CHIFFRES CLÉS :

- 78% des paiements sont versés au titre des pensions d'invalidité de droit direct
- 22% au titre des pensions de survivant invalide
- 64% à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 68% par le régime général

Paielements des pensions d'invalidité en 2019 (1/2)

- 5 premiers pays hors EEE-Suisse destinataires des paiements français



Pays			Pension d'invalidité 		Pension de survivant invalide 		Total		Variation 2019/2018
			Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)	
CONVENTIONS BILATÉRALES		Algérie	36	249 907	141	531 895	177	781 803	
		Andorre	3	33 093	0	0	3	33 093	
		Argentine	2	14 261	1	8 054	3	22 315	
		Bénin	4	26 472	0	0	4	26 472	
		Bosnie-Herzégovine	0	0	0	0	0	0	
		Brésil	16	113 509	0	0	16	113 509	
		Cameroun	4	32 290	0	0	4	32 290	
		Canada	53	407 183	4	37 078	57	444 261	
		Cap-Vert	0	0	0	0	0	0	-
		Chili	3	22 384	1	1 578	4	23 962	
		Congo	0	0	0	0	0	0	-
		Corée	0	0	0	0	0	0	-
		Côte d'Ivoire	1	14 914	0	0	1	14 914	
		Etats-Unis	30	233 601	3	18 670	33	252 271	
		Gabon	0	0	0	0	0	0	-
		Guernesey	0	0	0	0	0	0	-
		Inde	4	37 519	0	0	4	37 519	
		Israël	54	494 992	1	2 555	55	497 547	
		Japon	6	60 544	0	0	6	60 544	
		Jersey	0	0	0	0	0	0	-
		Kosovo	1	11 950	0	0	1	11 950	-
		Macédoine	0	0	0	0	0	0	-
		Madagascar	19	175 002	6	42 972	25	217 974	
		Mali	2	6 045	0	0	2	6 045	

* Voir l'avant-propos en début de partie

Paielements des pensions d'invalidité en 2019 (2/2)

● 5 premiers pays hors EEE-Suisse destinataires des paiements français



Pays		Pension d'invalidité 		Pension de survivant invalide 		Total		Variation 2019/2018
		Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)	
CONVENTIONS BILATÉRALES	 Maroc	101	790 648	52	211 632	153	1 002 280	
	Mauritanie	1	3 604	0	0	1	3 604	
	Monaco	2	6 283	0	0	2	6 283	
	Monténégro	1	1 089	0	0	1	1 089	
	Niger	1	15 940	0	0	1	15 940	
	Philippines	3	34 451	1	8 054	4	42 505	
	Québec	3	14 139	0	0	3	14 139	
	Saint-Marin	0	0	0	0	0	0	-
	Sénégal	29	163 100	19	129 329	48	292 429	
	Serbie	15	96 877	0	0	15	96 877	
	Togo	0	0	0	0	0	0	-
	 Tunisie	45	347 417	7	39 621	52	387 038	
	Turquie	43	317 416	4	12 468	47	329 883	
	Uruguay	0	0	1	1 083	1	1 083	
	Sous-total 2019	482	3 724 630	241	1 044 988	723	4 769 618	
	Sous-total 2018	495	3 891 200	285	1 343 679	780	5 234 879	
	% évolution	-2,63	-4,28	-15,44	-22,23	-7,31	-8,89	
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie	4	28 511	0	0	4	28 511	
	Polynésie française	6	48 086	1	7 260	7	55 346	
	Saint-Pierre-et-Miquelon	0	0	0	0	0	0	
	Sous-total 2019	10	76 596	1	7 260	11	83 857	
	Sous-total 2018	14	116 617	1	8 016	15	124 633	
	% évolution	-28,57	-34,32	0,00	-9,42	-26,67	-32,72	
Total Général 2019		492	3 801 227	242	1 052 248	734	4 853 475	
Total Général 2018		509	4 007 817	286	1 351 695	795	5 359 512	
% évolution		-3,34	-5,15	-15,38	-22,15	-7,67	-9,44	

* Voir l'avant-propos en début de partie

Évolution 2019/2018 (montant total) :

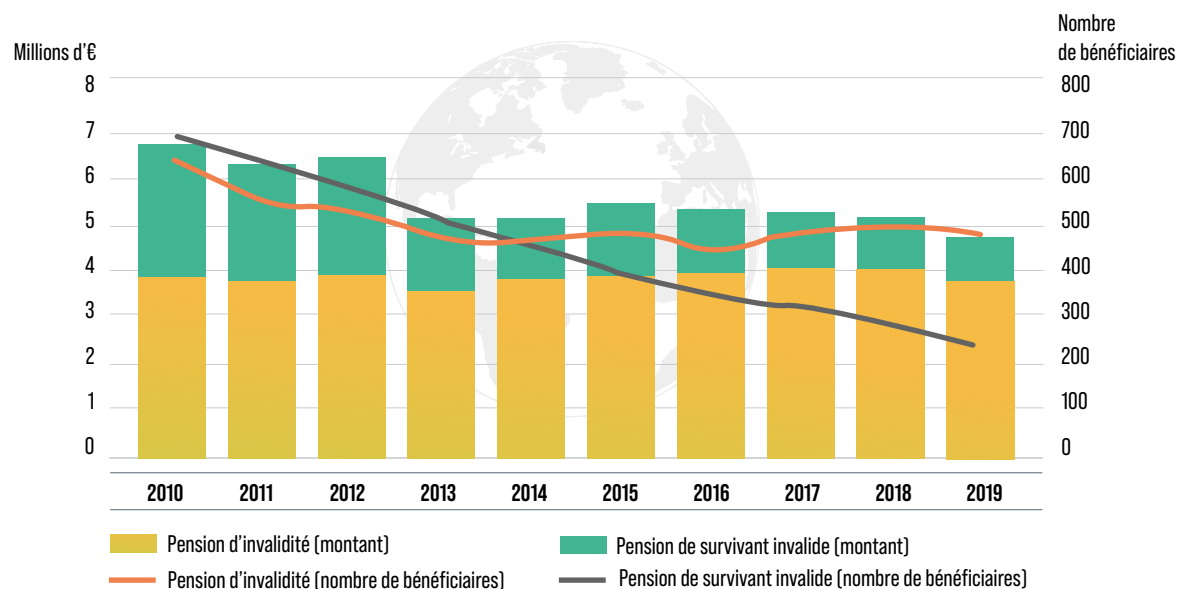
- ↑ > à +20%
- ↗ > à +0,5%
- comprise entre -0,5% et +0,5%
- ↘ < à -0,5%
- ↓ < à -20%

Évolution sur 10 ans des pensions d'invalidité



Années	Pension d'invalidité ⁱ		Pension de survivant invalide ⁱ		Total		
	Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)	% évolution
2010	663	3 845 804	683	2 838 927	1 346	6 684 731	
2011	571	3 757 819	621	2 481 640	1 192	6 239 458	-6,66
2012	539	3 868 192	573	2 522 723	1 112	6 390 915	2,43
2013	487	3 279 677	503	1 994 562	990	5 274 239	-17,47
2014	482	3 625 550	456	1 675 081	938	5 300 632	0,50
2015	494	3 899 098	392	1 642 625	886	5 541 723	4,55
2016	462	3 910 172	345	1 485 632	807	5 395 804	-2,63
2017	499	4 053 261	318	1 394 661	817	5 447 922	0,97
2018	509	4 007 817	286	1 351 695	795	5 359 512	-1,62
2019	492	3 801 227	242	1 052 248	734	4 853 475	-9,44

* Voir l'avant-propos en début de partie



EN BREF

- Après un plateau entre 2013 et 2018 du montant global des pensions d'invalidité et du nombre de bénéficiaires de droit direct, 2019 enregistre une diminution des paiements aux pensionnés qui résident dans un pays lié à la France par un accord international de sécurité sociale, ce qui confirme la tendance générale baissière sur la dernière décennie.
- Par rapport à l'an dernier (2018), ce recul des paiements 2019 atteint près de -9,5% et est à imputer essentiellement aux pays suivants : Maroc (-254 600 €), Israël (-167 000 €) et Algérie (-151 000 €). Par ailleurs, le Canada et la Tunisie cumulent une augmentation des paiements de 266 000 € qui tend à ralentir ce mouvement d'ensemble.

PENSIONS DE VIEILLESSE

La **pension de vieillesse** est un revenu perçu par la personne ayant liquidé sa retraite. Son montant dépend de la durée d'assurance, du salaire annuel de base, du taux qui varie en fonction de la durée d'assurance et des périodes reconnues équivalentes ou en fonction de l'âge de l'assuré.

On distingue la **pension de vieillesse (droit propre)** versée au retraité et la **pension de réversion (droit dérivé)** qui est versée, sous certaines conditions, au conjoint et/ou ex-conjoint(s) survivant(s) et qui correspond à une partie de la retraite dont bénéficiait ou aurait pu bénéficier l'assuré décédé.

CHIFFRES CLÉS :

- 57% des paiements sont versés au titre des pensions de vieillesse de droit propre
- 43% au titre des pensions de réversion (droit dérivé)
- 87% à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 91% par le régime général

Paielements des pensions de vieillesse en 2019 (1/2)

● 5 premiers pays hors EEE-Suisse destinataires des paiements français



Pays		Pension de vieillesse ⓘ		Pension de réversion ⓘ		Total		Variation 2019/2018		
		Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)			
CONVENTIONS BILATÉRALES	1 ^{er}	Algérie	198 243	614 276 362	240 383	672 638 241	438 626	1 286 914 603	↘	
		Andorre	944	3 621 335	132	200 280	1 076	3 821 615	↗	
		Argentine **	106	432 009	83	205 819	189	637 828	↘	
		Bénin	268	1 064 010	23	75 968	291	1 139 978	↗	
		Bosnie-Herzégovine	1 288	2 555 597	478	709 126	1 766	3 264 723	↘	
		Brésil**	180	675 278	72	211 011	252	886 289	↗	
		Cameroon	719	2 964 408	72	187 069	791	3 151 477	→	
		Canada	7 390	22 638 390	1 346	2 363 984	8 736	25 002 374	↘	
		Cap-Vert	155	598 456	129	440 353	284	1 038 808	↘	
		Chili	730	3 435 326	113	367 340	843	3 802 666	↗	
		Congo	108	479 375	4	21 907	112	501 282	↗	
		Corée	181	468 302	6	29 083	187	497 385	↗	
		Côte d'Ivoire	844	4 295 941	49	131 201	893	4 427 142	↗	
		5 ^e	Etats-Unis	13 628	47 198 188	925	2 346 116	14 553	49 544 305	↘
		Gabon	214	1 253 603	16	27 950	230	1 281 553	↗	
		Guernesey	19	35 481	1	2 314	20	37 795	↘	
		Inde	310	1 557 518	47	155 548	357	1 713 066	↘	
		4 ^e	Israël	11 251	69 595 899	882	2 346 526	12 133	71 942 425	↗
		Japon	2 562	6 289 019	107	247 686	2 669	6 536 705	↗	
		Jersey	83	205 638	10	15 004	93	220 642	↘	
		Kosovo **	0	0	0	0	0	0	↘	
		Macédoine	943	1 754 446	319	467 973	1 262	2 222 419	↗	
		Madagascar	1 772	12 221 179	196	565 713	1 968	12 786 891	↗	
		Mali	4 818	9 472 859	2 208	6 826 916	7 026	16 299 775	↘	

* Voir l'avant-propos en début de partie

** Le régime général (Cnav) n'est pas en mesure de distinguer les données de ces pays de celles qu'il regroupe sous l'entité "Reste du monde".

Par conséquent, les données affichées concernent uniquement les autres régimes français de sécurité sociale.

Palements des pensions de vieillesse en 2019 (2/2)

● 5 premiers pays hors EEE-Suisse destinataires des paiements français



Pays			Pension de vieillesse ⓘ		Pension de réversion ⓘ		Total		Variation 2019/2018
			Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)	
CONVENTIONS BILATÉRALES	2 ^e	Maroc	49 583	204 312 016	54 263	147 549 958	103 846	351 861 975	↘
		Mauritanie	1 334	3 707 271	1 625	3 389 851	2 959	7 097 122	↘
		Monaco	1 956	10 547 487	250	989 998	2 206	11 537 485	↘
		Monténégro	233	691 068	77	128 564	310	819 631	↘
		Niger	22	99 230	2	4 588	24	103 818	↘
		Philippines	348	2 272 478	25	100 809	373	2 373 287	↗
		Québec	11 701	27 026 288	764	1 269 791	12 465	28 296 079	↗
		Saint-Marin	216	642 797	70	128 013	286	770 810	↘
		Sénégal ***	3 530	14 724 625	3 185	9 144 686	6 715	23 869 310	↓
		Serbie	10 398	30 949 644	3 016	5 135 641	13 414	36 085 285	→
		Togo	266	1 028 384	27	72 469	293	1 100 853	↘
	3 ^e	Tunisie	26 356	91 058 016	20 713	58 385 735	47 069	149 443 751	↗
		Turquie	13 181	31 749 846	6 406	13 862 659	19 587	45 612 505	↗
		Uruguay **	30	204 140	9	30 156	39	234 295	↗
	Sous-total 2019		365 910	1 226 101 906	338 033	930 776 044	703 943	2 156 877 950	
	Sous-total 2018		383 027	1 279 513 574	336 963	938 840 025	719 990	2 218 353 598	
	% évolution		-4,47	-4,17	0,32	-0,86	-2,23	-2,77	
DÉCRETS DE COORDINATION		Nouvelle-Calédonie	4 728	18 642 024	292	942 894	5 020	19 584 917	↗
		Polynésie française	2 323	10 907 985	118	359 254	2 441	11 267 239	↗
		Saint-Pierre-et-Miquelon	111	1 256 834	8	76 873	119	1 333 707	↗
	Sous-total 2019		7 162	30 806 843	418	1 379 021	7 580	32 185 864	
	Sous-total 2018		6 935	29 621 855	419	1 446 996	7 354	31 068 851	
	% évolution		3,27	4,00	-0,24	-4,70	3,07	3,60	
Total Général 2019		373 072	1 256 908 749	338 451	932 155 065	711 523	2 189 063 814		
Total Général 2018		389 962	1 309 135 429	337 382	940 287 021	727 344	2 249 422 450		
% évolution		-4,33	-3,99	0,32	-0,86	-2,18	-2,68		

Évolution 2019/2018 (montant total) :

- ↗ > à +20%
- ↗ > à +0,5%
- comprise entre -0,5% et +0,5%
- ↘ < à -0,5%
- ↘ < à -20%

* Voir l'avant-propos en début de partie

** Le régime général (Cnav) n'est pas en mesure de distinguer les données de ces pays de celles qu'il regroupe sous l'entité "Reste du monde".

Par conséquent, les données affichées concernent uniquement les autres régimes français de sécurité sociale.

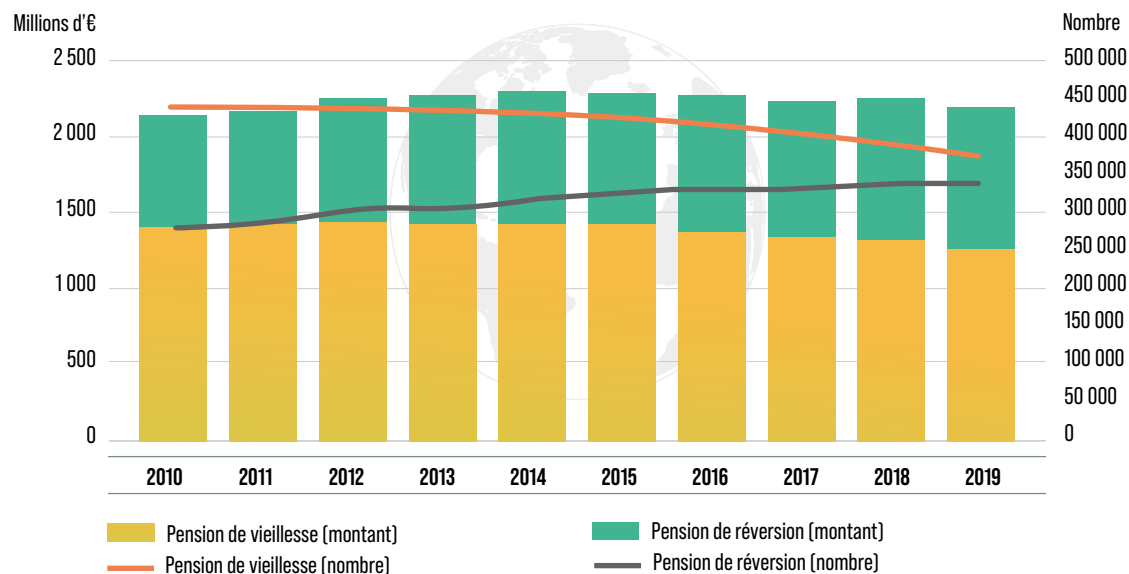
*** Les données fournies par le régime général (Cnav) sont incomplètes (-30% pour les montants versés et -29% pour les effectifs entre 2018 et 2019).

Évolution sur 10 ans des pensions de vieillesse



Années	Pension de vieillesse ⁱ		Pension de réversion ⁱ		Total		
	Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)	% évolution
2010	437 110	1 403 972 046	281 229	724 613 248	718 339	2 128 585 294	
2011	436 620	1 409 693 701	288 862	756 297 148	725 482	2 165 990 849	1,76
2012	438 028	1 431 605 926	303 344	816 361 355	741 372	2 247 967 281	3,78
2013	433 193	1 428 320 576	308 661	837 232 932	741 854	2 265 553 508	0,78
2014	429 819	1 416 442 736	316 239	869 790 378	746 058	2 286 233 114	0,91
2015	423 414	1 395 685 855	324 401	888 336 178	747 815	2 284 022 033	-0,10
2016	414 667	1 365 792 548	330 282	900 716 664	744 949	2 266 509 212	-0,77
2017	403 004	1 322 221 836	331 191	891 871 688	734 195	2 214 093 524	-2,31
2018	389 962	1 309 135 429	337 382	940 287 021	727 344	2 249 422 450	1,60
2019	373 072	1 256 908 749	338 451	932 155 065	711 523	2 189 063 814	-2,68

* Voir l'avant-propos en début de partie



EN BREF

En 2019, les versements de pensions de vieillesse (retraite de base) effectués par les caisses françaises de sécurité sociale à leurs assurés résidant à l'étranger ont reculé de 2,7% (soit -60,36M€) confirmant le léger décrochage observé depuis 2015.

Ce recul de 2,7% s'explique en priorité par les données algériennes (-51,56 M€ / -3,85%) et dans une moindre mesure par celles marocaines et américaines (respectivement : -3,94M€ / -1,1% et -3,14 M€ / -5,96%).

En l'espace de 10 ans (2010-2019), pensions exportées et montants versés aux assurés des régimes français de sécurité sociale résidant en Algérie ont connu une baisse significative de près de 9% chacun ce qui représente environ 42 000 pensions et 119 M€ en moins dans les statistiques de la sécurité sociale française.

En revanche, sur la décennie précédente (2000-2009), les données algériennes affichaient une évolution inverse : +35% pour les pensions et +57% pour les montants versés soit l'équivalent de 124 000 pensions et 500 M€ de plus.

On observe enfin depuis 2010 un rapprochement continu entre les 2 courbes de pensions (vieillesse et réversion) ce qui, compte tenu des taux d'évolution annuels moyens respectifs (-1,74% et +2,08%) augure d'un croisement de ces dernières à horizon 2022.

À SAVOIR

Les pensions de retraite présentées dans ce chapitre s'entendent comme :

- les pensions en cours de validité au 31 décembre de l'exercice considéré ;
- les montants d'arrérages versés pendant l'exercice considéré et non dus au titre de ladite année et nets de cotisations de la CSG et, depuis le 1^{er} janvier 2019, nets d'impôts sur le revenu.

Par conséquent, les évolutions constatées d'un exercice à l'autre sont la conséquence mécanique des flux de pensions nouvellement entrants dans le stock existant et des flux de pensions nouvellement sortants de ce stock (décès ou retour en France).

Pour plus de précisions sur les facteurs pouvant expliquer la courbe des évolutions : voir commentaire figurant dans la partie "Pensions de vieillesse / règlements européens".

Le phénomène de rapprochement des 2 courbes de pensions évoqué ci-dessus, semble pouvoir s'expliquer de la façon suivante :

- une espérance de vie supérieure chez les titulaires de pensions de réversion composés en majorité de femmes ;
- dans les pays du Maghreb et d'Afrique francophone notamment, des pensions de vieillesse versées prioritairement à des assurés de sexe masculin issus de la vague migratoire des années 60-70 ayant par conséquent un âge moyen élevé et une espérance de vie moindre en comparaison des titulaires de pensions de réversion.

Suite page suivante >>

Le fléchissement de la courbe des pensions de vieillesse, induit à priori par un taux de mortalité en hausse chez ses titulaires et par un renouvellement moindre des effectifs, semble donc alimenter la courbe des pensions de réversion.



S'agissant des pensions de réversion, la plupart des conventions bilatérales de sécurité sociale signées entre la France et les pays d'Afrique, y compris du Maghreb, prévoit, en cas de pluralité d'épouses survivantes, la répartition de l'avantage de l'assuré décédé en parts égales entre les épouses ayants droit. Dès lors, cela entraîne un effet de minoration sur le montant moyen de pension de réversion versé par bénéficiaire.

FOCUS SUR L'ALGÉRIE

De 1968 (date de parution du 1^{er} rapport statistique du Cleiss) à 2010, le nombre de pensions algériennes a toujours augmenté d'un exercice à l'autre (à l'exception des années 1972, 1979 et 1985) ce qui correspond à une augmentation nette sur cette période d'environ 470 000 pensions.

2012 est l'exercice au cours duquel le nombre de pensions versées dans ce pays a atteint son plus haut niveau (483 000 unités) et depuis 2013 celui-ci ne cesse de diminuer.

L'évolution positive de cette courbe des pensions puis son basculement à la baisse à partir de la dernière décennie est à rapprocher, d'une part, de l'explosion du flux migratoire d'Algérie vers la France après l'indépendance de 1962, et d'autre part, du vieillissement progressif de la 1^{ère} génération issue de cette vague migratoire qui a été insuffisamment remplacée par les générations suivantes du fait, d'un côté, d'un net ralentissement de l'immigration extra-communautaire à partir de la seconde moitié des années 70, et d'un autre côté, d'un enracinement progressif en France avec notamment la création de la carte de résident en 1984 qui reconnaît le caractère durable de l'installation de la population immigrée en France.

Néanmoins, du fait sans doute du décalage d'espérance de vie entre population masculine et féminine, nous constatons une évolution toujours positive du nombre de pensions de réversion en 2019 (+0,63% contre -5,26% pour les pensions de vieillesse). Ce taux de +0,63% est en revanche le plus faible de la décennie ce qui augure d'un renversement de courbe pour la réversion dans les années qui viennent.

ALLOCATION DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE

L'allocation de retraite complémentaire complète les prestations versées par le régime de base. Elle est calculée sur la base d'un système par points acquis durant toute la carrière professionnelle jusqu'au départ à la retraite.

On distingue l'allocation de retraite (droit propre du retraité) et l'allocation de réversion (au décès du retraité, une fraction de sa retraite complémentaire est attribuée sous certaines conditions à ses ayants droit).

Pour pouvoir y prétendre, le retraité doit avoir cotisé au cours de son parcours professionnel à au moins une de ces caisses de sécurité sociale :

- Agirc-Arrco pour les salariés cadres ou non-cadres du secteur privé et du secteur agricole ;
- MSA pour les non-salariés cadres ou non-cadres du secteur agricole ;
- Section professionnelle de la CNAVPL (au nombre de 10) pour les professionnels libéraux à l'exception des avocats ;
- Caisse nationale des barreaux français pour les avocats ;
- Ircantec pour les agents non titulaires de l'État.

CHIFFRES CLÉS :

- 73% des paiements sont versés au titre d'allocations de retraite de droit propre
- 27% au titre d'allocations de réversion
- 71% à destination des cinq principaux pays de résidence ci-contre
- 98% par le seul régime de l'Agirc-Arrco (contre 2% pour le régime des professions libérales)

Paielements des allocations de retraite complémentaire en 2019 (1/2)

- 5 premiers pays hors EEE-Suisse destinataires des paiements français



Pays	Allocation de retraite ⁱ		Allocation de réversion ⁱ		Total		Variation 2019/2018
	Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)	
¹ Algérie	144 094	132 141 426	142 441	120 709 399	286 535	252 850 824	↗
Andorre	439	3 961 020	70	502 896	509	4 463 916	↑
Argentine	257	2 536 798	104	858 705	361	3 395 503	↘
Bénin	153	713 452	37	119 925	190	833 377	↗
Bosnie-Herzégovine	667	715 942	175	187 207	842	903 149	↗
Brésil	837	9 605 891	265	2 414 468	1 102	12 020 359	↗
Cameroon	428	2 501 284	73	364 392	501	2 865 676	→
Canada	7 989	23 767 359	1 409	4 124 575	9 398	27 891 934	↗
Cap-Vert	79	284 440	56	93 342	135	377 782	↗
Chili	325	2 085 085	57	518 110	382	2 603 195	↗
Congo	73	676 958	9	115 230	82	792 188	↘
Corée	25	285 069	5	27 308	30	312 377	↗
Côte d'Ivoire	544	5 637 172	92	588 443	636	6 225 615	↗
⁵ Etats-Unis	6 170	46 356 203	990	6 371 080	7 160	52 727 283	↗
Gabon	252	2 915 906	45	381 207	297	3 297 113	↗
Guernesey	2	7 432	0	0	2	7 432	↑
Inde	169	821 340	29	127 863	198	949 203	↘
⁴ Israël	6 995	57 564 935	1 206	6 439 446	8 201	64 004 382	↑
Japon	1 755	13 212 519	140	818 678	1 895	14 031 196	↗
Jersey	1	154	1	2 354	2	2 508	↘
Kosovo	16	16 122	1	649	17	16 771	↗
Macédoine	427	443 708	85	72 768	512	516 476	↗
Madagascar	967	9 813 275	162	832 045	1 129	10 645 320	↗
Mali	3 168	3 023 904	934	801 092	4 072	3 824 996	↗

* Voir l'avant-propos en début de partie

Paielements des allocations de retraite complémentaire en 2019 (2/2)

● 5 premiers pays hors EEE-Suisse destinataires des paiements français



Pays		Allocation de retraite 		Allocation de réversion 		Total		Variation 2019/2018 	
		Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)		
CONVENTIONS BILATÉRALES	 2 ^e Maroc	28 645	89 990 584	29 527	41 324 900	58 172	131 315 484		
	Mauritanie	818	905 336	545	490 579	1 363	1 395 915		
	Monaco	3 654	32 667 040	823	5 237 100	4 477	37 904 140		
	Monténégro	152	279 892	46	96 695	198	376 587		
	Niger	20	108 728	4	8 455	24	117 183		
	Philippines	251	2 718 107	21	99 954	272	2 818 061		
	Québec	10	404 164	0	0	10	404 164		
	Saint-Marin	85	183 218	32	26 275	117	209 493		
	Sénégal	3 534	11 436 049	2 923	3 718 337	6 457	15 154 386		
	Serbie	7 030	8 868 890	2 536	2 679 275	9 566	11 548 165		
	Togo	175	788 845	26	87 090	201	875 936		
	Tunisie	17 459	29 058 862	12 352	12 175 125	29 811	41 233 987		
	Turquie	7 394	9 933 526	3 143	2 820 320	10 537	12 753 846		
	Uruguay	108	633 118	29	382 345	137	1 015 463		
	Sous-total 2019 **		245 137	507 063 755	200 393	215 617 632	445 530	722 681 387	
	Sous-total 2018***		257 016	473 930 234	206 838	210 162 032	463 854	684 092 266	
	% évolution		-4,62	6,99	-3,12	2,60	-3,95	5,64	
DECRETS DE COORDINATION	 3 ^e Nouvelle-Calédonie	23 082	100 870 318	4 603	12 573 680	27 685	113 443 998		
	Polynésie française	4 490	23 360 016	845	3 038 766	5 335	26 398 782		
	Saint-Pierre-et-Miquelon	956	3 980 969	252	485 750	1 208	4 466 719		
	Sous-total 2019 **		28 528	128 211 302	5 700	16 098 196	34 228	144 309 499	
	Sous-total 2018 ***		27 585	120 609 860	5 718	15 673 225	33 303	136 283 086	
	% évolution		3,42	6,30	-0,31	2,71	2,78	5,89	
Total Général 2019 **		273 665	635 275 057	206 093	231 715 828	479 758	866 990 885		
Total Général 2018 ***		284 601	594 540 094	212 556	225 835 258	497 157	820 375 352		
% évolution		-3,84	6,85	-3,04	2,60	-3,50	5,68		

Évolution 2019/2018 (montant total) :

- > à +20%
- > à +0,5%
- comprise entre -0,5% et +0,5%
- < à -0,5%
- < à -20%

* Voir l'avant-propos en début de partie

** A partir de 2019, les données affichées englobent, en plus du régime Agirc-Arrco, celui des professions libérales. Les données de l'Ircantec, de la CNB et des non-salariés du régime agricole ne sont pas comprises.

*** Le nouvel applicatif de gestion des allocataires Agirc-Arrco déployé début 2019, a permis, fin 2019, de rétrograder les données 2018.

Évolution sur 10 ans des allocations de retraite complémentaire



Années	Allocation de retraite ⁱ		Allocation de réversion ⁱ		Total		
	Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)	% évolution
2010	355 645	554 784 497	198 909	173 513 798	554 554	728 298 294	
2011	350 558	566 238 678	200 930	176 161 616	551 488	742 400 294	1,94
2012	330 163	484 621 389	202 545	175 477 814	532 708	660 099 203	-11,09
2013	324 202	480 005 616	207 216	182 969 698	531 418	662 975 314	0,44
2014	322 644	520 051 709	211 941	196 546 994	534 585	716 598 703	8,09
2015	313 989	549 674 935	217 365	208 469 384	531 354	758 144 319	5,80
2016	300 399	549 218 578	209 836	205 145 604	510 235	754 364 182	-0,50
2017	287 983	541 748 949	209 050	206 777 282	497 033	748 526 231	-0,77
2018 ***	284 601	594 540 094	212 556	225 835 258	497 157	820 375 352	9,60
2019 **	273 665	635 275 057	206 093	231 715 828	479 758	866 990 885	5,68

L'évolution des allocations de retraite complémentaire des régimes salariés (Agirc-Arrco) est irrégulière sur la décennie 2010-2019 en raison de deux mutations* profondes dans les systèmes de collecte d'information de l'Agirc-Arrco, qui de fait ont engendré deux ruptures dans la continuité des éléments statistiques, rendant difficile toute analyse temporelle.

***Les données Agirc-Arrco avant 2017 :** les remontées des institutions de retraite complémentaire (IRC) étaient issues de systèmes d'informations spécifiques. A partir de 2013, une partie des IRC a basculé sur une plateforme informatique et un logiciel communs. Cette opération a permis d'homogénéiser les traitements, mais sur le seul périmètre des IRC concernées, ce qui a provoqué des écarts en 2013/2014 sur environ 60 à 70% du champ Agirc-Arrco.

***Les données Agirc-Arrco à compter de 2018 :** la mutation de son système d'information décisionnel a rendu plus agile la constitution de données allocataires qui sont devenues plus accessibles. Ce qui a permis un saut qualitatif dans la production de données.

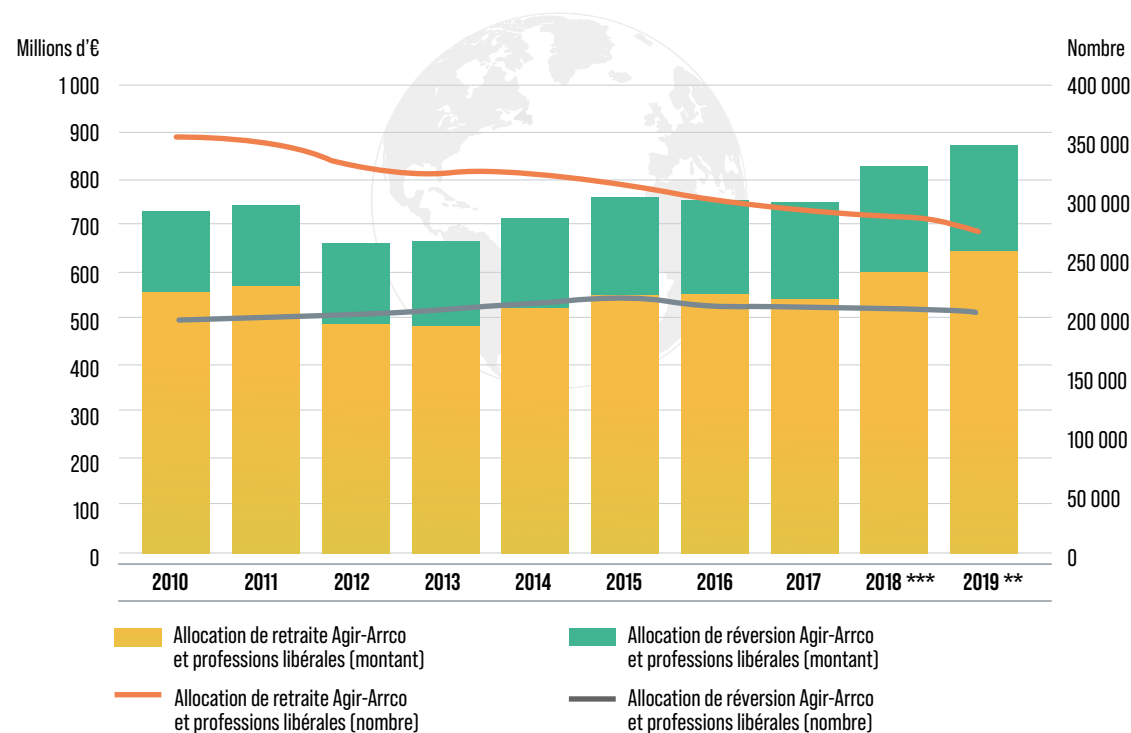
EN BREF

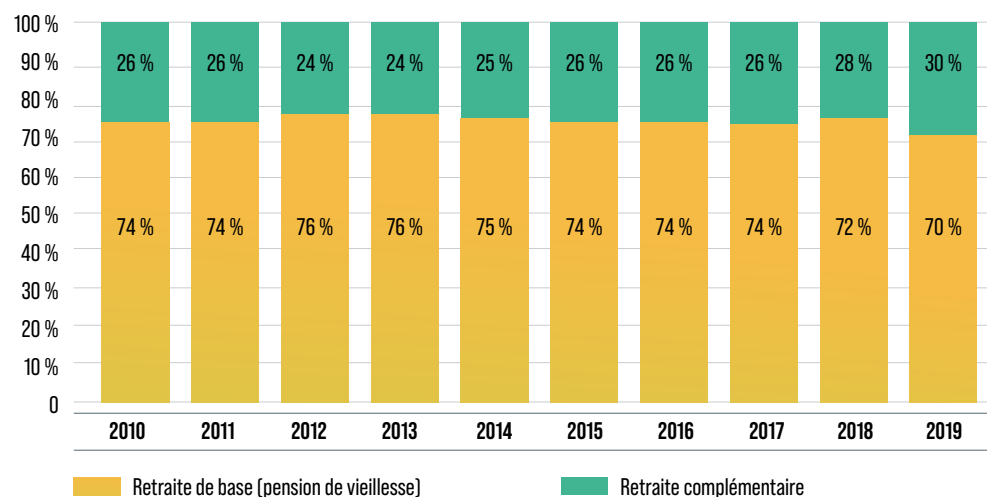
Pour la première fois en 2019 sont intégrées les données issues des professions libérales (PL), soit : 1 403 allocations pour 20,36 M€. Ainsi, par rapport à 2018, les PL contribuent pour +2,5 points de pourcentage à l'évolution générale de +5,68% du montant total des allocations de retraite complémentaire.

* Voir l'avant-propos en début de partie

** A partir de 2019, les données affichées englobent, en plus du régime Agirc-Arrco, celui des professions libérales. Les données de l'Ircantec, de la CNB et des non-salariés du régime agricole ne sont pas comprises.

*** Le nouvel applicatif de gestion des allocataires Agirc-Arrco déployé début 2019, a permis, fin 2019, de rétroscander les données 2018.



Part de la retraite complémentaire dans la retraite globale (montant)

Le graphique ci-contre reconstitue, à partir des données du chapitre, la composition d'une pension de retraite complète :

- 2010-2018 :

Répartition entre retraite de base (pension de vieillesse) et retraite complémentaire basées uniquement sur les données des caisses des régimes général et agricole (Cnav et MSA) et de l'Agirc-Arrco.

- 2019 :

Répartition complétée par les données du régime des professions libérales (sauf les avocats).

Sur la dernière décennie, la part consacrée à la retraite complémentaire dans la retraite complète passe de 26% à 30%.

Focus sur les Professions Libérales (PL)

En 2019, dans le cadre des accords internationaux de sécurité sociale, les PL représentent **0,42%** des pensions de vieillesse de base et **2,35%** des allocations de retraite complémentaire.

Le zoom sur ce régime (sauf les avocats) montre une répartition totalement inverse à celles ci-dessus. En effet, pour les PL, la retraite de base correspond à 30,1% de la pension complète alors que la retraite complémentaire s'élève à 69,9% de cette dernière.

Pour l'explication de cette répartition atypique, voir « les Règlements européens » dans cette même partie du rapport.



ALLOCATION DE VEUWAGE

L'allocation de veuvage est une indemnité temporaire (2 ans maximum), versée au conjoint survivant d'un assuré décédé, lorsque le demandeur ne remplit pas les conditions d'âge pour bénéficier d'une pension de réversion et sous réserve de ressources inférieures à un plafond.

Cependant, la demande d'allocation de veuvage n'est recevable que dans un délai de 2 ans à compter du 1^{er} jour du mois de décès.

Paievements des allocations de veuvage en 2019

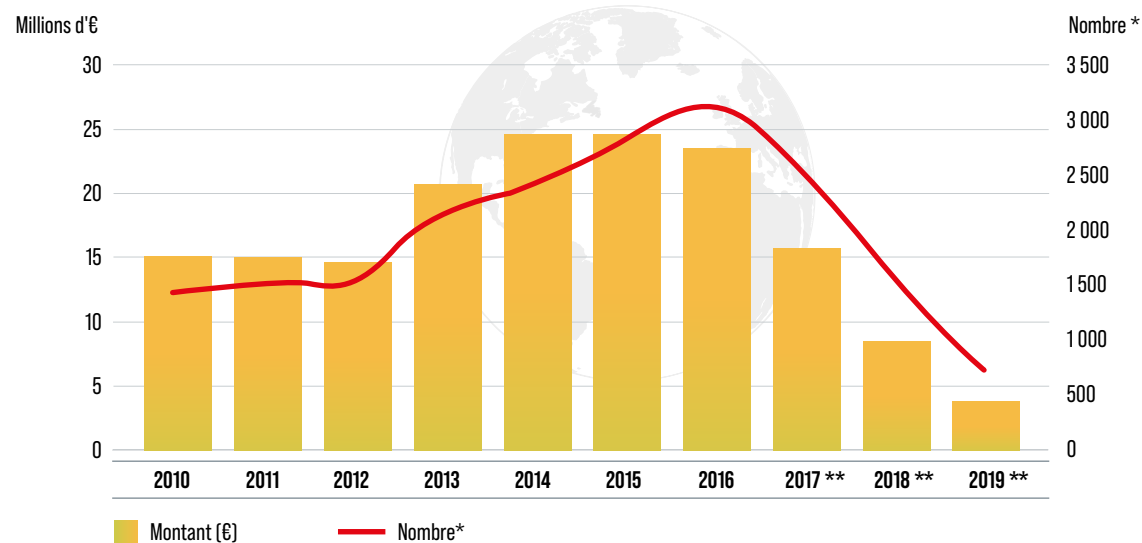
Pays	Allocation de veuvage ⁱ	
	Nombre *	Montant (€)
Algérie	459	2 032 173
Bosnie-Herzégovine	0	8 615
Mali	10	15 333
Maroc	176	1 290 126
Mauritanie	0	6 599
Philippines	0	1 233
Sénégal	2	43 046
Serbie	4	11 716
Tunisie	74	323 631
Turquie	2	25 966
Autres pays ***	0	0
Total 2019	727	3 758 440
Total 2018	1 567	8 431 253
% évolution	-53,61	-55,42

Évolution sur 10 ans des allocations de veuvage

Années	Allocation de veuvage ⁱ		
	Nombre *	Montant (€)	% évolution
2010	1 405	14 828 063	
2011	1 497	15 064 698	1,60
2012	1 536	14 496 199	-3,77
2013	2 161	20 502 539	41,43
2014	2 391	24 338 901	18,71
2015	2 772	24 269 936	-0,28
2016	3 087	23 441 495	-3,41
2017 **	2 497	15 653 803	-33,22
2018 **	1 567	8 431 253	-46,14
2019 **	727	3 758 440	-55,42

L'évolution irrégulière des allocations de veuvage est fortement liée à la nature même de la prestation dont les modalités d'attribution sont explicitées supra.

Cependant, la forte baisse constatée dès l'exercice 2016 est la conséquence des difficultés de migration des données statistiques suite à un changement de logiciel de gestion à la Cnav (voir renvoi ci-dessous).



* Voir l'avant-propos en début de partie

** Les nombres et montants fournis par la Cnav sont partiels en 2019, pour la troisième année consécutive, car le nouvel outil de gestion déployé en 2017 ne peut tenir compte du programme répondant aux besoins statistiques du Cleiss.

*** soit les 24 autres pays liés à la France par une convention bilatérale de sécurité sociale et les 3 territoires d'outre-mer appliquant les décrets de coordination.

CAPITAUX DÉCÈS

Les **capitaux décès** sont des prestations en espèces d'assurance décès versées sous forme d'indemnité, par ordre de priorité aux personnes qui étaient, au jour du décès, à la charge effective totale et permanente de l'assuré.

Le capital décès n'est pas attribué de façon automatique ; il l'est seulement si le ou les bénéficiaires éventuels en font la demande. Les bénéficiaires prioritaires disposent d'1 mois à compter de la date du décès pour faire valoir leur droit de priorité. Passé ce délai, le droit de priorité est perdu et la demande peut se faire dans un délai de 2 ans à compter de la date du décès, au même titre que les bénéficiaires non prioritaires

CHIFFRES CLÉS :

- 78% des paiements sont versés à destination des cinq principaux pays ci-contre
- 97% par le régime général

Paiements des capitaux décès en 2019

- 5 premiers pays hors EEE-Suisse destinataires des paiements français

Pays	Capital décès ⁱ		Variation 2019/2018
	Nombre *	Montant (€)	
^{4e} Algérie	9	27 552	↓
Bénin	1	3 415	-
Cameroun	3	5 192	↓
Canada	3	6 336	↓
Congo	3	5 123	↑
Corée	1	1 731	-
Côte d'Ivoire	2	3 450	↓
Etats-Unis	2	2 300	↓
Gabon	1	1 725	-
Israël	1	1 708	↑
Japon	1	3 461	→
Madagascar	1	1 725	-
^{1e} Mali	24	44 697	↑
^{2e} Maroc	15	43 942	↓
^{5e} Sénégal	5	11 461	↓
Serbie	1	3 415	-
^{3e} Tunisie	14	33 205	↓
Uruguay	2	1 729	-
Autres pays **	0	0	-
Sous-total 2019	89	202 164	
Sous-total 2018	93	254 151	
% évolution	-4,30	-20,46	

* Voir l'avant-propos en début de partie

** soit 20 autres pays liés à la France par une convention de sécurité sociale

*** soit 2 autres territoires d'outre-mer liés à la France par un décret de coordination



Pays	Capital décès ⁱ		Variation 2019/2018	
	Nombre *	Montant (€)		
DÉCRETS DE COORDINATION	Polynésie française	1	3 450	-
	Autres territoires ***	0	0	-
	Sous-total 2019	1	3 450	
	Sous-total 2018	0	0	
	% évolution	-	-	
Total Général 2019		90	205 614	
Total Général 2018		93	254 151	
% évolution		-3,23	-19,10	

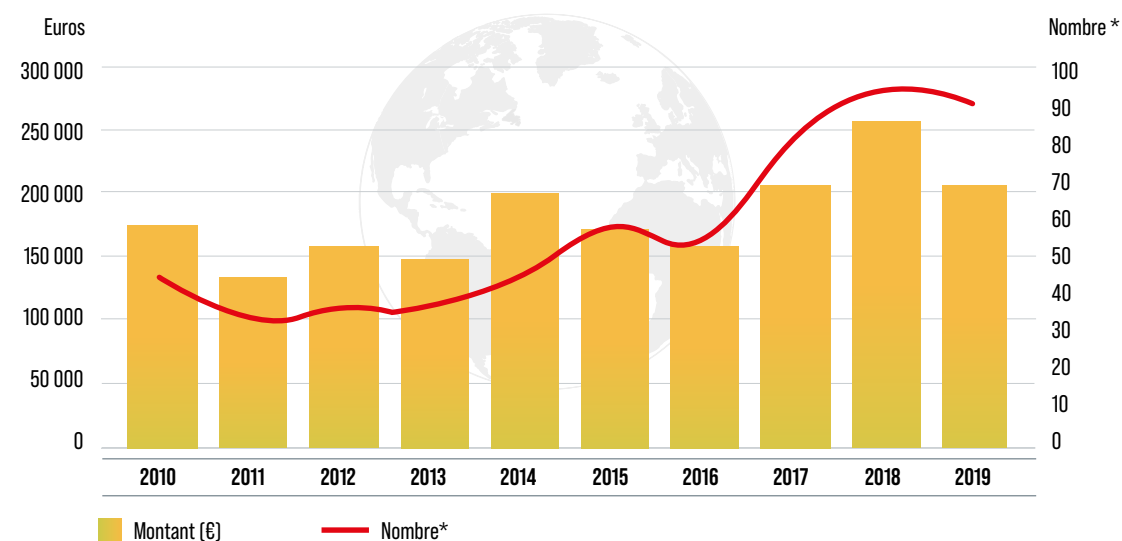
Évolution 2019/2018 (montant total) :

- ↑ > à +20%
- ↗ > à +0,5%
- comprise entre -0,5% et +0,5%
- ↘ < à -0,5%
- ↓ < à -20%

Évolution sur 10 ans des capitaux décès

Années	Capital décès ⁱ		
	Nombre *	Montant (€)	% évolution
2010	44	173 024	
2011	34	132 877	-23,20
2012	35	157 151	18,27
2013	37	148 006	-5,82
2014	45	201 520	36,16
2015	57	171 007	-15,14
2016	54	158 101	-7,55
2017	80	205 067	29,71
2018	93	254 151	23,94
2019	90	205 614	-19,10

*Voir l'avant-propos en début de partie



* Voir l'avant-propos en début de partie



L'évolution irrégulière des versements des capitaux décès est fortement liée à la nature même de la prestation dont les modalités d'attribution sont explicitées supra.

PAYS HORS CONVENTIONS

PAIEMENT DES PENSIONS, RENTES ET ALLOCATIONS

Les tableaux ci-dessous recensent les versements de rentes, pensions et allocations à des bénéficiaires dont le pays de résidence :

- ne relève pas des règlements européens ;
- n'est pas lié avec la France par un accord de sécurité sociale.

Paiements des pensions, rentes et allocations



Type de prestation	Droits propres		Droits dérivés		Total	
	Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)	Nombre *	Montant (€)
Rente d'accident du travail	652	1 512 393	58	733 788	710	2 246 181
Pension d'invalidité	183	1 339 376	6	43 129	189	1 382 505
Pension de vieillesse	18 196	101 069 070	2 349	7 552 212	20 545	108 621 282
Allocation de retraite complémentaire **	9 472	92 950 244	1 529	8 313 069	11 001	101 263 313
Allocation de veuvage	2	12 868			2	12 868
Capital décès	5	18 072			5	18 072
Total Général 2019	28 510	196 902 023	3 942	16 642 197	32 452	213 544 220
Total Général 2018 ***	28 040	185 954 420	3 981	15 984 068	32 021	201 938 488
% évolution	1,68	5,89	-0,98	4,12	1,35	5,75

*Voir l'avant-propos en début de partie

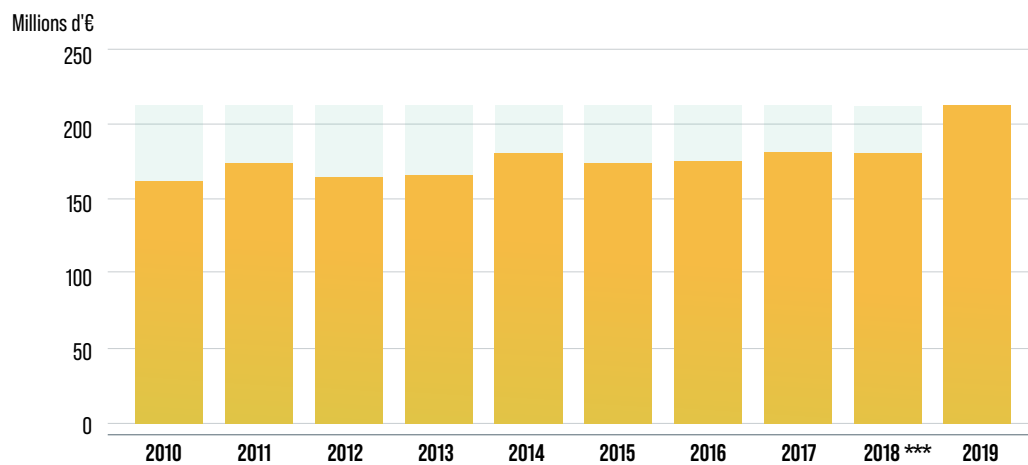
** A partir de 2019, les données affichées en matière d'allocations de retraite complémentaire englobent, en plus du régime Agirc-Arrco, celui des professions libérales. Les données de l'Ircantec, de la caisse nationale des barreaux (CNCB) et des non-salariés du régime agricole ne sont pas comprises.

*** Pour les allocations de retraite complémentaire, le nouvel applicatif de gestion des allocations Agirc-Arrco déployé début 2019, a permis, fin 2019, de rétropoler les données 2018.

Évolution sur 10 ans des pensions, rentes et allocations



Années	Rente d'accident du travail	Pension d'invalidité	Pension de vieillesse	Allocation de retraite complémentaire **	Allocation de veuvage	Capital décès	Total général (€)	% évolution
2010	957 347	783 804	66 533 576	92 934 041	0	15 551	161 224 321	
2011	1 155 507	1 010 707	71 550 242	98 914 064	20 158	15 688	172 666 366	7,10
2012	1 015 136	821 407	86 820 837	75 062 183	18 150	0	163 737 713	-5,17
2013	1 068 646	912 786	93 096 803	70 599 525	4 817	23 204	165 705 781	1,20
2014	1 134 188	984 415	96 039 543	81 281 984	1 806	3 733	179 445 669	8,29
2015	1 338 405	1 053 066	98 545 090	72 860 609	18 669	9 662	173 825 501	-3,13
2016	1 390 377	1 242 389	100 156 844	74 102 531	21 346	16 909	176 930 396	1,79
2017	2 082 166	1 408 387	102 036 106	75 015 288	13 891	2 842	180 558 681	2,05
2018 ***	2 420 698	1 315 421	105 596 012	92 586 777	3 645	15 935	179 192 284	11,84
2019	2 246 181	1 382 505	108 621 282	101 263 313	12 868	18 072	213 544 220	5,75



Le montant des paiements de pensions, rentes et allocations à destination des pays non signataires d'un accord de sécurité sociale avec la France a augmenté de 32,4% au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 3,2%. Les pensions de vieillesse et allocations de retraites complémentaires représentent à elles seules, sur toute la décennie, près de 98% du montant total versé.

** A partir de 2019, les données affichées en matière d'allocations de retraite complémentaire englobent, en plus du régime Agirc-Arrco, celui des professions libérales. Les données de l'Ircantec, de la CNB et des non-salariés du régime agricole ne sont pas comprises.

*** Pour les allocations de retraite complémentaire, le nouvel applicatif de gestion des allocataires Agirc-Arrco déployé début 2019, a permis, fin 2019, de rétroscander les données 2018.



Partie 4

ASSURANCE CHÔMAGE

—

Rèlements européens

Prestations de chômage versées au regard des règlements européens 108

ALLOCATIONS D'ASSURANCE CHÔMAGE VERSÉES EN 2019

Prestations versées aux frontaliers^① indemnisés en France et remboursements entre la France et les Etats membres (en millions d'€)

Etat de dernier emploi*	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant total des prestations versées par la France au titre de l'assurance chômage** (a)	Montant des remboursements demandés par la France (b)	Ecart (b) - (a)
Allemagne	7 045	1 289 173	70,5 M€	14,2 M€	-56,3 M€
Belgique	7 476	1 123 389	50,8 M€	14,3 M€	-36,5 M€
Espagne	485	74 106	3,3 M€	0,9 M€	-2,4 M€
Luxembourg	14 997	2 351 116	131,0 M€	30,2 M€	-100,8 M€
Suisse	43 234	7 668 143	688,2 M€	174,2 M€	-514,0 M€
Total 2019	73 237	12 505 927	943,8 M€	233,8 M€	-710,0 M€
Total 2018	70 783	12 112 576	922,2 M€	151,2 M€	-771,0 M€
% évolution	3,47	3,25	2,33	54,63	-7,92

Les prestations affichées dans le tableau correspondent à celles versées à des personnes qui, au cours de leur dernier emploi, travaillaient dans l'un des pays cités ci-contre, résidaient en France et qui sont indemnisées par Pôle Emploi conformément à l'article 65§2 et §5 du règlement (CE) n° 883/04.

* Ne figurent pas les autres États de l'UE-EEE-Suisse en raison de l'aspect marginal du montant de leurs indemnisations

** Montants avant toute retenue sociale.

Source : Unédic

Le règlement européen (CE) n° 883/04, en son article ci-dessus référencé, prévoit qu'un travailleur frontalier doit cotiser dans l'État où il travaille soit, en l'espèce pour un ressortissant français, principalement dans l'un des pays du tableau ci-dessus.

Ainsi, le travailleur frontalier français qui se retrouve involontairement privé d'emploi perçoit son indemnisation de l'assurance chômage de la part de la France (son État de résidence) où il bénéficie de droits identiques au travailleur qui y a exercé son activité. Les prestations sont servies par le Pôle Emploi du lieu de résidence.

Par la suite, il incombe à l'institution compétente de l'ex-État d'emploi de rembourser à l'État de résidence (la France) la totalité des allocations versées pendant les trois premiers mois de l'indemnisation, et jusqu'à cinq mois, sous réserves des conditions de durée d'activité dans le dernier État d'emploi et susceptibles d'ouvrir un droit dans cet État.

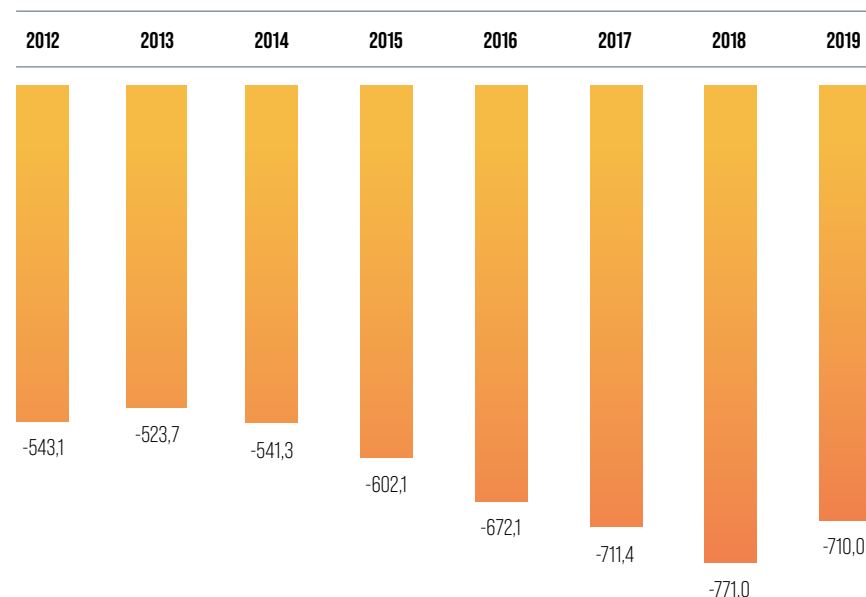
Historique sur 8 années (en millions d'€)

Etat de dernier emploi*	Années	Masse des prestations versées par la France au titre du l'indemnisation de l'Assurance Chômage (a)	Montant des remboursements demandés par la France (b)	Ecart (b) - (a)
Allemagne	2012	78,2	11,9	-66,3
	2013	78,3	14,4	-63,9
	2014	74,5	15,2	-59,3
	2015	70,2	11,5	-58,7
	2016	68,0	11,0	-57,0
	2017	69,6	13,3	-56,3
	2018	66,7	8,7	-58,0
	2019	70,5	14,2	-56,3
Belgique	2012	52,1	15,0	-37,1
	2013	58,3	15,4	-42,9
	2014	60,4	17,8	-42,6
	2015	60,0	13,5	-46,5
	2016	55,8	13,8	-42,0
	2017	52,2	12,1	-40,1
	2018	49,6	9,4	-40,2
	2019	50,8	14,3	-36,5
Espagne	2012	4,4	1,1	-3,3
	2013	5,0	1,3	-3,7
	2014	4,8	1,3	-3,5
	2015	4,0	1,2	-2,8
	2016	3,8	0,9	-2,9
	2017	3,3	0,6	-2,7
	2018	3,1	0,7	-2,4
	2019	3,3	0,9	-2,4
Luxembourg (1)	2012	86,5	17,7	-68,8
	2013	98,4	21,9	-76,5
	2014	103,5	22,5	-81,0
	2015	109,1	21,0	-88,1
	2016	113,5	20,4	-93,1
	2017	115,8	22,3	-93,5
	2018	119,9	14,2	-105,7
	2019	131,0	30,2	-100,8
Suisse	2012	370,2	2,6	-367,6
	2013	443,7	107,0	-336,7
	2014	486,2	131,3	-354,9
	2015	525,9	119,9	-406,0
	2016	621,5	144,4	-477,1
	2017	679,9	161,1	-518,8
	2018	682,9	118,2	-564,7
	2019	688,2	174,2	-514,0



Totaux	2012	591,4	48,3	-543,1
	2013	683,7	160,0	-523,7
	2014	729,4	188,1	-541,3
	2015	769,2	167,1	-602,1
	2016	862,6	190,5	-672,1
	2017	920,8	209,4	-711,4
	2018	922,2	151,2	-771,0
	2019	943,8	233,8	-710,0

Ecart (b) - (a)



* Ne figurent pas les autres États de l'UE-EEE-Suisse en raison de l'aspect marginal du montant des indemnités

(1) Le Luxembourg bénéficie d'une dérogation s'agissant des 5 mois de remboursement à effectuer lorsque le travailleur frontalier a travaillé au moins 12 mois au cours des 24 derniers mois.

L'application et la durée de cette période peuvent faire l'objet d'un accord bilatéral entre la France et le Luxembourg (Règlement CE n° 883/2004, art. 86).

Prestations exportées dans un pays de l'UE-EEE-Suisse



Etat de destination	Montant total des prestations versées en € *
Allemagne	549 550
Autriche	45 326
Belgique	802 769
Bulgarie	27 313
Chypre	10 303
Croatie	11 000
Danemark	94 270
Espagne	1 086 852
Estonie	3 718
Finlande	35 033
Grèce	26 231
Hongrie	45 957
Irlande	154 429
Islande	5 094
Italie	340 572
Lettonie	0

Lituanie	11 367
Luxembourg	154 623
Malte	54 525
Norvège	68 119
Pays-Bas	168 604
Pologne	394 375
Portugal	734 188
République tchèque	63 699
Roumanie	85 086
Royaume-Uni	743 546
Slovaquie	31 660
Slovénie	23 665
Suède	124 111
Suisse	440 125
Total 2019	6 336 107
Total 2018	7 162 118
% évolution	-11,53

Les prestations affichées dans le tableau ci-contre correspondent à celles versées par Pôle Emploi à des assurés ayant exporté leurs droits au régime d'assurance chômage dans un autre pays de l'UE-EEE-Suisse conformément à l'article 64 du règlement (CE) n° 883/04.

* Montants avant toute retenue sociale. Source : Unédic

Conditions et limites pour l'exportation du droit aux prestations en espèces de chômage :

- 1/ avant son départ, le chômeur doit avoir été inscrit comme demandeur d'emploi et être resté, en l'espèce, à la disposition des services de Pôle Emploi pendant au moins 4 semaines après le début du chômage. Toutefois, son départ peut être autorisé avant l'expiration de ce délai (Recommandation U2 de la CACSSS du 12 Juin 2009) ;
- 2/ le chômeur doit s'inscrire dans les 7 jours suivant son départ comme demandeur d'emploi auprès des services de l'emploi de l'État membre où il se rend et respecter les obligations et les procédures de contrôle prévues par cet État ;
- 3/ le droit aux prestations est maintenu pendant une durée de 3 mois à compter de la date à laquelle le chômeur a cessé d'être à la disposition des services de Pôle Emploi en France, dans la limite de la durée totale du droit aux prestations dans l'État membre où il se rend ; cette période de 3 mois peut être étendue jusqu'à un maximum de 6 mois ;
- 4/ les prestations, en l'espèce, sont servies par Pôle Emploi selon la législation qu'il applique et à sa charge.



Partie 5

LÉGISLATION APPLICABLE

—

AVANT PROPOS.....	112
-------------------	-----

RÈGLEMENTS EUROPÉENS

Flux sortant / France	118
Flux entrant et sortant / France	122
Flux entrant et sortant / Europe	124
Pluriactivité / Europe	127

ACCORDS INTERNATIONAUX

Détachement	129
--------------------------	-----

PAYS HORS CONVENTIONS

Détachements de droit commun	131
---	-----

Avant-propos

En application des dispositions prévues à l'article R.767-2 du Code de la Sécurité Sociale, le Cleiss procède, en matière de détermination de législation applicable, à une collecte annuelle des dénombrements de formulaires de détachements émis par les organismes de protection sociale français (Détachements « **sortants** » de la France vers l'étranger) dans le cadre des règlements européens, des accords internationaux ou de la législation interne. Concernant plus spécifiquement les règlements européens, le Cleiss exploite également la base XI de la Cnam, qui regroupe l'ensemble des formulaires européens émis par les CPAM ; ainsi le Cleiss est en capacité de diffuser, à la fois, des informations sur le secteur d'activité des entreprises françaises qui détachent des travailleurs dans les pays de la zone UE-EEE-Suisse, les durées moyennes de détachement et le nombre de travailleurs différents.

Depuis 2014, le Cleiss publie également dans ce document les dénombrements de formulaires de détachements émis par les organismes de protection sociale européens pour des détachements en France (Détachements « **entrants** » des pays de l'UE-EEE-Suisse vers la France). Ces données sont collectées chaque année auprès des États membres par la CACSSS (Commission Administrative pour la Coordination des Systèmes de Sécurité Sociale) et sont publiées dans un rapport statistique.

Précisions sur les données collectées :

Les données présentées et commentées ci-après sont issues des formulaires attestant de la législation applicable à la personne qui va travailler dans un État autre que celui dont elle relève en matière de sécurité sociale. Ces données ne permettent pas de rendre compte de manière totalement exhaustive du nombre de formulaires délivrés par États membres et par voie de conséquence du nombre de travailleurs détachés dans un autre État au sens du droit du travail ou au sens de la sécurité sociale.

Concernant les détachements de travailleurs effectués au sein de l'UE, de l'EEE ou en Suisse, différents facteurs expliquent la valeur indicative des données issues des formulaires européens A1, d'ailleurs relevée par le rapport statistique annuel sur les formulaires A1 diffusé par la Commission européenne¹ : le caractère déclaratif des données fournies par les institutions des États, l'absence de détail des chiffres fournis par certains États (en particulier l'État d'accueil n'est pas précisé par certains États), le recours croissant aux dispositions relatives à l'exercice normal d'activités dans plus d'un État pour des situations de détachement alors que l'État de destination est rarement mentionné, la sous-déclaration (par les entreprises concernées) ...

Sur les détachements « entrants » des pays de l'UE-EEE-Suisse (France pays d'accueil), les données sont issues du rapport annuel de la CACSSS, et, en tant que de besoin, complétées par les informations dont le Cleiss dispose. En effet, même si celle-ci n'est pas totalement exhaustive, le Cleiss exploite une base de données SIRDAR alimentée par les formulaires « entrants » que les organismes étrangers de sécurité sociale lui transmettent.

En application du principe de territorialité, la personne qui exerce une activité dans un État relève obligatoirement de la législation de sécurité sociale de cet État. Cependant, il existe des situations qui peuvent déroger à ce principe et qui nécessitent, pour déterminer à quelle législation la personne doit être assujettie, que les institutions compétentes se réfèrent aux accords internationaux de sécurité sociale existants (règlements européens, conventions bilatérales, décrets de coordination).

Ainsi, en fonction du/des État(s) dans le(s)quel(s) se rend un travailleur et de la durée prévue de la période d'emploi, sa situation au regard de la sécurité sociale française va varier.

Quelles sont les situations couvertes par les formulaires certifiant au titulaire la législation de sécurité sociale applicable ?

Le détachement initial ou de plein droit dans un seul État

Le « détachement » au sens de la sécurité sociale est le maintien d'un travailleur au régime de protection sociale de l'État dans lequel l'entreprise qui l'emploie exerce normalement ses activités (« l'État d'envoi ») lorsque le travailleur concerné va exécuter un travail sur le territoire d'un autre État. Cette situation donne de fait lieu à l'exonération de cotisations dans l'État d'emploi (ou « État d'accueil »).

Le maintien du travailleur détaché au régime de protection sociale du pays habituel d'emploi est de droit (c'est-à-dire qu'il ne nécessite pas l'accord de l'institution de l'État où le travail est exercé) mais il est subordonné au respect de certaines conditions.

Dans le cadre des règlements européens, le maintien à la législation de l'État d'envoi d'un travailleur salarié détaché dans un seul État membre (article 12§1 du règlement 883/2004) est soumis aux conditions suivantes :

- Durée de détachement de 24 mois maximum ;

¹Posting of workers, report on portable documents issued in 2019, european Commission, DG Employment.

- Maintien d'une relation directe entre l'entreprise détachante et le travailleur détaché pendant la durée du détachement ;
- L'employeur doit exercer une activité significative dans l'État d'envoi ;
- Le travailleur détaché ne doit pas être envoyé en remplacement d'un autre travailleur détaché ;
- Le travailleur détaché doit être affilié au régime de sécurité sociale du pays d'envoi depuis au moins un mois.

L'exercice d'une ou de plusieurs activités dans plus d'un État membre dit aussi « pluriactivité » (règlements européens uniquement)

Lorsqu'une personne exerce de manière habituelle simultanément ou en alternance une ou plusieurs activité(s) salariée(s) et/ou non salariée(s) sur le territoire de deux ou plusieurs États membres (situation appelée aussi « pluriactivité »), elle relève de la législation d'un seul État membre, déterminée selon les règles prévues à l'article 13 du règlement (CE) n°883/2004.

Le détachement exceptionnel qui suppose un accord préalable :

- Une prolongation du maintien du salarié détaché à la législation de l'État d'envoi au-delà de la durée maximale prévue par les accords internationaux (règlements européens, conventions bilatérales et décrets de coordination), requiert un accord préalable des institutions des États concernés. Cela amène en général l'intéressé à résider, y compris fiscalement, dans le pays du détachement.
- lorsque les conditions pour avoir recours à un détachement initial ou de plein droit ne sont pas réunies (durée de détachement, conditions liées à l'employeur et au salarié...).
- en vue de régulariser une situation exceptionnelle.

Quels textes déterminent la législation de sécurité sociale applicable au travailleur à l'étranger ?

. **Les règlements européens** pour les personnes allant exercer une activité dans l'un des pays suivants :

Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suède et Suisse.

. **Les conventions bilatérales** de sécurité sociale signées par la France pour la personne partant travailler dans l'un des pays ou territoires suivants :

Algérie, Andorre, Argentine, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Congo Brazzaville, Corée du Sud, Côte d'Ivoire, États-Unis, Gabon, Guernesey-Aurigny-Herm-Jéthou, Inde, Israël, Japon, Jersey, Kosovo, Macédoine du Nord, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Monaco, Monténégro, Niger, Philippines, Québec, Saint-Marin, Sénégal, Serbie, Togo, Tunisie, Turquie et Uruguay.

. **Les décrets de coordination** de sécurité sociale signés par la France pour le travailleur ou personne assurée qui se rend dans l'une des collectivités d'outre-mer suivante :

Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Saint-Pierre-et-Miquelon.

. **Les dispositions prévues par la législation française** permettant, à titre facultatif, aux personnes détachées dans un État autre que ceux cités précédemment, d'être maintenues à la législation de sécurité sociale française dans les conditions prévues à l'article L.761-2 du Code de la sécurité sociale. Dans ce cas, elles pourront être également soumises au régime de sécurité sociale local, si la législation interne du pays d'emploi le prévoit.

D'où proviennent les données analysées par le Cleiss ?

Dans le sens France - Etranger

Concernant les règlements européens, les chiffres présentés ci-après sont issus des formulaires européens attestant de la législation applicable au travailleur (formulaires A1) émis par les caisses du régime général, du régime agricole, de la RATP et de la Cavimac (Caisse d'Assurance Vieillesse Invalidité et Maladie des Cultes). Cependant, la base XI de la Cnam ne permet pas d'enregistrer les formulaires A1 relevant de la pluriactivité et d'assurer leur suivi statistique. De la même manière, pour les accords internationaux et les pays hors conventions, sont également dénombrés les formulaires émis par les mêmes régimes signalés plus haut.

Dans le sens Etranger - France

Les chiffres commentés ci-après proviennent, pour les règlements européens, des données collectées annuellement par la CACSSS auprès des États européens concernant les formulaires A1 émis au titre de l'article 12 du règlement 883/04 (détachement des travailleurs salariés et non salariés) et de l'article 13 du même règlement (« pluriactivité » salariée et non salariée) et de la base SIRDAR (cf. supra)

NB : les données relatives à la pluriactivité sont celles très générales que la CACSSS diffuse dans son rapport.

Pour avoir des informations d'ordre juridique sur les dispositions des règlements européens relatives à la législation applicable, il est conseillé de consulter le site du Cleiss.

QUELLES SONT LES DURÉES DE DÉTACHEMENT ?

Ce tableau présente la durée maximale du détachement de plein droit et de son éventuelle prolongation prévue par les accords internationaux, les décrets de coordination auxquels la France est liée ou, faute de convention de sécurité sociale, la législation interne française.

Pays	FORMULAIRE ET DUREE MAXIMALE			FORMULAIRE ET PROLONGATION		
	Formulaire	Salarié	Non salarié	Formulaire	Salarié	Non salarié
1 - RÈGLEMENTS EUROPÉENS						
Union européenne + Norvège, Islande, Liechtenstein et Suisse	A1	2 ans	2 ans	Procédure de détachement d'une durée exceptionnelle dans le cadre de l'article 16 du Règlement 883/04 après échange de lettres des autorités compétentes des États.		
2 - ACCORDS INTERNATIONAUX						
A - CONVENTIONS BILATÉRALES						
ALGERIE	SE 352-01	3 ans*	-	SE 352-01	2 ans	-
ANDORRE ⁽¹⁾	SE 130-01	1 an	1 an	SE 130-01	1 an	1 an
ARGENTINE	SE 415-01	2 ans	1 an	SE 415-01	2 ans	1 an
BENIN	SE 327-01	1 an	-	SE 327-02	Jusqu'à achèvement du travail	-
BOSNIE-HERZEGOVINE	SE 21-01	3 ans*	-	-	-	-
BRESIL	SE 416-01	2 ans	-	SE 416-01	2 ans	-
CAMEROUN	SE 322-01	6 mois	-	-	-	-
CANADA ⁽¹⁾	SE 401-01	3 ans*	-	SE 401-02	Durée indéterminée	-
CAP-VERT	SE 396-01	3 ans*	-	SE 396-02	Jusqu'à achèvement du travail	-
CHILI	SE 417-01	2 ans	-	SE 417-01	2 ans	-
CONGO	SE 324-01	1 an	-	SE 324-02	Jusqu'à achèvement du travail	-
COREE ⁽¹⁾	SE 237-1	3 ans	-	SE 237-1	3 ans	-
COTE D'IVOIRE	SE 326-01	2 ans*	-	SE 326-02	Jusqu'à achèvement du travail	-
ETATS-UNIS ⁽¹⁾	SE 404-02	5 ans*	2 ans*	-	-	-
GABON	SE 328-01	2 ans	-	-	-	-
GUERNESEY, AURIGNY, HERM, JETHOU	Pas de formulaire conventionnel	6 mois	-	Pas de formulaire conventionnel	6 mois	-
INDE ⁽¹⁾	SE 223-01	5 ans	5 ans	-	-	-
ISRAEL	SE 207-01	1 an	-	SE 207-01	Durée indéterminée	-
JAPON ⁽¹⁾	SE 217-06	5 ans	-	-	-	-
JERSEY	SE 132-J-01	1 an	-	SE 132-J-01	Durée à convenir entre autorités compétentes	-

* : y compris la durée des congés - (1) Les ressortissants d'États tiers peuvent sous certaines conditions bénéficier de la procédure de détachement.

Pays	FORMULAIRE ET DUREE MAXIMALE			FORMULAIRE ET PROLONGATION		
	Formulaire	Salarié	Non salarié	Formulaire	Salarié	Non salarié
KOSOVO	SE 21-01	3 ans*	-	-	-	-
MACEDOINE	SE 21-01	3 ans*	-	-	-	-
MADAGASCAR	SE 333-01	2 ans	-	-	-	-
MALI	SE 335-01	2 ans*	-	SE 335-02	1 an renouvelable une fois	-
MAROC	SE 350-01	3 ans	6 mois	SE 350-01	3 ans	6 mois
MAURITANIE	SE 336-01	3 ans*	-	-	-	-
MONACO ⁽¹⁾	SE 138-01	1 an	-	SE 138-01	1 an	-
MONTENEGRO	SE 21-01	3 ans*	-	-	-	-
NIGER	SE 337-01	1 an	-	SE 337-01	Jusqu'à achèvement du travail	-
PHILIPPINES ⁽¹⁾	SE 220-01	3 ans	-	SE 220-01	3 ans	-
QUEBEC ⁽¹⁾	SE 401-Q-201	3 ans*	1 an	SE 401-Q-201	Durée indéterminée	-
SAINT-MARIN	Pas de formulaire conventionnel	6 mois	-	Pas de formulaire conventionnel	Durée indéterminée	-
SENEGAL	SE 341-01	3 ans*	-	SE 341-01	Durée indéterminée	-
SERBIE	SE 21-01	3 ans*	-	-	-	-
TOGO	SE 345-01	3 ans	-	SE 345-02	Jusqu'à achèvement du travail	-
TUNISIE	SE 351-01	3 ans*	6 mois	SE 351-01	3 ans*	6 mois
TURQUIE	SE 208-01	3 ans*	-	SE 208-02	Durée indéterminée	-
URUGUAY	SE 423-01	2 ans	-	-	-	-
B - DÉCRETS DE COORDINATION						
NOUVELLE-CALÉDONIE ⁽¹⁾	SE 988-01	2 ans	1 an	SE 988-01	2 ans	1 an
POLYNÉSIE FRANÇAISE ⁽¹⁾	SE 980-01	3 ans*	1 an*	SE 980-01	3 ans*	1 an*
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	SE 975-01	2 ans	2 ans	-	-	-
3 - PAYS HORS CONVENTIONS						
AUTRES PAYS	S 9203 / S 9201	3 mois / 3 ans	-	S 9201	3 ans	-

* : y compris la durée des congés - (1) Les ressortissants d'États tiers peuvent sous certaines conditions bénéficier de la procédure de détachement.

Cartographie du détachement français dans le monde en 2019

EN PRÉAMBULE

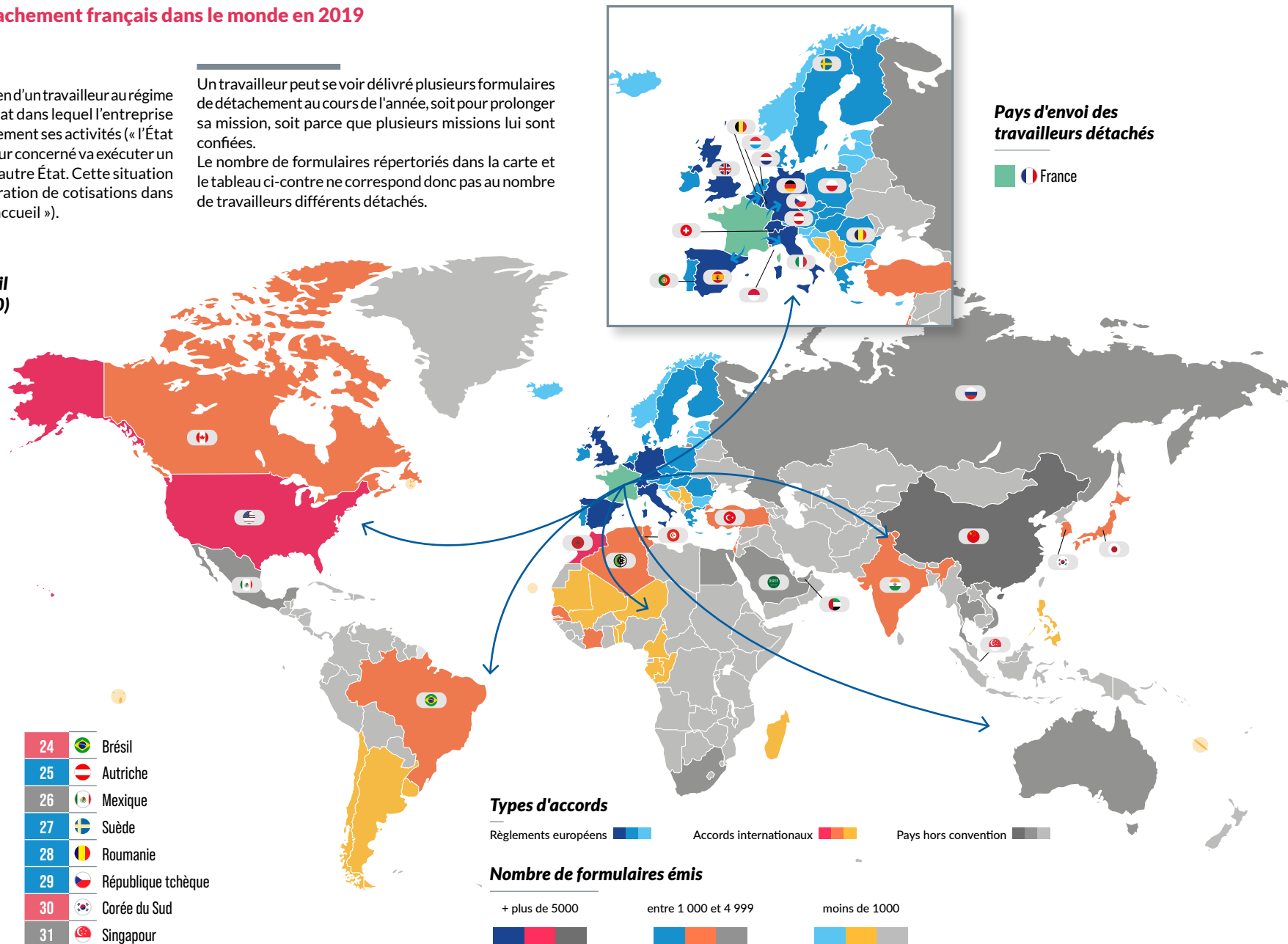
Le détachement est le maintien d'un travailleur au régime de protection sociale de l'État dans lequel l'entreprise qui l'emploie exerce normalement ses activités (« l'État d'envoi ») lorsque le travailleur concerné va exécuter un travail sur le territoire d'un autre État. Cette situation donne de fait lieu à l'exonération de cotisations dans l'État d'emploi (ou « État d'accueil »).

Un travailleur peut se voir délivré plusieurs formulaires de détachement au cours de l'année, soit pour prolonger sa mission, soit parce que plusieurs missions lui sont confiées.

Le nombre de formulaires répertoriés dans la carte et le tableau ci-contre ne correspond donc pas au nombre de travailleurs différents détachés.

Principaux pays d'accueil (formulaires émis > 1500)

1		Allemagne
2		Belgique
3		Etats-Unis
4		Espagne
5		Italie
6		Chine
7		Royaume-Uni
8		Suisse
9		Maroc
10		Luxembourg
11		Pays-Bas
12		Tunisie
13		Inde
14		Canada
15		Japon
16		Russie
17		Portugal
18		Turquie
19		Pologne
20		Emirats Arabes Unis
21		Algérie
22		Monaco
23		Arabie Saoudite
24		Brésil
25		Autriche
26		Mexique
27		Suède
28		Roumanie
29		République tchèque
30		Corée du Sud
31		Singapour



EN BREF

En 2019, les organismes français de sécurité sociale ont délivré à leurs assurés en situation de détachement à l'étranger près de 229 000 formulaires attestant de leur maintien d'affiliation au régime français de sécurité sociale (formulaires A1 art.12/16, formulaires conventionnels , formulaires S9201 ou S9203) soit une hausse de 5% par rapport à l'année 2018.

À SAVOIR

En fonction du pays d'accueil du travailleur détaché, la durée maximale du détachement diffère :

- dans un pays d'accueil appliquant les règlements européens (UE-EEE-Suisse) : 24 mois
- dans un pays d'accueil lié à la France par une convention de sécurité sociale (38 pays) ou un décret de coordination (3 territoires) : 6 mois à 5 ans selon l'accord
- dans un pays sans convention avec la France : 3 ans.

Dès le départ cependant, un détachement exceptionnel, d'une durée supérieure à ce que prévoient les textes pour un détachement initial, peut être accordé :

- soit dans un pays d'accueil appliquant les règlements européens (UE-EEE-Suisse) soit dans un pays lié à la France par une convention. Cette durée varie selon l'appréciation des situations de la part des 2 pays concernés.

Une prolongation du détachement initial au delà de la durée maximale prévue dans les textes est également possible :

- dans un pays sans convention avec la France : 3 ans en plus
- dans un pays lié à la France par une convention : durée variable selon la convention (voir avant-propos)

Dans le cadre des règlements européens ou des conventions bilatérales de sécurité sociale, les demandes de détachements exceptionnels ou de prolongations devront être examinées par l'organisme compétent du pays où l'intéressé est affilié (pour la France, le Cleiss) et adressées pour décision auprès de l'organisme compétent en la matière dans le pays d'accueil.

LE DÉTACHEMENT FRANÇAIS :
un phénomène en lien étroit avec notre économie

Top 10 (partenaires économiques)	Volume des imports/exports avec la France (en milliards d'euros) *	Top 10 (pays d'accueil / travailleurs détachés par la France)	Nombre de formulaires de détachement
Allemagne	154,7	Allemagne	24 677
Italie	80,9	Belgique	18 868
États-Unis	80,2	États-Unis	13 099
Espagne	74,2	Espagne	12 904
Chine	73,5	Italie	10 293
Belgique	72,3	Chine	10 290
Royaume-Uni	54,7	Royaume-Uni	9 686
Pays-Bas	42,8	Suisse	9 462
Suisse	32,3	Maroc	8 116
Pologne	22,0	Luxembourg	7 730
Autres pays	387,5	Autres pays	104 012
TOTAL	1075,0	TOTAL	229 137

* source Insee / données annuelles 2019

À la lecture de ce tableau comparatif, un constat s'impose : le détachement des travailleurs français à l'étranger s'effectue en direction de 8 pays parmi nos 10 principaux partenaires économiques. En effet, seuls les Pays-Bas et la Pologne (respectivement 8^{ème} et 10^{ème} de ce classement) n'intègrent pas le top 10 des pays d'accueil des travailleurs détachés par la France dans lequel se sont substitués le Maroc et le Luxembourg, respectivement aux 9^{ème} et 10^{ème} places.

En 2019, 58% de nos échanges commerciaux et 48% de nos détachements "sortants" ont été faits avec les pays suivants : Allemagne, Italie, Etats-Unis, Espagne, Chine, Belgique, Royaume-Uni et Suisse.

Par ailleurs, en ce qui concerne le détachement des travailleurs étrangers en France (voir sous-partie consacrée au détachement européen en France), le même lien s'observe puisque sur les 450 000 formulaires A1 (art.12) délivrés par les pays de l'UE-EEE-Suisse, 73% proviennent d'Allemagne, Italie, Espagne et Belgique soit respectivement les 1^{er}, 2^{ème}, 4^{ème} et 6^{ème} partenaires économiques de la France.

En revanche, à la différence du détachement français à l'étranger, celui de l'étranger vers la France semble également lié à des questions de coût du travail ou de pénurie de mains d'oeuvre en France (travailleurs venant d'Espagne, du Luxembourg, de la Pologne, de la Roumanie ou du Portugal par exemple).

RÈGLEMENTS EUROPÉENS

Flux sortant / FRANCE

Le tableau et les graphiques ci-dessous présentent un état des lieux du détachement "**sortant**" de la France vers les pays de l'UE-EEE-Suisse (art 12.1, 12.2 et 16 du règlement 883/2004).

Ces données proviennent pour l'essentiel de la base XI¹ de la Cnam et pour partie d'une collecte statistique réalisée par le Cleiss auprès des MSA, de la RATP, SNCF et Cavimac.

CHIFFRES CLÉS :

- 62% des formulaires émis pour des détachements dans les 5 pays d'accueil ci-contre
- 1,85 en moyenne, nombre de formulaires A1 délivrés par travailleur
- 64 en moyenne, nombre de jours de détachement par travailleur (art.12 + art.16)

Évolution 2019/2018

(délivrance de formulaires A1) :

- ↑ > à +20%
- ↗ > à +5%
- comprise entre -5% et +5%
- ↘ < à -5%
- ↓ < à -20%

Travailleurs salariés et non salariés détachés par la France en 2019 (1/2)

● 5 premiers pays d'accueil de l'UE-EEE-Suisse



PAYS	Détachement initial (formulaires A1/art.12)	Indicateurs / art.12			Détachement exceptionnel ou prolongation (formulaires A1/art.16)	Indicateurs / art.16			TOTAL	Variation 2019/2018	
		Nombre de travailleurs différents ¹	Durée moyenne (en nombre de jours) ¹			Nombre de travailleurs différents ¹	Durée moyenne (en nombre de jours) ¹				
			par formulaire	par travailleur			par formulaire	par travailleur			
1 ^{er}	Allemagne	24 677	16 047	22	34	80	78	2 542	2 607	24 757	↗
	Autriche	2 097	1 731	14	17	3	3	721	721	2 100	↗
2 ^e	Belgique	18 868	12 116	41	63	111	103	718	774	18 979	→
	Bulgarie	410	329	36	45	4	4	605	605	414	↘
	Chypre	85	73	52	60	0	0	0	0	85	↗
	Croatie	396	348	20	22	1	1	365	365	397	↗
	Danemark	1 122	871	18	23	1	1	1 461	1 461	1 123	↘
3 ^e	Espagne	12 904	9 474	30	41	42	39	1 426	1 536	12 946	→
	Estonie	135	132	13	13	1	1	4 383	4 383	136	↗
	Finlande	1 161	934	39	48	4	4	373	373	1 165	↑
	Grèce	1 279	1 156	47	51	5	5	415	415	1 284	→
	Hongrie	1 182	950	23	29	7	7	494	494	1 189	↗
	Irlande	1 173	1 018	27	31	1	1	1 096	1 096	1 174	↗
	Islande	141	126	15	17	0	0	0	0	141	↑
4 ^e	Italie	10 293	7 707	28	37	37	34	787	857	10 330	↘
	Lettonie	149	130	26	30	0	0	0	0	149	↘
	Liechtenstein	4	4	22	22	0	0	0	0	4	↓
	Lituanie	211	194	11	12	0	0	0	0	211	↑

1 : Ces indicateurs sont calculés à partir des formulaires A1 enregistrés sur la base XI¹ de la Cnam. Le nombre total de travailleurs différents (85790 + 445) est en réalité surévalué car un même travailleur peut avoir été détaché dans plusieurs pays au cours de l'année. Le nombre réel de travailleurs différents détachés en 2019 est de 66 119.

Travailleurs salariés et non salariés détachés par la France en 2019 (2/2)

● 5 premiers pays d'accueil de l'UE-EEE-Suisse

PAYS	Détachement initial (formulaires A1/art.12)	Indicateurs / art.12			Détachement exceptionnel ou prolongation (formulaires A1/art.16)	Indicateurs / art.16			TOTAL	Variation 2019/2018
		Nombre de travailleurs différents ¹	Durée moyenne (en nombre de jours) ¹			Nombre de travailleurs différents ¹	Durée moyenne (en nombre de jours) ¹			
			par formulaire	par travailleur			par formulaire	par travailleur		
Luxembourg	7 730	4 230	54	98	2	2	1 005	1 005	7 732	↑
Malte	262	255	20	21	0	0	0	0	262	↗
Norvège	922	641	30	44	10	10	653	653	932	→
Pays-Bas	4 972	3 676	21	28	12	12	800	800	4 984	→
Pologne	2 922	2 118	22	30	13	12	937	1 015	2 935	↗
Portugal	3 012	2 426	38	47	7	7	944	944	3 019	→
République tchèque	1 828	1 479	15	19	11	9	783	957	1 839	→
Roumanie	1 932	1 393	29	40	17	17	677	677	1 949	→
5* Royaume-Uni	9 686	7 056	29	40	68	55	879	1 087	9 754	→
Slovaquie	1 084	769	32	45	1	1	214	214	1 085	↑
Slovénie	413	349	35	41	0	0	0	0	413	→
Suède	2 040	1 414	20	29	9	9	880	880	2 049	↑
Suisse	9 462	6 644	26	38	32	30	740	790	9 494	→
Total 2019	122 552	85 790	30	56	479	445	1 127	1 221	123 031	
Total 2018	117 800	82 601	31	58	655	609	1 019	1 095	118 455	
% évolution	4,03	3,86	-3,23	-3,45	-26,87	-26,93	10,60	11,51	3,86	

1: Ces indicateurs sont calculés à partir des formulaires A1 enregistrés sur la base XI¹ de la Cnam. Le nombre total de travailleurs différents (85790 + 445) est en réalité surévalué car un même travailleur peut avoir été détaché dans plusieurs pays au cours de l'année. Le nombre réel de travailleurs différents détachés en 2019 est de 66 119.



À SAVOIR

Dans le cadre du détachement d'un travailleur dans un État membre de l'UE-EEE-Suisse, l'employeur doit effectuer en amont différentes formalités qui varient en fonction de la durée de la mission de son subordonné.

Détachement d'une durée inférieure à 24 mois : formulaire S3208 (questionnaire de maintien au régime français de sécurité sociale d'un travailleur détaché) à compléter et à adresser à sa caisse d'assurance maladie avant le départ de son travailleur. Après accord, cette dernière retourne le formulaire A1 "Attestation concernant la législation applicable" en 2 exemplaires, l'un pour l'employeur et l'autre pour son travailleur.

Détachement de longue durée supérieure à 24 mois ou prolongation : l'employeur peut détacher dès le départ son travailleur pour une durée supérieure à celle prévue dans les règlements européens sous réserve d'obtenir l'accord conjoint des autorités compétentes des États concernés : le Cleiss et celle de l'autre État (pays d'accueil).

Avant les termes du détachement initial, l'employeur français doit compléter le formulaire "Demande de maintien exceptionnel au régime français de sécurité sociale" et l'adresser au Cleiss pour traitement. Si ce dernier signifie son autorisation, cette demande est transmise à l'organisme étranger compétent pour examen et décision (accord ou refus). Qu'il y ait accord ou non entre les 2 autorités, le Cleiss informe l'organisme français compétent. En cas d'accord conjoint, le formulaire A1 sera délivré par la caisse d'assurance maladie du lieu du siège de la société qui établit 2 exemplaires pour la durée autorisée, l'un pour l'employeur et l'autre pour le travailleur.

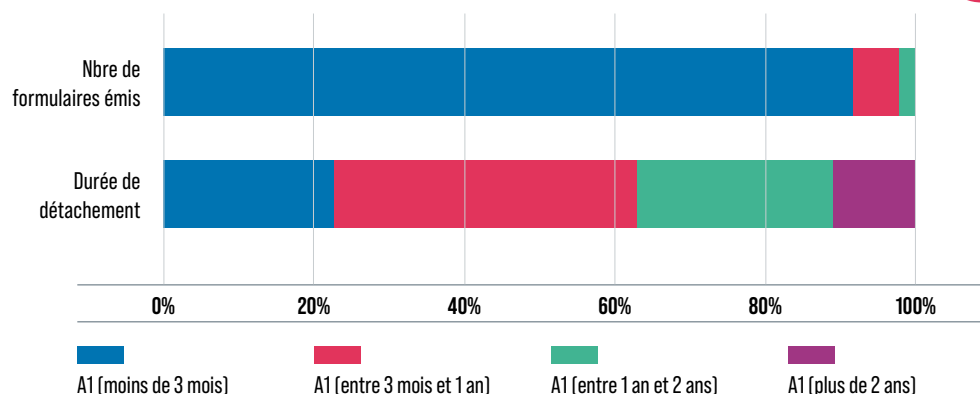
En cas de refus, le travailleur perd sa qualité de travailleur détaché et relève désormais de la législation de l'État où il exerce son activité professionnelle. En d'autres termes, il devra cotiser auprès du régime de sécurité sociale de l'État d'accueil.

En 2019, le Cleiss a donné son accord à 1171 maintiens exceptionnels au régime étranger de sécurité sociale et a traité 843 demandes de maintien exceptionnel au régime français dans le cadre d'un détachement dans l'UE-EEE-Suisse, dont 614 qu'il a acceptées dans l'attente de la décision de l'autorité étrangère.

EN BREF

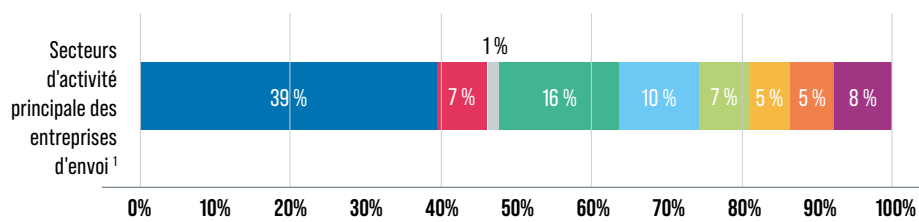
En 2019, le nombre de formulaires A1 (art.12 et 16) délivrés par les caisses françaises de sécurité sociale pour des détachements dans l'UE-EEE-Suisse a progressé de près de 4%. Ce détachement s'effectue essentiellement avec nos principaux partenaires économiques et il est marqué également par une proximité géographique élevée.

Qu'en est-il des durées ?



Sur les 123 000 formulaires délivrés en 2019, seulement 2,2% ont une durée supérieure à 1 an. En revanche, si on raisonne non plus en termes de formulaires émis mais de jours de détachement, les formulaires de plus de 1 an représentent près de 36% du volume total de jours détachés (1,5 million de jours détachés sur un total de 4,2 millions).

Quelles sont les sociétés françaises qui détachent en 2019 ?



Note de lecture :

La répartition par secteurs d'activité a été réalisée à partir de 108 689 formulaires émis puis enregistrés sur la base XI⁶ de la Cnam, soit 89% du volume global de cette base.

- C Industrie manufacturière
- F Construction
- B,D,E Autres secteurs industriels*
- R Arts, spectacles et activités récréatives
- M Activités spécialisées, scientifiques et techniques
- G Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles
- N Activités de services administratifs et de soutien (2,8% pour les agences de travail temporaire)
- J Information et communication
- H,I,K,L,O,P,Q,S,T,U Autres secteurs des services (0,25% pour les sociétés de transport routier)*

* pour plus de détails, voir NAF rév.2 / Insee

Qui sont les travailleurs français détachés en 2019 ?

- **Sexe** : près de **8** travailleurs détachés sur **10** sont des hommes
- **Age moyen** : **41** ans
- **Nationalité** : plus de **96%** des travailleurs détachés sont de nationalité française
- **Secteur d'activité** : près de **4** travailleurs détachés sur **10** sont employés par une entreprise de l'industrie manufacturière
- **Région d'origine** : plus de **3** travailleurs détachés sur **10** sont employés par une société implantée en Ile de France (dont 12% pour la seule ville de Paris)

À SAVOIR

¹Toute entreprise (et chacun de ses établissements) se voit attribuée par l'Insee, lors de son inscription au répertoire SIRENE, un code caractérisant son activité principale d'entreprise (APE) par référence à la nomenclature d'activités française (NAF). Cette nomenclature est composée de 21 sections, 88 divisions, 272 groupes, 615 classes et 732 sous-classes.

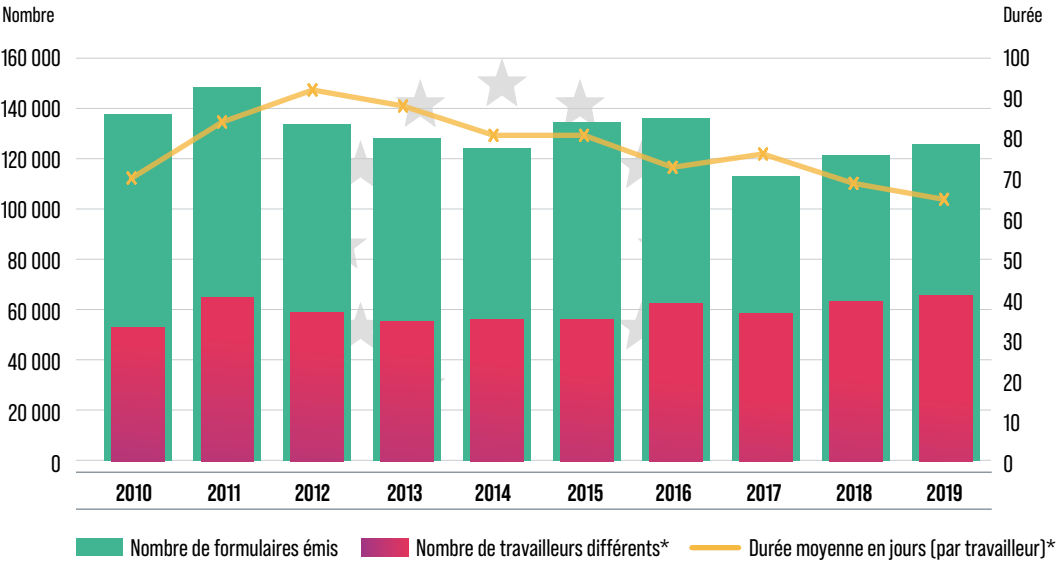
Exemple : les agences de travail temporaire sont rattachées au code APE 7820Z, lequel renvoie à la section N, c'est-à-dire les activités de services administratifs et de soutien.

La finalité de la NAF est essentiellement statistique et sa construction, largement contrainte par la NACE (Nomenclature des Activités dans la Communauté Européenne) et la CITI (Classification Internationale Type des activités économiques par Industrie) afin de favoriser les comparaisons internationales, ne fait appel à aucun critère d'ordre juridique ou institutionnel.

EN BREF

En 2019, plus de la moitié (56%) des formulaires A1 délivrés par les caisses françaises de sécurité sociale concernent des détachements de travailleurs appartenant soit à une entreprise de l'industrie manufacturière soit à une entreprise de services liés aux arts, spectacles et activités récréatives.

Évolution du nombre de formulaires A1 émis et de la durée de détachement (art.12 et 16)



* Le nombre de travailleurs différents et la durée moyenne du détachement par travailleur sont calculés à partir des formulaires A1 enregistrés sur la base XI de la Cnam.
Par travailleurs différents, il faut entendre les travailleurs qui se sont vus octroyés au moins 1 formulaire A1 au cours de l'année de référence.



Indicateurs d'évolution	
Nombre de formulaires A1 délivrés :	
Évolution sur 10 ans du nombre de formulaires :	-8,81%
soit une évolution annuelle moyenne de :	-1,02%
soit en nombre de formulaires :	-11 844
Nombre de travailleurs différents détachés :	
Évolution sur 10 ans du nombre de travailleurs :	23,99%
soit une évolution annuelle moyenne de :	2,42%
soit en nombre de travailleurs :	+12 792

L'évolution irrégulière du nombre de formulaires de détachement émis est fortement liée à la nature même du détachement, lequel dépend de la nécessité ou de la volonté pour les employeurs d'envoyer leurs travailleurs exécuter un travail, pour un temps déterminé, sur le territoire d'un autre État. À cela s'ajoute la difficulté que rencontrent les caisses françaises pour transmettre des informations exhaustives.

Flux entrant et sortant / FRANCE

Les tableaux et graphiques ci-dessous présentent un état des lieux du détachement (art 12.1 et 12.2 du règlement 883/2004) "entrant" et "sortant" de la France avec ses 31 partenaires de l'UE-EEE-Suisse. Les données relatives aux détachements de travailleurs de l'UE-EEE-Suisse en France (**flux entrant**) sont extraites pour l'essentiel du rapport annuel de la Commission administrative pour la coordination des systèmes de sécurité sociale (CACSSS) et pour partie de la base Sirdar du Cleiss pour les pays ne communiquant pas à cette dernière de données détaillées par pays d'accueil ou n'ayant pas complété son questionnaire statistique (Chypre, Grèce et Norvège).

CHIFFRES CLÉS :

- 79% des formulaires sont reçus en provenance des cinq principaux pays ci-contre (flux entrant)
- 62% des formulaires sont émis pour des détachements dans les cinq principaux pays ci-contre (flux sortant)

Soldes positifs les plus significatifs (flux sortant > flux entrant) :

- Suisse (+ 5 607)
- Pays-Bas (+ 1 822)
- Suède (+ 1 575)

Soldes négatifs les plus significatifs (flux entrant > flux sortant) :

- Allemagne (- 189 487)
- Italie (- 35 741)
- Espagne (- 23 708)
- Pologne (- 21 537)
- Luxembourg (- 21 053)

EN BREF

En 2019, les États de l'UE-EEE-Suisse ont informé la Commission administrative pour la coordination des systèmes de sécurité sociale (CACSSS) de la délivrance de 449 648 formulaires dans le cadre d'un détachement en France (art 12.1 et 12.2 du règlement 883/2004).

Ce chiffre ne comprend pas les formulaires émis par Chypre, la Grèce et la Norvège qui ne fournissent pas de données détaillées par pays d'accueil à la CACSSS ou n'ont pas complété son formulaire statistique. Si l'on tient compte des formulaires reçus par le Cleiss pour ces États, le nombre de formulaires total s'élève à 449 909, soit une hausse de 69% par rapport à 2018.

Réciproquement, la France a délivré 122 552 formulaires dans le cadre d'un détachement dans un État membre de l'UE-EEE-Suisse, soit une hausse de 4% par rapport à 2018.

Le solde entre les flux "sortant" et "entrant" est donc de - 327 357 en 2019 (contre - 147 994 en 2018).

(1) : Données issues du rapport annuel de la CACSSS.

(2) : Pour plus de détails, voir sous-partie "Flux sortant / France" pages précédentes.

(3) : Pour les flux entrants, la source Cleiss (base Sirdar) a été retenue car ces États ne fournissent pas de données détaillées par pays d'accueil à la CACSSS (Norvège) ou n'ont pas complété le questionnaire de la CACSSS (Chypre et Grèce)

(4) :  Flux sortant > flux entrant
 Flux entrant > flux sortant

Travailleurs salariés et non salariés détachés en France en 2019 (et réciproquement)

● 5 premiers pays (flux entrant) ● 5 premiers pays (flux sortant)

Pays		France (Pays d'accueil) ⁽¹⁾	France (Pays d'envoi) ⁽²⁾	Solde de la France	
		Flux entrant	Flux sortant		
		Nombre de formulaires A1 reçus	Nombre de formulaires A1 émis		
1 ^{er}	1 ^{er}	Allemagne	214 164	24 677	
		Autriche	3 914	2 097	
4 ^e	2 ^e	Belgique	30 902	18 868	
		Bulgarie	1 191	410	
		Chypre (3)	0	85	
		Croatie	950	396	
		Danemark	723	1 122	
3 ^e	3 ^e	Espagne	36 612	12 904	
		Estonie	299	135	
		Finlande	456	1 161	
		Grèce (3)	180	1 279	
		Hongrie	2 339	1 182	
		Irlande	351	1 173	
		Islande	47	141	
2 ^e	4 ^e	Italie	46 034	10 293	
		Lettonie	126	149	
		Liechtenstein	3	4	
		Lituanie	2 696	211	
5 ^e		Luxembourg	28 783	7 730	
		Malte	28	262	
		Norvège (3)	81	922	
		Pays-Bas	3 150	4 972	
		Pologne	24 459	2 922	
		Portugal	20 256	3 012	
		République tchèque	750	1 828	
		Roumanie	8 183	1 932	
	5 ^e	Royaume-Uni	13 400	9 686	
		Slovaquie	3 410	1 084	
		Slovénie	2 102	413	
		Suède	465	2 040	
		Suisse	3 855	9 462	
Total 2019		449 909	122 552		
Total 2018		265 794	117 800		
% d'évolution		69,27	4,03		

Travailleurs salariés et non salariés détachés en France depuis 2010 (et réciproquement)

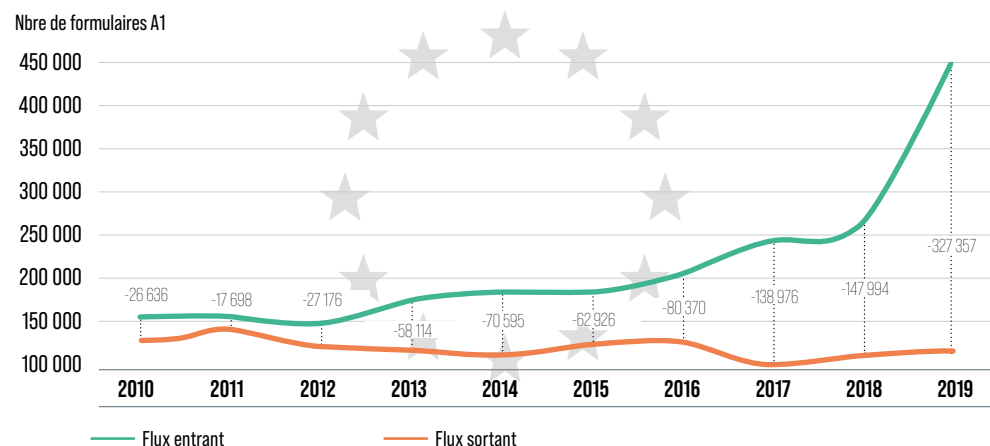


Pays	France (Pays d'accueil) ⁽¹⁾	France (Pays d'envoi) ⁽²⁾
	Flux entrant	Flux sortant
	Nombre de formulaires A1 reçus	Nombre de formulaires A1 émis
2 010	160 532	133 896
2 011	161 954	144 256
2 012	156 490	129 314
2 013	182 219	124 105
2 014	190 848	120 253
2 015	193 394	130 468
2 016	212 382	132 012
2 017	248 144	109 168
2 018	265 794	117 800
2 019	449 909	122 552

(1) : Données issues du rapport annuel de la CACSSS et de la base Sirdar du Cleiss pour les pays ne fournissant pas de données détaillées par pays d'accueil à la CACSSS ou n'ayant pas complété son formulaire statistique (Chypre, Grèce et Norvège en 2019).

(2) : Pour plus de détails, voir sous-partie "Flux sortant / France" pages précédentes.

Évolution sur 10 ans du solde entre flux entrant et flux sortant



EN BREF

Depuis 2010, le flux entrant (France pays d'accueil) est supérieur au flux sortant (France pays d'envoi). Ce déséquilibre s'accroît d'année en année depuis 2011 (sauf en 2015) pour atteindre le chiffre de - 327 357 en 2019.

La très forte hausse du flux entrant en 2019 (+69%) est liée quasi exclusivement à l'Allemagne dont la délivrance de formulaires A1 vers la France a bondi de près de 300% en l'espace d'un an, particulièrement pour les missions inférieures ou égales à 10 jours. Ce phénomène peut s'expliquer du fait que les employeurs allemands sont de mieux en mieux informés sur les procédures d'obtention des documents portables A1, particulièrement s'agissant des missions de courte durée (les séminaires par exemple), et par le renforcement en 2019 des dispositions de contrôles et d'amendes dont ils peuvent faire l'objet en cas de non délivrance de ce formulaire lors du détachement de leurs travailleurs.

Les constats énoncés ci-dessus doivent être néanmoins nuancés en vertu du caractère très variable, d'une part, de la durée moyenne des formulaires A1 selon les États, d'autre part, du recours par ces mêmes États à la pluriactivité plutôt qu'au détachement.

Flux entrant et sortant / EUROPE

Le tableau et les graphiques ci-dessous présentent un état des lieux du détachement (art 12.1 et 12.2 du règlement 883/2004) "entrant" et "sortant" des pays de l'UE-EEE-Suisse au sein de cette même zone

Ces données sont extraites pour l'essentiel du rapport annuel de la Commission administrative pour la coordination des systèmes de sécurité sociale (CACSSS) et pour partie de la base Sirdar du Cleiss pour les pays ne communiquant pas à cette dernière de données détaillées par pays d'accueil ou n'ayant pas complété son questionnaire statistique (Chypre, Grèce et Norvège).

Le phénomène du détachement est traité ici comme un flux à double sens matérialisé par les formulaires A1 entrants et les formulaires A1 sortants. Autrement dit, chaque État se trouve être à la fois pays d'envoi (flux sortant) et pays d'accueil (flux entrant) de travailleurs détachés.

NC : Non communiqué ND : Non disponible

(1) : Pour plus de détails, voir sous-partie "Flux sortant / FRANCE" pages précédentes

(2) : Pour plus de détails, voir sous-partie "Flux entrant-sortant / FRANCE" pages précédentes

(3) : Pour les flux entrants, la source CACSSS a été complétée par la source Cleiss (base Sirdar) car certains États ne fournissent pas de données détaillées par pays d'accueil à la CACSSS (voir renvoi 4) ou n'ont pas répondu à cette dernière (Chypre et Grèce)

(4) : L'Autriche (partiellement) et la Norvège n'ont pas été en mesure de présenter à la CACSSS des données détaillées par pays d'accueil.

(5) : ■ Flux sortant > flux entrant
■ Flux entrant > flux sortant

Travailleurs salariés et non salariés détachés en Europe en 2019 (flux intra-européen)

● 5 premiers pays d'accueil de l'UE-EEE-Suisse ● 5 premiers pays d'envoi de l'UE-EEE-Suisse



Pays			Flux entrant				Flux sortant				SOLDE ⁵	Part de chaque pays / total
			Nombre de formulaires A1 reçus	dont émis par la France (pays d'envoi) ¹			Nombre de formulaires A1 émis	dont reçus par la France (pays d'accueil) ²				
				Volume	Part	Rang (sur 31 pays)		Volume	Part	Rang (sur 31 pays)		
1°	1°	Allemagne	503 221	24 677	4,90%	7	1 681 710	214 164	12,73%	2		34,14%
3°		Autriche	320 422	2 097	0,65%	7	98 965	3 914	3,95%	5		6,55%
		Belgique	217 994	18 868	8,66%	4	85 870	30 902	35,99%	1		4,75%
		Bulgarie	13 695	410	2,99%	6	14 792	1 191	8,05%	3		0,45%
		Chypre	2 409	85	3,53%	6	NC	0	-	ND	-	0,04%
		Croatie	20 817	396	1,90%	6	46 299	950	2,05%	8		1,05%
		Danemark	46 207	1 122	2,43%	6	10 220	723	7,07%	5		0,88%
	4°	Espagne	176 722	12 904	7,30%	4	136 096	36 612	26,90%	1		4,89%
		Estonie	5 020	135	2,69%	6	7 200	299	4,15%	5		0,19%
		Finlande	35 506	1 161	3,27%	5	4 427	456	10,30%	4		0,62%
2°	5°	France ³	449 909				122 552					8,94%
		Grèce	17 378	1 279	7,36%	5	NC	180	-	ND	-	0,27%
		Hongrie	56 876	1 182	2,08%	6	57 454	2 339	4,07%	4		1,79%
		Irlande	17 145	1 173	6,84%	3	3 383	351	10,38%	5		0,32%
		Islande	2 125	141	6,64%	4	197	47	23,86%	1		0,04%
	3°	Italie	173 289	10 293	5,94%	3	173 149	46 034	26,59%	1		5,41%
		Lettonie	5 176	149	2,88%	6	2 629	126	4,79%	5		0,12%
		Liechtenstein	4 317	4	0,09%	16	229	3	1,31%	7		0,07%
		Lituanie	10 103	211	2,09%	3	32 005	2 696	8,42%	5		0,66%
		Luxembourg	52 830	7 730	14,63%	3	75 131	28 783	38,31%	1		2,00%
		Malte	4 982	262	5,26%	4	305	28	9,18%	3		0,08%
		Norvège	38 168	922	2,42%	9	1 940	81	4,18%	ND		0,63%
5°		Pays-Bas	218 212	4 972	2,28%	5	22 440	3 150	14,04%	3		3,76%
	2°	Pologne	93 522	2 922	3,12%	3	246 849	24 459	9,91%	2		5,32%
		Portugal	50 341	3 012	5,98%	3	58 761	20 256	34,47%	1		1,70%
		République tchèque	101 481	1 828	1,80%	5	10 644	750	7,05%	3		1,75%
		Roumanie	38 642	1 932	5,00%	3	45 248	8 183	18,08%	2		1,31%
		Royaume-Uni	131 998	9 686	7,34%	3	42 813	13 400	31,30%	1		2,73%
		Slovaquie	33 141	1 084	3,27%	4	91 611	3 410	3,72%	6		1,95%
		Slovénie	17 196	413	2,40%	5	95 332	2 102	2,20%	7		1,76%
		Suède	85 358	2 040	2,39%	5	3 863	465	12,04%	2		1,39%
4°		Suisse	246 886	9 462	3,83%	3	27 928	3 855	13,80%	2		4,29%
Données géographiques non précisées ⁴			9 134									0,14%
TOTAL 2019			3 200 222	122 552	3,83%	5	3 200 222	449 909	14,06%	2		100%
TOTAL 2018			1 824 018	117 800	6,46%	5	1 824 018	265 794	14,57%	2		
% d'évolution			75,45	4,03			75,45	69,27				



EN BREF

En 2019, les États membres de l'UE-EEE-Suisse ont informé la Commission administrative pour la coordination des systèmes de sécurité sociale (CACSSS) de la délivrance de 3.200.222 formulaires dans le cadre d'un détachement intra-européen (art 12.1 et 12.2 du règlement 883/2004), soit une hausse de plus de 75% par rapport à 2018. Cette évolution est la conséquence de la très forte hausse du nombre des formulaires délivrés par l'Allemagne (+311%), particulièrement pour les missions inférieures ou égales à 10 jours. Ce phénomène peut s'expliquer du fait que les employeurs allemands sont de mieux en mieux informés sur les procédures d'obtention des documents portables A1, particulièrement s'agissant des missions de courte durée (les séminaires par exemple), et par le renforcement en 2019 des dispositions de contrôles et d'amendes dont ils peuvent faire l'objet en cas de non délivrance de ce formulaire lors du détachement de leurs travailleurs.

Observations générales :

Les 5 premiers pays d'accueil (Allemagne, France, Autriche, Suisse et Pays-Bas) absorbent à eux seuls plus de la moitié (54%) du flux entrant.

Les 5 premiers pays d'envoi (Allemagne, Pologne, Italie, Espagne et France) sont à eux seuls à l'origine de près de 74% du flux sortant (près de 53% pour la seule Allemagne).

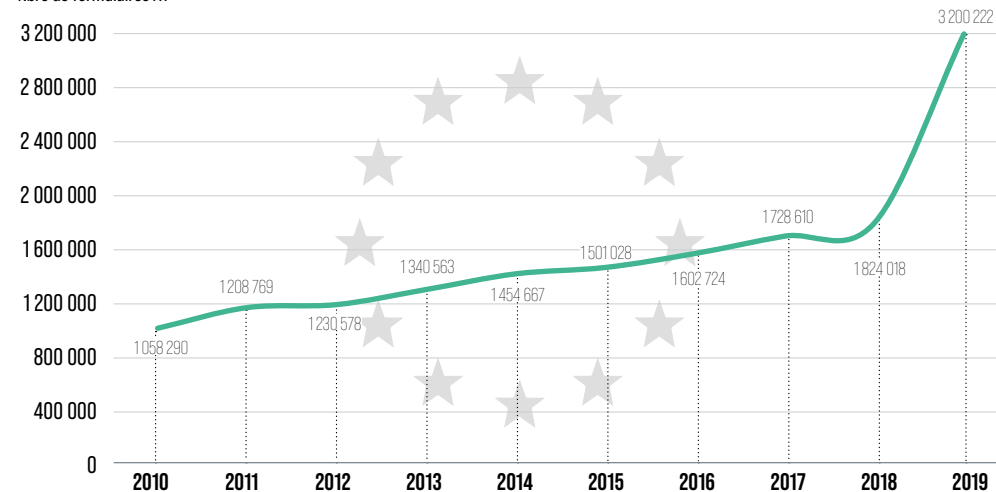
Focus sur la France :

La France est un acteur majeur du détachement au sein de la zone UE-EEE-Suisse, aussi bien pour les flux entrants (14% du total / 2^{ème} rang) que les flux sortants (4% du total / 5^{ème} rang).

En entrant dans le détail par État membre, on s'aperçoit que la France est le 1^{er} pays d'accueil des travailleurs détachés en provenance de Belgique, Espagne, Islande, Italie, Luxembourg, Portugal et Royaume-Uni et le 3^{ème} pays qui pourvoit l'Espagne, l'Italie, le Luxembourg, la Pologne, le Portugal, le Royaume-Uni et la Suisse notamment en travailleurs détachés.

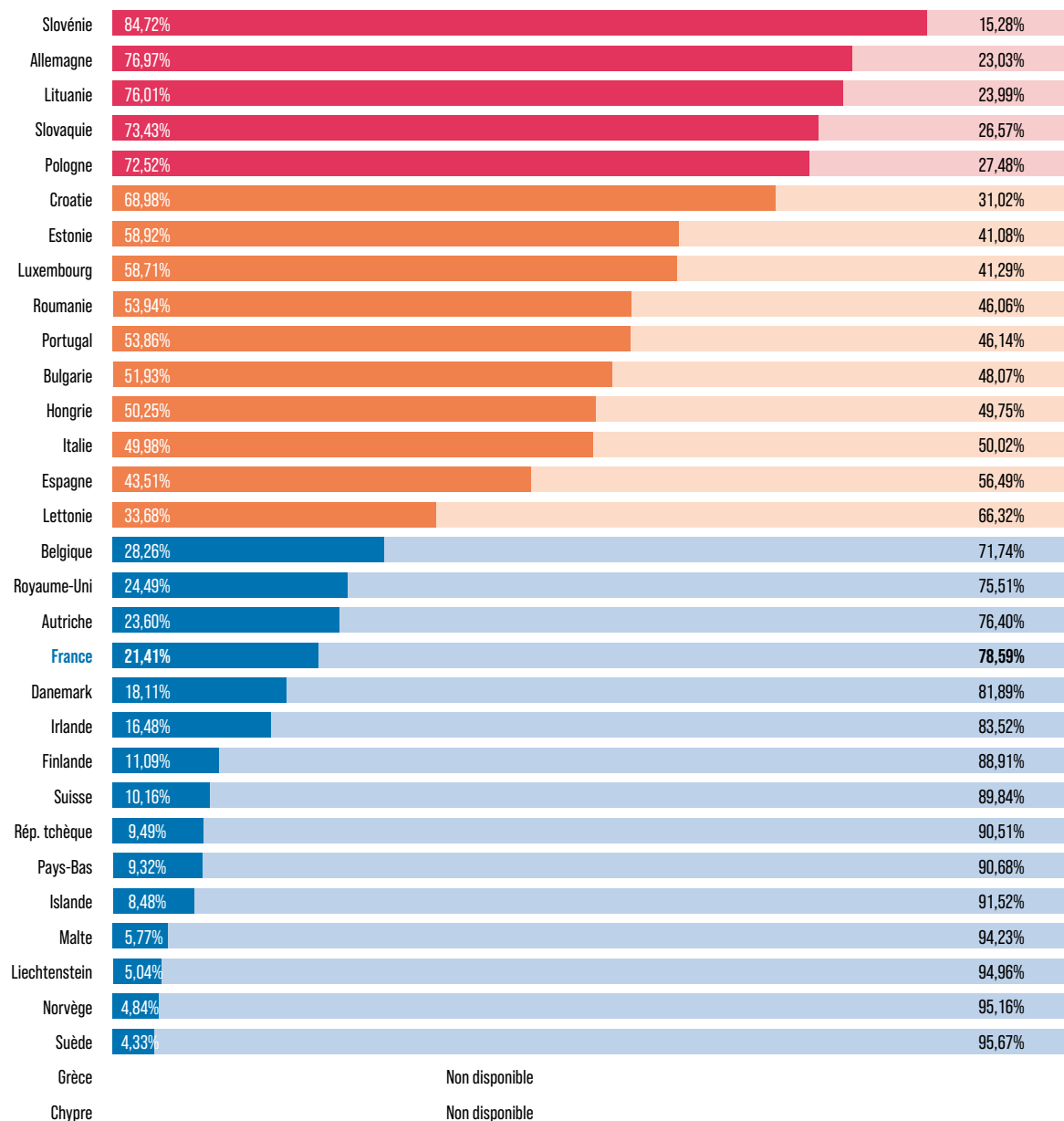
Travailleurs salariés et non salariés détachés en Europe depuis 2010 (flux intra-européen)

Nbre de formulaires A1



Depuis 2010, le nombre de formulaires A1 (art 12.1 et 12.2) délivrés par les États membres de l'UE-EEE-Suisse dans le cadre d'un détachement intra-européen est en constante progression : + 202% sur la période, soit une évolution annuelle moyenne de 13,1%.

Comment se positionnent les pays de l'UE-EEE-Suisse par rapport au phénomène du détachement ?



% sortant
% entrant

3 catégories de pays peuvent être distinguées par rapport à l'ensemble des flux (sortants + entrants) :

- les pays dont le flux sortant est > à 70% (graphique rouge) :

Au sein de cette 1^{ère} catégorie (5 pays sur 32), les répartitions des flux sortants et entrants sont relativement homogènes (85% - 15% à 73% - 27%).

L'Allemagne doit être mise en avant du fait de son poids en volume (+ 1 178 489), soit le solde positif le plus important de la zone UE-EEE-Suisse, très loin devant la Pologne (+ 153 327).

- les pays dont le flux sortant-entrant est équilibré et compris entre 30% et 70% (graphique orange) :

Cette 2^{ème} catégorie réunit 10 États membres sur 32.

Le solde des pays de cette catégorie varie de + 25 482 (Croatie) à - 40 626 (Espagne).

- les pays dont le flux entrant est > à 70% (graphique bleu) :

Dans cette 3^{ème} catégorie (15 pays sur 32), les répartitions des flux sortants et entrants sont relativement hétérogènes (4% - 96% à 28% - 72%).

La France, l'Autriche, la Suisse et les Pays-Bas doivent être mis en avant du fait de leur poids en volume (soldes des A1 respectifs de -327 357, - 221 457, - 218 958 et - 195 772).

Pluriactivité / EUROPE

Les tableaux et graphiques ci-dessous présentent un état des lieux de la pluriactivité, au sens de l'art. 13 du règlement 883/2004, au sein de la zone de l'UE-EEE-Suisse.

Ces données sont extraites du rapport annuel de la Commission administrative pour la coordination des systèmes de sécurité sociale (CACSSS).

La pluriactivité est un phénomène en pleine expansion mais difficile à appréhender, aux contours peu clairs en comparaison notamment du détachement pour lequel un pays d'envoi et un pays d'accueil sont clairement identifiés. Ceci explique pourquoi la CACSSS demande aux États membres un dénombrement global sans détail par pays d'accueil.

À SAVOIR

Qu'est-ce que la pluriactivité?

C'est le fait pour une personne d'exercer simultanément, ou en alternance, pour la même entreprise ou le même employeur ou pour différentes entreprises ou différents employeurs, une ou plusieurs activités différentes dans deux États membres ou plus. Cette activité a un caractère permanent. La personne doit relever en revanche de la législation d'un seul État membre, déterminée selon les règles prévues à l'article 13 du règlement (CE) n°883/2004.

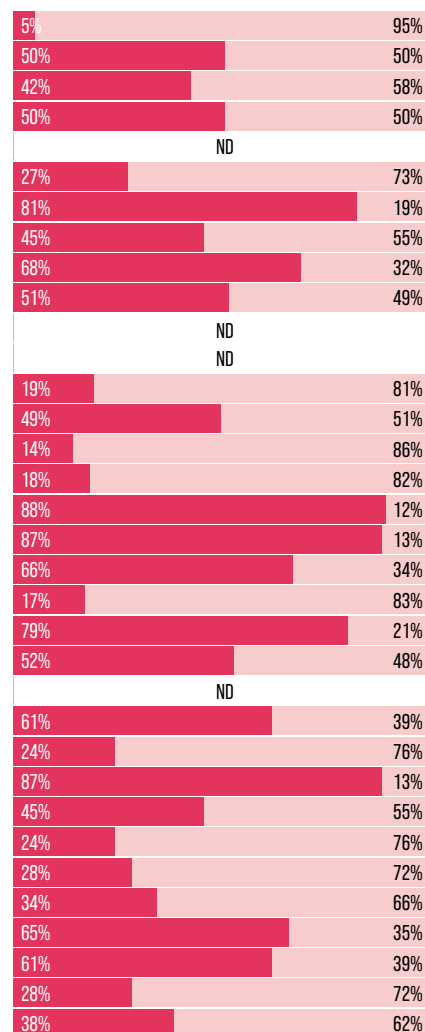
Pour plus de précisions, voir avant-propos.

Travailleurs salariés et non salariés pluriactifs en Europe en 2019

● 5 premiers pays de délivrance (A1 / art. 13) de l'UE-EEE-Suisse

Pays	Pluriactivité (art. 13)	
	Nombre de formulaires A1 émis	
4 ^e Allemagne	85 898	
3 ^e Autriche	97 086	
Belgique	62 513	
Bulgarie	15 044	
Chypre	ND	
Croatie	17 101	
Danemark	42 915	
2 ^e Espagne	112 837	
Estonie	15 591	
Finlande	4 583	
France ¹	ND	
Grèce	ND	
Hongrie	13 185	
Irlande	3 204	
Islande	32	
Italie	37 066	
Lettonie	18 671	
Liechtenstein	1 599	
Lituanie	62 764	
Luxembourg	15 572	
Malte	1 130	
Norvège	2 120	
Pays-Bas	ND	
1 ^{er} Pologne	386 786	
Portugal	18 290	
5 ^e République tchèque	69 445	
Roumanie	37 209	
Royaume-Uni	13 729	
Slovaquie	35 882	
Slovénie	49 056	
Suède	7 058	
Suisse	43 496	
TOTAL 2019	1 269 862	
TOTAL 2018	1 088 685	
% d'évolution	16,64	

Pluriactivité (art 13) / Détachement (art 12) 2



EN BREF

En 2019, les États membres de l'UE-EEE-Suisse ont informé la Commission administrative pour la coordination des systèmes de sécurité sociale (CACSSS) de la délivrance de 1 269 862 formulaires dans le cadre d'une situation relevant de la pluriactivité (art. 13 du règlement 883/2004), soit une hausse de près de 17% par rapport à 2018.

Malgré cette progression notable de la pluriactivité, la part des formulaires A1/art. 13 (pluriactivité), par rapport aux formulaires A1/art. 12 (détachement), s'est fortement infléchie au cours de l'année 2019 (28% - 72% contre 38% - 62%). Ceci est la conséquence quasi exclusive de l'explosion du nombre de formulaires délivrés par l'Allemagne au titre de l'article 12 (1 681 710 en 2019 contre 409 340 en 2018). Ce phénomène peut s'expliquer du fait que les employeurs allemands sont de mieux en mieux informés sur les procédures d'obtention des documents portables A1, particulièrement s'agissant des missions de courte durée (les séminaires par exemple), et par le renforcement en 2019 des dispositions de contrôles et d'amendes dont ils peuvent faire l'objet en cas de non délivrance de ce formulaire lors du détachement de leurs travailleurs.

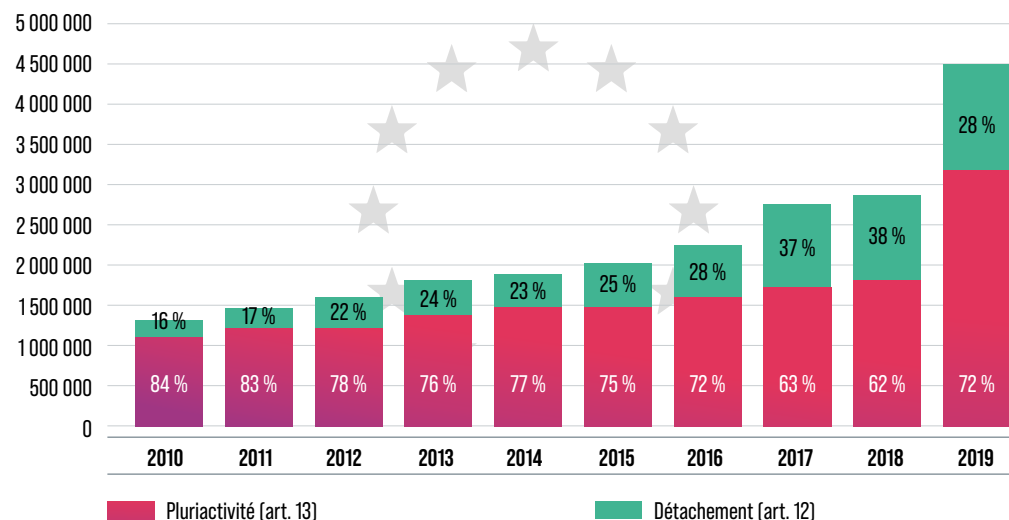
13 États membres (sur 32) délivrent majoritairement des formulaires A1 au titre de l'article 13 et la Pologne représente à elle seule plus de 30% du volume global de formulaires émis.

¹ Pour l'heure, la base XI¹ ne peut enregistrer les formulaires A1 relevant de la pluriactivité

² Pour plus de précisions, voir pages précédentes

Répartition entre pluriactivité et détachement depuis 2010

Nbre de formulaires A1



EN BREF

Depuis 2010, le nombre de formulaires A1 délivrés par les États membres de l'UE-EEE-Suisse dans le cadre d'une situation de pluriactivité est en constante et nette progression : + 549% sur la période, soit une évolution annuelle moyenne de + 23,1%.

En revanche, alors que cette forte progression coïncidait avec un ratio "Pluriactivité/Détachement" d'année en année plus favorable à la pluriactivité, on constate en 2019 que celui-ci revient à son niveau de 2016 soit 28%/72%. Ceci est la conséquence de l'augmentation très importante du nombre de formulaires A1 délivrés en 2019 par l'Allemagne dans le cadre de l'article 12 (+ 311%). Voir explication page précédente (En bref).

ACCORDS INTERNATIONAUX

DÉTACHEMENT

Actuellement, 38 États (ou territoires) et 3 collectivités d'outre-mer ont signé une convention de sécurité sociale (ou un décret de coordination) avec la France.

Les modalités de détachement dans un de ces États résultent des dispositions propres à chaque convention ou décret de coordination (avec les collectivités d'outre-mer). Il n'existe pas de règles uniformes en termes de durée maximale d'un détachement (cette durée varie de 6 mois à 5 ans selon les conventions) et de possibilité de prolongation (cf. tableau récapitulatif pages 114 et 115).

Par ailleurs, ces dispositions s'appliquent, en principe, uniquement si le travailleur a la nationalité française ou celle de l'État co-signataire de la convention, mais certaines conventions s'appliquent quelle que soit la nationalité du travailleur (Andorre, Argentine, Brésil, Canada, Chili, États-Unis, Monaco, Philippines et Uruguay).

Au même titre que les règlements européens, les conventions bilatérales et décrets de coordination ont pour objectif de coordonner les législations de deux États, afin de garantir la continuité du droit à la protection sociale aux personnes en situation de mobilité, et régler les conflits de législation.

CHIFFRES CLÉS :

- 54% des formulaires sont émis pour des détachements dans les 5 pays d'accueil ci-contre
- 99% ont une durée inférieure à 1 an

Détachement en 2019 (travailleurs salariés et non salariés) (1/2)

- 5 premiers pays d'accueil hors UE-EEE-Suisse



	Pays	Nombre de formulaires émis	VARIATION 2019/2018
CONVENTIONS BILATÉRALES	Algérie	2 649	→
	Andorre	259	↘
	Argentine	724	↗
	Aurigny	0	-
	Bénin	267	↗
	Bosnie-Herzégovine	160	↗
	Brésil	2 128	↗
	Cameroun	673	→
	5 ^e Canada	3 391	→
	Cap-Vert	68	→
	Chili	614	↗
	Congo Brazzaville	585	↗
	Corée du Sud	1 787	→
	Côte d'Ivoire	1 475	↗
	1 ^{er} États-Unis	13 099	→
	Gabon	514	→
	Guernesey	46	↗
	Herm	0	-
	4 ^e Inde	3 941	↗
	Israël	1 044	↗
	Japon	3 236	↘
	Jersey	22	↘
	Jethou	0	-
	Kosovo	43	→
	Macédoine	64	↗
	Madagascar	652	↗
	Mali	582	↗
	2 ^e Maroc	8 116	↗
	Mauritanie	224	→

	Pays	Nombre de formulaires émis	VARIATION 2019/2018
CONVENTIONS BILATÉRALES	Monaco	2 553	↘
	Monténégro	119	↗
	Niger	359	↗
	Philippines	365	↘
	Québec	443	→
	Saint-Marin	4	↗
	Sénégal	1 277	↗
	Serbie	464	↗
	Togo	227	↗
	3 ^e Tunisie	4 046	↗
	Turquie	2 928	↗
	Uruguay	46	↘
	Sous-total 2019	59 194	
DECRETS DE COORDINATION	Sous-total 2018	57 031	
	% évolution	3,79	

	Pays	Nombre de formulaires émis	VARIATION 2019/2018
DECRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie	367	↗
	Polynésie française	294	↗
	Saint-Pierre-et-Miquelon	19	↗
	Sous-total 2019	680	
	Sous-total 2018	568	
Données géographiques non précisées ⁽¹⁾	% évolution	19,72	

	Données géographiques non précisées ⁽¹⁾	Nombre de formulaires émis
Sous-total 2019	448	
Sous-total 2018	1 093	
% évolution	-59,01	

	Total Général 2019	Nombre de formulaires émis
Total Général 2018	60 322	
% évolution	58 692	
% évolution	2,78	

Évolution 2019/2018 (délivrance de formulaires)

- ↗ > à +20%
- ↗ > à +5%
- comprise entre -5% et +5%
- ↘ < à -5%
- ↘ < à -20%

⁽¹⁾ lorsque la ventilation des données entre les différents pays n'est pas disponible.

À SAVOIR

Dans le cadre du détachement d'un travailleur dans un État lié à la France par une convention de sécurité sociale, l'employeur doit effectuer en amont des formalités qui varient en fonction de la durée et de la fréquence des déplacements de ce travailleur.

Détachement occasionnel d'une durée inférieure à 3 mois : formulaire S9203 (avis de mission professionnelle à l'étranger) à compléter et à adresser 24h avant le départ de son travailleur à la caisse d'assurance maladie du lieu du siège de l'entreprise.

Détachement d'une durée supérieure à 3 mois : formulaire S3208 (questionnaire de maintien au régime français de sécurité sociale d'un travailleur détaché) à compléter et à adresser à sa caisse d'assurance maladie avant le départ de son travailleur. Après accord, cette dernière retourne le formulaire prévu par l'accord de coordination en 2 exemplaires, l'un pour l'employeur et l'autre pour son travailleur.

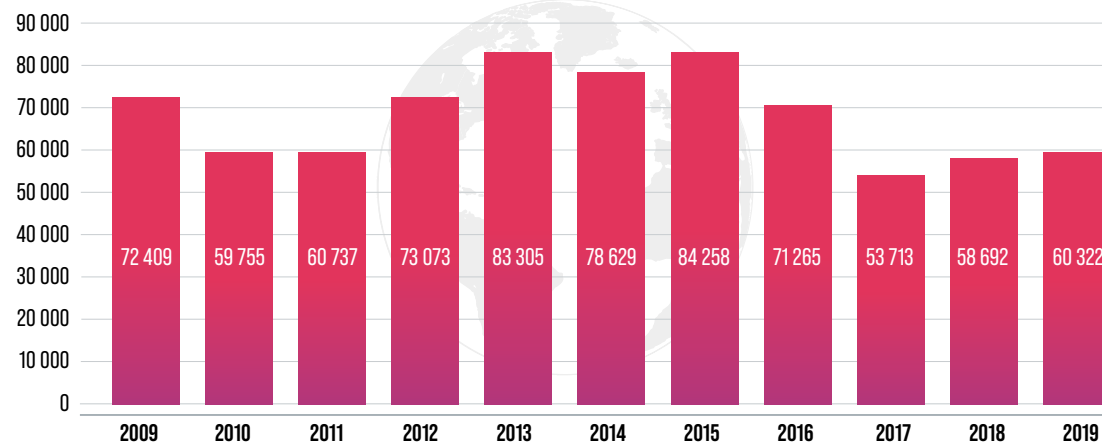
Prolongation du détachement au-delà de la période initiale : Certaines conventions prévoient la possibilité de prolonger le détachement du travailleur pour une durée variable selon les conventions (voir avant propos) et sous réserve d'obtenir l'accord des autorités compétentes. En l'espèce, le formulaire "Demande de maintien d'affiliation au régime français de sécurité sociale" est à compléter et à adresser au Cleiss pour traitement. Si ce dernier signifie son autorisation, cette demande est transmise à l'organisme étranger compétent pour examen et décision (accord ou refus). Qu'il y ait accord ou non entre les 2 autorités, le Cleiss informe l'organisme français compétent. En cas d'accord conjoint, la caisse d'assurance maladie délivre le formulaire prévu par la convention en 2 exemplaires, l'un pour l'employeur et l'autre pour le travailleur.

Détachement exceptionnel : l'employeur peut détacher dès le départ son travailleur pour une durée supérieure à celle prévue dans la convention de sécurité sociale sous réserve d'obtenir l'accord conjoint de l'organisme français compétent en matière de détachement exceptionnel (Cleiss) et celui de l'autre État (pays d'accueil).

En 2019, le Cleiss a donné son accord à 998 maintiens exceptionnels au régime étranger de sécurité sociale et a traité 321 demandes de maintien exceptionnel au régime français dans le cadre d'un détachement dans un pays lié à la France par une convention de sécurité sociale, dont 155 qu'il a acceptées dans l'attente de la décision de l'autorité étrangère.

D'une façon générale, les procédures décrites ci-dessus ne sont valables que si le travailleur a la nationalité française ou celle de l'État cosignataire de la convention. Dans le cas contraire, le travailleur peut être maintenu au régime français de sécurité sociale dans le cadre du détachement en législation interne française.

Évolution du nombre de formulaires émis (travailleurs salariés et non salariés)



L'évolution irrégulière du nombre de formulaires de détachement émis est fortement liée à la nature même du détachement, lequel dépend de la nécessité ou de la volonté pour les employeurs d'envoyer leurs travailleurs exécuter un travail, pour un temps déterminé, sur le territoire d'un autre État. À cela s'ajoute la difficulté que rencontrent les caisses françaises pour transmettre des informations exhaustives

Important : Les formulaires de prolongation et de détachements exceptionnels ne sont pas inclus dans les données affichées.

PAYS HORS CONVENTIONS

DÉTACHEMENTS DE DROIT COMMUN

Les modalités de détachement résultent des dispositions prévues par la législation française lorsque le détachement a lieu :

- dans un État hors UE-EEE-Suisse et n'ayant pas signé de convention de sécurité sociale avec la France ;
- dans un Territoire d'outre-mer autre que la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française et Saint-Pierre-et-Miquelon.

Et aussi lorsque :

- le travailleur salarié détaché dans un pays ayant signé une convention bilatérale ou un accord de coordination avec la France n'a pas la nationalité française ou celle de l'État cosignataire de la convention (sauf exceptions citées page 129) ;
- la durée du détachement prévue par une convention bilatérale est dépassée.

Le salarié envoyé dans un pays qui n'est pas lié à la France par une convention de sécurité sociale (exemples ci-dessus) est maintenu au régime français de protection sociale dans le cadre de **la législation interne française**. Il aura un double statut dans le cas où l'affiliation au régime local du pays est obligatoire.

CHIFFRES CLÉS :

- 45% des formulaires sont émis pour des détachements dans les 5 pays d'accueil ci-contre
- 99,85% ont une durée inférieure à 3 ans

Détachements de droit commun (travailleurs salariés) 1/2

- 5 premiers pays d'accueil hors conventions

Pays	Nombre de formulaires S9201/9203 émis
Afghanistan	191
Afrique du sud	1 094
Albanie	116
Angola	217
Antigua et Barbuda	8
4 ^e Arabie Saoudite	2 518
Arménie	154
Australie	1 052
Azerbaïdjan	81
Bahamas	171
Bahrein	256
Bangladesh	241
Barbade	12
Belize	4
Bielorussie	117
Birmanie	119
Bolivie	274
Botswana	36
Brunei	8
Burkina Faso	447
Burundi	14
Cambodge	131
1 ^{er} Chine	10 290
Colombie	536
Comores	49
Congo (République démocratique du)	197
Corée (République populaire de)	15
Costa Rica	123
Cuba	209
Djibouti	166
Dominique	25
Egypte	1 196
El Salvador	20
3 ^e Emirats Arabes Unis	2 650
Equateur	172
Erythrée	2



Pays	Nombre de formulaires S9201/9203 émis
Ethiopie	209
Fidji	49
Gambie	13
Géorgie	229
Ghana	245
Grenade	3
Groënland	1
Guatemala	38
Guinée	236
Guinée équatoriale	26
Guinée-Bissau	9
Guyana	36
Haïti	201
Honduras	144
Indonésie	673
Irak	73
Iran	289
Jamaïque	93
Jordanie	306
Kazakhstan	335
Kenya	316
Kirghizistan	8
Koweït	297
Laos	118
Lésotho	15
Liban	579
Libéria	22
Libye	22
Malaisie	896
Malawi	106
Maldives	16
Marshall (Iles)	1
Maurice (Ile)	499
5 ^e Mexique	2 048
Micronésie (Etats fédérés)	2
Moldavie	52

Détachements de droit commun (travailleurs salariés) 2/2

● 5 premiers pays d'accueil hors conventions



Pays	Nombre de formulaires S9201/9203 émis
Mongolie	108
Mozambique	71
Namibie	92
Nauru	9
Népal	65
Nicaragua	12
Nigéria	397
Nouvelle Zélande	299
Oman	413
Ouganda	224
Ouzbékistan	133
Pakistan	163
Palaos (Iles)	4
Palestine	68
Panama	95
Papouasie - Nouvelle-Guinée	17
Paraguay	56
Pérou	250
Pitcairn (Ile)	1
Qatar	797
République Centrafricaine	164
République Dominicaine	228
² Russie	3 165
Rwanda	129
Saint-Barthélemy	58
Sainte-Lucie	16
Saint-Martin	15
Saint-Vincent Grenadines	1
Salomon (Iles)	1
Samoa Occidentales	9
Sao Tomé et Princes	3
Seychelles	93
Sierra Léone	21
Singapour	1 582
Somalie	8
Soudan	64

Pays	Nombre de formulaires S9201/9203 émis
Soudan du sud	7
Sri Lanka	89
Surinam	31
Swaziland	8
Syrie	94
Tadjikistan	21
Taiwan	846
Tanzanie	195
Tchad	263
Thaïlande	1 393
Timor Oriental	15
TOM des Pays-Bas (Antilles)	2
TOM du Royaume-Uni (Antilles)	3
TOM du Royaume-Uni (Atlantique sud)	2
TOM du Royaume-Uni (Océan indien)	1
Tonga	1
Trinité et Tabago	9
Turkménistan	115
Tuvalu	1
Ukraine	753
Vanuatu	2
Vénézuëla	96
Vietnam	1 022
Wallis et Futuna	20
Yémen	30
Zambie	104
Zimbabwe	15
Autres pays	19
Données géographiques non précisées ⁽¹⁾	680
Total 2019	45 784
Total 2018	41 840
% évolution	9,43

⁽¹⁾ lorsque la ventilation des données entre les différents pays n'est pas disponible.

À SAVOIR

L'employeur établi en France qui souhaite envoyer un salarié dans un État non lié à la France par une convention de sécurité sociale, peut le maintenir au régime français de sécurité sociale dans le cadre de la législation interne française. Pour ce faire, sont à effectuer en amont des formalités qui varient en fonction de la durée et de la fréquence des déplacements de ce salarié.

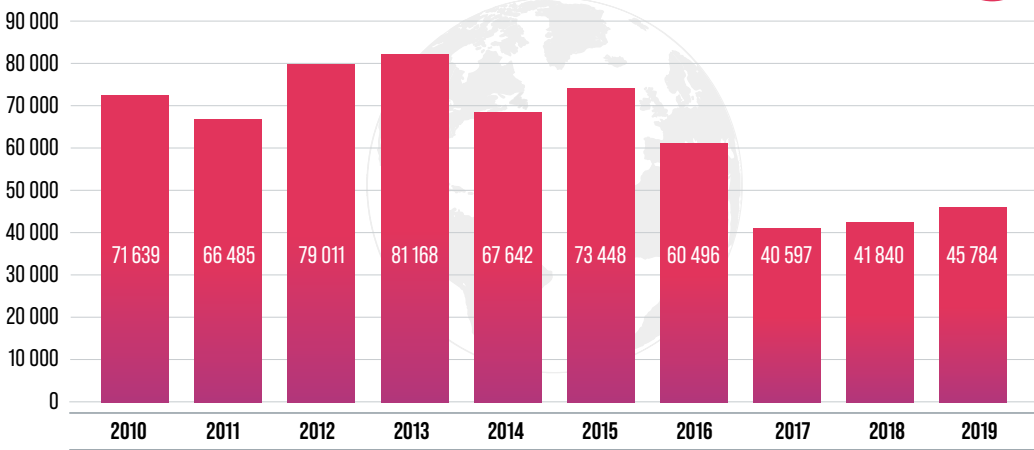
Détachement occasionnel d'une durée inférieure à 3 mois : formulaire S9203 (avis de mission professionnelle à l'étranger) à compléter et à adresser 24h avant le départ de son salarié à la caisse d'assurance maladie du lieu du siège de l'entreprise.

Détachement fréquent et répété d'une durée inférieure à 3 mois : déclaration préalable et trimestrielle à compléter et à retourner à sa caisse d'assurance maladie avec la mention des noms des salariés susceptibles d'être détachés. À l'issue des 3 mois, l'employeur reprend contact avec cette dernière pour lui communiquer un relevé de ses salariés qui ont réellement été détachés.

Détachement d'une durée comprise entre 3 mois et 3 ans : formulaire S9201 (attestation de détachement à l'étranger) à compléter en 3 exemplaires et à adresser à sa caisse d'assurance maladie avant le départ de son salarié. Après accord, cette dernière retourne 2 exemplaires, l'un pour l'employeur et l'autre pour son salarié.

Prolongation du détachement au-delà de 3ans (et dans la limite de 3ans supplémentaires) : Procédure identique à un détachement compris entre 3 mois et 3 ans.

Évolution du nombre de formulaires S9201/9203 émis (travailleurs salariés)



Indicateurs d'évolution	
Nombre de formulaires de détachement émis :	
Évolution sur 10 ans du nombre de formulaires :	-36,09%
soit une évolution annuelle moyenne de :	-4,85%
soit en nombre de formulaires :	-25 855

L'évolution irrégulière du nombre de formulaires S9201 et S9203 émis est fortement liée à la nature même du détachement, lequel dépend de la nécessité ou de la volonté pour les employeurs d'envoyer leurs travailleurs exécuter un travail, pour un temps déterminé, sur le territoire d'un autre État. À cela s'ajoute la difficulté que rencontrent les caisses françaises pour transmettre des informations exhaustives.

Important : les relevés transmis par les employeurs à leur caisse d'assurance maladie (voir supra) ne sont pas inclus dans les données affichées.



Partie 6

FLUX FINANCIERS : ÉTRANGER → FRANCE

Règlements européens

Pensions de vieillesse, de réversion et d'invalidité
servies en France (et réciproquement)

136

PENSIONS DE VIEILLESSE, DE RÉVERSION ET D'INVALIDITÉ SERVIES EN FRANCE EN 2019 (et réciproquement) (1/2)

Dans le cadre de la réciprocité des accords, le Cleiss collecte des données statistiques auprès de ses partenaires européens.

Elles concernent principalement les pensions de vieillesse, de réversion et d'invalidité versées à des assurés résidant en France, qui bénéficient du régime de sécurité sociale du pays dans lequel ils ont cotisé pendant leur durée de travail.

CHIFFRES CLÉS :

- 81% des prestations versées à la France concernent des pensions de vieillesse
- 11% des pensions de réversion
- 8% des pensions d'invalidité
- 85% proviennent des cinq pays ci-contre

Pensions de vieillesse, de réversion et d'invalidité servies en France en 2019 (et réciproquement) (2/2)

● 5 premiers pays de l'UE-EEE-Suisse exportateurs de pensions vers la France

Pays	 → 								 → 		Solde 2
	Pension de vieillesse		Pension de réversion		Pension d'invalidité		Total		Total (PV, PR et PI) ¹		
	Nombre	Montant (€)	Nombre	Montant (€)	Nombre	Montant (€)	Nombre	Montant (€)	Nombre	Montant (€)	
³ Allemagne	76 070	378 358 000	15 427	55 705 000	3 802	22 924 000	95 299	456 987 000	57 434	107 502 805	
Autriche	1 766	6 824 809	333	1 119 703	15	162 093	2 114	8 106 605	2 648	5 694 033	
² Belgique	52 555	446 367 749	10 156	72 075 751	4 491	57 170 659	67 202	575 614 158	64 580	206 220 289	
Bulgarie	331	456 969	28	15 421	29	31 883	388	504 273	339	1 454 747	
Chypre	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	136	647 838	-
Croatie	478	420 566	93	120 611	0	0	571	541 178	2 970	8 100 844	
Danemark	2 147*	18 765 605*	NC	NC	85	1 430 323	2 232	20 195 928	813	1 754 193	
Espagne	20 826	77 011 729	10 551	41 910 696	474	4 362 312	31 851	123 284 738	331 617	747 013 098	
Estonie	23	86 015	1	2 922	0	0	24	88 937	20	73 789	
Finlande	838	11 023 658	59	748 643	20	340 601	917	12 112 902	405	923 688	
Grèce	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	2 445	7 312 024	-
Hongrie	445	689 590	39	42 083	6	12 846	490	744 519	582	2 664 989	
Irlande	674	NC	NC	NC	18	NC	NC	NC	549	1 995 703	-
Islande	13	162 260	0	0	8	132 942	21	295 201	20	55 215	
Italie	23 191	70 551 854	13 021	26 455 323	931	3 357 532	37 143	100 364 709	104 225	216 929 968	
Lettonie	70	249 679	4	7 833	9	13 964	83	271 476	20	115 969	
Liechtenstein	43	245 527*	4	NC	0	0	47	245 527	49	173 017	

NC : Données non communiquées

* Données non distinguées entre pension de vieillesse et pension de réversion (Danemark, Liechtenstein et Royaume-Uni)

¹ Pour plus de détails, voir partie 3 «Rentes, pensions et allocations»

²  Montant reçu par la France > Montant versé par la France

 Montant versé par la France > Montant reçu par la France

Pensions de vieillesse, de réversion et d'invalidité servies en France en 2019 (et réciproquement) (2/2)

● 5 premiers pays de l'UE-EEE-Suisse exportateurs de pensions vers la France



Pays	 → 								 → 		SOLDE ²
	Pension de vieillesse		Pension de réversion		Pension d'invalidité		Total		Total (PV, PR et PI) ¹		
	Nombre	Montant (€)	Nombre	Montant (€)	Nombre	Montant (€)	Nombre	Montant (€)	Nombre	Montant (€)	
Lituanie	51	138 443	14	14 928	7	18 994	72	172 365	47	185 770	
⁴ Luxembourg	19 715	297 144 793	5 239	56 032 310	5 133	73 134 608	30 087	426 311 711	5 748	23 243 601	
Malte	26	85 090	2	16 515	0	0	28	101 604	126	802 911	
Norvège	851	10 604 752	25	287 545	95	2 226 733	971	13 119 031	598	1 262 293	
Pays-Bas	14 042	100 285 985	26	324 439	713	12 135 068	14 781	112 745 492	4 614	9 206 389	
Pologne	4 272	10 449 732	495	1 333 522	51	143 440	4 818	11 926 694	5 496	13 369 719	
Portugal	32 346	78 061 401	8 991	20 407 816	1 105	3 841 991	42 442	102 311 208	208 554	850 938 035	
République tchèque	687	1 472 145	95	155 749	6	26 137	788	1 654 031	450	1 770 926	
Roumanie	336	692 893	9	24 265	7	7 579	352	724 737	619	3 032 487	
⁵ Royaume-Uni	66 553*	395 580 383*	NC	NC	NC	NC	66 553	395 580 383	10 825	27 303 646	
Slovaquie	223	452 089	22	19 301	5	18 873	250	490 263	200	654 023	
Slovénie	317	306 945	76	73 589	4	3 873	397	384 407	668	1 806 414	
Suède	2 309	12 062 745	151	434 956	22	213 546	2 482	12 711 247	1 967	4 600 867	
¹ Suisse	100 149	1 015 046 160	11 591	109 787 916	5 217	99 726 955	116 957	1 224 561 031	25 109	81 054 867	
Total 2019	421 347	2 933 597 566	76 452	387 116 838	22 253	281 436 951	519 360	3 602 151 355	833 873	2 327 864 157	
Total 2018	409 601	2 763 208 135	76 034	368 045 402	21 637	263 673 104	507 272	3 394 926 641	851 896	2 318 092 846	
% évolution	2,87	6,17	0,55	5,18	2,85	6,74	2,38	6,10	-2,12	0,42	

En 2019, **3,6 milliards d'euros** ont été versés par les pays de l'UE-EEE-Suisse à des bénéficiaires de pensions de vieillesse, de réversion ou d'invalidité résidant en France.

Ce chiffre représente une hausse de 6,11 % par rapport à 2018.

Le solde entre les paiements servis à la France et ceux effectués par la France est de **+1 274 M€** sur l'année considérée soit une hausse de 18% par rapport à l'année précédente.

Soldes positifs les plus significatifs :

- Suisse (+ 1 144 M€)
- Luxembourg (+ 403 M€)
- Belgique (+ 369 M€)

Soldes négatifs les plus significatifs :

- Portugal (- 749 M€)
- Espagne (- 624 M€)
- Italie (- 117 M€)

NC : Données non communiquées

* Données non distinguées entre pension de vieillesse et pension de réversion (Danemark, Liechtenstein et Royaume-Uni)

¹ Pour plus de détails, voir partie 3 «Rentes, pensions et allocations»

²  Montant reçu par la France > Montant versé par la France

 Montant versé par la France > Montant reçu par la France

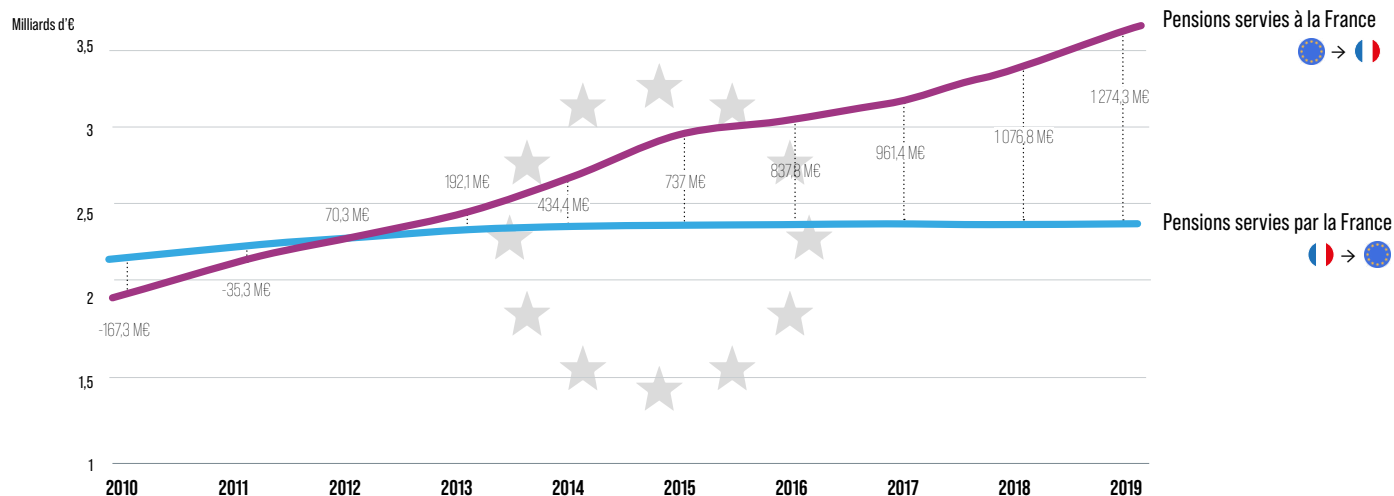
PENSIONS DE VIEILLESSE, DE RÉVERSION ET D'INVALIDITÉ SERVIES EN FRANCE DEPUIS 10 ANS (et réciproquement) (1/2)



Années	 → 								 → 	
	Pension de vieillesse		Pension de réversion		Pension d'invalidité		Total		Total (PV, PR et PI) ¹	
	Nombre	Montant (€)	Nombre	Montant (€)	Nombre	Montant (€)	Nombre	Montant (€)	Nombre	Montant (€)
2010	302 787	1 438 521 783	68 821	273 576 675	20 409	211 265 561	392 017	1 923 364 019	875 906	2 090 688 767
2011	326 703	1 627 614 811	72 396	290 275 910	21 002	222 019 380	420 101	2 139 910 101	884 473	2 175 193 662
2012	337 195	1 793 182 639	71 665	283 258 119	19 782	223 376 551	428 642	2 299 817 310	889 150	2 229 471 013
2013	348 249	1 946 593 550	72 163	300 770 128	19 966	226 952 294	440 378	2 474 315 971	891 462	2 282 222 766
2014	366 961	2 182 242 911	74 638	320 081 979	20 710	237 412 840	462 309	2 739 737 730	888 227	2 305 360 528
2015	379 221	2 455 219 201	77 537	343 095 617	21 255	252 168 858	478 013	3 050 483 676	882 735	2 313 445 936
2016	390 472	2 543 398 841	78 067	357 629 434	21 627	254 502 190	490 166	3 155 530 464	875 619	2 317 762 861
2017	399 717	2 661 518 019	76 257	362 322 809	21 717	261 226 852	497 691	3 285 067 680	866 535	2 323 627 314
2018	409 601	2 763 208 135	76 034	368 045 402	21 637	263 673 104	507 272	3 394 926 641	851 896	2 318 092 846
2019	421 347	2 933 597 566	76 452	387 116 838	22 253	281 436 951	520 052	3 602 151 355	833 873	2 327 864 157

¹ Pour plus de détails, voir partie 3 « Rentes, pensions et allocations »

Évolution sur 10 ans du solde des versements de pensions



Depuis 2010, les pensions de vieillesse, de réversion et d'invalidité servies par les pays de l'UE-EEE-Suisse pour leurs assurés résidant en France progressent (en valeur) au rythme annuel de 7,22% (contre 1,20% dans le sens inverse).

Les pensions servies **par la France** restent relativement stables depuis 10 ans pendant que celles servies **à la France** progressent de façon continue. C'est par conséquent en 2012 que les courbes se coupent (+70,3 M€) pour depuis s'éloigner de plus en plus, révélant un solde positif français toujours plus croissant en matière de versements de pension.



Partie 7

MOUVEMENTS MIGRATOIRES

—

Les travailleurs étrangers entrés en France	140
L'immigration familiale	146
Les Français à l'étranger (immatriculation dans les consulats)	150

LES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS ENTRÉS EN FRANCE

Répartition par zone géographique et par pays en 2019 (1/3)



Zones géographiques / Pays		Salariés							Non Salariés	TOTAL GENERAL	
		Permanents	En mission	Temporaires	Scientifiques	Professions artistiques et culturelles	Autorisations provisoires de travail	Saisonniers			Total Salariés
AFRIQUE DU NORD		7 158	59	972	0	0	6	9 826	18 021	127	18 148
Dont	Algerie	2 018	0	350	0	0	1	0	2 369	7	2 376
	Libye	5	0	3	0	0	0	0	8	1	9
	Maroc	3 257	47	232	0	0	1	8 275	11 812	45	11 857
	Tunisie	1 878	12	387	0	0	4	1 551	3 832	74	3 906
AFRIQUE SUBSAHARIENNE		3 510	11	1 378	2	0	3	203	5 107	55	5 162
Dont	Benin	178	0	41	0	0	1	0	220	1	221
	Cameroun	382	0	88	0	0	0	0	470	7	477
	Cap-Vert	18	0	3	0	0	0	1	22	0	22
	Congo Brazzaville	74	1	24	0	0	0	0	99	1	100
	Congo (Rép. Dém.)	147	0	38	0	0	1	0	186	4	190
	Côte d'Ivoire	401	0	174	0	0	0	0	575	5	580
	Egypte	97	5	15	2	0	0	1	120	9	129
	Gabon	182	0	44	0	0	0	0	226	1	227
	Guinée (Rép. de)	181	0	146	0	0	0	2	329	0	329
	Madagascar	217	0	32	0	0	0	1	250	5	255
	Mali	262	0	212	0	0	1	0	475	1	476
	Maurice (île)	77	0	17	0	0	0	98	192	1	193
	Mauritanie	39	0	24	0	0	0	0	63	2	65
	Niger	45	0	10	0	0	0	0	55	2	57
	Sénégal	776	1	350	0	0	0	97	1 224	2	1 226
	Togo	108	0	23	0	0	0	0	131	1	132
	Autres pays	326	4	137	0	0	0	3	470	13	483
AMERIQUE DU NORD		110	28	575	0	0	0	7	720	110	830
Dont	Canada	42	5	87	0	0	0	2	136	38	174
	Etats Unis	68	23	488	0	0	0	5	584	72	656



Répartition par zone géographique et par pays en 2019 (2/3)

Zones géographiques / Pays		Salariés							Non Salariés	TOTAL GENERAL	
		Permanents	En mission	Temporaires	Scientifiques	Professions artistiques et culturelles	Autorisations provisoires de travail	Saisonniers			Total Salariés
AMERIQUE CENTRALE ET DU SUD		594	4	370	0	0	10	93	1 071	167	1 238
Dont	Argentine	20	0	21	0	0	0	10	51	13	64
	Brésil	129	4	52	0	0	1	35	221	101	322
	Chili	17	0	10	0	0	0	1	28	8	36
	Colombie	140	0	69	0	0	1	0	210	8	218
	Haïti	37	0	12	0	0	0	0	49	2	51
	Mexique	103	0	68	0	0	0	31	202	18	220
	Pérou	27	0	17	0	0	0	0	44	1	45
	Venezuela	54	0	28	0	0	1	1	84	4	88
	Autres pays	67	0	93	0	0	7	15	182	12	194
ASIE		1 517	99	253	0	20	1	49	1 939	250	2 189
Dont	Chine (RPC)	474	4	75	0	0	1	10	564	90	654
	Corée du Sud	39	2	10	0	0	0	2	53	15	68
	Inde	209	76	69	0	20	0	3	377	88	465
	Japon	40	13	25	0	0	0	7	85	27	112
	Philippines	154	0	3	0	0	0	0	157	1	158
	Thaïlande	21	1	2	0	0	0	4	28	8	36
	Vietnam	140	0	16	0	0	0	0	156	7	163
	Autres pays	440	3	53	0	0	0	23	519	14	533
PROCHE ET MOYEN ORIENT		351	3	125	0	0	0	44	523	65	588
Dont	Iran	32	0	16	0	0	0	0	48	36	84
	Israel	3	0	6	0	0	0	44	53	2	55
	Liban	155	2	65	0	0	0	0	222	16	238
	Pakistan	123	1	17	0	0	0	0	141	2	143
	Autres pays	38	0	21	0	0	0	0	59	9	68

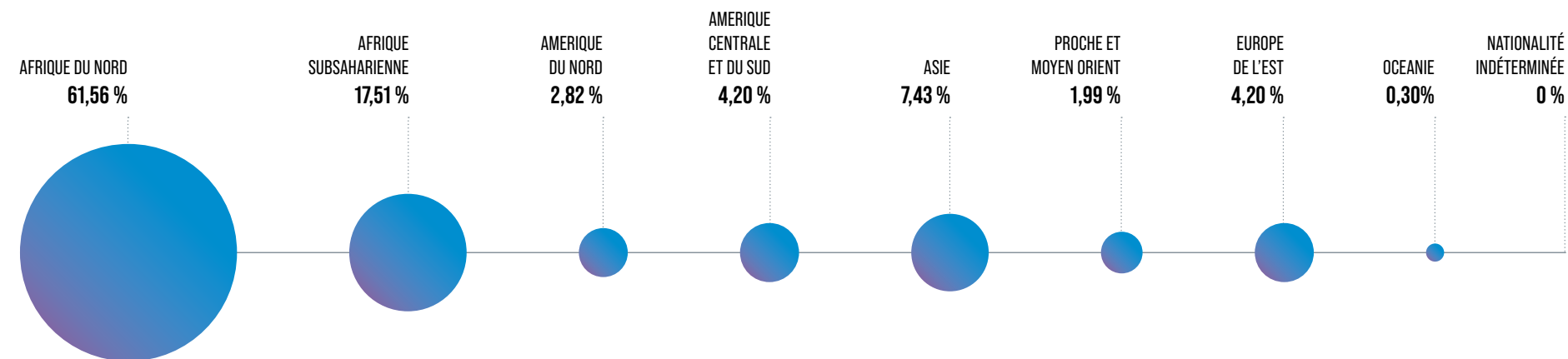


Répartition par zone géographique et par pays en 2019 (3/3)

Zones géographiques / Pays	Salariés								Non Salariés	TOTAL GENERAL
	Permanents	En mission	Temporaires	Scientifiques	Professions artistiques et culturelles	Autorisations provisoires de travail	Saisonniers	Total Salariés		
EUROPE DE L'EST	584	8	246	0	0	0	358	1 196	42	1 238
Dont										
Bosnie-Herzégovine	3	0	14	0	0	0	7	24	0	24
Macédoine du Nord	5	0	4	0	0	0	3	12	0	12
Moldavie	7	0	2	0	0	0	0	9	0	9
Russie	116	4	84	0	0	0	35	239	8	247
Serbie	26	1	25	0	0	0	11	63	1	64
Turquie	115	3	13	0	0	0	269	400	21	421
Ukraine	127	0	21	0	0	0	30	178	7	185
Autres pays	185	0	83	0	0	0	3	271	5	276
OCEANIE	19	2	49	0	0	0	5	75	12	87
Dont										
Australie	13	2	20	0	0	0	2	37	12	49
Nouvelle-Zélande	2	0	12	0	0	0	0	14	0	14
Autres pays	4	0	17	0	0	0	3	24	0	24
NATIONALITÉ INDÉTERMINÉE	0	0	1	0	0	0	0	1	0	1
TOTAL GÉNÉRAL	13 843	214	3 969	2	20	20	10 585	28 653	828	29 481

Source : O.F.I.I. - Office Français de l'Immigration et de l'Intégration

Répartition par zone géographique des travailleurs entrés en France en 2019





Répartition par zone géographique et par catégorie salariée (1/2)

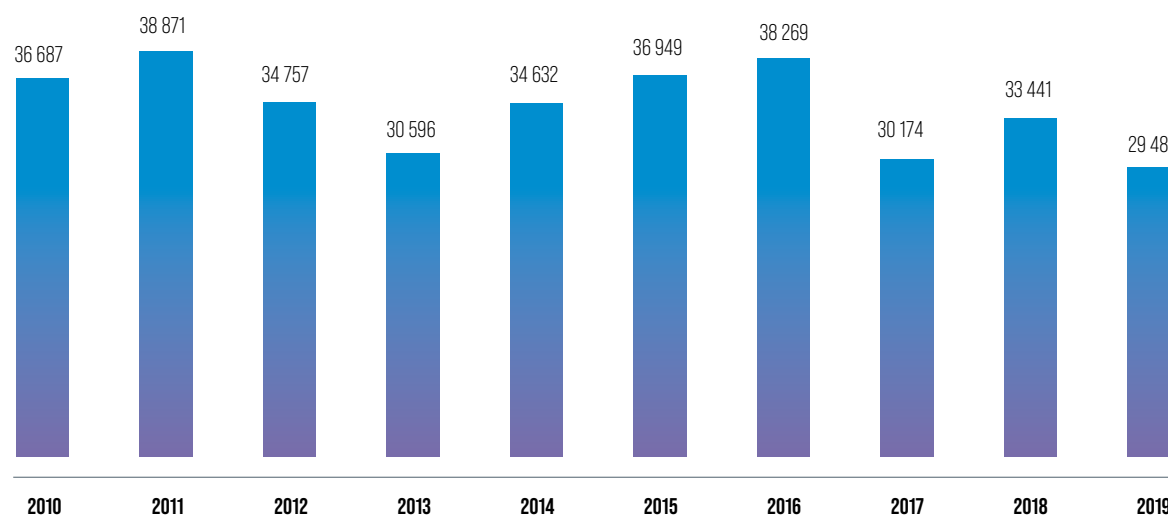
	2019	2018	2017	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010
AFRIQUE DU NORD	18 148	17 729	15 033	15 444	14 460	13 721	12 248	12 338	12 685	12 024
Salariés permanents et en mission	7 217	8 523	6 866	7 661	6 663	5 842	5 323	5 038	5 477	4 663
Autorisations provisoires et autres catégories	978	1 422	1 053	717	661	495	617	857	885	1 031
Saisonniers	9 826	7 532	6 772	6 386	6 329	6 237	5 758	5 975	5 939	5 890
Total salariés	18 021	17 477	14 691	14 764	13 653	12 574	11 698	11 870	12 301	11 584
Non salariés	127	252	342	680	807	1 147	550	468	384	440
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	5 162	4 876	4 291	3 395	6 124	5 603	4 522	4 293	5 837	5 486
Salariés permanents et en mission	3 521	3 232	2 854	2 547	4 383	4 261	3 850	3 582	5 207	4 718
Autorisations provisoires et autres catégories	1 383	1 255	1 018	372	701	506	418	428	428	547
Saisonniers	203	191	105	10	101	81	65	100	54	36
Total salariés	5 107	4 678	3 977	2 929	5 185	4 848	4 333	4 110	5 689	5 301
Non salariés	55	198	314	466	939	755	189	183	148	185
AMÉRIQUE DU NORD	830	2 039	2 097	567	2 903	2 747	2 756	2 945	3 271	3 023
Salariés permanents et en mission	138	296	308	203	975	886	903	1 036	964	967
Autorisations provisoires et autres catégories	575	1 371	1 555	342	1 868	1 451	1 375	1 650	2 077	1 802
Saisonniers	7	2	6	0	9	4	7	4	4	7
Total salariés	720	1 669	1 869	545	2 852	2 341	2 285	2 690	3 045	2 776
Non salariés	110	370	228	22	51	406	471	255	226	247
AMÉRIQUE CENTRALE ET DU SUD	1 238	2 157	2 074	1 515	2 615	2 498	2 326	2 156	2 394	2 351
Salariés permanents et en mission	598	661	596	633	1 059	922	891	931	1 032	1 027
Autorisations provisoires et autres catégories	380	820	873	838	1 360	710	727	853	1 069	1 022
Saisonniers	93	78	32	4	41	14	36	106	32	46
Total salariés	1 071	1 559	1 501	1 475	2 460	1 646	1 654	1 890	2 133	2 095
Non salariés	167	598	573	40	155	852	672	266	261	256



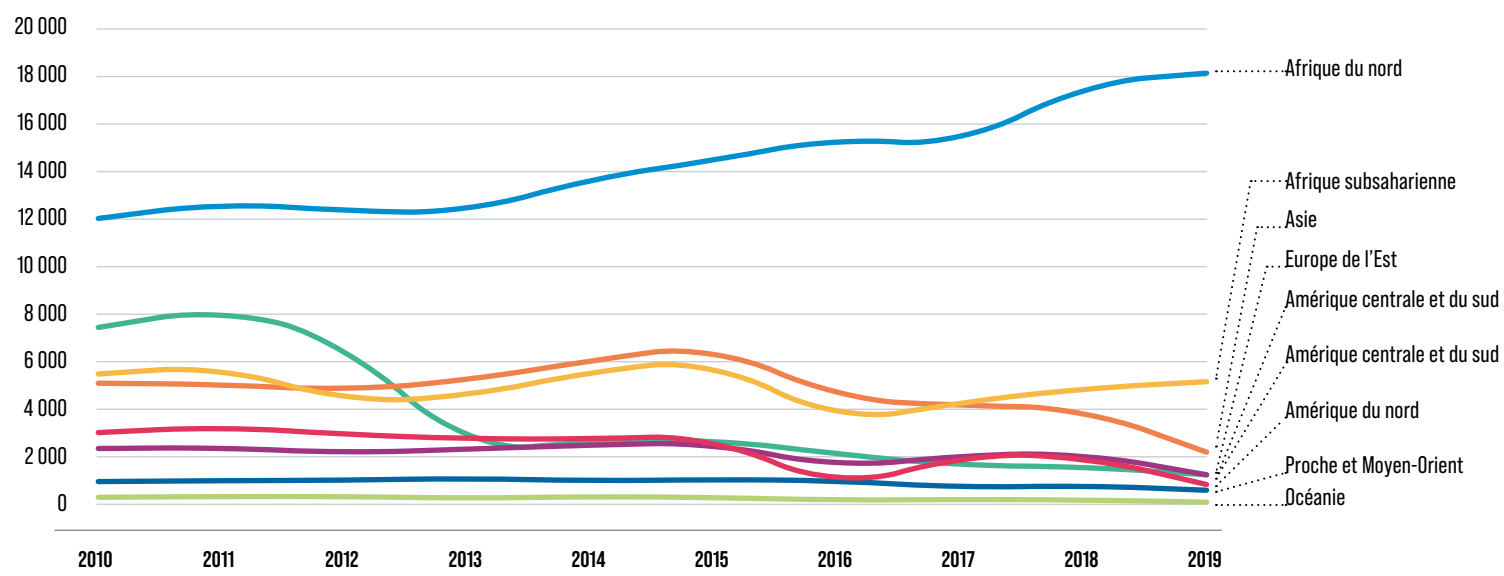
Répartition par zone géographique et par catégorie salariée (2/2)

	2019	2018	2017	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010
ASIE	2 189	4 063	4 151	4 419	6 753	6 052	5 212	4 787	5 051	5 097
Salariés permanents et en mission	1 616	2 320	2 664	3 418	4 780	4 007	3 388	3 242	3 442	3 387
Autorisations provisoires et autres catégories	274	571	650	862	1 635	484	515	879	940	1 116
Saisonniers	49	42	20	7	27	18	21	11	22	18
Total salariés	1 939	2 933	3 334	4 287	6 442	4 509	3 924	4 132	4 404	4 521
Non salariés	250	1 130	817	132	311	1 543	1 288	655	647	576
PROCHE ET MOYEN-ORIENT	588	796	694	1 006	1 046	987	1 100	1 016	998	960
Salariés permanents et en mission	354	397	338	590	590	537	610	646	639	565
Autorisations provisoires et autres catégories	125	123	161	323	352	129	204	258	243	270
Saisonniers	44	20	17	3	3	6	5	1	0	0
Total salariés	523	540	516	916	945	672	819	905	882	835
Non salariés	65	256	178	90	101	315	281	111	116	125
EUROPE DE L'EST	1 238	1 586	1 621	2 113	2 732	2 663	2 175	6 874	8 289	7 446
Salariés permanents et en mission	592	639	733	1 012	1 325	1 294	1 160	3 666	4 347	4 335
Autorisations provisoires et autres catégories	246	513	421	524	756	461	443	1 694	1 897	1 540
Saisonniers	358	280	259	201	191	197	164	1 332	1 909	1 428
Total salariés	1 196	1 432	1 413	1 737	2 272	1 952	1 767	6 692	8 153	7 303
Non salariés	42	154	208	376	460	711	408	182	136	143
OCÉANIE	86	187	205	171	292	331	254	335	333	298
Salariés permanents et en mission	20	35	54	91	133	164	97	170	151	129
Autorisations provisoires et autres catégories	49	104	116	76	149	100	101	135	156	144
Saisonniers	5	1	2	2	4	1	1	2	2	3
Total salariés	74	140	172	169	286	265	199	307	309	276
Non salariés	12	47	33	2	6	66	55	28	24	22
NATIONALITÉS NON DÉTERMINÉES	2	8	8	9 639	24	30	3	13	13	2
TOTAL GÉNÉRAL	29 481	33 441	30 174	38 269	36 949	34 632	30 596	34 757	38 871	36 687

Évolution du nombre total de travailleurs entrés en France ces 10 dernières années



Immigration des travailleurs - Historique par zone géographique



IMMIGRATION FAMILIALE

Familles introduites en France ou régularisées au cours de l'année 2019 au titre du regroupement familial (1/3)



Zones géographiques / Pays		2010		2018		2019		% Évolution 2019/2010	
		Dossiers	Bénéficiaires	Dossiers	Bénéficiaires	Dossiers	Bénéficiaires	Dossiers	Bénéficiaires
AFRIQUE DU NORD		6 584	8 561	5 983	7 795	6 362	8 719	-3,37%	1,85%
Dont	Algerie	2 761	3 360	2 616	3 259	2 282	3 018	-17,35%	-10,18%
	Libye	0	0	1	1	1	1	-	-
	Maroc	2 439	3 164	1 890	2 503	2 462	3 336	0,94%	5,44%
	Tunisie	1 384	2 037	1 476	2 032	1 617	2 364	16,84%	16,05%
AFRIQUE SUBSAHARIENNE		1 362	1 961	1 478	2 275	2 159	3 754	58,52%	91,43%
Dont	Benin	46	71	58	94	64	141	39,13%	98,59%
	Cameroun	279	401	239	369	295	511	5,73%	27,43%
	Cap-Vert	25	29	22	27	22	35	-12,00%	20,69%
	Congo Brazzaville	71	102	58	84	69	117	-2,82%	14,71%
	Congo (Rép. Dém.)	0	0	96	168	69	127	-	-
	Côte d'Ivoire	247	328	238	315	552	880	123,48%	168,29%
	Egypte	0	0	46	108	52	113	-	-
	Gabon	36	39	23	36	25	36	-30,56%	-7,69%
	Guinée (Rép. de)	0	0	91	133	106	186	-	-
	Madagascar	134	182	64	87	61	100	-54,48%	-45,05%
	Mali	102	163	137	207	82	131	-19,61%	-19,63%
	Maurice (île)	0	0	10	11	20	28	-	-
	Mauritanie	29	53	29	46	43	86	48,28%	62,26%
	Niger	4	5	9	13	6	10	50,00%	100,00%
	Sénégal	333	508	159	254	435	788	30,63%	55,12%
	Togo	56	80	22	35	47	80	-16,07%	0,00%
	Autres pays	0	0	177	288	211	385	-	-
AMERIQUE DU NORD		18	23	4	5	9	13	-50,00%	-43,48%
Dont	Canada	12	14	1	1	4	5	-66,67%	-64,29%
	Etats Unis	6	9	3	4	5	8	-16,67%	-11,11%


Familles introduites en France ou régularisées au cours de l'année 2019 au titre du regroupement familial (2/3)

Zones géographiques / Pays		2010		2018		2019		% Évolution 2019/2010	
		Dossiers	Bénéficiaires	Dossiers	Bénéficiaires	Dossiers	Bénéficiaires	Dossiers	Bénéficiaires
AMERIQUE CENTRALE ET DU SUD		5	8	207	300	233	356	4560,00%	4350,00%
Dont	Argentine	0	0	0	0	2	2	-	-
	Brésil	0	0	18	19	30	46	-	-
	Chili	5	8	0	0	3	6	-40,00%	-25,00%
	Colombie	0	0	8	10	4	4	-	-
	Haïti	0	0	135	212	137	207	-	-
	Mexique	0	0	2	3	4	4	-	-
	Pérou	0	0	3	4	4	4	-	-
	Venezuela	0	0	4	4	4	10	-	-
	Autres pays	0	0	37	48	45	73	-	-
ASIE		64	76	958	1 232	944	1 233	1375,00%	1522,37%
Dont	Chine (RPC)	0	0	190	228	207	244	-	-
	Corée du Sud	11	11	3	3	12	16	9,09%	45,45%
	Inde	0	0	84	125	59	86	-	-
	Japon	16	16	10	11	14	15	-12,50%	-6,25%
	Philippines	37	49	50	77	82	129	121,62%	163,27%
	Thaïlande	0	0	30	36	39	63	-	-
	Vietnam	0	0	62	81	63	90	-	-
	Autres pays	0	0	529	671	468	590	-	-
PROCHE ET MOYEN ORIENT		1	1	101	181	155	317	15400,00%	31600,00%
Dont	Iran	0	0	5	6	8	8	-	-
	Israël	1	1	1	1	0	0	-100,00%	-100,00%
	Liban	0	0	11	15	22	39	-	-
	Pakistan	0	0	72	142	98	227	-	-
	Autres pays	0	0	12	17	27	43	-	-

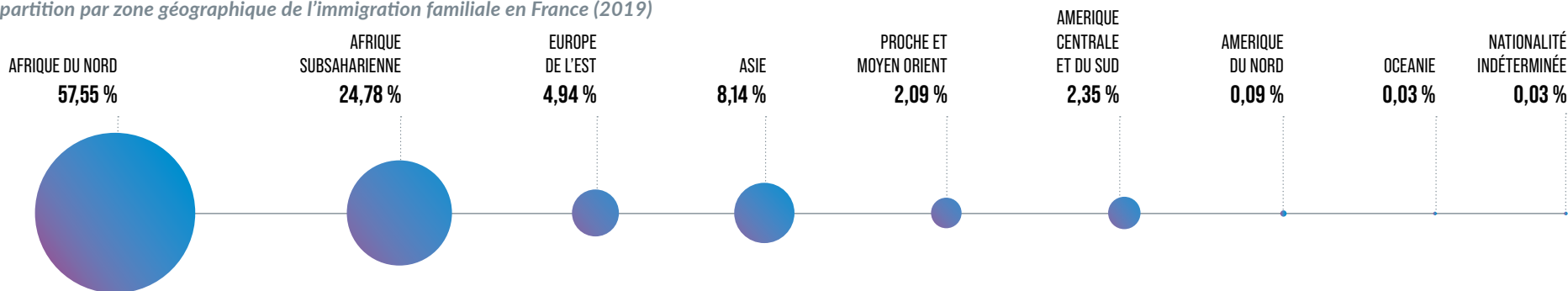


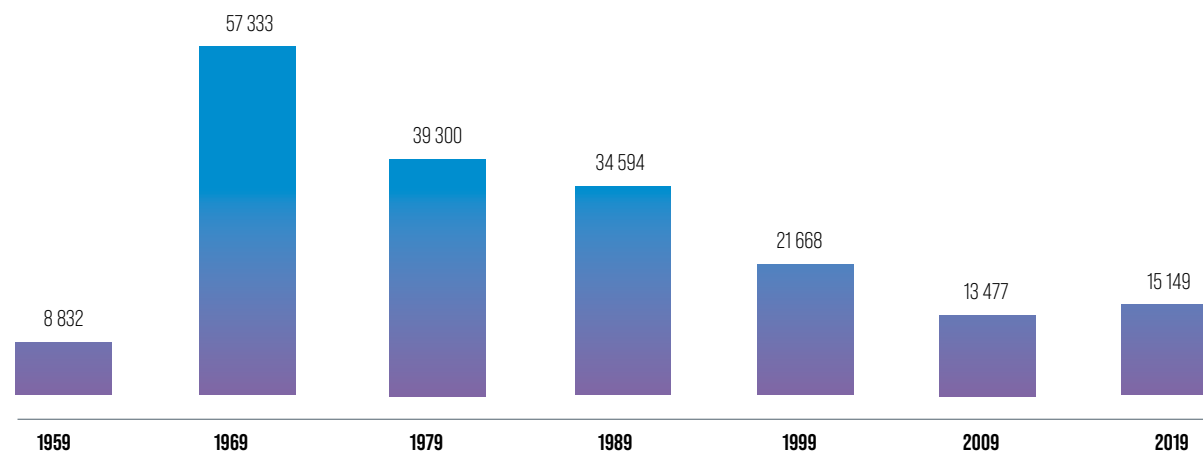
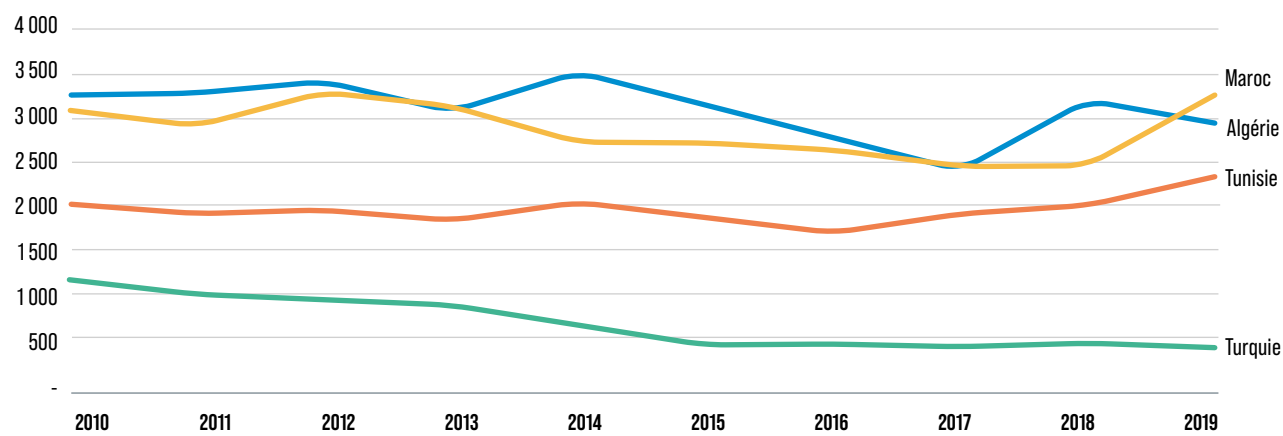
Familles introduites en France ou régularisées au cours de l'année 2019 au titre du regroupement familial (3/3)

Zones géographiques / Pays		2010		2018		2019		% Évolution 2019/2010	
		Dossiers	Bénéficiaires	Dossiers	Bénéficiaires	Dossiers	Bénéficiaires	Dossiers	Bénéficiaires
EUROPE DE L'EST		813	1 382	534	728	567	749	-30,26%	-45,80%
Dont	Bosnie-Herzégovine	34	54	18	22	16	21	-52,94%	-61,11%
	Bulgarie	0	0	0	0	0	0	-	-
	Croatie	7	10	0	0	0	0	-100,00%	-100,00%
	Macédoine du Nord	16	34	7	7	2	3	-87,50%	-91,18%
	Moldavie	0	0	3	5	1	1	-	-
	Roumanie	0	0	0	0	0	0	-	-
	Russie	0	0	21	30	29	35	-	-
	Serbie	65	105	26	35	39	48	-40,00%	-54,29%
	Turquie	691	1 179	308	422	294	389	-57,45%	-67,01%
	Ukraine	0	0	13	19	17	24	-	-
	Autres pays	0	0	138	188	169	228	-	-
Océanie		0	0	2	3	2	4	-	-
Dont	Australie	0	0	0	0	0	0	-	-
	Nouvelle-Zélande	0	0	1	1	0	0	-	-
	Autres pays	0	0	1	2	2	4	-	-
NATIONALITÉ INDÉTERMINÉE		0	0	3	3	4	4	-	-
TOTAL GÉNÉRAL		8 847	12 012	9 270	12 522	10 435	15 149	17,95%	26,12%

Source : O.F.I.I. - Office Français de l'Immigration et de l'Intégration

Répartition par zone géographique de l'immigration familiale en France (2019)



Immigration familiale depuis 60 ans (nombre de personnes introduites)**Principaux pays d'origine de l'immigration familiale (nombre de personnes introduites)**

LES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER (Immatriculation dans les consulats)



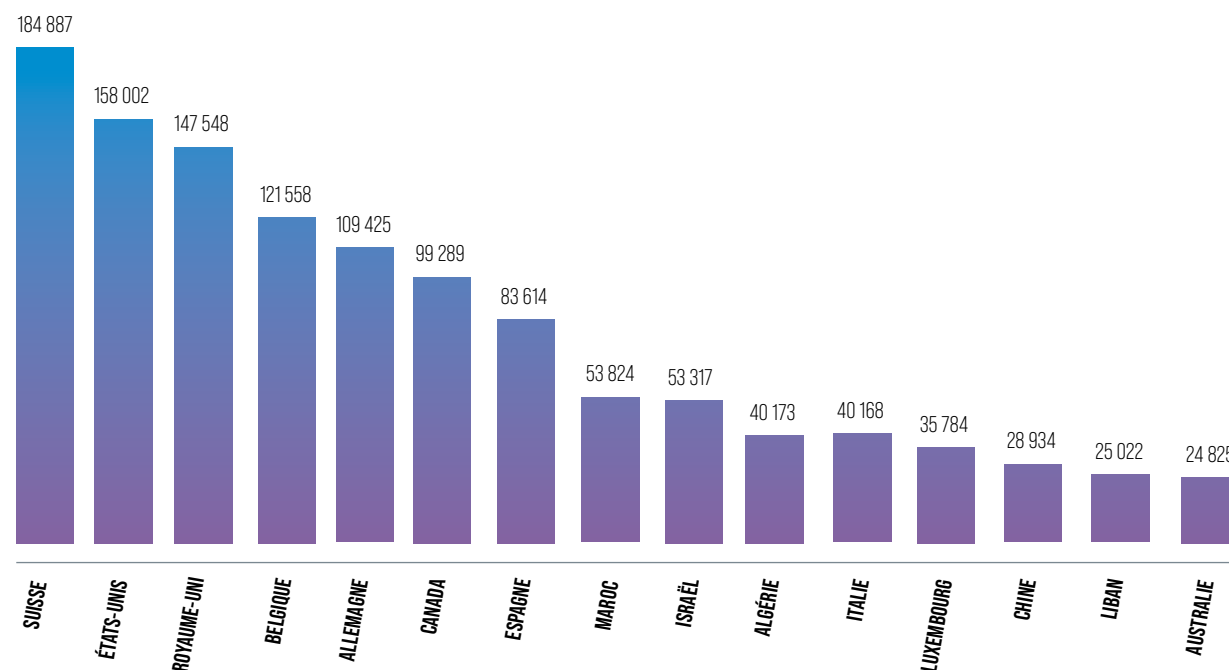
La population française établie hors de France et immatriculée dans les consulats au 31/12/2019 a diminué de 26 506 personnes et s'élève à 1 775 875, soit une diminution de 1,47 % par rapport à 2018.

Au vu de la tendance observée les années précédentes par nos ambassades et consulats, la population française établie hors de France a augmenté de 18,07 % en 10 ans, avec une évolution annuelle moyenne stabilisée autour des 1,86 %.

L'inscription au Registre mondial des Français établis hors de France est une démarche administrative facultative mais fortement encouragée pour tous nos ressortissants à l'étranger.

La population globale française à l'étranger est estimée à 2,5 millions de personnes.

Les 15 pays où la présence française est la plus forte en 2019



En 2019, ces 15 pays représentent 67,93 % de la population française à l'étranger.

Ce classement montre quelques différences par rapport à celui de l'an dernier : l'Algérie et l'Italie ont interverti leur position, et le Liban prend la place des Pays-Bas qui sortent du classement en 2019.



Répartition par zone géographique et pays (1/5)

							Taux d'évolution (en %)			
Zones géographiques / Pays		2010	2018		2019		Variation en nombre 2019 / 2018	2019 / 2018	Annuel moyen 2019 / 2010	Sur 10 ans
			Effectifs	%	Effectifs	%				
EUROPE OCCIDENTALE		737 300	855 027	47,44	843 311	47,49	- 11 716	-1,37	1,50	14,38
Dont	Allemagne	111 742	112 903	6,26	109 425	6,16	- 3 478	-3,08	-0,23	-2,07
	Andorre	3 454	2 702	0,15	2 434	0,14	- 268	-9,92	-3,81	-29,53
	Autriche	7 482	10 087	0,56	9 908	0,56	- 179	-1,77	3,17	32,42
	Belgique	101 236	124 182	6,89	121 558	6,84	- 2 624	-2,11	2,05	20,07
	Chypre	1 323	1 348	0,07	1 316	0,07	- 32	-2,37	-0,06	-0,53
	Danemark	4 903	5 668	0,31	5 659	0,32	- 9	-0,16	1,61	15,42
	Espagne	89 391	83 331	4,62	83 614	4,71	+ 283	0,34	-0,74	-6,46
	Finlande	2 249	3 180	0,18	3 258	0,18	+ 78	2,45	4,20	44,86
	Grèce	11 355	10 021	0,56	9 177	0,52	- 844	-8,42	-2,34	-19,18
	Irlande	8 589	10 889	0,60	10 505	0,59	- 384	-3,53	2,26	22,31
	Islande	309	638	0,04	675	0,04	+ 37	5,80	9,07	118,45
	Italie	46 554	41 544	2,30	40 168	2,26	- 1 376	-3,31	-1,63	-13,72
	Luxembourg	26 136	36 040	2,00	35 784	2,02	- 256	-0,71	3,55	36,91
	Malte	399	1 305	0,07	1 364	0,08	+ 59	4,52	14,63	241,85
	Monaco	8 302	7 503	0,42	7 367	0,41	- 136	-1,81	-1,32	-11,26
	Norvège	4 760	5 738	0,32	5 605	0,32	- 133	-2,32	1,83	17,75
	Pays-Bas	23 593	25 920	1,44	24 404	1,37	- 1 516	-5,85	0,38	3,44
	Portugal	15 049	16 611	0,92	17 245	0,97	+ 634	3,82	1,52	14,59
	Royaume-Uni	113 655	146 213	8,11	147 548	8,31	+ 1 335	0,91	2,94	29,82
	Suède	5 585	8 819	0,49	8 629	0,49	- 190	-2,15	4,95	54,50
	Suisse	145 108	188 691	10,47	184 887	10,41	- 3 804	-2,02	2,73	27,41
	Turquie	6 109	11 694	0,65	12 781	0,72	+ 1 087	9,30	8,55	109,22
	Autres pays	17	0	0,00	0	0,00	+ 0	-	-100,00	-100,00

Source : Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2019



Répartition par zone géographique et pays (2/5)

Zones géographiques / Pays		2010		2018		2019		Variation en nombre 2019 / 2018		Taux d'évolution (en %)		
										2019 / 2018	Annuel moyen 2019 / 2010	Sur 10 ans
				Effectifs	%	Effectifs	%					
EUROPE DE L'EST		28 379		34 196	1,90	33 814	1,90	- 382		-1,12	1,97	19,15
Dont	Bosnie-Herzégovine	280		387	0,02	361	0,02	- 26		-6,72	2,86	28,93
	Bulgarie	897		1 526	0,08	1 628	0,09	+ 102		6,68	6,85	81,49
	Croatie	900		1 066	0,06	1 071	0,06	+ 5		0,47	1,95	19,00
	Estonie	146		310	0,02	340	0,02	+ 30		9,68	9,85	132,88
	Hongrie	2 338		2 646	0,15	2 556	0,14	- 90		-3,40	1,00	9,32
	Lettonie	166		279	0,02	312	0,02	+ 33		11,83	7,26	87,95
	Lituanie	369		495	0,03	506	0,03	+ 11		2,22	3,57	37,13
	Macédoine du Nord	297		258	0,01	260	0,01	+ 2		0,78	-1,47	-12,46
	Pologne	5 381		6 274	0,35	6 104	0,34	- 170		-2,71	1,41	13,44
	République Tchèque	2 720		4 762	0,26	4 837	0,27	+ 75		1,57	6,61	77,83
	Roumanie	2 985		4 131	0,23	3 800	0,21	- 331		-8,01	2,72	27,30
	Russie	5 417		5 022	0,28	4 925	0,28	- 97		-1,93	-1,05	-9,08
	Serbie	1 502		1 795	0,10	1 849	0,10	+ 54		3,01	2,34	23,10
	Slovaquie	1 017		1 050	0,06	1 009	0,06	- 41		-3,90	-0,09	-0,79
	Slovénie	667		746	0,04	731	0,04	- 15		-2,01	1,02	9,60
	Ukraine	987		878	0,05	900	0,05	+ 22		2,51	-1,02	-8,81
	Autres pays	2 310		2 571	0,14	2 625	0,15	+ 54		2,10	1,43	13,64
AMÉRIQUE DU NORD		186 462		264 898	14,70	257 291	14,49	- 7 607		-2,87	3,64	37,99
Dont	Canada	71 404		100 356	5,57	99 289	5,59	- 1 067		-1,06	3,73	39,05
	Etats-Unis	115 058		164 542	9,13	158 002	8,90	- 6 540		-3,97	3,59	37,32

Source : Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2019



Répartition par zone géographique et pays (3/5)

							Taux d'évolution (en %)			
Zones géographiques / Pays		2010	2018		2019		Variation en nombre 2019 / 2018	2019 / 2018	Annuel moyen 2019 / 2010	Sur 10 ans
			Effectifs	%	Effectifs	%				
AMÉRIQUE CENTRALE ET DU SUD		92 657	100 890	5,60	98 547	5,55	- 2 343	-2,32	0,69	6,36
Dont	Argentine	14 234	11 906	0,66	11 811	0,67	- 95	-0,80	-2,05	-17,02
	Brésil	18 757	18 503	1,03	16 916	0,95	- 1 587	-8,58	-1,14	-9,82
	Chili	10 595	13 011	0,72	13 617	0,77	+ 606	4,66	2,83	28,52
	Colombie	4 119	6 043	0,34	5 891	0,33	- 152	-2,52	4,06	43,02
	Mexique	16 404	19 813	1,10	20 687	1,16	+ 874	4,41	2,61	26,11
	Pérou	3 470	3 770	0,21	3 576	0,20	- 194	-5,15	0,33	3,05
	République Dominicaine	3 447	3 804	0,21	3 493	0,20	- 311	-8,18	0,15	1,33
	Uruguay	2 836	2 931	0,16	2 833	0,16	- 98	-3,34	-0,01	-0,11
	Vénézuëla	4 913	3 675	0,20	3 213	0,18	- 462	-12,57	-4,61	-34,60
Autres pays	13 882	17 434	0,97	16 510	0,93	- 924	-5,30	1,95	18,93	
AFRIQUE DU NORD		90 153	119 183	6,61	117 297	6,61	- 1 886	-1,58	2,97	30,11
Dont	Algérie	28 287	40 908	2,27	40 173	2,26	- 735	-1,80	3,97	42,02
	Maroc	41 129	54 674	3,03	53 824	3,03	- 850	-1,55	3,03	30,87
	Tunisie	19 995	23 539	1,31	23 230	1,31	- 309	-1,31	1,68	16,18
	Autre pays	742	62	0,00	70	0,00	+ 8	12,90	-23,07	-90,57

Source : Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2019



Répartition par zone géographique et pays (4/5)

Zones géographiques / Pays		2010		2018		2019		Variation en nombre 2019 / 2018		Taux d'évolution (en %)		
										2019 / 2018	Annuel moyen 2019 / 2010	Sur 10 ans
AFRIQUE FRANCOPHONE		112 441		124 819	6,93	123 278	6,94	- 1 541		-1,23	1,03	9,64
Dont	Bénin	3 584		3 629	0,20	3 727	0,21	+ 98		2,70	0,44	3,99
	Cameroun	5 881		6 167	0,34	6 086	0,34	- 81		-1,31	0,38	3,49
	Congo Brazzaville	4 512		6 032	0,33	5 407	0,30	- 625		-10,36	2,03	19,84
	Côte d'Ivoire	13 094		17 856	0,99	18 095	1,02	+ 239		1,34	3,66	38,19
	Djibouti	4 901		3 944	0,22	3 994	0,22	+ 50		1,27	-2,25	-18,51
	Gabon	10 960		9 036	0,50	8 563	0,48	- 473		-5,23	-2,70	-21,87
	Ile Maurice	9 109		11 650	0,65	11 524	0,65	- 126		-1,08	2,65	26,51
	Madagascar	19 930		16 931	0,94	16 287	0,92	- 644		-3,80	-2,22	-18,28
	Mali	4 443		8 739	0,48	8 592	0,48	- 147		-1,68	7,60	93,38
	Mauritanie	1 926		1 892	0,10	1 857	0,10	- 35		-1,85	-0,40	-3,58
	Niger	1 572		1 405	0,08	1 399	0,08	- 6		-0,43	-1,29	-11,01
	Sénégal	16 817		21 339	1,18	21 712	1,22	+ 373		1,75	2,88	29,11
	Togo	2 858		2 671	0,15	2 721	0,15	+ 50		1,87	-0,54	-4,79
	Autres pays	12 854		13 528	0,75	13 314	0,75	- 214		-1,58	0,39	3,58
AFRIQUE NON FRANCOPHONE		17 475		18 901	1,05	18 250	1,03	- 651		-3,44	0,48	4,43
Dont	Afrique du sud	7 054		8 009	0,44	7 784	0,44	- 225		-2,81	1,10	10,35
	Angola	1 859		1 578	0,09	1 550	0,09	- 28		-1,77	-2,00	-16,62
	Cap-Vert	337		283	0,02	255	0,01	- 28		-9,89	-3,05	-24,33
	Kenya	1 153		1 888	0,10	1 867	0,11	- 21		-1,11	5,50	61,93
	Nigéria	1 699		1 358	0,08	1 229	0,07	- 129		-9,50	-3,53	-27,66
	Autres pays	5 373		5 785	0,32	5 565	0,31	- 220		-3,80	0,39	3,57

Source : Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2019

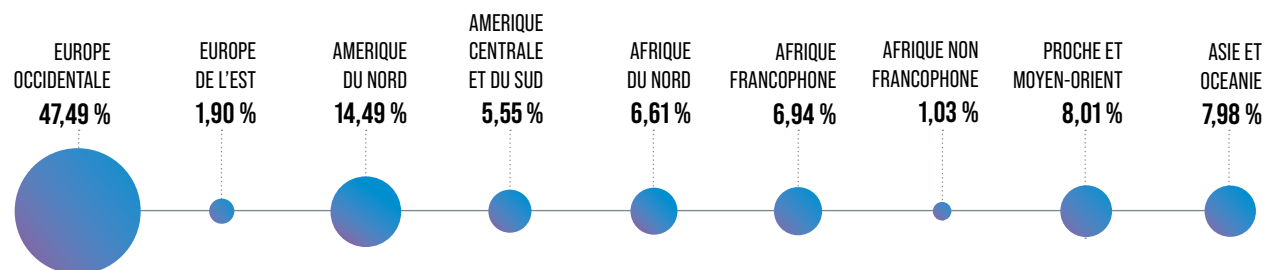


Répartition par zone géographique et pays (5/5)

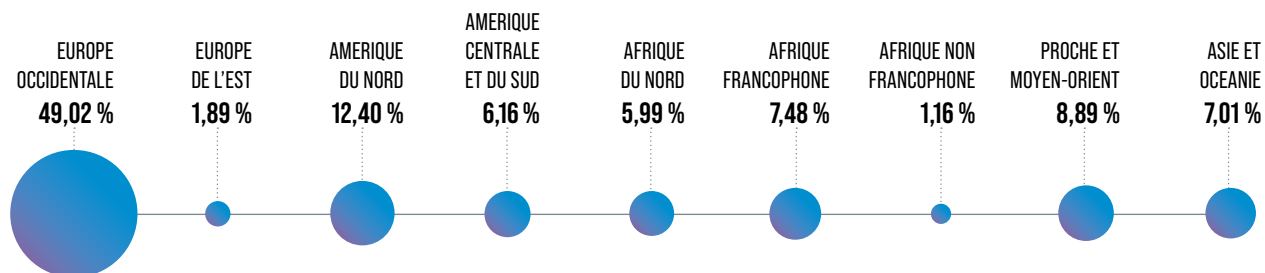
							Taux d'évolution (en %)			
Zones géographiques / Pays		2010	2018		2019		Variation en nombre 2019 / 2018	2019 / 2018	Annuel moyen 2019 / 2010	Sur 10 ans
			Effectifs	%	Effectifs	%				
PROCHE/MOYEN-ORIENT		133 769	142 035	7,88	142 303	8,01	+ 268	0,19	0,69	6,38
Dont	Arabie saoudite	4 796	6 154	0,34	5 923	0,33	- 231	-3,75	2,37	23,50
	Egypte	6 381	5 951	0,33	5 708	0,32	- 243	-4,08	-1,23	-10,55
	Emirats arabes unis	12 453	23 054	1,28	23 736	1,34	+ 682	2,96	7,43	90,60
	Israël	59 018	53 404	2,96	53 317	3,00	- 87	-0,16	-1,12	-9,66
	Jérusalem	19 730	17 771	0,99	17 201	0,97	- 570	-3,21	-1,51	-12,82
	Liban	19 725	24 230	1,34	25 022	1,41	+ 792	3,27	2,68	26,85
	Autres pays	11 666	11 471	0,64	11 396	0,64	- 75	-0,65	-0,26	-2,31
ASIE - OCÉANIE		105 389	142 432	7,90	141 784	7,98	- 648	-0,45	3,35	34,53
Dont	Australie	15 821	24 834	1,38	24 825	1,40	- 9	-0,04	5,13	56,91
	Cambodge	3 436	5 021	0,28	5 021	0,28	+ 0	0,00	4,30	46,13
	Chine	27 207	29 391	1,63	28 934	1,63	- 457	-1,55	0,69	6,35
	Corée du sud	1 989	3 053	0,17	2 919	0,16	- 134	-4,39	4,35	46,76
	Inde	9 004	8 924	0,50	8 530	0,48	- 394	-4,42	-0,60	-5,26
	Indonésie	2 917	4 241	0,24	4 320	0,24	+ 79	1,86	4,46	48,10
	Japon	7 262	10 251	0,57	10 516	0,59	+ 265	2,59	4,20	44,81
	Nouvelle zélande	3 304	5 410	0,30	5 545	0,31	+ 135	2,50	5,92	67,83
	Philippines	1 956	3 173	0,18	3 244	0,18	+ 71	2,24	5,78	65,85
	Singapour	7 706	14 400	0,80	14 682	0,83	+ 282	1,96	7,43	90,53
	Thaïlande	9 261	13 321	0,74	13 298	0,75	- 23	-0,17	4,10	43,59
	Viet-Nam	5 672	7 789	0,43	7 647	0,43	- 142	-1,82	3,38	34,82
	Autres pays	9 854	12 624	0,70	12 303	0,69	- 321	-2,54	2,50	24,85
POPULATION INSCRITE TOTALE		1 504 025	1 802 381	100,00	1 775 875	100,00	- 26 506	-1,47	1,86	18,07

Source : Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2019

Répartition des Français à l'étranger selon les zones géographiques en 2019



Répartition des Français à l'étranger selon les zones géographiques en 2010



En 2019, le volume de la population française établie à l'étranger a baissé de 26 506 inscrits au registre, mais de manière non uniforme selon les zones géographiques :

1/ Les régions dans lesquelles la population expatriée est en pleine expansion

Taux d'évolution annuel moyen de la région (sur 10 ans) supérieur à 2,5 % :

- Afrique du Nord : + 2,97 %**
 - Taux le + élevé : + 3,97 % (Algérie)
 - Taux le + faible : - 23,07 % (Autre pays*)
- Amérique du Nord : + 3,64 %**
 - Taux le + élevé : + 3,73 % (Canada)
 - Taux le + faible : + 3,59 % (Etats-Unis)
- Asie - Océanie : + 3,35 %**
 - Taux le + élevé : + 7,43 % (Singapour)
 - Taux le + faible : - 0,60 % (Inde)

* Correspond à la Libye

2/ Les régions dans lesquelles la progression est régulière mais modérée

Taux d'évolution annuel moyen de la région (sur 10 ans) entre 1,5 et 2,5 % :

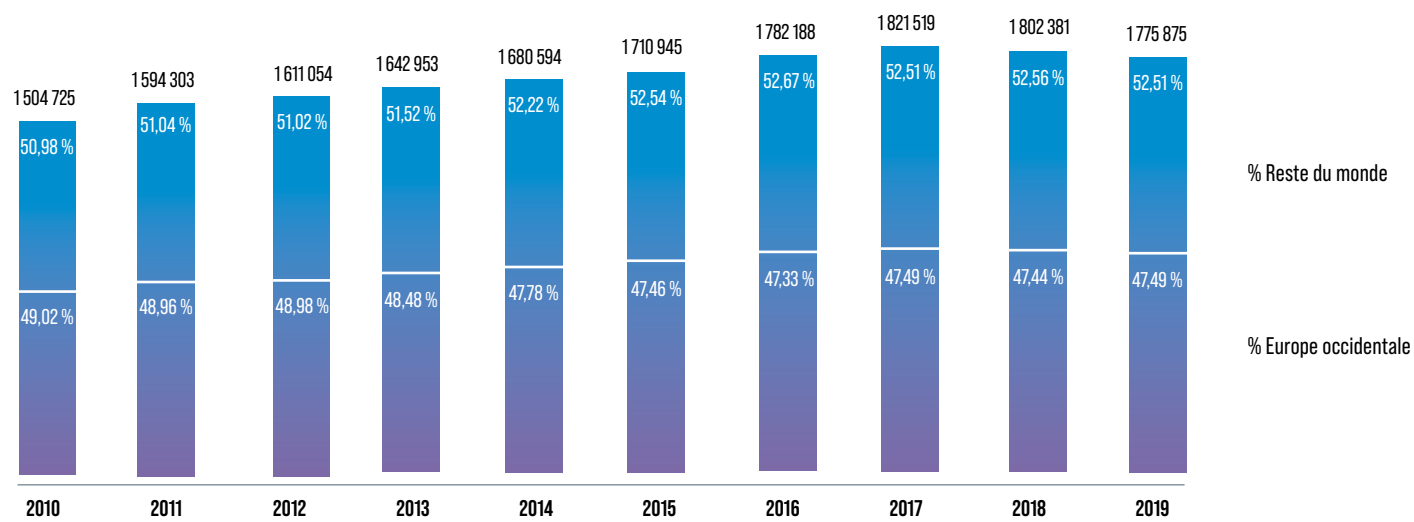
- Europe de l'Est : + 1,97 %**
 - Taux le + élevé : + 9,85 % (Estonie)
 - Taux le + faible : - 1,47 % (Macédoine du Nord)
- Europe occidentale : + 1,50 %**
 - Taux le + élevé : + 14,63 % (Malte)
 - Taux le + faible : - 3,81 % (Andorre)

3/ Les régions dans lesquelles l'expansion de la communauté française ralentit

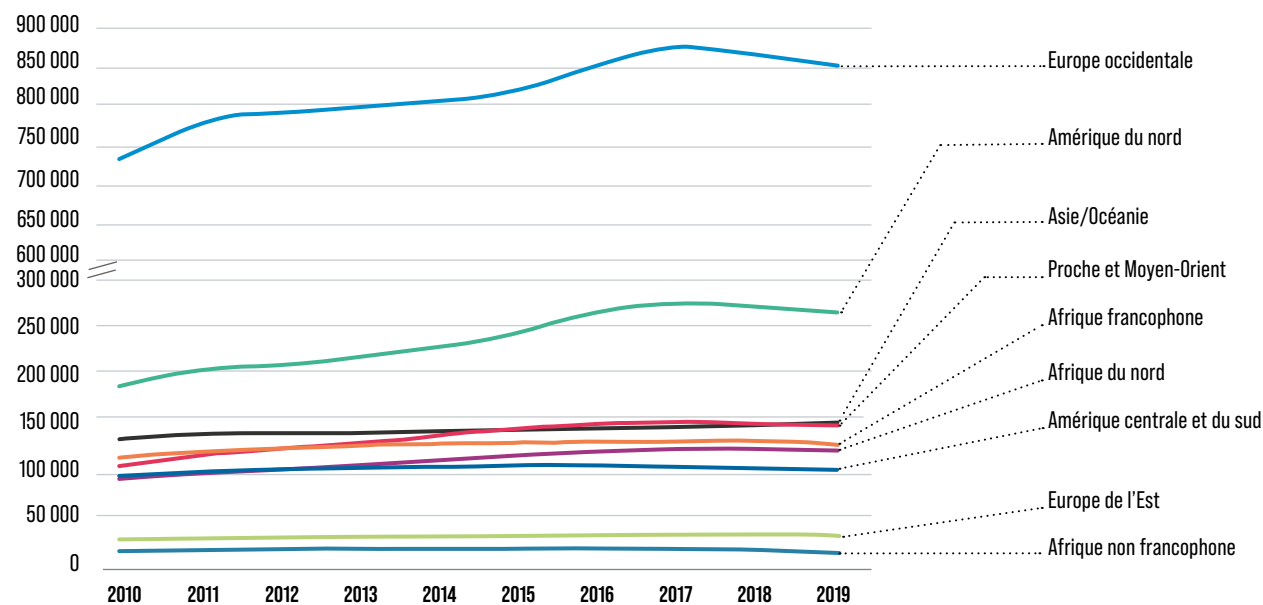
Taux d'évolution annuel moyen de la région (sur 10 ans) inférieur à 1,5 %

- Amérique Centrale et du Sud : + 0,69 %**
 - Taux le + élevé : + 4,06 % (Colombie)
 - Taux le + faible : - 4,61 % (Vénézuéla)
- Afrique Francophone : + 1,03 %**
 - Taux le + élevé : + 7,06 % (Mali)
 - Taux le + faible : - 2,70 % (Gabon)
- Afrique non francophone : + 0,48 %**
 - Taux le + élevé : + 5,50 % (Kenya)
 - Taux le + faible : - 3,53 % (Nigéria)
- Proche/moyen-Orient : + 0,69 %**
 - Taux le + élevé : + 7,43 % (Emirats arabes unis)
 - Taux le + faible : - 1,51 % (Jérusalem)

Évolution depuis 2010 du nombre de français à l'étranger



Par zone géographique



GLOSSAIRE

Allocation de retraite complémentaire : Revenu complétant les prestations versées par le régime de base. Cette allocation est calculée sur la base d'un système par points acquis durant toute la carrière professionnelle jusqu'au départ à la retraite.

Allocation de veuvage : indemnité temporaire (2 ans maximum) versée au conjoint survivant d'un assuré décédé, lorsque le demandeur ne remplit pas les conditions d'âge pour bénéficier d'une pension de réversion et sous réserve de ressources inférieures à un plafond.

Arrêt Vanbraekel : complétant sa jurisprudence relative aux autorisations préalables liées aux traitements médicaux suivis dans un autre État membre, la Cour de justice se prononce sur la prise en charge financière des soins lors d'une intervention hospitalière. Un assuré social auquel a été à tort refusé une autorisation de se faire hospitaliser dans un autre État membre que son État d'affiliation a cependant droit au remboursement des frais engagés si l'autorisation est accordée postérieurement à cette hospitalisation, le cas échéant par voie judiciaire. Le remboursement doit être au moins identique à celui qui aurait été accordé si l'assuré avait été hospitalisé dans son État membre d'affiliation.

Base XI : base de données de la Cnam dans laquelle sont enregistrés les formulaires européens A1 délivrés par les caisses du régime général.

CACSSS : la Commission Administrative pour la Coordination des Systèmes de Sécurité Sociale est un organisme spécialisé de la Commission européenne qui siège à Bruxelles. Elle se compose d'un représentant de la Commission et d'un représentant du gouvernement de chaque pays auxquels s'appliquent les règlements européens portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale, à savoir les 28 États membres de l'UE, l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse. Elle est chargée de traiter les questions administratives et les questions d'interprétation découlant des dispositions des règlements de coordination, ainsi que d'encourager et de renforcer la collaboration entre les pays de l'UE.

Capital décès : prestations en espèces d'assurance décès versées sous forme d'indemnité, par ordre de priorité aux personnes qui étaient, au jour du décès, à la charge effective totale et permanente de l'assuré.

Contrôles administratifs ou médicaux : vérifications d'ordre administratif ou médical (y compris les expertises) effectuées par les institutions du lieu de séjour ou de résidence, pour le compte des institutions compétentes ou débitrices, en vue de l'attribution ou de la révision de prestations de sécurité sociale. Les contrôles d'ordre administratif relèvent de la coopération et de l'entraide gratuite entre États, tandis que les contrôles d'ordre médical demandés par les caisses débitrices sont remboursables, soit au coût réel, soit sous forme de forfaits.

Conventions de coopération sanitaire ou médico-sociale transfrontalières : accords signés entre les caisses françaises de sécurité sociale et des établissements de soins se situant dans des régions frontalières de la France.

Créances présentées par la France : dépenses engagées sur le territoire français par les assurés des États avec lesquels des accords de sécurité sociale visant le risque maladie-maternité-paternité ou accidents du travail-maladies professionnelles ont été conclus (dans le cadre des règlements européens, des conventions bilatérales ou des décrets de coordination) et pour lesquels la France demande le remboursement aux États concernés.

Détachement de plein droit : on entend par « détachement » le fait de maintenir au régime de protection sociale du pays habituel d'emploi un travailleur qui va, durant un temps déterminé, exécuter un travail, pour le compte de son employeur habituel, sur le territoire d'un autre État.

Détachements « entrants » : il s'agit, dans le cadre de la procédure du détachement, de formulaires émis pour des personnes assujetties à des régimes étrangers de protection sociale et qui viennent travailler en France.

Détachements « sortants » : il s'agit, dans le cadre de la procédure du détachement, de formulaires émis pour des personnes assujetties au régime français de protection sociale et qui sont missionnées pour un travail à l'étranger.

Dettes présentées/notifiées à la France : remboursements des dépenses engagées hors du territoire français par les assurés des régimes français de sécurité sociale et correspondant à des prestations en nature maladie-maternité-paternité ou accidents du travail-maladies professionnelles réglées en application des règlements européens, des conventions bilatérales ou des décrets de coordination. Les dettes présentées/notifiées au cours d'un exercice correspondent généralement à des prestations en nature réglées par les organismes étrangers au cours des années précédentes.

Directive sur les soins de santé transfrontaliers (Directive 2011/24/UE) : permet aux assurés des régimes français la possibilité de se faire soigner sur le territoire d'un État membre de l'UE-EEE en application des règlements européens, s'ils ont reçu une autorisation préalable (formulaire S2) pour les soins nécessitant une hospitalisation ou le recours à des infrastructures ou à des équipements médicaux spécialisés et coûteux. Dans ce cas, ils sont pris en charge dans le cadre de la coordination. S'ils ont dû faire l'avance des frais ou s'il s'agit de soins ambulatoires non soumis à autorisation préalable, dans ce cas, le remboursement est fait directement par la caisse française sur la base des tarifs de la sécurité sociale.

Factures (dépenses réelles) : montants des prestations en nature (soins médicaux, dentaires, hospitalisations, médicaments et autres prestations) tels qu'ils ressortent de la comptabilité des institutions financières, et remboursés par l'institution compétente à l'institution qui a servi les prestations.

Forfaits : montants des prestations en nature remboursés par les institutions compétentes aux institutions du lieu de résidence qui ont servi des prestations, sur la base d'un forfait aussi proche que possible des dépenses réelles. Ce forfait est établi, pour chaque année civile, à partir du coût moyen annuel des soins de santé dans le pays de résidence.

Frais de gestion : ils sont calculés en appliquant un taux qui est variable selon les pays (Algérie : 6,5% [crédit] et 8,5% [débit], Belgique : 8%, Maroc : 8%, Polynésie française : 5,25%, Turquie : 7% [crédit] et 9% [débit]) aux montants des créances présentées afin de tenir compte des frais d'administration.

Pension d'invalidité : prolongement de l'assurance maladie, l'assurance invalidité a pour objet d'accorder à l'assuré invalide une pension en compensation de la perte de salaire qui résulte de la réduction de la capacité de travail ou de gain. Est considéré comme invalide, l'assuré social qui n'a pas atteint l'âge légal de la retraite, qui se trouve hors d'état de se procurer, dans une profession quelconque, un salaire supérieur au tiers de la rémunération normale de la profession qu'il exerçait avant l'arrêt de travail ou la constatation de l'état d'invalidité.

Pension de survivant invalide : pour prétendre à cet avantage, le conjoint survivant doit être âgé de moins de 55 ans, être atteint d'une invalidité permanente réduisant de 2/3 sa capacité de travail ou de gain, et ne pas disposer de ressources supérieures à un certain plafond. Le montant de la pension est égal à 54 % de la pension dont bénéficiait ou eût bénéficié le défunt.

Pension de vieillesse : revenu perçu par la personne ayant liquidé sa retraite. Son montant dépend de la durée d'assurance, du salaire annuel de base, du taux qui varie en fonction de la durée d'assurance et des périodes reconnues équivalentes ou en fonction de l'âge.

Pension de réversion : après le décès du bénéficiaire de la pension, les proches peuvent, sous certaines conditions, bénéficier d'une pension dite de réversion.

Pluriactivité (règlements européens uniquement) : une personne est dite « pluriactive » lorsqu'elle exerce simultanément ou en alternance une ou plusieurs activité(s) salariée(s) ou non salariée(s) sur le territoire de deux ou plusieurs Etats membres de l'UE-EEE-Suisse.

Prestations en espèces d'incapacité temporaire : elles sont versées, sous réserve de remplir les conditions d'ouverture des droits, par l'Assurance maladie aux travailleurs pour compenser la perte de salaire pendant un arrêt de travail (maladie, maternité et/ou paternité, accident du travail, maladie professionnelle).

Prestations familiales exportables (règlements européens) : les allocations familiales ainsi que leurs majorations et le forfait familial, la PAJE, le complément familial, l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) et de son complément, l'allocation de rentrée scolaire (ARS), l'allocation de soutien familial (ASF), l'allocation journalière de présence parentale (AJPP).

Les prestations familiales sont destinées, sans condition de nationalité ni, pour certaines, de ressources, aux personnes seules ou vivant en couple ayant un ou plusieurs enfants à charge, et en l'occurrence pour les ressortissants étrangers, sous réserve de répondre de la régularité de sa situation en France.

Rente AT-MP (accident du travail/maladie professionnelle) : revenu périodique attribué pour réparation d'un dommage à la suite d'une incapacité permanente, partielle ou totale due à un accident du travail ou à une maladie professionnelle. On distingue les rentes de victimes et les rentes de survivants

Résidence hors de l'Etat compétent : personne assurée ou membres de sa famille qui réside(nt) dans un Etat autre que l'Etat compétent et bénéficie(nt) dans l'Etat de résidence des prestations en nature servies, pour le compte de l'institution compétente, par l'institution du lieu de résidence, selon les dispositions de la législation qu'elle applique, comme si elle/ils étai(en)t assuré(e)(s) en vertu de cette législation.

Séjour temporaire : cf. soins médicalement nécessaires ci-dessous.

Soins liés à la résidence : prestations servies aux travailleurs ou retraités résidant dans un Etat autre que l'Etat d'emploi ou que l'Etat débiteur de la pension.

Soins médicalement nécessaires ou soins urgents : prestations servies aux assurés des régimes français (touristes, pensionnés, travailleurs détachés ou étudiants) qui ont eu besoin de se faire soigner lors d'un séjour temporaire au sein d'un pays de l'UE-EEE-Suisse ou aux assurés de régimes de l'UE-EEE-Suisse qui ont eu besoin de se faire soigner lors d'un séjour temporaire sur le territoire français.

Soins programmés : prestations servies aux assurés des régimes français qui se rendent à l'étranger ou aux assurés des régimes étrangers qui se rendent en France afin d'entreprendre ou de poursuivre des soins prévus. Une autorisation est alors délivrée par l'institution compétente, à savoir celle qui prendra les frais à sa charge.

Travailleur frontalier : au sens des règlements européens de coordination en matière de sécurité sociale, le travailleur frontalier désigne toute personne qui exerce une activité salariée ou non salariée dans un Etat membre et qui réside dans un autre Etat membre où elle retourne en principe chaque jour ou au moins une fois par semaine.

Sources d'information

Les données publiées dans l'édition 2019 de **Mobilité internationale, les données de la protection sociale** ont fait l'objet d'une collecte auprès des caisses françaises de sécurité sociale, des organismes de liaisons européens et de divers organismes.

Caisses françaises de sécurité sociale

BDF : régime de retraite des agents titulaires de la banque de France

CACSS-RATP : caisse de coordination aux assurances sociales du régime autonome des transports parisiens

CAF : caisse d'allocation familiale

CANSSM : caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines

CARCDSE, CARMF, CARPIMKO, CARPV, CAVAMAC, CAVEC, CAVOM, CAVP, CIPAV et CPRN : caisses de retraite des professions libérales fédérées au sein de la CNAVPL (caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales)

Carsat : caisse d'assurance retraite et de la santé au travail

Cavimac : caisse d'assurance vieillesse invalidité et maladie des cultes

CCMSA : caisse centrale de la mutualité sociale agricole

CGSS : caisse générale de sécurité sociale (dans les DOM)

Cnaf : caisse nationale d'allocation familiale

Cnam : caisse nationale de l'assurance maladie

Cnav : caisse nationale d'assurance vieillesse

CNB : caisse nationale des barreaux français

CNIEG : caisse nationale de retraite des industries électriques et gazières

CNSE : centre national des soins à l'étranger

Cropéra : caisse de retraite des personnels de l'Opéra national de Paris

CPAM : caisse primaire d'assurance maladie (en métropole)

Cramif : caisse régionale d'assurance maladie d'Ile-de-France

CPRP-SNCF : caisse de prévoyance et de retraite du personnel de la société nationale des chemins de fer.

CRPCEN : caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires

CRPCF : caisse de retraite du personnel de la Comédie Française

CRP-RATP : caisse de retraite du personnel de la régie autonome des transports parisiens

Enim : établissement national des invalides de la marine

MSA : mutualité sociale agricole

Autres organismes français

Agirc-Arrco : association générale des institutions de retraite des cadres - association pour le régime de retraite complémentaire des salariés

CDC : caisse des dépôts

MEAE : ministère de l'Europe et des affaires étrangères

MGEN : mutuelle générale de l'éducation nationale

Pôle emploi - Unédic

O.F.I.I. : office français de l'immigration et de l'intégration

Organismes de liaisons européens

Allemagne : DRB (Deutsche Rentenversicherung Bund)

Autriche : Hauptverband der Österreichischen Sozialversicherungsträger

Belgique : ONP (Office National des Pensions), SdPSP (Service des Pensions du Service Public) et INAMI (Institut National d' Assurance Maladie Invalidité)

Bulgarie : NOI (Национален осигурителен институт)

Chypre : MLSI (Υπουργείου Εργασίας και Κοινωνικών Ασφαλίσεων)

Croatie : HZMO (Hrvatski zavod za mirovinsko osiguranje središnja služba zagreb)

Danemark : Udbetaling Danmark

Espagne : INSS (Instituto Nacional de la Seguridad Social)

Estonie : Sotsiaalkindlustusamet

Finlande : KELA (Kansaneläkelaitos/ Folkpensionsanstalten) et ETK (Eläketurvakeskus)

Grèce : IKA (Idruma Koinonikon Asphaliseon)

Hongrie : ONYF (Országos Nyugdíjbiztosítási Főigazgatóság)

Irlande : Department of Social Protection - Social Welfare Services

Islande : TR (Tryggingastofnun Ríkisins)

Italie : INPS (Istituto Nazionale della Previdenza Sociale)

Lettonie : VSAA (Valsts sociālās apdrošināšanas agentūra)

Liechtenstein : AHV-IV-FAK

(Liechtensteinische Hinterlassenen und Invalidenversicherung)

Lituanie : SODRA - Valstybinio socialinio draudimo fondo valdyba

Luxembourg : Ministère de la Sécurité Sociale - IGSS (Inspection Générale de la Sécurité Sociale)

Malte : Diviżjoni tas-Sigurtà Soċjali

Norvège : NAV Pensjon

Pays-Bas : Sociale Verzekeringsbank et UWV (Uitvoeringsinstituut Werknemersverzekering)

Pologne : ZUS (Zakład Ubezpieczeń Społecznych - Departament Zasiłków)

Portugal : IP - Instituto da Segurança Social

République-tchèque : CSSZ (Ceská Správa Sociálního Zabezpečení)

Roumanie : CNPAS (Casa Națională de Pensii Publice)

Royaume-Uni : DWP (Department for Work and Pensions)

Slovaquie : Sociálna poisťovňa

Slovénie : ZPIZ (Zavod za Pokojninsko in invalidsko Zavarovanje Slovenije)

Suède : Pensionsmyndigheten et Försäkringskassan

Suisse : CdC (Centrale de Compensation)

Autre organisme européen

CACSSS : commission administrative pour la coordination des systèmes de sécurité sociale

Détail des sources par parties

PARTIE 1 : SOINS DE SANTE – MALADIE AT/MP

LES CREANCES ET LES DETTES PRESENTEES

CNSE

LES REMBOURSEMENTS DES DEPENSES DE SANTE

Les remboursements par la France

CACSS-RATP, Cavimac, CCMSA, CNSE, CPAM, CPRP-SNCF, CRPCEN, Enim et MGEN.

Les remboursements dans le cadre de la coordination

CNSE

INCAPACITE TEMPORAIRE

CPAM, CRPCEN et MSA

PARTIE 2 : PRESTATIONS FAMILIALES

CAF et MSA

PARTIE 3 : RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS

RENTE d'AT-MP

BDF, CACSS-RATP, CNIEG, CPAM, CPRP-SNCF et MSA

PENSION D'INVALIDITE

BDF, Carsat d'Alsace, CDC, CNAVPL, CNB, CNIEG, CPAM, Cramif, Cropéra, CRPCEN, CRPCF, CPRP-SNCF, Enim et MSA.

PENSION DE VIEILLESSE

BDF, CCMSA, CDC, Cnav, CNAVPL, CNB, CNIEG, CPRP-SNCF, Cropéra, CRPCEN, CRPCF, CRP-RATP et Enim.

ALLOCATION DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE

Agirc-Arrco et CNAVPL

ALLOCATION DE VEUVAGE

CCMSA et Cnav

ALLOCATION DE DÉCÈS

Carmi, CRPCEN, CPAM et MSA

PARTIE 4 : ASSURANCE CHOMAGE

Pôle emploi - Unédic

PARTIE 5 : LEGISLATION APPLICABLE

REGLEMENTS EUROPEENS

Flux sortants

Cnam (base XI), CACSS-RATP, CRPCEN, Cavimac et MSA

Flux entrants

CACSSS

Détachement exceptionnel

Cleiss

ACCORDS INTERNATIONAUX ET PAYS HORS CONVENTIONS

Détachement de droit commun

CACSS-RATP, CNSE, CRPCEN, Cavimac et MSA

Détachement exceptionnel

Cleiss

PARTIE 6 : FLUX FINANCIERS ETRANGER - FRANCE

Organismes de liaisons européens (voir supra)

PARTIE 7 : LES MOUVEMENTS MIGRATOIRES

LES TRAVAILLEURS ETRANGERS ENTRES EN FRANCE

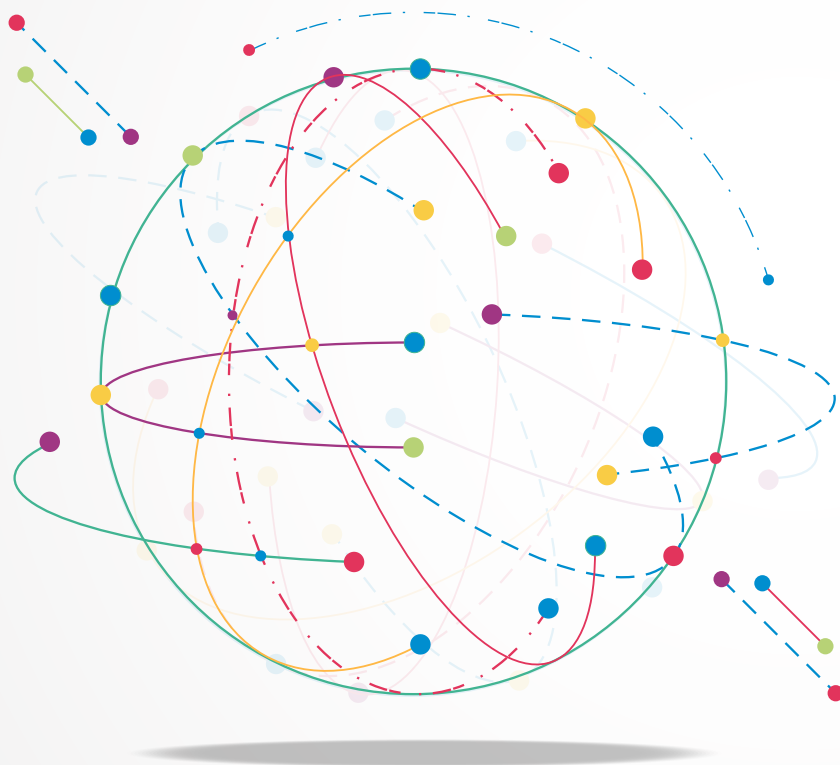
O.F.I.I.

IMMIGRATION FAMILIALE

O.F.I.I.

LES FRANCAIS À L'ETRANGER

MEAE



**CENTRE DES LIAISONS EUROPÉENNES
ET INTERNATIONALES DE SÉCURITÉ SOCIALE**

—
11, Rue de la Tour des Dames
75436 Paris CEDEX 09
Tél.: +33 1 45 26 33 41

—
www.cleiss.fr